HISTOIRE DE LA LITUANIE

Alfonsas EIDINTAS, Alfredas BUMBLAUSKAS,
Antanas KULAKAUSKAS, Mindaugas TAMOŠAITIS

HISTOIRE DE LA LITUANIE

Alfonsas EIDINTAS, Alfredas BUMBLAUSKAS,
Antanas KULAKAUSKAS, Mindaugas TAMOŠAITIS

Les éditions
« Eugrimas »
2013

Publié à la demande
du ministère lituanien des Affaires étrangères

Traduit de la deuxième édition (2013)
Traduit par la SARL « Metropolio vertimai »
Revu par Isabelle Chandavoine, rédactrice à la SARL « Metropolio vertimai »

ISBN 978-609-437-206-3

© Alfonsas Eidintas, 2013
© Alfredas Bumblauskas, 2013
© Antanas Kulakauskas, 2013
© Mindaugas Tamošaitis, 2013
© Les éditions « Eugrimas » , 2013
© Ministère des Affaires étrangères de la République de Lituanie, 2013

SOMMAIRE

Abréviations 8
Préface 9

Introduction
LA LITUANIE, PARTIE DE L'EUROPE CENTRALE 12
Le centre géographique de l'Europe ? 12 ; L'origine du nom de Lituanie et le destin de cette notion 13 ; Les principaux traits de l'histoire de la Lituanie 17 ; Les dates les plus importantes de l'histoire de la Lituanie 22

Chapitre I
L'ANCIENNE LITUANIE 23
LES ANCIENS BALTES ET LA NAISSANCE DE L'ÉTAT LITUANIEN 23
Le paganisme et la mention du nom de Lituanie en 1009 24 ; Mindaugas fonde l'État lituanien. Le couronnement de Mindaugas en 1253 29 ; L'ascension de la dynastie des Gediminaitis 34

L'ÉTAT PAÏEN. LE BAPTÊME DE LA LITUANIE 38
La grande puissance d'Algirdas 39 ; La Lituanie sur les territoires de la Rus' orthodoxe 42 ; Le baptême de la Lituanie : la fin de la formation de l'Europe ? 44

L'EMPIRE DE VYTAUTAS 47
Les changements de l'époque de Vytautas 48 ; La bataille de Grunwald 50 ; Le souverain sacré 54

LE GRAND-DUCHÉ DE LITUANIE SUR LE CHEMIN VERS L'OCCIDENT 57
La christianisation et St Casimir. Le gothique 59 ; L'écriture 62 ; La Renaissance et la Réforme 67

Chapitre II
L'ALLIANCE DES ÉTATS POLONAIS ET LITUANIEN 70
LA RÉPUBLIQUE DES DEUX NATIONS 71
L'Union de Lublin 71 ; Le GDL dans l'Europe baroque. La démocratie nobiliaire 74 ; Une religion d'État ou dix confessions ? 79 ; Les peuples, les langues, les écritures 81 ; L'Université de Vilnius 86 ; L'architecture baroque la plus orientale et la plus nordique en Europe 91 ; Le Gaon et la « Jérusalem du Nord » 92

LA PLUS ANCIENNE CONSTITUTION EN EUROPE ET SON ABOLITION 94
Les Lumières arrivent dans le GDL 95 ; La Constitution du 3 Mai et l'engagement mutuel des deux Nations 100 ; La destruction du Grand-duché de Lituanie 104

Chapitre III
LA LITUANIE DANS L'EMPIRE RUSSE (1795-1915) 109

L'ATTRACTION DE L'ANCIEN ÉTAT 109
L'autonomie culturelle dans l'ombre de Napoléon 111 ; L'insurrection de 1830-1831 116 ; Le pouvoir tsariste : « Il n'y aura pas de Pologne ici » 118 ; L'insurrection de 1863-1864 121 ; Le « duché » de l'évêque M. Valančius 123

LE PEUPLE DEVIENT UNE NATION 127
La politique de russification en 1864-1904 127 ; « Nous sommes nés Lituaniens » 132 ; Une Lituanie différente demande l'autonomie 136 ; La Lituanie après 1905 : le combat culturel 138

Chapitre IV
LA RESTAURATION DE L'ÉTAT LITUANIEN 144

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE 144
Les projets de Lituanie : de l'autonomie à l'indépendance 146 ; L'Acte du 16 Février 1918 152 ; Dans le système de Versailles 155 ; Le Traité de paix du 12 juillet 1920 avec la Russie soviétique 159 ; La dernière possibilité de fédération avec la Pologne 161 ; Le Seimas Constituant et ses décisions 166

LA NAISSANCE DE LA NATION 170
La Lituanie obtient un port maritime : le rattachement de Klaipėda 170 ; La démocratie de la gauche et le coup d'État de décembre 1926 174 ; Le Président A. Smetona et le Premier ministre A. Voldemaras 179 ; Le tandem de A. Smetona et J. Tūbelis 154 ; l Les Juifs et les Polonais, citoyens de Lituanie 189 ; La génération de l'indépendance 193

L'ÈRE DES ULTIMATUMS DES TROIS VOISINS 200
La Lituanie et la Pologne : des relations sans relations 200 ; Le premier procès en Europe contre les nazis et la perte de Klaipėda 203 ; La politique de neutralité et le Pacte Molotov-Ribbentrop 207 ; L'ultimatum de l'URSS et l'occupation soviétique en 1940 210

Chapitre V
LITUANIE : LES OCCUPATIONS SOVIÉTIQUE ET NAZIE 214

DANS LES FILETS DE STALINE ET D'HITLER 214
La soviétisation de la Lituanie 215 ; Les répressions et le soulèvement de juin 1941 219 ; L'Holocauste, l'extermination des Juifs de la Lituanie 224 ; L'administration locale des Nazis – strangulation locale des Lituaniens 229

DE RETOUR DANS L'URSS 233
L'occupation soviétique remplace l'occupation nazie 234 ; La guerre après la guerre : la résistance armée 238 ; La soviétisation de l'économie 243 ; L'unification de la culture 249 ; L'éducation et les tentatives de russification 252 ; Le service diplomatique de la Lituanie et la diaspora 255 ; Une société qui refuse l'aliénation 258

Chapitre VI
LA RÉVOLUTION CHANTANTE 267

AVEC LE SĄJŪDIS POUR LA LITUANIE 267
Le Lietuvos Persitvarkymo Sąjūdis de 1988 à 1990 267; La restauration de l'indépendance de la Lituanie 273 ; En attendant la reconnaissance internationale de la Lituanie 278 ; À la poursuite de l'Europe occidentale 284 ; Les relations de voisinage et l'intégration transatlantique 292

Fin ou les visages éparpillés de la Lituanie 301

Littérature à consulter 305

Sources des illustrations 307

Index des noms de personnes 308

ABRÉVIATIONS

ACEL	Archives centrales d'État de Lituanie
CS-SR	Conseil Suprême- Seimas restauré
CRGRHL	Centre de recherches sur le génocide et la résistance des habitants de la Lituanie
GDL	Grand-duché de Lituanie
KGB	Comité pour la Sécurité de l'État (URSS)
LAF	Front des activistes lituaniens
LDDP	Parti lituanien démocrate du travail
LDT	Service diplomatique de Lituanie
LKDP	Parti des chrétiens-démocrates lituaniens
LLA	Armée lituanienne de la liberté
LLKS	Mouvement lituanien de lutte pour la liberté
LLL	Ligue lituanienne pour la liberté
LPS	Mouvement réformateur de Lituanie
LSDP	Parti social-démocrate lituanien
MGB	Ministère de la sécurité d'État (URSS)
NKGB	Commissariat du peuple à la sécurité d'État (URSS)
NKVD	Commissariat du peuple aux Affaires intérieures (URSS)
PCL	Parti communiste lituanien
PCUS	Parti communiste de l'Union soviétique
RDN	République des Deux Nations
RSS	de Lituanie République socialiste soviétique de Lituanie
TS–LK	Union de la Patrie- conservateurs lituaniens
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
VLIK	Comité Suprême de Libération de la Lituanie

PRÉFACE

Nous saluons le Lecteur qui tourne les pages de l'histoire d'une nation extraordinaire (il n'y en a pas qui ne le sont pas). Ce petit livre propose une réponse claire à une des questions les plus importantes, les plus chères et les plus inspirantes pour le peuple lituanien : comment est née la Lituanie et pourquoi notre État est non pas l'expression du hasard ou de circonstances secondaires, mais un fruit qu'on a fait mûrir durant des siècles, le chemin d'une indépendance fondée sur la détermination légitime du peuple et la récompense légitime et bien méritée pour la vie de chaque Lituanien au nom de la Lituanie ?

En parcourant le texte du livre, vous vivrez directement les expériences historiques impressionnantes, authentiques et souvent instructives de notre peuple. En les retenant, vous deviendrez vous-même les témoins vivants et les dépositaires de l'histoire de la Lituanie. La conscience que sans mémoire de la Nation il n'y aura pas d'avenir pour la Nation se reflète dans les mots de l'éducateur lituanien Mikalojus Akelaitis en 1859 à l'écrivain polonais Józef Ignacy Kraszewski : « L'histoire de la Nation doit être sur les lèvres de tout citoyen, et alors la Nation sera immortelle ». Cette connaissance a notamment inspiré des intellectuels lituaniens (Simonas Daukantas, Jonas Mačiulis-Maironis, etc.) pour immortaliser le passé de leur pays par écrit.

Les travaux historiques récapitulatifs naissent généralement aux périodes tournants de l'évolution de l'État et dans les circonstances exceptionnelles. Parfois, ils sont initiés par des institutions de l'État, dont la mission est d'assurer la perpétuation du chemin parcouru par l'État et son évaluation dans une perspective plus large : avec une vision patriotique, mais juste, perspicace et englobant le tout. En 1936, à l'initiative et sous la responsabilité du ministère de l'Éducation de la République de Lituanie (du vice-ministre Kazimieras Masiliūnas), un groupe d'historiens lituaniens a écrit et publié une histoire de la Lituanie de grande envergure, dont le rédacteur était Adolfas Šapoka. C'est probablement l'histoire nationale de l'État lituanien et du peuple lituanien la plus connue qui a eu et continue d'avoir une influence sur les générations actuelles. L'objectif de cette œuvre, écrite à une époque mouvementée, était de rechercher une inspiration pour le peuple lituanien dans l'histoire millénaire de la Lituanie, dans les grands

espaces conquis par les guerriers de jadis, dans l'authentique culture balte, dans la langue lituanienne, la plus archaïque d'Europe et exceptionnelle par sa beauté, et dans l'action des émigrés dispersés dans le monde.

Lors de la préparation de l'Exposition universelle de 1939 à New York, le ministère des Affaires étrangères de la République de Lituanie (ministre Stasys Lozoraitis) a initié et, sous la direction de Magdalena Avietėnaitė, préparé le stand spécial de la Lituanie qui révélait les réussites en matière d'art, d'art populaire et d'économie et montrait les événements les plus importants de l'histoire de la Lituanie sur des toiles monumentales de nos artistes les plus connus. À cette occasion, comme à d'autres, nos intellectuels, nos académiciens et nos artistes avaient été invités à se rassembler et s'unir pour présenter la Lituanie et son histoire au monde entier.

Aujourd'hui est probablement la meilleure occasion de renouveler et renforcer cette belle tradition diplomatique. Après avoir rétabli son indépendance le 11 mars 1990 et être devenue membre à part entière de la famille des pays démocratiques de l'OTAN et de l'UE en 2004, la Lituanie entreprendra en 2013 la responsabilité historique de présider le Conseil de l'Union européenne, association de pays européens libres et démocratiques. Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle non seulement de contribuer à la création d'un avenir commun de l'Europe, mais aussi de renforcer la solidarité entre les pays et l'attention envers le passé des peuples du continent, et, bien sûr, une nouvelle fois regarder soi-même et rappeler au monde entier, avec un point de vue moderne, ce qu'a été, est (et sera) la Lituanie.

Lors de la préparation à la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne, le ministère des Affaires étrangères (ministre Audronius Ažubalis) s'est adressé aux scientifiques de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques qui examinent depuis plusieurs années les problèmes politiques de l'histoire (professeurs Raimundas Lopata, Alvydas Jokubaitis, Vytautas Radžvilas, etc.), en leur demandant de préparer un ouvrage sur l'histoire de la Lituanie concis, facile à lire et basé sur des critères de vérité et d'ouverture. Son objectif est de dévoiler de façon claire et compréhensible à tout Lecteur, et en premier lieu aux citoyens de l'Union européenne, le chemin historique long, victorieux, parfois ardu voire même tragique, de notre pays que les fondateurs de l'État lituanien ont parcouru en menant les gens de ce pays à travers les différentes périodes, les systèmes de gouvernement, l'abîme des occupations, les hauts et les bas de l'indépendance rétablie : de la première mention du nom du pays dans une chronique européenne en 1009 jusqu'à l'adhésion de la Lituanie à l'Union européenne comme membre de plein droit en 2004.

Le travail de coordination et de rédaction du livre a été confié à l'auteur de ces lignes. On a invité comme auteurs des historiens connus qui ont publié plusieurs travaux : le professeur de l'Université de Vilnius ALFREDAS BUMBLAUSKAS a analysé le développement de l'ancienne Lituanie, le Grand-duché de Lituanie,

(**il a écrit les chapitres I et II, l'introduction** et le dernier chapitre « Fin ou les visages éparpillés de la Lituanie »), le professeur de l'Université Vytautas le Grand ANTANAS KULAKAUSKAS a écrit sur la vie des Lituaniens dans l'Empire russe entre 1795 et 1915 (**chapitre III**), le professeur ALFONSAS EIDINTAS a décrit le processus de restauration d'un État lituanien moderne et les vingt ans d'indépendance de 1918 à 1940 (**chapitre IV de ce travail**), et le lecteur de l'Université d'éducologie de Lituanie dr. MINDAUGAS TAMOŠAITIS a résumé les événements à partir des occupations de 1940 jusqu'à 2004 (**chapitres V et VI**). Ce livre a été relu et évalué par des philosophes réputés et des personnalités publiques actives. Le rédacteur a eu la difficile mission d'unifier quatre façons d'écrire et les styles, planifier la taille des chapitres et des paragraphes, faire les liaisons et insérer des paragraphes afin que le récit soit fluide, équilibré en volume, pas surchargé avec des faits inutiles et le plus agréable possible pour l'œil du Lecteur. En raison du volume limité de ce livre, nous avons renoncé à des chapitres plus détaillés sur le développement économique, social et culturel. Ils auraient été sans doute intéressants et utiles pour le Lecteur, mais les auteurs les ont sacrifiés et ont consenti à payer ce prix afin que le récit mette en lumière le mieux possible les principaux tourbillons de l'histoire de la Lituanie, le développement de l'État lituanien, sa contribution à l'histoire de la région et de toute l'Europe ainsi que la longue, ferme et immortelle détermination du peuple lituanien à créer, protéger et soutenir leur État.

Le rédacteur compte sur la compréhension et l'indulgence si tous les Lecteurs ne trouvent pas ce récit historique tout aussi acceptable et cohérent, et rappelle que c'est la première tentative depuis le rétablissement de l'État en 1990 de traiter, d'un point de vue moderne, toute l'histoire de la Lituanie avec une approche générale, responsable et sobre.

Nous remercions sincèrement les initiateurs de la publication, les membres du comité de rédaction qui ont lu les premières versions des textes, en particulier Jaunius Petraitis, de même que dr. Vytautas Žalys et Romanas Judinas. Un grand merci à ceux qui ont évalué ce livre, le professeur dr. Zenonas Butkus et le maître de conférences dr. Saulius Kaubrys, et aux nombreux autres qui ont contribué à sa préparation, son illustration et à la sélection des cartes nécessaires.

ALFONSAS EIDINTAS

Introduction

LA LITUANIE, PARTIE DE L'EUROPE CENTRALE

« Sans doute, la parenté du sanscrit avec le lituanien est plus grande qu'avec toute autre langue sur cette terre »

Extrait de « Descriptive Ethnology » (« Ethnologie descriptive »)
du chercheur britannique ROBERT GORDON LATHAM

Le centre géographique de l'Europe?

Si on trace sur la carte de l'Europe des lignes allant de Gibraltar à la partie nord des montagnes de l'Oural, de l'Écosse aux montagnes du Caucase, et des îles méridionales de la Grèce au nord de la Norvège, presque toutes ces lignes se croisent en Lituanie, où se trouve justement le centre géographique de l'Europe. Récemment, l'Institut géographique national français a effectué de nouveaux calculs, selon lesquels la perpendiculaire centrale, tirée d'une hauteur de 180 km, se trouve à 25 km au nord de la capitale de la Lituanie, Vilnius. Les coordonnées du centre de l'Europe sont 54°55' de latitude nord et 25°19' de longitude est. La Lituanie est à la même latitude que le sud de la Suède, le Danemark et l'Écosse, situés à l'ouest de la Lituanie, et à la même longitude que la Finlande au nord et la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce au sud.

La Lituanie est au croisement de l'Europe occidentale et orientale : le chemin le plus direct entre l'Allemagne et la Russie passe par la Lituanie. C'est à travers la Lituanie que les Allemands avançaient vers l'est, et les Russes vers l'ouest. Certains ont donc dit « Si la Suisse se caractérise par les hautes montagnes, l'Italie par les œuvres d'art et la Finlande par les lacs, la Lituanie devrait être appelée un pays dangereux à vivre pour un petit peuple ». Bien que la Lituanie soit le centre géographique de l'Europe (Kaunas était une ville de la Hanse), elle est souvent considérée comme faisant partie de l'Europe orientale. Dans ce cas, on a à l'esprit la situation non pas tant géographique que géopolitique : aux XIXe-XXe siècles, la Lituanie a été plus d'une fois occupée et annexée par son voisin oriental.

Toutefois, du point de vue de la civilisation, la Lituanie appartient aux confins de la civilisation occidentale, c'est-à-dire à l'Europe centrale. En Lituanie, tout comme dans les pays d'Europe centrale (Pologne, République

tchèque, Hongrie), et à la différence de l'Europe orientale, dès le Moyen-Âge s'est constituée une économie paysanne individuelle et non pas communautaire, et s'est formée une société civile de nobles et non pas un centralisme ou un despotisme oriental, une orientation culturelle occidentale et le catholicisme prédominaient, et non pas l'orthodoxie, bien qu'on ait trouvé un modèle d'intégration qui a donné l'idée d'une union locale des Églises. Cela permet de parler de la Lituanie comme d'un lien entre l'Europe centrale latine et l'Europe orientale byzantine.

L'origine du nom de Lituanie et le destin de cette notion

Le nom de Lituanie (« Lietuva » en lituanien) est mentionné pour la première fois en 1009, mais il est apparu avant : la tribu des Lituaniens a dû se détacher des Baltes orientaux il y a plus de mille ans. Les linguistes ont établi que les langues lituanienne et lettonne se sont séparées vers le VIIe siècle. Toutefois, les gens qui parlaient le lituanien n'utilisaient pas nécessairement le terme de Lituaniens pour eux-mêmes, ni Lituanie pour leur terre. La version la plus courante jusqu'à présent était de faire provenir le nom de Lituanie du nom de la petite rivière Lietauka qui se jette dans la Neris non loin de Kernavė. On considère traditionnellement que le noyau de l'État lituanien, la terre lituanienne au sens strict, se situait entre le fleuve Niémen et la rivière Neris dans les premières époques historiques. Ainsi, la petite rivière Lietauka, affluent gauche de la Neris, coulait vers la terre de Lituanie et pas nécessairement en Lituanie même. Dans ce cas, c'est la terre qui aurait dû donner le nom à la rivière et non pas l'inverse. Ces arguments réfutent la version courante, mais ils n'expliquent pas d'où vient le nom de Lituanie. Aujourd'hui, se fondant sur la supposition que le nom de Lituanie doit provenir de l'ethnonyme « lietuvis » (Lituanien), les scientifiques ont porté leur attention sur les noms de lieux avec les racines « leit- » et « liet- » au-delà des frontières de la Lituanie. On suppose qu'aux lisières de l'État des souverains lituaniens (Vytautas, Gediminas, et peut-être Mindaugas) des personnes loyales venant de Lituanie ont dû être installées sur des territoires peuplés non pas de Lituaniens, mais de vieux Russes (ou Ruthènes) ainsi que de Samogitiens. Ces gens étaient appelés par les habitants des environs les « leičiai » (les Lettons appellent encore aujourd'hui les Lituaniens les « leišiai »), et peut-être même les « liečiai ». Ainsi, le nom de Lituanie devait provenir de l'ethnonyme (lié à des fonctions militaires spécifiques) « liečiai » ou « leičiai ».

Vytis extrait de la page de titre de la copie de Laurynas (1531) du Premier Statut de la Lituanie

Les limites de la Lituanie en 1009 devaient aller bien plus loin à l'est et au sud que l'actuelle frontière sud-est de la Lituanie. Le territoire, où les Lituaniens vivaient lorsqu'ils ont fondé un État (pour l'essentiel, il s'agit de la Lituanie d'aujourd'hui) est appelé les terres lituaniennes ethniques. Toutefois, une partie de la Lituanie ethnique se trouve hors des frontières de l'actuelle Lituanie. D'autre part, on utilise le nom de Lituanie pour les territoires des anciens Samogitiens, une partie des Yotvingiens, des Séloniens, des Sémigalliens et des Prussiens. Et c'est logique : le noyau pour former l'État lituanien était les « terres de Lituanie » (territoire entre le Niémen et la Neris). Mindaugas avait déjà rattaché aux « terres de Lituanie » d'autres terres lituaniennes, et il avait également étendu son influence aux territoires des tribus proches. On considère que, s'il n'y avait pas eu une avancée des Allemands ni l'expansion des Slaves, l'État lituanien et le nom de

Lituanie couvriraient les terres bien plus larges (peut-être même toutes) des tribus baltes.

Cependant, le territoire de la langue lituanienne, et, plus tard, celui habité par des personnes qui se considéraient comme des Lituaniens, s'est réduit à l'est et au sud, tandis que le nom de Lituanie, avec les limites du Grand-duché de Lituanie (GDL), au contraire s'étendait très loin à l'est et englobait de vastes terres des Slaves orientaux. C'est notamment tout le territoire de cet État (pas seulement l'actuelle Lituanie mais aussi la Biélorussie) qu'on a commencé à appeler, avec le temps, la Lituanie, et nous l'appelons aujourd'hui la Lituanie historique. Entre le XVIe siècle et le XVIIIe siècle, les nobles du Grand-duché de Lituanie, indépendamment de leur origine ethnique, se considéraient comme des Lituaniens. Même la langue écrite officielle de l'État (celle qui a servi à écrire les Statuts de la Lituanie, etc.), dont les origines remontent à la langue des ancêtres des actuels Ukrainiens et Biélorusses, s'appelait le lituanien. Le célèbre poète polonais du XIXe siècle Adam Mickiewicz est devenu le chantre de la Lituanie historique, et le lauréat du Prix Nobel Czesław Milosz se considérait le dernier citoyen du Grand-duché de Lituanie. Nous attribuons notamment cette tradition à ceux qu'on appelle les « vieux Lituaniens », auxquels ont commencé à s'opposer, à la jonction des XIXe-XXe siècles, les « jeunes Lituaniens » qui ont créé deux décennies plus tard la République de Lituanie.

Les Juifs se sont aussi appropriés du nom de Lituanie. Pendant toute la période de la Lituanie historique, les Juifs qui vivaient là appelaient ce pays « Lite » et eux-mêmes les « Litvaks ». L'ancien État lituanien, le Grand-duché de Lituanie, a donc propagé le nom de Lituanie. Après sa disparition et son rattachement à la Russie, il a encore existé une province de Lituanie jusqu'à l'insurrection de 1831, puis les provinces lituaniennes de Vilnius et de Grodno.

Il y a aussi eu une autre voie de propagation du nom de Lituanie. Les descendants des Yotvingiens et des Scaloviens ont commencé à revenir de Lituanie au XVe siècle sur les terres de ces tribus, laissées inhabitées, ainsi que les Lituaniens encore en plus grand nombre. Ils se sont installés non seulement sur les terres inhabitées du côté lituanien, mais aussi de l'autre côté de la frontière (après l'établissement de la frontière entre la Lituanie et l'Ordre teutonique en 1422, seule une partie du territoire des anciens Yotvingiens est revenue à la Lituanie : la rive gauche du Niémen). Avec le temps, on a commencé à appeler les Lituaniens de l'État de l'Ordre teutonique (ce qu'on a appelé plus tard le Duché de Prusse, puis encore plus tard le Royaume de Prusse) les « Lietuvininkai », et leurs terres la Lituanie

prussienne ou Lituanie Mineure (plus tard, semble-t-il au XIXe siècle, on a donné le nom de Grande Lituanie à tout le reste de la Lituanie). C'était un paradoxe : l'État était étranger, mais les publications en lituanien étaient beaucoup plus nombreuses qu'en Lituanie même. La première œuvre littéraire significative en langue lituanienne est apparue en Lituanie Mineure : le poème « Les Saisons » de Kristijonas Donelaitis (vers 1750). Bien que le nom de Lituanie ait été utilisé même officiellement en Prusse au XVIIIe siècle avec la création d'un département de Lituanie, dont le centre était Gumbinnen (lit. Gumbinė). Le temps passant, l'utilisation du lituanien en Prusse s'est réduit en raison de la politique de germanisation et l'adoption volontaire de l'allemand par les Lituaniens, puis, après la Seconde Guerre mondiale et le départ de Prusse des anciens habitants, il n'y a plus eu de lituanophones. Même le nom de Lituanie a disparu là-bas.

L'histoire de la Grande Lituanie a évolué autrement. Après la destruction par la Russie de l'ancien État lituanien, le nom de Lituanie n'a plus été utilisé officiellement après la répression de l'insurrection de 1831 : il a été remplacé par la « Région du Nord-Ouest ». Le nom de Lituanie a acquis de nouvelles significations. À côté de la notion de Lituanie historique (ancien GDL) s'est de plus en plus affirmée une notion moderne associant le nom de Lituanie à l'usage du lituanien. Les fondateurs du nouvel État lituanien, la République de Lituanie, se sont appuyés sur cette notion en cherchant à rattacher à la Lituanie la Lituanie Mineure, mais en renonçant à des prétentions sur des terres lituaniennes historiques où on ne parlait pas le lituanien.

La notion moderne de Lituanie s'est heurtée à un énorme problème : dans la partie sud-est de la Lituanie ethnique, le lituanien a laissé la place au début du XXe siècle aux langues polonaise et biélorusse (appelées langues des « tutejszy » (locaux) par les gens). À vrai dire, dans la partie de la Lituanie qui a perdu son caractère ethnique, certains nobles continuaient à s'appeler les « Litwins » ou « vieux Lituaniens », mais la majorité d'entre eux s'intégrait de plus en plus au peuple polonais et ils considéraient la Lituanie comme une partie de la Pologne. Cette notion s'est notamment affirmée en 1920 pendant le conflit polono-lituanien pour Vilnius, lorsque la « Lituanie centrale » a été créée dans la région de Vilnius. S'appuyant sur cette notion polonaise de la Lituanie, la République de Lituanie a été appelée la « Lituanie de Kaunas », et le dialecte samogitien le lituanien. On ne peut comprendre la notion de « Lituanie centrale » qu'en ayant à l'esprit qu'à l'est de celle-ci les anciennes terres ruthènes du GDL sont appelées la Lituanie « de Minsk » ou « ruthène ». Cette notion de Lituanie en trois parties, invoquée afin de prétendument établir la tradition du GDL,

n'était qu'une déclaration qui ne correspondait plus à la réalité historique. En réalité, c'était une notion polonaise de la Lituanie : en 1922, lors des élections organisées par la volonté de la Pologne sur le territoire occupé par le général Lucjan Żeligowski, appelé « Lituanie centrale », on a voté de sorte que celle-ci devienne une partie de la Pologne. Pour leur part, les Lituaniens étaient déterminés à créer un État lituanien sur des bases ethniques, ils ne prétendaient plus à la « Lituanie de Minsk », mais ils n'imaginaient pas leur État sans la capitale historique de Vilnius. De plus, les fondateurs de l'État lituanien moderne prétendaient aux terres de la Lituanie Mineure. Il est vrai que la Conférence de la paix de Versailles (1919) n'avait détaché qu'une partie de la Lituanie Mineure à l'Allemagne, la région de Klaipėda, sans la rendre à la Lituanie. D'ailleurs, pas tous les Lituaniens de Klaipėda (« Lietuvininkai ») souhaitaient se rattacher à la Lituanie, mais ils aspiraient à un statut de « ville libre » (semblable à celui de Dantzig (aujourd'hui Gdansk)).

Les principaux traits de l'histoire de la Lituanie

Ainsi, le modèle le plus général de l'histoire de la Lituanie serait le suivant : parmi les cultures archéologiques préhistoriques de l'Europe orientale, recouverte de forêts, est apparue la culture balte 3000-2000 ans avant J.C. À partir du Ier siècle après J.C., elle se retrouve déjà dans le champ de Rome et d'autres civilisations. On pense généralement que de ces temps préhistoriques proviennent des valeurs culturelles comme la langue lituanienne, les récits et le folklore, ainsi que la religion païenne des Lituaniens, bien que la cristallisation de cette dernière soit aujourd'hui le plus souvent attribuée à l'époque de la formation de l'État. L'État, le Grand-duché de Lituanie, a été fondé au milieu du XIIIe siècle, son premier souverain Mindaugas a même réussi à se faire baptiser, puis se faire couronner roi en 1253. Pourtant, cela est resté un épisode historique fortuit même si l'État païen est peu à peu devenu une grande puissance régionale ou un empire qui a intégré d'immenses territoires des terres orthodoxes (ancienne Rus' de Kiev). En 1387, La Lituanie a accepté le baptême catholique et la Samogitie est devenue la dernière région baptisée en Europe : l'Europe chrétienne a achevé de se constituer avec ces événements.

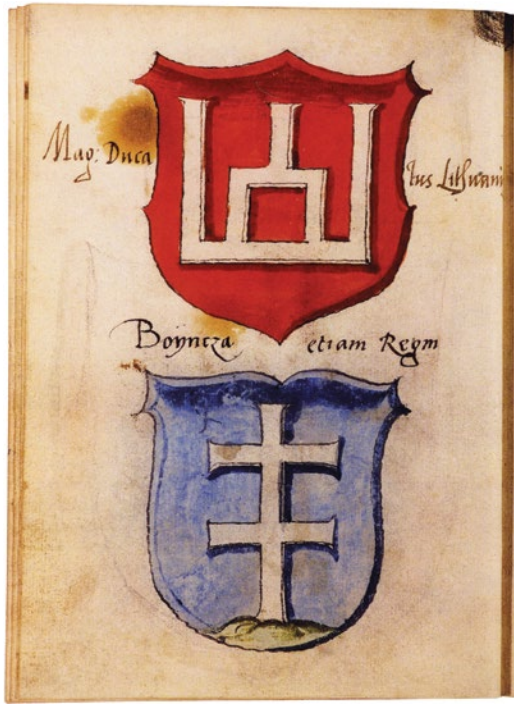
En raison du danger de l'Ordre teutonique, le Grand-duché de Lituanie a peu à peu renforcé ses liens avec la Pologne, et elle a adopté la culture chrétienne occidentale aux XVe-XVIe siècles. Au milieu du XVIe siècle,

Le blason du GDL Vytis, extrait de l'armorial « Stemmata Polonica » (conservé à Paris), milieu du XVIe siècle

une union a été conclue avec le Royaume de Pologne et un État uni a été constitué : la République des Deux Peuples. On considère généralement que cet État a apporté à la civilisation européenne et mondiale aux XVIIe-XVIIIe siècles des phénomènes très significatifs qu'on peut décrire par cette formule brève : pain, tolérance, démocratie, constitution, baroque. Ainsi, la République des Deux Peuples :

- a approvisionné l'Occident en blé (par Gdansk et Amsterdam),
- a créé une tradition presque inconnue jusque-là en occident de tolérance religieuse et de démocratie nobiliaire,
- Vilnius est devenue entre le XVIe siècle et le XVIIIe siècle la seule capitale européenne à la limite de deux mondes, où cohabitaient dix religions. Elle était pour le monde juif la ville du Gaon de Vilnius et la « Jérusalem du Nord »,
- a élevé l'Université de Vilnius, qui avait l'espace d'influence le plus large et était une des plus anciennes universités en Europe centrale, avec ses traditions particulières de missionnaires, martyrs, saints, poètes, rhétoriciens et logiciens,
- a développé l'école d'architecture baroque de Vilnius, importante à l'échelle européenne,
- a créé une tradition juridique qui a donné au XVIe siècle les codes juridiques les plus organisés en Europe: les Statuts lituaniens, et, avec la Pologne en 1791, la constitution, devenue la première constitution écrite d'Europe.

La République des Deux Peuples a été démantelée par les trois partages de la fin du XVIIIe siècle, auxquels ont participé la Russie, l'Autriche et la Prusse. Pourtant, même dans ces circonstances difficiles, est née l'école du romantisme de Vilnius, dont les grands représentants étaient Adam Mickiewicz et Juliusz Slowacki, tandis que l'Université de Vilnius a conservé à l'époque sa place parmi les cent premières universités d'Europe. C'est tout le monde des traditions de la République des Deux Nations (RDN) qui n'est jamais devenu une partie de la culture de l'Empire russe ; au contraire, ses représentants se sont ancrés dans la tradition culturelle polonaise comme de



Piliers de Gediminas et croix de Jagellon, extrait de l'armorial « Stemmata Polonica » (conservé à Paris), milieu du XVIe siècle

grands prophètes, et cela a permis d'appeler plus tard le Vilnius de leur époque capitale de la culture polonaise hors des frontières de la Pologne ethnique. Pourtant, la destruction des traditions de Vilnius, de la Lituanie et de la République des Deux Nations a fait que la Russie a pu s'approprier des phénomènes, issus des territoires du GDL, comme le sauna, le « horilka » ou la vodka. Évidemment, cette question est encore trop peu étudiée, mais le phénomène, connu du monde, des « Juifs de Russie » s'explique simplement : dans l'Empire russe, les Juifs pouvaient vivre uniquement à l'ouest de la « limite de résidence », et celle-ci coïncidait complètement avec la limite orientale de l'ancien GDL ou de la République des Deux Nations. Elle a été dessinée en 1791 par l'impératrice russe Catherine II qui, après les partages de la RDN, a même nommé les provinces concrètes où les Juifs pouvaient vivre. Tout cela n'était rien d'autre que le territoire de la RDN et du GDL, par conséquent ce qu'on appelle les « Juifs de Russie » sont les Juifs du GDL (Lituanie, Biélorussie, Ukraine et Pologne).

L'œuvre la plus orientale (à 500 km de Vilnius) de l'école baroque de Vilnius et de son architecte le plus connu J. K. Glaubitz est l'église des Carmélites déchaussées à Mstsislaw. Photo : A. Bumblauskas

Quoiqu'il en soit, c'est justement sur ce territoire que sont nés les quatre États contemporains de l'époque moderne : Pologne, Lituanie, Biélorussie et Ukraine. Et certains ajoutent … Israël aussi, car les Juifs de cet espace, appelés les Litvaks, ont joué le rôle le plus important dans la création de cet État.

Après l'annexion à la Russie en 1795, la Lituanie a rétabli en 1918-1919 son indépendance et créé un État qui s'appuyait sur de nouveaux fondements démocratiques et nationaux : la République de Lituanie. À sa source, il y a le plus grand artiste, peintre et compositeur lituanien M. K. Čiurlionis, le poète et chantre de la Renaissance nationale Maironis, et le patriarche de la Nation J. Basanavičius. Plus tard suit une pléiade complète de créateurs en art moderne, littérature et architecture qui a réussi en deux décennies à modifier le visage et le paysage de la Lituanie. Aujourd'hui, les jeunes historiens énumèrent très brièvement les succès de civilisation de la République de Lituanie : le beurre, ANBO et le basket. On a à l'esprit : les progrès de l'agriculture, la conception et la fabrication d'avions à Kaunas et les deux

Une des œuvres les plus célèbres de M. K. Čiurlionis
« Conte des Rois », 1909

médailles d'or des basketteurs au Championnat d'Europe (1937 et 1939). C'est notamment ces valeurs ou ces souvenirs qu'a balayé l'Union soviétique en occupant la Lituanie en 1940, puis en l'occupant de nouveau en 1944. Cependant, après avoir survécu à d'immenses pertes (l'Holocauste des Juifs lituaniens, les déportations massives en Sibérie effectuées par l'Union soviétique, l'émigration de 1944 en Occident), la Lituanie a été capable de se soulever pour la plus longue « guerre après la guerre » : la résistance des partisans lituaniens contre l'URSS pendant toute une décennie après la Seconde Guerre mondiale (1945-1953), parfois considérée comme la contribution la plus importante de la Lituanie à l'histoire de l'Europe au XXe siècle. Toutefois, les fondateurs du Sąjūdis, de la Voie balte et de l'Indépendance de la Lituanie ainsi que les héros du 13 Janvier (1991), qui ont été capables de vaincre cinquante ans d'annexion par l'Union soviétique et restaurer l'Indépendance dans les conditions de la *perestroïka* et d'une nouvelle Renaissance, peuvent également prétendre à ce rôle aujourd'hui.

Une chose encore très importante à savoir : en 2004 la Lituanie est devenue membre de l'UE et de l'OTAN.

Les dates les plus importantes de l'histoire de la Lituanie

97 après J.C.	première description des Aestis (Baltes).
1009	saint Brunon (Bruno) découvre la Lituanie, baptême de Netimeras, « roi » de Lituanie.
6 VII 1253	**après la formation d'un État lituanien, le souverain Mindaugas est couronné roi.**
1316–1341	règne de Gediminas qui donne son nom à la dynastie des Gediminaitis.
1323	Gediminas transfère la capitale lituanienne de Trakai à Vilnius.
1385	**Union de Krewo. Le Grand-duc de Lituanie Jogaila devient roi de Pologne. Début du rapprochement entre la Lituanie et la Pologne.**
1387	baptême de la Lituanie.
1392–1430	années de règne de Vytautas, le souverain de Lituanie le plus célèbre.
1410	bataille de Žalgiris (Grunwald). L'armée unie de la Pologne et de la Lituanie écrase l'Ordre teutonique qui menaçait l'existence des deux États.
1569	**Union de Lublin. Création de l'État uni de Pologne et de Lituanie: la République des Deux Nations.**
1795	la Russie, l'Autriche et la Prusse se partagent définitivement l'État polono-lituanien. La plus grande partie de la Lituanie revient à la Russie.
16 II 1918	sous occupation allemande, le Conseil de Lituanie, dirigé par J. Basanavičius, proclame la **restauration d'un État lituanien indépendant.**
15 VI 1940	en exécution du Pacte Ribbentrop-Molotov, **l'Union soviétique occupe et annexe la République de Lituanie**. Le gouvernement de marionnettes mis en place proclame bientôt la création de la République socialiste soviétique de Lituanie. **Début de la terreur et des déportations soviétiques.**
1941–1944	occupation par l'Allemagne nazie et Holocauste des Juifs en Lituanie.
1944–1953	période des répressions organisées par l'Union soviétique, des déportations, de la collectivisation de masse et de la résistance armée lituanienne.
1976	création du groupe d'Helsinki.
3 VI 1988	création du Mouvement réformateur de Lituanie (« Sąjudis »).
11 III 1990	**le Conseil Suprême de la République de Lituanie proclame le rétablissement de l'indépendance de la Lituanie.**
2004	la Lituanie devient membre de l'UE et de l'OTAN.

Chapitre I

L'ANCIENNE LITUANIE

LES ANCIENS BALTES ET LA NAISSANCE DE L'ÉTAT LITUANIEN

En science, on appelle généralement Baltes le groupe des tribus et peuples indo-européens qui ont vécu ou vivent sur la côte orientale de la mer Baltique et ayant parlé ou parlant des langues apparentées qui composent une branche distincte de la famille des langues indo-européennes. Aujourd'hui, seuls le lituanien et le letton, langues encore vivantes, représentent cette branche. Les Baltes et leurs descendants, les Lituaniens et les Lettons, vivent de manière sédentarisée près de la mer Baltique au moins depuis 4000 ans. C'est pour cette raison qu'on dit parfois qu'il s'agit des peuples les plus sédentaires et les plus anciens d'Europe. Les tribus baltes ont commencé à se former à la fin du IIIe millénaire avant J.C., lorsque, après leur arrivée, les Indoeuropéens ont soumis et assimilé les populations locales. Au Ier millénaire après J.C., le territoire habité par les tribus baltes s'étendait de la Vistule aux bassins du Dniepr et de l'Oka à l'est. Plus tard, dans la seconde moitié du Ier millénaire, l'expansion slave a commencé et conduit à une assimilation des Baltes orientaux. Au début du IIe millénaire, les peuples prussien, yotvingien, lituanien et letton ont commencé à se former. Cependant, seuls les peuples lituanien et letton l'ont fait, car l'Ordre teutonique a conquis et assimilé les Prussiens et les Yotvingiens, puis il a créé un État prussien.

La vie sédentaire des Baltes a, semble-t-il, déterminé qu'il y ait dans la mythologie des Baltes (ses éléments sont restés dans le folklore) de nombreux traits de la mythologie des anciens Indoeuropéens. L'intérêt pour la mythologie balte croît de plus en plus. Parmi toutes les langues indo-européennes vivantes, le lituanien a le mieux conservé les anciens sons et un grand nombre de particularités morphologiques que possédaient des langues depuis longtemps disparues ou aujourd'hui non utilisées : hittite, grec ancien, sanscrit. Le célèbre linguiste français Antoine Meillet (1866-1936) a dit : « Celui qui veut savoir comment parlaient nos aïeuls doit venir entendre parler le paysan lituanien ». Comme les Lituaniens ont adopté le christianisme relativement tard, il y a dans notre culture et nos traditions populaires un grand nombre d'éléments archaïques datant

de l'époque païenne. Il en existe aussi dans les coutumes des fêtes chrétiennes, par exemple, de Noël, de Pâques, etc. Nous pourrions dire que les fêtes païennes sont uniquement « recouvertes » d'une couche de fêtes chrétiennes. Ces éléments du temps jadis déterminent l'originalité des récits, du folklore et de l'art populaire lituaniens.

Le paganisme et la mention du nom de Lituanie en 1009

Une grande partie des affirmations et des appréciations controversées ont été dites au sujet du paganisme lituanien. Cela s'est produit à cause d'une contradiction entre le mythe de l'époque païenne comme un âge d'or lituanien, créé dans la première moitié du XIXe siècle, et la pauvreté des informations fournies par les sources historiques. Les romantiques ont recherché des représentations anthropomorphiques des dieux, des idoles, de l'écriture, des prêtres et des temples, c'est-à-dire ils ont tenté de trouver ce qui caractérise la Rome préchrétienne ou les systèmes religieux des Grecs et des Romains. Ceux qui les critiquaient pensaient que les Lituaniens n'avaient pas de système religieux et qu'ils avaient seulement divinisé la nature. Les anciens Lituaniens voyaient une expression du sacré partout : sur la voûte céleste avec le Soleil, la Lune et les étoiles, ainsi que dans la terre, le feu et l'eau. Une telle divinisation des phénomènes naturels, notamment de la terre, empêchait le développement de l'agriculture, c'est pourquoi le sacré s'est peu à peu concentré dans les lieux de culte. Cela pouvait être une pierre ou un arbre concret, mais, semble-t-il, les bosquets de chênes, les couleuvres et les collines sacrées étaient considérés comme particuliers.

Répliquant aux critiques, les romantiques ont invoqué des sources prussiennes des XVIe-XVIIe siècles, dans lesquelles les chroniqueurs parlaient des dieux prussiens. D'après la Chronique de Simon Grunau, le centre du culte des dieux prussiens était la localité de Rickoyoto, où poussait un chêne verdoyant été comme hiver et sous lequel se trouvait un temple des dieux prussiens, décoré de trois idoles représentant trois dieux prussiens. Le plus important d'entre eux était Peckols, dieu du monde souterrain, le deuxième était Perkūnas, dieu des éclairs et du tonnerre, et le troisième Potrimpo, dieu des céréales. On décrit le culte de ces dieux, la hiérarchie des serviteurs du culte et les vestales. Le récit sur la trinité des dieux prussiens a peu à peu été complété par de nouveaux détails et ajouts, et illustré avec des dessins. Quatre dieux sont mentionnés dans les Annales

de Galicie-Volhynie (d'Ipatiev) en 1252. La géographie mythologique des Lituaniens confirme cette idée de paganisme lituanien comme « joyau originel » et son panthéon suprême avec quatre dieux. Par ailleurs, il y a de nombreux sites en Lituanie (villages, collines, forêts, arbres, pierres) avec le nom de Perkūnas. On rencontre également des sites avec le nom de Dieu, par exemple la pierre de la Table de Dieu ou la colline du Trône de Dieu. Il y a aussi plein de noms avec « Laumė » (fée) ou « Laimė » (bonheur). Ces lieux de culte « originels » devaient être gardés par des prêtres (« žynys » en lituanien, on pense que ce nom vient du mot « žinoti » (connaître)), ainsi que des vestales ou sorcières (« ragana » en lituanien, mot venant de « regėti » (voir)).

On suppose qu'en Lituanie le paganisme n'a pas eu le temps de constituer des centres dédiés à la religion, des temples entretenus par d'autres couches de la société et possédant des institutions pour l'écriture et l'enseignement, ou la couche sociale du clergé. Cependant, on ne prend pas en considération la circonstance que les Lituaniens ont finalement fondé un État au milieu du XIIIe siècle. Dans un État, des conditions apparaissent naturellement pour la constitution d'un clergé et d'une institution administrant les affaires du culte, car il y a un mécanisme qui permet d'entretenir tout cela. Par ailleurs, l'État avait lui-même besoin d'une idéologie unifiant la société. Les souverains des autres pays ont utilisé le christianisme dans ce but. On peut comprendre à partir du comportement de nos dirigeants païens que, pour eux, le paganisme était équivalent au christianisme. Par conséquent, l'État aurait dû essayer d'accélérer du haut le processus de transformation du paganisme en religion institutionnelle. Il faudrait considérer comme expression précoce de ce processus le lieu de culte mentionné dans les sources : Romuva, située en Nadruvie, et son prêtre suprême. Cela devait déjà être une institution indépendante, entretenue, semble-t-il, par les dons. Afin de conserver un équilibre politique, ce prêtre s'est installé sur le territoire de la tribu la plus faible (les Nadruviens). Cela rappelle l'amphictyonie de la Grèce ancienne : une union des cités (Polis), créée pour défendre un lieu de culte situé sur un territoire intertribal. À Romuva, le principal objet de culte était le feu. Sa vénération était liée aux pierres et collines des sacrifices répandues en Lituanie. La mythologie de la crémation des corps des morts s'est formée au XIIIe siècle. Les souverains étaient incinérés jusqu'au baptême : des sources décrivent les crémations des dépouilles des grands-ducs de Lituanie Algirdas et Kęstutis.

Plusieurs peuples ont créé des épopées, c'est-à-dire des récits sur les dieux, les demi-dieux et les héros. Les récits ont été retranscrits plus tard,

Forêt lituanienne, extraite du cycle de dessins de A. Grottger « Litwa », 1864–1866

après l'apparition de l'écriture. Nous pouvons considérer que l'épopée lituanienne avait aussi commencé à se former. Les chansons héroïques ont été les premières à apparaître, mais on en connaît très peu. On reconnaît aujourd'hui que quelques histoires, retranscrites dans les chroniques lituaniennes, répondent aux récits épiques : le rêve de Gediminas sur la fondation de Vilnius, les campagnes sur Moscou du Grand-duc Algirdas, et l'histoire d'amour du Grand-duc Kęstutis (l'histoire de Birutė est aussi intéressante pour une autre raison : la princesse n'a pas reçu de prénom chrétien, elle a été inhumée comme une païenne, mais sa légende n'a pas cessé même avec l'implantation du christianisme, et la colline de Birutė à Palanga était vénérée comme celle d'une sainte). Toutes les histoires mentionnées ont été retranscrites aux XVe-XVIe siècles, mais elles avaient un fondement historique : des sources historiques de cette époque le confirment. Il faudrait aussi considérer la légende de Šventaragis comme faisant partie de l'épopée lituanienne en formation. Seulement, cette histoire doit être distinguée des légendes, inventées aux XVe-XVIe siècles, sur l'origine romaine des Lituaniens, et sur Palemonas et ses fils Kunas, Speras et Barkas.

Le tertre de château de Merkinė est un des plus beaux tertres de château de Lituanie. Les châteaux en bois qui s'y trouvaient étaient les constructions défensives les plus importantes aux XIIIe–XIVe siècles. Photo : M. Bumblauskas

Le premier millénaire de notre ère est l'époque de la différenciation des Baltes. Au IIe siècle, Ptolémée connaissait déjà la tribu prussienne des Galindiens et les Yotvingiens ou Sudoviens. Au haut Moyen-Âge, les chroniqueurs occidentaux commencent à mentionner les Prussiens, les Curoniens et les Sémigalliens. Il est naturel que les Lituaniens, qui vivaient à l'est de ces tribus, n'apparaissent pas dans les chroniques, et le processus de différenciation des Baltes orientaux a eu lieu plus tard. Il semble qu'à la fin du premier millénaire, la tribu des Lituaniens se soit développée le plus rapidement parmi toutes les tribus baltes, c'est pourquoi le missionnaire occidental et futur saint Bruno Boniface s'est rendu exprès de Prusse en Lituanie en 1009. Là, il a baptisé le chef lituanien Netimeras, mais il est mort un peu plus tard de la main de son frère. L'existence du principe d'héritage du pouvoir de Netimeras montrerait que la Lituanie avait atteint au moins le stade de *chefs de tribus*. Ce fait indiquerait qu'à cette époque il n'y avait d'écart très important entre la Lituanie et les autres pays d'Europe centrale et d'Europe du nord (vers lesquels étaient aussi organisées des missions de christianisation à la même époque). Hélas, en 1009, la mission de St Bruno Boniface et la découverte de la Lituanie sont restées un fragment d'histoire

car, après, la Lituanie n'a plus été mentionnée pendant presque 200 ans. Le plus probable est que cela a été la conséquence des campagnes de Iaroslav, Grand Prince de la Rus' de Kiev, au milieu du XIe siècle (au début du XIIe siècle, les Lituaniens sont mentionnés parmi les tribus qui payaient le tribut à la Rus' de Kiev).

L'année 1009 signifie pour la Lituanie non seulement un crime, mais bien plus encore : St Bruno Boniface a découvert la Lituanie et son « roi » Netimeras qui a trouvé la foi et s'est fait baptiser. Ce premier baptême de la Lituanie est directement lié à l'idée de *Millenium* de l'Europe chrétienne : idée du millénaire qui trouve ses origines dans la Révélation de Saint Jean ou l'Apocalypse dans les Saintes Écritures. C'est ici que les missionnaires puisaient des thèmes. Le *Millénium* est le seuil, où l'on attend le Jugement dernier. Ainsi, à la fin du premier millénaire de l'époque du Christ, est né le mouvement millénariste : les missions de christianisation et le baptême de nouveaux pays et de leurs parties comprenaient les régions de la future Europe centrale, orientale et du nord. Nous pouvons mentionner la succession suivante : le baptême du souverain polonais Mieszko (966), le baptême de Vladimir, souverain de la Rus' de Kiev (988), la mission de St Adalbert en Prusse qui s'est terminée par son martyr (997), la christianisation de la Norvège commencée par le roi Olaf (997), la décision de l'Althing (parlement) islandais de se faire baptiser (1000), le couronnement du premier véritable chrétien sur le trône hongrois St Étienne (1000), le baptême du prince du sud de la Suède Olaf (1008), puis le baptême du « roi » lituanien Netimeras (1009).

Ainsi, après la mention des Aestis par Tacite, il faudra attendre près de mille ans pour voir réapparaître le nom de Lituanie. Cependant, après avoir recherché pendant un siècle l'Atlantide païenne des Baltes, la science ne l'a finalement pas trouvée. Les Lituaniens avaient besoin de se constituer en ethnie indépendante, puis, sous la direction de Netimeras, passer d'un système tribal à un État qui intéresserait les missionnaires. La Lituanie est restée avec sa langue lituanienne, ses « sutartinės » (chants polyphoniques) aux sonorités mystiques, ses légendes et ses histoires, et ses dieux païens. La Lituanie vivra avec un visage païen encore 400 ans après Netimeras : nous voyons ces mêmes dieux aussi à l'époque de Mindaugas (le baptême et le royaume de Mindaugas resteront aussi un épisode), ils sont aussi arrivés jusqu'à l'époque du Grand-duc Gediminas qui parlera non pas tant d'un monothéisme païen que d'un Dieu suprême : « nous avons aussi un seul Dieu… ». En interprétant le rêve de Gediminas sur le loup de fer hurlant, le prêtre païen Lizdeika prédira la fondation et la gloire de Vilnius. Bien

qu'il n'y ait pas de prince qui ne mènera des négociations pour un baptême, l'Europe de l'époque des croisades, en ne permettant plus aux États de se faire baptiser d'eux-mêmes, détournera en quelque sorte la Lituanie du christianisme. La Lituanie restera une monade indépendante de la civilisation ; par conséquent, sans attendre de reconnaissance ou de couronne de l'étranger tant Gediminas qu'Algirdas s'attribueront, de manière discourtoise (du point de vue de l'Occident), le nom de rois. Seul Vytautas deviendra plus poli et cherchera à obtenir une couronne et une reconnaissance de l'Occident.

Mindaugas fonde l'État lituanien. Le couronnement de Mindaugas en 1253

Les Curoniens semblaient être les plus actifs et les plus guerriers parmi les tribus baltes aux XIe-XIIe siècles, et, à la fin du XIIe siècle, les campagnes militaires lituaniennes ont commencé. On sait qu'en 1183 les Lituaniens ont organisé leur première campagne indépendante sur les terres de la Rus', pendant laquelle ils ont dévasté Pskov et, probablement en chemin, Polotsk. Plus tard, les expéditions militaires des Lituaniens sont devenues plus fréquentes, il y en avait une ou deux par an : non seulement en direction de la Rus', mais aussi en Pologne et en Livonie.

Les campagnes de pillages montraient la croissance de la puissance des Lituaniens, ils dépassaient, par le nombre de campagnes, les riches Prussiens ou les belliqueux Curoniens. Probablement, cela provenait du grand nombre d'hommes dans la tribu, ce qui était particulièrement important pendant les campagnes militaires. Le passage au premier plan de la tribu des Lituaniens a posé des bases pour des changements de système et un État lituanien qui apparaîtra bientôt. En 1219, dans le traité entre les princes de Volhynie et de Lituanie (conclu également pour des campagnes de pillages en Pologne), le futur fondateur de l'État lituanien Mindaugas est mentionné comme le quatrième parmi les cinq princes supérieurs. On voit ainsi qu'en 1219 la Lituanie n'était pas encore un État, mais seulement une confédération de terres qui n'avait pas un seul souverain. À l'époque, la terre était l'unité de l'organisation politique et une confédération de terres était un système politique, où les princes des différentes terres coordonnaient leurs actions et des princes supérieurs ont émergé parmi ces princes.

En 1219, il n'y a pas encore de prince suprême ; mais, en 1245-1246, un chroniqueur allemand désigne Mindaugas comme « roi suprême ». Cela

Un chevalier de l'Ordre teutonique enlève un enfant.
Peintre : J. Kossak, XIXe siècle

signifiait donc que la Lituanie était déjà unifiée. Quand est-ce que cela est arrivé ? En 1235, des chroniques russes mentionnent la « Lituanie de Mindaugas ». Cela montre peut-être que Mindaugas avait déjà soumis les autres princes à son autorité ? Toutefois, s'il y a la Lituanie de Mindaugas, il y a peut-être eu la Lituanie de « Živinbudas » ou de « Dausprungas » ? Par conséquent, on tend à adopter une date approximative : l'État lituanien a été fondé vers 1240.

En unifiant la Lituanie, Mindaugas ne pouvait pas ne pas prêter attention à la suite des faits : installés en 1202 à l'embouchure de la Daugava, l'Ordre des chevaliers porte-glaive a peu à peu commencé à conquérir les Livoniens, les Lettons, les Estoniens et les Curoniens. Combattant les tribus païennes prussiennes, apparentées aux Lituaniens, Conrad de Mazovie a invité en 1230 les chevaliers de l'Ordre teutonique (croisés) à s'installer dans la terre de Culm sur la Vistule. Cette erreur fatale coûtera cher aux Polonais et aux Lituaniens : l'Ordre a soumis les Prussiens puis, en 1236, le pape a déclaré une croisade contre les Lituaniens. Bien que les Samogitiens

Le couronnement de Mindaugas.
Peintre : A. Varnas, 1952–1953

y aient résisté à la bataille de Saulė en 1236, la Lituanie était déjà prise en tenailles : en 1237, l'Ordre des chevaliers porte-glaive est devenu vassal de l'Ordre des chevaliers teutoniques.

L'agression des chevaliers teutoniques et l'installation de leurs colonies près de la Baltique ont accéléré l'apparition de l'État lituanien. Celui-ci est apparu en premier lieu comme un moyen de se défendre, mais il devait s'appuyer sur une couche de la société : cette couche a été les guerriers de Mindaugas, et l'établissement d'un seul souverain est le signe extérieur le plus net de l'apparition d'un État. Du point de vue d'aujourd'hui, on peut dire que le peuple pouvait se protéger uniquement en fondant un État.

Néanmoins, Mindaugas avait encore besoin de renforcer son pouvoir. En 1248, la situation est devenue très menaçante pour lui. Ses parents les plus proches présentaient en premier lieu une opposition : les enfants de ses frères, qui avaient demandé de l'aide à des étrangers, l'Ordre de Livonie et la Volhynie. Mindaugas a surmonté cet obstacle non seulement par des campagnes militaires, mais aussi par la diplomatie. Il a utilisé les oppositions internes de la Livonie et attiré de son côté le maître de l'Ordre de Livonie Andreas von Stirland. Par l'intermédiaire de celui-ci, au printemps (ou au début de l'été) 1251, Mindaugas a obtenu un accord pour se faire baptiser lui et sa femme Morta, ainsi que la couronne de roi pour lui-même.

En 1251, Mindaugas s'est fait baptiser en cédant en échange une grande partie de la Samogitie à l'Ordre de Livonie. L'objectif le plus important qu'il souhaitait en se faisant baptiser était la couronne. Ce but a été atteint le

6 juillet 1253. Le jour du couronnement de Mindaugas occupe une place prestigieuse dans notre calendrier puisque Mindaugas a été le premier et le seul roi couronné de Lituanie. C'est comme si le couronnement de Mindaugas achevait la formation de l'État, car le monde de cette époque a reconnu la Lituanie. Rien que ce fait suffirait à considérer Mindaugas comme une des personnalités les plus importantes et les plus méritantes pour la Lituanie. Mindaugas a créé l'œuvre la plus importante de l'histoire du commencement de la Lituanie : un État qui a permis la survie du peuple lituanien et, plus tard, l'adoption de la civilisation occidentale. La Lituanie est entrée dans l'arène de l'Histoire, au moment où l'Europe avait déjà traversé l'époque des croisades (la septième croisade a eu lieu pendant le règne de Mindaugas, et la huitième, et dernière, peu de temps après sa mort). Toutefois, Mindaugas a dû accomplir plus que les souverains des autres pays d'Europe centrale quelques siècles auparavant. La Tchéquie est devenue un royaume au XIIe siècle, et un archevêché indépendant a été créé seulement au XIVe siècle. La Pologne est devenue un royaume et a créé un archevêché indépendant à la jonction des Xe-XIe siècles, mais (tout comme la Tchéquie) elle est devenue un vassal non pas du pape mais du souverain du Saint-Empire romain germanique. Mindaugas s'est fait couronner par un vassal de l'Allemagne, l'Ordre de Livonie, et il est devenu vassal non pas de l'empereur mais du pape, et il a obtenu tout de suite le droit à un évêché indépendant, directement subordonné au pape. Plus encore, quelques années plus tard, Mindaugas a reçu la couronne de roi pour toute sa dynastie : le pape a donné l'autorisation pour couronner son fils. Tout cela était le résultat de la politique de Mindaugas qui a choisi avec clairvoyance un assistant : un frère de l'Ordre de Livonie, le prêtre Christian qui l'a informé sur l'organisation de l'Église catholique et les relations du pape avec les souverains européens, en particulier l'empereur. Après avoir corrompu le maître Andreas von Stirland, il a formulé au pape par l'intermédiaire de son émissaire des conditions plus avantageuses pour la Lituanie que pour la Livonie. À la surprise de la délégation de Livonie, le pape a satisfait la demande de Mindaugas qui a obtenu la première victoire internationale de la diplomatie lituanienne : il s'est protégé des liens politiques avec le Saint-Empire romain germanique. Ces solides succès diplomatiques montrent que Mindaugas a été capable d'orienter avec talent les événements dans une direction qui lui était favorable. Même ses ennemis décrivaient Mindaugas comme un sage.

On identifie généralement l'Europe médiévale avec l'Europe occidentale. Ce n'est pas tout à fait exact. L'Europe occidentale est seulement une

partie de l'Europe médiévale, parfois appelée aujourd'hui « vieille » Europe médiévale (Ve-IXe). On a à l'esprit l'Empire de Charlemagne ou l'Europe, fondée sur les ruines de l'Empire romain, qui s'étendait jusqu'à l'Elbe. Parfois, on distingue aussi la « nouvelle » Europe médiévale (Tchéquie, Hongrie, Croatie et Scandinavie) qui s'est formée entre le Xe siècle et le XIIe siècle. Il serait logique de prolonger cette suite et de considérer l'Europe médiévale des XIIIe-XIVe siècles, où vivaient les Finlandais, les Estoniens, les Lettons, les Prussiens et les Lituaniens, comme la « récente » Europe médiévale. Au haut Moyen-Âge, les papes acceptaient avec bienveillance le baptême des pays, et ceux-ci devenaient vassaux du pape ou de l'empereur. Il était permis aux peuples de la nouvelle Europe de se faire baptiser et de devenir vassaux de l'empereur. Tandis que le droit de se faire baptiser de façon indépendante n'était plus reconnu à la récente Europe médiévale, de même qu'à la Lituanie : c'était déjà l'époque des croisades en Europe. Les Finlandais, les Estoniens et les Lettons ont donc été conquis et les Prussiens anéantis. Par contre, Mindaugas a non seulement été capable de fonder un État, mais aussi d'entrer, bien que temporairement, dans le système des pays européens. Il a été le seul souverain de la récente Europe médiévale capable de transformer son peuple et son État en un acteur historique.

Agissant de pair avec Treniota, l'adversaire le plus puissant de Mindaugas, le prince Daumantas de Nalšia (à qui Mindaugas avait pris la femme) assassina Mindaugas en 1263. Les historiens considèrent généralement que c'était une réaction des païens contre un souverain chrétien. Après avoir écrasé l'armée conjointe de l'Ordre teutonique et de l'Ordre de Livonie près de Durbe le 13 juillet 1260, les Samogitiens avaient, par l'intermédiaire de Treniota, vraiment proposé à Mindaugas de renoncer au christianisme et de commencer une guerre contre la Livonie. Mindaugas a décidé de se battre contre l'Ordre teutonique. Il est parfois affirmé que Mindaugas a rejeté le christianisme. Toutefois, quelques années après la mort de Mindaugas, en 1268, le pape Clément IV désigne dans une bulle Mindaugas comme le « souverain de mémoire lumineuse ». Le baptême de Mindaugas n'a pas éliminé le danger des ordres et, de plus, une partie de la Lituanie ethnique a été perdue : la Samogitie. Par conséquent, Mindaugas devait se battre pour la Samogitie païenne contre la Livonie chrétienne et, dans le même temps, conserver le statut de souverain chrétien aux yeux des puissances occidentales et du pape.

Après l'assassinat de Mindaugas, il y a eu un grand désarroi : en quelques années, trois autres princes qui se battaient pour le pouvoir ont été assassinés en Lituanie et un autre a été expulsé. Après l'assassinat de Treniota

par les partisans de Mindaugas en 1264, Vaišelga, le fils de Mindaugas, est devenu le souverain lituanien. Il est le premier prince connu dans l'histoire de la Lituanie à s'être converti à l'orthodoxie. De cette façon a commencé l'installation des princes lituaniens sur les terres de la Rus' : un prince lituanien adoptait la foi orthodoxe et les terres (dans ce cas, Nowogródek, où Vaišelga a été installé par son père) étaient rattachées à l'État lituanien. D'autre part, Vaišelga est le seul prince à avoir renoncé à la principauté et être devenu moine. En 1264, il s'est impliqué dans la vie politique et, après s'être débarrassé des ennemis de Mindaugas, il s'est assis sur le trône de Lituanie.

L'ascension de la dynastie des Gediminaitis

À la fin du XIIIe siècle, sont encore mentionnés les grands-ducs lituaniens suivants : Butigeidis, puis son frère Butvydas, et encore plus tard le fils de Butvydas Vytenis. C'était un nouveau phénomène dans l'histoire de la Lituanie : les personnes d'une même famille, les frères ou les fils, héritaient du trône. Ainsi, le principe d'héritage du trône s'est formé et, au Moyen-Âge, il s'agissait de l'un des signes les plus importants de la stabilité de l'État. Car, ceux qui convoitaient le trône devaient donc justifier leurs droits, leur parenté ou son appartenance à la dynastie des souverains. À la fin du XIIIe siècle, la plus célèbre des dynasties de souverains d'origine lituanienne est entrée dans l'histoire de la Lituanie : les Gediminaitis.

Son représentant le plus célèbre a donné le nom à la dynastie : le frère de Vytenis Gediminas (il a régné entre 1316 et 1341). Gediminas n'était pas le premier représentant de cette dynastie, mais c'est justement lui qui éclipsé ses prédécesseurs par son rôle historique. Sous le règne du Grand-duc Gediminas, une monarchie précoce, ou militaire, s'est formée avec tous les signes caractéristiques, comme la diarchie, le féodalisme précoce et les premiers domaines, appelés « cours » en Lituanie. La Lituanie avait déjà une capitale à l'époque, la tradition d'hériter du trône a commencé à partir de Gediminas ainsi que les débuts de la civilisation de la maçonnerie. Sous le règne de Gediminas et de son fils Algirdas, tout un système de châteaux en maçonnerie a été créé autour de la capitale, noyau de l'État : Medininkai, Krewo, Lida, Trakai, les châteaux plus reculés de Grodno et de Kaunas. La Lituanie est devenue le centre d'un système politique, autour duquel se rassemblaient pas uniquement les terres de la Rus' noire et de Polotsk qui ont été rattachées à l'époque de Mindaugas, mais aussi la Volhynie, Halytch, Kiev et Pskov qui étaient sous l'influence politique de la Lituanie.

Gediminas construit le château de Vilnius.
Peintre : M. E. Andriolli, 1882

Cela a permis à la Lituanie de devenir un acteur des grandes combinaisons politiques et une force dominante de la région : une grande puissance. Sa politique devenait la politique d'une grande région et même à l'échelle européenne.

Les lettres de Gediminas sont considérées comme le reflet le plus significatif de sa politique. Bien qu'elles soient le plus souvent liées à la première mention de Vilnius dans les sources écrites, elles montrent aussi que Gediminas créait un programme cohérent d'européanisation de la Lituanie. On peut y voir la très large vision politique (en gardant à l'esprit l'isolement international de la Lituanie) de Gediminas. Celui-ci a créé une métropole orthodoxe, décidé de se faire baptiser et fonder un archevêché catholique. Par cette politique envers l'Église, il a été capable de susciter l'intérêt du pape Jean XXII qui avait déjà soulevé à cette époque l'idée d'une union de l'Église. Gediminas lui a envoyé des lettres, où il a exprimé son désir de se faire baptiser : les souverains lituaniens souhaitaient adopter la religion catholique, mais ils étaient obligés de se défendre contre les

Portraits imaginés des souverains lituaniens,
dessinés par l'Italien Alessandro Guagnini au XVIe siècle

Mindaugas

Gediminas

Algirdas

Vytautas

Kęstutis. Peintre : A. Penkowski, 1838

Birutė. Peintre : A. Penkowski, 1838

croisés qui ne se préoccupaient non pas du baptême mais de la conquête d'un État. Gediminas a aussi envoyé des lettres aux villes et aux monastères d'Allemagne en annonçant qu'il attendait les émissaires du pape pour discuter d'un baptême. Il a invité les chevaliers, les marchands, les artisans et les paysans allemands à venir s'installer en Lituanie, il leur a promis les mêmes conditions d'exercice de leur activité qu'en Europe. Toutefois, en 1323-1324, le projet de baptême de Gediminas a échoué en raison d'une opposition des Samogitiens et des courtisans orthodoxes.

Ainsi, l'abandon du baptême ne signifiait pas que Gediminas avait aussi renoncé à son autre objectif : rapprocher la Lituanie de l'Europe occidentale en invitant à venir des colons allemands. L'histoire mystérieuse de martyrs franciscains parle de l'arrivée de moines dès l'époque de Gediminas, qui a fait naître une des légendes les plus durables de Vilnius. L'histoire de l'assassinat de deux franciscains à Vilnius à la fin du règne de Gediminas est connue dès le XIVe siècle, et une chapelle a été construite à l'endroit où ils ont été inhumés (un monastère des Frères de la Charité s'installera plus tard à côté).

Ainsi, la société païenne lituanienne et sa structure économique, sociale, politique et spirituelle ont acquis leur forme la plus mature sous le règne de Gediminas. À la fin du XIIIe siècle, la dynastie des Gediminaitis la plus célèbre et, c'est important, de souverains d'origine lituanienne, est entrée dans l'histoire de la Lituanie, elle a régné sur la Lituanie jusqu'à la mort de Sigismond II Auguste en 1572 (après lui, des dirigeants d'origine étrangère ont régné sur la Lituanie). Gediminas, son représentant le plus connu qui a effacé ses prédécesseurs par son rôle historique, a donné le nom à la dynastie. Les grands-ducs de Lituanie les plus célèbres ayant joué un rôle historique très important ont appartenu à la dynastie des Gediminatis : les fils de Gediminas Algirdas et Kęstutis, le fils d'Algirdas Jogaila et le plus éminent représentant de la dynastie le fils de Kęstutis Vytautas le Grand (il a régné de 1392 à 1430). Il est vrai que Jogaila l'a dépassé par sa notoriété en Europe : après qu'il soit devenu roi de Pologne (1386), est apparue la dynastie des Jagellons, issue des Gediminaitis, qui a atteint plus tard (fin du XVe-début du XVIe) un sommet d'influence. Ses représentants ont occupé en même temps les trônes de Lituanie, de Pologne, de Tchéquie (1471-1526) et de Hongrie (1490-1506).

Le règne de la dynastie des Gediminaitis est lié à la période de l'histoire de la Lituanie considérée comme la plus glorieuse dans la conscience historique du peuple. Les noms de ses représentants les plus célèbres (Gediminas, Algirdas, Kęstutis, Vytautas) occupent une place particulière-

ment honorable dans notre culture, et l'emblème de la dynastie, les piliers des Gediminaitis, est un des symboles les plus importants du peuple lituanien et de l'État lituanien.

L'ÉTAT PAÏEN. LE BAPTÊME DE LA LITUANIE

Après Mindaugas, il n'y a pas eu un souverain lituanien qui n'a mené de tractations pour un baptême et, en même temps, pour un couronnement : cela a été déterminé par la guerre contre l'Ordre teutonique (à la fin du XIIIe siècle, après la conquête des Prussiens, l'Ordre teutonique avait commencé son agression contre la Lituanie). Comprenant que se faire baptiser par l'Ordre coûterait trop cher, les souverains lituaniens ont recherché de nouvelles possibilités de baptême via la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne (le baptême orthodoxe n'aurait pas réglé le problème de l'agression par les ordres). D'autre part, tous les souverains lituaniens se donnaient le nom de roi (par ex., Gediminas dans ses lettres à l'Occident utilisait *rex* ; Algirdas dans ses lettres à l'Empire byzantin utilisait *basileus*). Les sources des ordres teutoniques les appelaient ainsi, contrairement aux chefs des autres tribus sans État voire même aux princes des terres russes. Nous nous risquerions donc à affirmer que, au moins jusqu'à ce que Jogaila devienne roi de Pologne en 1386, la Lituanie méritait d'être appelée royaume même sans avoir tous les attributs de la reconnaissance de l'Occident : un royaume particulier ou non systémique. D'autant plus que la Lituanie était vraiment devenue un État unique en Europe, parfois même considérée comme une civilisation à part qu'on ne pouvait rattacher ni à l'Europe occidentale latine ni à l'Europe orientale byzantine. Il est vrai qu'une agriculture individuelle se constituait en Lituanie, c'est un fondement de la civilisation occidentale, cela n'existait pas en Europe orientale. De plus, là, où on n'avait pas besoin de reconnaissance, où ses propres pouvoirs suffisaient, la Lituanie païenne devenait peu à peu une force significative pour toute la région ou une grande puissance (*mocartstwo* en polonais, *derjava* en russe, *Grossmacht* en allemand), et de celle-ci à l'empire il n'y a qu'un pas.

Le souverain lituanien Gediminas, qui utilisait le titre de *Rex Lethowye* et menait d'intenses négociations pour le baptême, a invité, en plus, par ses lettres à des villes et des pays occidentaux des marchands et des artisans occidentaux à venir en Lituanie. Pendant longtemps, les efforts de la Lituanie contre l'isolement n'ont pas donné de résultats, et l'agression militaire des

ordres obligeait la Lituanie à consacrer toute son énergie à la guerre. C'est pourquoi le régime lituanien au XIVe siècle est parfois désigné comme une monarchie militaire.

C'est précisément dans le domaine de la guerre que la Lituanie a eu pour la première fois une influence sur ses voisins : l'original bouclier « lituanien » (ou « prussien ») était connu et utilisé de Moscou à la Tchéquie. Les croisades contre la Lituanie expliquent en partie l'expansion de la Lituanie vers les terres de la Rus' de Kiev, dévastées par les Mongols, et leur annexion : on amassait de cette façon des ressources pour se battre à l'Ouest. Sous le règne du Grand-duc Algirdas (1345-1377), la Lituanie est non seulement devenue une grande puissance, mais elle a aussi étendue son territoire de la Baltique à la mer Noire. Cela a déterminé la double nature de la Lituanie : elle comprenait les terres lituaniennes ethniques et païennes ainsi que les terres orthodoxes, territorialement plus étendues et plus peuplées, des anciens Russes. C'est ici que se formait peu à peu le peuple des Slaves du GDL, les Ruthènes, distinct des Russes de Moscou, et duquel, plus tard, naîtront les peuples modernes des Biélorusses et des Ukrainiens. Les Lituaniens ont découvert sur ces terres ce qu'ils n'avaient pas : un système ecclésiastique et l'écriture. Ces deux circonstances ont déterminé le rôle important de la culture orthodoxe dans l'histoire initiale de la Lituanie : devenus représentants du Grand-duc sur les terres des anciens Russes, les princes lituaniens des provinces se convertissaient à l'orthodoxie, et l'écriture ruthène naissante devenait la langue officielle des documents du GDL. Cela rappelle un peu les Francs en Gaule, une tribu germanique qui a créé un État et des structures du pouvoir en Gaule en adoptant la langue et la culture de la population locale.

La grande puissance d'Algirdas

L'Empire mongol a brisé au XIIIe siècle la Rus' de Kiev, et la Lituanie a profité de cette victoire et annexé certaines terres russes. La Rus' noire a été rattachée à la Lituanie à l'époque de Mindaugas, la Rus' blanche l'a été à l'époque de Vytenis et de Gediminas (Polotsk 1307, Vitebsk 1320) ainsi que la Volhynie (1340), c'est-à-dire toute la Biélorussie actuelle et une partie de l'Ukraine occidentale. Il est possible que Kiev ait été annexée en 1322 sous le règne de Gediminas, mais on tend plutôt à penser que Kiev a été annexée par Algirdas après sa victoire sur la Horde d'Or aux Eaux Bleues en 1362 ou 1363. Sous le règne de Gediminas et d'Algirdas, le territoire de l'État ne s'est pas seulement étendu, mais la Lituanie est devenue

L'expansion du Grand-duché de Lituanie aux XIIIe–XVe siècles

une puissance importante de l'Europe centrale et orientale. Il est évident que le GDL n'aurait jamais pu s'emparer des territoires de la Rus' de Kiev s'il n'y avait pas eu l'invasion mongole. La Lituanie du XIVe siècle ressemble plus aux empires d'ombres. De tels empires se créent aux frontières ou à la périphérie des empires qui s'effondrent, lorsque les vassaux, les clients ou les alliés satellites annexent une partie de son territoire (ainsi que l'ancienne région métropolitaine). On adopte généralement la structure administrative et l'héritage culturel de l'empire effondré.

Les principautés russes étaient passées sous l'autorité de la Horde d'Or (partie de l'Empire mongol éclaté) et devaient lui payer continuellement un tribut. Bien que la Lituanie ait annexé une partie importante des terres russes, Gediminas, puis Algirdas, ont dû payer continuellement un tribut à la Horde d'Or pour avoir le droit de les administrer (le Grand-duc Vytautas a arrêté de payer le tribut aux Mongols). Il semblerait que les terres russes

du GDL étaient un condominium entre la Lituanie et la Horde d'Or, c'est-à-dire une possession commune. Toutefois, les terres des anciens Russes qui n'étaient pas rattachées au GDL prétendaient aussi à l'espace dévasté par les Mongols. La terre de Vladimir-Souzdal était une des plus puissantes d'entre elles.

Au début du XIVe siècle, Tver et Moscou sont devenues les principales rivales pour le yarlik (privilège donné par les Khans afin de collecter le tribut pour la Horde d'Or des autres princes russes). Moscou a remporté cette lutte et s'est établie à Vladimir. Soutenant la dernière tentative de Tver pour reprendre à Moscou la primauté perdue, Algirdas a organisé trois fois (1368, 1370 et 1372) des campagnes militaires sur Moscou, mais il n'a pas réussi à prendre le Kremlin. Les prétentions exprimées par Algirdas, que « toute la Rus' doit appartenir aux Lituaniens », sont donc restées non réalisées, et Vilnius n'est pas devenue la « deuxième Kiev ». Toutefois, notamment lors de ces campagnes sur Moscou, dans une lettre de 1371 au patriarche de Constantinople, Algirdas se donne le nom de « empereur des Lituaniens » (« vasilea Letvon »), se mettant ainsi au-dessus de Moscou, de Tver et des autres principautés, et en se considérant l'égal de l'empereur byzantin : les souverains lituaniens s'orientaient très bien dans le système politique de l'Europe non seulement occidentale mais aussi orientale.

Les anciennes terres de la Rus' ne se tournaient pas naturellement vers le GDL comme un occupant plus doux. Dans l'expansion lituanienne, il y avait de tout : aussi bien des conquêtes directes que la propagation de l'influence par d'autres moyens, car l'histoire ne connaît pas d'adhésions « volontaires » à de grandes puissances. Les sources byzantines ne font mention d'aucun caractère pacifique des Lituaniens, au contraire elles parlent d'un « peuple brave et guerrier ». Même les mariages dynastiques avaient lieu sous une pression militaire directe.

Les Lituaniens étaient probablement des impérialistes comme les autres ; mais, après avoir annexé une terre étrangère, ils ne l'« opprimaient » pas, c'est-à-dire au début ils ne changeaient pas l'ordre établi. Une expression des princes lituaniens définit très précisément la tactique : « nous ne détruisons pas l'ancien, nous n'introduisons pas de nouveautés ». Ils laissaient les anciennes structures des principautés (cela se transformera plus tard en privilèges régionaux, c'est-à-dire des autonomies dans des termes modernes). Les Ukrainiens plaisantent que les Lituaniens ont été les meilleurs envahisseurs de leur histoire. Il est peu probable que la raison de ces relations était la bonté et le caractère pacifique des Lituaniens. La Lituanie ne pouvait imposer aux autres ni sa langue, ni sa culture, ni sa religion,

car le paganisme n'était pas en mesure de concurrencer l'orthodoxie qui avait des institutions et l'écriture. La grande puissance lituanienne est donc parfois appelée « empire de velours ». La dépendance des confins du GDL variait entre une suzeraineté de niveaux différents et l'hégémonie. Plus on s'éloignait du centre, Vilnius, moins les Gediminaitis qui régnaient là-bas (toute l'Ukraine entrait dans cette catégorie) écoutaient les grands-ducs : leurs frères, cousins ou oncles de Vilnius.

La Lituanie sur les territoires de la Rus' orthodoxe

Après l'occupation des terres des anciens Russes par l'État lituanien, les princes lituaniens, devenus représentants du Grand-duc pour ces terres, se convertissaient souvent à l'orthodoxie. Plus tard, ces princes des terres des provinces périphériques ont été à l'origine de célèbres familles du GDL des périodes ultérieures : les Sanguszko, les Czartoryski, les Wiśniowiecki, les Słucki. De plus, l'orthodoxie était adoptée même par les princes qui possédaient des domaines au cœur de l'État mais ne descendaient pas de la dynastie régnante des Gediminaitis, par exemple, les princes d'Holszany. D'autre part, après l'occupation des terres de la Rus' par la Lituanie, les princes de la dynastie russe des Riourikides n'ont pas tous été écartés de la vie politique. Dans les siècles ultérieurs, on retrouvera dans la vie du GDL des familles actives, issues de ces princes.

Les Lituaniens ont trouvé en Rus' les églises et les monastères orthodoxes en maçonnerie avec, à l'intérieur, des peintures, des collections d'art religieux et d'écrits et, le plus important, des moines qui savaient écrire. La Lituanie n'avait pas sa propre écriture, l'écriture latine est arrivée plus tard et coûtait beaucoup plus chère, tandis que ses sujets avaient déjà les évangiles d'Ostromir et de Tourov, transcrits dès le XIe siècle. Par conséquent, des notions liées au christianisme comme, par exemple, « kreščenije » (lit. « krikštas » (baptême)) ou « božnica » (lit. « bažnyčia » (église)), sont arrivées dans le lituanien non pas de l'Occident, mais de la Rus'.

Le rapprochement entre les deux sociétés, païenne et orthodoxe, devait le plus nettement être visible dans la capitale de l'État, Vilnius. Cela se reflète dans l'histoire du vieux Vilnius. Une « partie ruthène », c'est-à-dire une partie de la ville habitée par des orthodoxes, a dû s'y former au XIVe siècle. En vivant dans l'État lituanien, les anciens Russes ont commencé à devenir un nouveau peuple : les Ruthènes qui étaient très différents des Russes de l'État de Moscou. Il y avait déjà des églises orthodoxes à l'époque

de Gediminas dans la « partie ruthène » de Vilnius : au début, certaines femmes des grands-ducs de Lituanie étaient orthodoxes, mais il y avait aussi des orthodoxes à la cour du souverain. Algirdas tolérait l'orthodoxie si cela n'était pas contraire à ses intérêts en tant que souverain.

Les orthodoxes de la cour du souverain, qui avaient appris à écrire dans les monastères orthodoxes, ont créé la chancellerie du souverain. Dans les monastères, on écrivait une langue liturgique slave d'origine bulgare, mais la langue ruthène a commencé à se former dans la chancellerie du GDL. Dans cette langue, une alternative à la tradition d'écriture bulgare, formée dans la chancellerie du GDL, sont rédigés les monuments les plus significatifs des écrits de cette époque : les Actes de la Lituanie, les Chroniques de Lituanie et les Statuts de Lituanie. Ainsi, l'élite politique lituanienne était les commanditaires de la culture orthodoxe. La partie occidentale du GDL, entre Vilnius et Loutsk, n'était pas uniquement la carte de visite du GDL, où les nobles installeront leurs résidences pour la représentation et la proximité avec Cracovie. C'est notamment ici, près de la Bug et du Narew, que se constituera la principale économie céréalière du GDL qui fournissait du blé au principal port européen pour le pain : Gdansk. Une question intrigue : où en Europe orientale est apparue la vodka de céréales ? Car une thèse, historiquement infondée, domine, selon laquelle le centre de la culture des céréales en Europe orientale au XVe siècle se trouvait à Moscou.

Le domaine social et économique cache un autre aspect du rôle des Lituaniens dans la société ruthène. Issus d'une société qui avait une structure claire de propriété en alleu individuel, les nobles lituaniens et les paysans cultivant de façon individuelle se distinguaient des Slaves orientaux. Sur l'espace de ces derniers, plus à l'est (l'État de Moscou, plus tard la Russie), une agriculture collective était plus prononcée, tandis que sur les terres ruthènes qui appartenaient à la Pologne et la Lituanie, s'est répandue une forme occidentale d'agriculture et de propriété : l'alleu (exploitation paysanne individuelle). En raison de la méthode plus progressiste de l'agriculture et des liens de propriété, ce n'est pas un hasard si les notions lituaniennes de l'agriculture de l'époque se sont retrouvées dans la langue ruthène des Actes de la Lituanie des XVe-XVIe siècles et ont été employées même en Ukraine : un type de faux « litovka », le menuisier « dailidė » (« doilida »), la grange de battage « jauja » (jevje »), le grenier « svirnas » (« sviren »), la grange « kluonas » (« klunia »), le magasin à blé « aruodas » (« orud »), l'entrée « priemenė » (« primen »). Des mots sur la « prospérité » lituanienne se sont même retrouvés en ruthène : le jambon « kumpis » (« kompa ») ou la saucisse « skilandis » (« skilond »).

Les anciens Lituaniens n'avaient pas d'écriture et il est difficile de dire quelle était la conscience nationale d'une société illettrée. En présentant leurs prétentions territoriales, les grands-ducs avaient conscience de la parenté de l'espace balte, et Vytautas a fondé sur la communauté de langue l'appartenance de la Samogitie à la Lituanie. D'autre part, tous étaient des sujets pour les grands-ducs : on faisait même plus confiance aux Karaïmes et aux Tartares qui sont devenus les peuples de la garde rapprochée. N'ayant pas confiance dans les capacités des leurs, les souverains invitaient des marchands et des artisans d'ailleurs. Des Allemands, des Juifs et des Arméniens se sont installés dans le GDL. Presque toutes ces communautés (à l'exception des Allemands) sont devenues des vassaux collectifs des grands-ducs, en gardant leur religion et leur écriture.

Le baptême de la Lituanie : la fin de la formation de l'Europe ?

Dans la seconde moitié du XIVe siècle, l'agression de l'Ordre teutonique contre la Lituanie a atteint une échelle jamais vue avec trois-quatre campagnes par an. Les forces de la Lituanie se sont épuisées et cela a obligé à rechercher un allié. La solution a été de conclure en 1385 l'Union de Krewo avec la Pologne, selon laquelle le Grand-duc de Lituanie Jogaila devenait roi de Pologne. Une des conditions de l'Union était le baptême de la Lituanie que Jogaila a réalisé en 1387 après son retour de Pologne. En introduisant la nouvelle religion, Jogaila a détruit les manifestations de l'ancienne religion : les forêts sacrées, les couleuvres, le feu sacré. Toutefois, les circonstances politiques étaient les plus importantes : l'avantage du baptême est rapidement devenu évident, lorsque les papes ont interdit à l'Ordre teutonique de faire la guerre à la Lituanie. À partir de cette époque, l'agression de cet Ordre ne pouvait plus espérer de soutien plus efficace de l'Occident. L'alliance avec la Pologne, déterminée par l'Union de Krewo, a permis d'obtenir une victoire à Tannenberg et Grunwald. Baptisée et victorieuse de l'Ordre, la Lituanie a éliminé une menace pour son existence datant de 200 ans et elle est passée à un nouveau stade de son histoire : l'époque d'« européisation » ou de « chemin vers l'Europe ».

Une délégation polonaise s'est rendue au château de Krewo le 14 août 1385. Les Polonais, semble-t-il, avaient déjà le document de l'accord, préparé à l'avance. Jogaila a accepté le contenu de ce document qui a été adopté et est entré dans l'histoire sous le nom d'Union de Krewo. Les conditions de l'Union étaient les suivantes : Jogaila prenait pour épouse la prin-

cesse polonaise Hedwige et promettait d'introduire la religion catholique en Lituanie, rendre les terres polonaises perdues, libérer les prisonniers polonais et « associer » la Lituanie à la Pologne. Il est nécessaire d'écrire « associer » avec des guillemets car on se querelle encore aujourd'hui sur la traduction du mot latin *applicare*.

En concluant l'Union de Krewo, Jogaila, comme un des premiers monarques, considérait tout l'État comme sa propriété et il pensait pouvoir faire de la Lituanie ce qu'il voulait. C'était une caractéristique de l'époque et non pas une attitude arrogante de Jogaila : on peut dire que l'accord a été conclu par le Royaume de Pologne et le Grand-duc de Lituanie. Contrairement à la Pologne (son État était incarné non seulement par le monarque mais aussi par le conseil d'État, et la Diète de la noblesse avait déjà commencé à fonctionner), en Lituanie, il n'existait pas, à part le grand-duc, une autre institution qui pouvait exprimer la volonté de l'État lituanien. Toutefois, Jogaila n'a pas renoncé à ses droits sur la Lituanie en tant que son domaine et la Lituanie n'a pas perdu son État, elle est seulement devenue vassale de la Pologne. Plus précisément, le Grand-duc de Lituanie Jogaila est devenu vassal de Jogaila, Roi de Pologne. Mais, le défaut le plus important de l'Union de Krewo était que tout était déterminé non pas par les relations juridiques, mais par les relations entre deux États réels : c'était là que se trouvait le plus grand danger pour la Lituanie. Au premier regard, il existait une parité entre les espaces nouvellement ouverts pour de nouvelles activités : on attribuait des principautés en Pologne aux Gediminaitis, on envoyait des fonctionnaires polonais en Lituanie avec des mandats du souverain. L'armée lituanienne assistait les Polonais et l'armée polonaise les Lituaniens ; mais, dans le premier cas, les institutions de l'État polonais contrôlaient les assistants tandis que dans le second cas seul le souverain commun pouvait le faire, mais celui-ci résidait à Cracovie (où, contrairement à Vilnius, il était le monarque d'un État européen reconnu) et le Conseil de l'État polonais l'entourait. Après l'implication des fonctionnaires lituaniens dans les institutions de l'État polonais, la Lituanie a commencé à devenir une province et l'interaction entre les deux pays, déterminée par l'union personnelle, détruisait l'existence de l'État lituanien.

Les attaques particulièrement acharnées des Allemands obligeaient à conclure cet accord défavorable à la Lituanie. À la veille de la conclusion de l'Union de Krewo, les forces de la Lituanie s'épuisaient, c'est pourquoi les Polonais sont devenus ses alliés. Depuis l'Union de Krewo, l'indépendance de la Lituanie se réduisait. Était-il possible de suivre un autre chemin ne passant pas par la Pologne ? L'histoire de deux cent ans a démontré qu'il

était impossible de le faire par les ordres allemands. Le voisin le plus proche de la Lituanie était la Pologne et l'Union de Krewo a ouvert une nouvelle page de l'histoire de la Lituanie : la Lituanie s'est tournée vers la Pologne.

En 1387, Jogaila s'est rendu à Vilnius pour baptiser les Lituaniens. Les nobles de haut rang ont été invités à Vilnius avec leurs familles pour se faire baptiser et chacun a été baptisé individuellement avec de l'eau. Le roi, en tant que parrain, distribuait des chemises et des vêtements en laine aux roturiers, c'est pourquoi certains voulaient se faire baptiser plus d'une fois. Les tribus celtes et germaniques se sont fait baptiser d'une façon similaire. En raison du grand nombre de ceux qui souhaitaient devenir chrétiens, on a dû les baptiser en groupes dans la rivière. En introduisant la nouvelle religion, Jogaila a commencé à détruire les représentations du paganisme : les forêts sacrées, les couleuvres, le feu sacré. Une cathédrale a été bâtie et officiellement consacrée par l'évêque de Cracovie en l'honneur de St Stanislas (« pour que les deux peuples égaux aient un seul patron et protecteur »), et son grand autel se trouvait à l'endroit où brûlait auparavant le feu éternel des païens.

Le 17 février 1387, Jogaila a émis un privilège pour l'évêque de Vilnius, par lequel a été créée et approvisionnée l'institution de l'évêque. Ce privilège est l'acte le plus important de l'introduction du christianisme en Lituanie. Le 22 février, Jogaila a publié un document, où il jurait d'attirer tous les Lituaniens à lui, voire même de les obliger par la force à adopter le catholicisme. En transformant la Lituanie en pays chrétien, Jogaila a éliminé la principale raison de l'isolation politique. Le bénéfice politique est apparu sans tarder : en 1403, le pape a interdit à l'Ordre teutonique de faire la guerre à la Lituanie. Le baptême est devenu un important fondement idéologique du combat diplomatique de Jogaila et de Vytautas à la veille d'un conflit militaire avec l'Ordre.

Les changements les plus significatifs après le baptême ont été extérieurs. Avec le baptême, des institutions inconnues de la société païenne se sont répandues en Lituanie : les églises. Il s'agissait non seulement de monuments avec une nouvelle architecture, « lieux de conservation » des tableaux, d'autres œuvres d'art liturgique et de livres religieux, mais aussi des établissements d'écriture et d'éducation. De nouvelles idées se sont propagées en Lituanie à travers ces institutions. La notion de mort et les rites funéraires ont changé. À la fin du XIVe siècle, les crémations, caractéristiques des païens, ont beaucoup diminué. Les idées, diffusées par l'Église, de Dieu unique, de péché originel et de rédemption du Christ, ont eu, sans doute, un impact sur la conscience de l'homme. Non seulement les notions de compassion et de charité, mais aussi de péché, devaient être nouvelles

La Lituanie est la dernière et à pieds dans cette marche allégorique des pays européens près de la croix. Fresque de l'église Saint-Pierre-le-Jeune de Strasbourg, début du XVe siècle

pour une personne élevée dans le paganisme, en particulier le fait qu'on peut pécher non seulement en actions, mais aussi en pensées. L'idée de l'amour du prochain se reflète d'une façon transformée dans les relations entre le seigneur et le sujet, on peut le dire notamment de la responsabilité du seigneur pour le salut du sujet. Ainsi, on désigne au sujet la religion qu'il doit adopter. Les relations féodales ont donc acquis un fondement idéologique, et la sanction de la continuité et de l'héritage du pouvoir a été octroyée au seigneur suprême, le souverain. On peut directement lier l'idée des ordres du Moyen-Âge à la notion de *tripartitio christiana* (répartition de la société en militaires, clergé et personnes qui travaillent). Après tout, avec le baptême de la Lituanie, Jogaila avait accordé des privilèges non seulement à l'évêque de Vilnius mais aussi aux nobles en confirmant leur propriété, et aux bourgeois de Vilnius en accordant le droit d'autonomie. Le baptême de la Lituanie a donné naissance à une société des ordres.

L'EMPIRE DE VYTAUTAS

Le règne de Vytautas, petit-fils de Gediminas, entre 1392 et 1430 a été une ère de changements extraordinaires. En 1392, le Grand-duché de Lituanie était un pays sans écriture ni écoles, sans

grandes villes ni industrie de guildes d'artisans, et sans cavalerie lourde, force de frappe sur le champ de bataille. Son souverain Jogaila est devenu roi de Pologne et a été reconnu à l'échelle internationale, mais pour cela le GDL a perdu le statut d'État souverain. Le poing des croisés menaçait toujours au-dessus du Niémen. Déjà en 1430, le GDL était puissant comme jamais : la puissance de Vytautas était ressentie dans toute la région, gouvernée de façon impériale. Lors du Congrès de Loutsk en 1429, la Lituanie a été proclamée État souverain, et ce n'est qu'un hasard qui l'a empêchée de devenir un royaume. Le danger des croisés était écarté. L'artisanat et le commerce progressaient rapidement dans le pays, une couche de riches propriétaires terriens, capables de bien s'armer, s'est constituée. Il y avait un réseau complet de chancelleries, les premières écoles ont été ouvertes, et des chroniques ont commencé à être rédigées. Non seulement Vytautas, mais toute la société lituanienne, notamment son élite, a créé ce processus historique. Pourtant, Vytautas a pu le mieux profiter des opportunités données par l'histoire et il a construit des voies pour la culture européenne.

Les changements de l'époque de Vytautas

Les contemporains de Vytautas comprenaient déjà l'importance de ses changements. Leurs compliments et leurs éloges ont fait qu'on a commencé à appeler Vytautas « le Grand ». Tout d'abord, Vytautas a arrêté de payer le tribut aux Mongols, il a supprimé l'ancien système des principautés partielles, nommé des administrateurs pour ces principautés et concentré le pouvoir réel du GDL dans ses mains. En 1393, Loutsk est passée sous administration directe de Vytautas, il a supprimé en 1394 la principauté de Kiev (Skirgaila avait obtenu Kiev), et il a nommé son administrateur en Podolie en 1395. Pourtant, le plus important dans la politique de Vytautas a été les changements sociaux avec la création d'une couche de chevaliers propriétaires terriens. L'attribution massive des paysans aux nobles signifiait que les Gediminaitis eux-mêmes devenaient des propriétaires terriens sur les territoires rattachés, on attribuait de la terre aux Lituaniens nouvellement venus habitant dans les châteaux, et, le plus important, une couche sociale loyale de gens locaux a été constituée et les princes locaux qui étaient loyaux ont été reconnus.

Après le baptême de la Lituanie en 1387 et le passage de l'élite politique du paganisme au catholicisme, la balance de la culture entre le noyau de l'État catholique et la périphérie orthodoxe (il était interdit aux orthodoxes d'occuper les plus hauts postes dans l'État et il était interdit de construire

Sceau en majesté de Vytautas.
Reconstitution de l'artiste K. W. Kielisiński, 1841

des églises orthodoxes dans le noyau de l'État) s'est presque égalisée. L'équilibre entre l'influence politique des Lituaniens et la supériorité culturelle des orthodoxes avait perdu ses leviers : l'élite politique commençait à acquérir aussi le statut d'élite culturelle, car les orthodoxes ont perdu leur supériorité de civilisation. Toutefois, cela a soulevé un nouveau problème de dualisme confessionnel (le paganisme ne pouvait pas prétendre à cela). Le noyau ethnique « catholique » de l'État ne représentait que 10 % du territoire et à peine 20 % de la population. Évidemment, le noyau était bien plus densément peuplé et fournissait presque la moitié (plus de la moitié selon d'autres interprétations) de la cavalerie à l'armée du GDL, mais aucun autre État européen n'était confronté au poids si important de sujets d'une autre religion. Par conséquent, les changements de Vytautas dans la culture ont été aussi radicaux : en établissant activement un réseau d'institutions catholiques, le souverain s'est aussi tourné vers l'orthodoxie. Vytautas a convoqué en 1415 un congrès des évêques orthodoxes du GDL, créé la métropole orthodoxe du GDL et nommé à celle-ci Grigorij Camblak, un des théologiens orthodoxes les plus célèbres de cette époque. Par ailleurs, le métropolite de « Kiev et de toute la Rus' » a été durablement installé à Vilnius : une cathédrale et une résidence lui ont été construites, une juri-

diction du métropolite a été formée dans la « partie ruthène » de Vilnius et elle a existé jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Sous la direction de G. Camblak, une délégation des orthodoxes du GDL s'est rendue au concile de l'Église catholique à Constance, où elle a soulevé l'idée d'une union universelle des Églises (elle a été réalisée plus tard, en 1439 à Florence). C'est notamment à l'époque de Vytautas que le GDL a commencé à devenir un empire, les réformes de Vytautas étaient radicales même à l'échelle de cette époque. La thèse de « l'immutabilité du passé » n'est qu'un mythe historiographique. L'expansion de la Lituanie a significativement scindé l'espace de la Rus' de Kiev en deux parties : Kiev et Moscou, dont l'histoire a suivi leurs propres chemins pour quelques siècles.

La politique de centralisation de Vytautas a concentré les ressources d'un large espace en Europe orientale. La Volhynie, que le Grand-duc de Lituanie Vytautas a commencé à considérer comme une partie de son domaine, est devenue la mieux intégrée à la vie du Grand-duché de Lituanie. Plus tard, la Volhynie est devenue, en général, un espace d'établissement des branches secondaires des Gediminaitis. Issus de ces branches, les Sanguszko (Kovel, plus tard Slavouta), les Czartoryski (Klevan), les Wiśniowiecki (Vychnivets) et d'autres y ont créé leurs domaines. Les Radziwiłł (Olyka) et les Chodkiewicz (Mlyniv) ont fait la même chose après avoir obtenu des propriétés. Enfin, les princes Ostrogski, issus des Riourikides, donc d'origine « ukrainienne », qui ont joué un rôle très important, étaient de Volhynie et d'Ostroh.

De nombreux empires anciens se sont effondrés en laissant le souvenir de prisons des peuples et ceux qui ne se sont pas effondrés sont devenus des melting-pots de peuples. Ces processus de fusion ont également eu lieu dans le GDL, où le facteur de la langue polonaise a été particulièrement important. Toutefois, ces processus se sont achevés non pas par une polonisation générale, mais par la constitution d'un certain nombre de peuples modernes (Lituaniens, Biélorusses, Ukrainiens). Le GDL est donc entré dans l'histoire non pas comme une prison des peuples ou un melting-pot, mais comme le berceau des peuples : c'est la particularité la plus importante de l'empire du GDL.

La bataille de Grunwald

Bien que le pape ait interdit à l'Ordre teutonique de faire la guerre à la Lituanie christianisée, la Samogitie lui appartenait encore. L'Ordre restait une force puissante qui représentait un danger existentiel

La bataille de Grunwald. Au centre: Vytautas le Grand.
Peintre : J. Matejko, 1878

pour l'État lituanien. Il était aussi une menace pour la Pologne, car il régnait sur la Poméranie, le seul accès de la Pologne à la mer. Toutefois, la situation n'était pas aussi difficile pour la Pologne que pour la Lituanie. Pour cette raison, Vytautas préconisait, par l'intermédiaire de ses agents en Pologne, qu'il était nécessaire de faire la guerre à l'Ordre teutonique. Jogaila ne se précipitait pas dans une guerre contre l'Ordre car, en cas de défaite, il pouvait perdre le trône de Pologne. Les efforts de Vytautas ont donné des résultats.

Au début du mois de juillet 1410, l'armée du GDL a rejoint l'armée polonaise près de la Vistule. Toutefois, en retirant toute l'armée de Lituanie, les châteaux restaient sans protection et une attaque soudaine de l'Ordre sur le Niémen pouvait se terminer par une catastrophe. Vytautas a dupé les chefs de l'Ordre : il a donné l'ordre aux Samogitiens d'attaquer continuellement les châteaux de l'Ordre, cachant ainsi la direction de l'attaque de l'armée unie de la Pologne et de la Lituanie. En général, le plan de Vytautas était audacieux et inattendu : dans les guerres contre la Pologne ou contre la Lituanie, l'Ordre était généralement la partie qui attaquait. Maintenant, ces deux pays envahissaient le territoire de l'Ordre teutonique et marchaient tout droit vers la capitale dans un but stratégique : affronter l'ensemble des forces de l'Ordre.

Le 15 juillet 1410, l'armée unie de la Pologne (50 étendards) et de la Lituanie (40 étendards) et l'armée de l'Ordre teutonique (51 étendards) se sont retrouvées l'une en face de l'autre dans des champs près du village de Grunwald (Grünfelde, ou encore Žalgiris en lituanien). L'armée de l'Ordre teutonique à la bataille de Grunwald avait au total environ 15 000 soldats. Le nombre de soldats des armées alliées est inconnu, mais ils devaient être bien plus nombreux : 20 000-25 000, y compris les régiments des terres ruthènes.

Ce matin-là, les positions de Jogaila et de Vytautas ont divergé. Vytautas souhaitait ardemment une bataille déterminante, tandis que Jogaila attendait une proposition de négociations et faisait traîner les choses en allant à la messe et en bénissant les chevaliers. Jogaila pensait obliger l'Ordre à commencer des négociations et lui dicter ses conditions grâce à la taille de l'armée des alliés, la direction de la campagne et une démonstration des forces. Il semblait que Vytautas se méfiait de cela, car il comprenait que c'était l'occasion non seulement de montrer ses forces, mais aussi d'obtenir beaucoup plus : écraser les armées de l'Ordre. C'était une question vitale pour la Lituanie et elle ne pouvait pas le faire sans la Pologne. Vytautas a donc attendu un ordre de Jogaila pour commencer la bataille, mais l'ordre ne venait pas. Les rites de Jogaila énervaient Vytautas, même les chevaliers polonais se plaignaient. Vytautas a donc pris le risque : il a lancé en premier l'armée lituanienne dans la bataille.

Les chefs de l'Ordre teutonique n'ont pas perdu de temps pour profiter de l'isolement temporaire des Lituaniens. L'armée de l'Ordre a formé un front en se déployant en trois flancs en triangle : deux dirigés contre les Polonais et un autre contre les Lituaniens. Au début de la bataille, les Lituaniens ont été attaqués par une avalanche de la cavalerie lourde du flanc plus fort des mercenaires et des invités de l'Ordre, mené par le grand-commandeur Kuno von Lichtenstein. L'armée lituanienne a résisté pendant une heure à la pression de cette attaque, mais elle a subi de grandes pertes. En situation critique, les soldats de Vytautas ont commencé à se retirer. Dans les batailles médiévales, lorsqu'on était confronté à une contre-attaque offensive, on se retirait généralement puis, en utilisant sa mobilité, on attaquait l'ennemi sur les côtés. À cet instant, les Lituaniens ne pouvaient pas faire de même, car les Polonais n'étaient pas encore entrés dans la bataille et découvrir leur aile pouvait être considéré comme une trahison. Vytautas devait donc attendre que l'armée polonaise s'implique et fige l'aile droite des croisés : durant cette heure, il a fallu payer avec la vie des hommes, Vytautas a été obligé de freiner les étendards qui se retiraient plus vite.

Par chance, sur l'aile gauche des alliés, le combat commençait enfin à faire rage sur tout le front. Au dernier moment, les Lituaniens ont pu recourir à une manœuvre et une partie de l'armée lituanienne a fait semblant de s'enfuir. Se précipitant à la poursuite de l'ennemi, les croisés ont dispersé leurs rangs et ont dû eux-mêmes fuir devant les Lituaniens qui faisaient demi-tour et revenaient dans la bataille. Toutefois, les Polonais ont coupé la route des croisés en fuite. Ainsi, l'aile gauche de l'armée de l'Ordre a été totalement anéantie. La cavalerie lourde polonaise est alors entrée

dans la bataille et, utilisant la supériorité en nombre, elle a commencé à faire pression sur l'aile droite de l'Ordre. Le Grand-maître de l'Ordre Ulrich von Jungingen n'avait pas d'autre choix que d'entrer dans la bataille avec la réserve. Les Polonais et les Lituaniens avaient eux aussi des réserves : les attaques de leurs réserves sur les deux ailes de l'Ordre ont déterminé l'issue de la bataille. L'armée des croisés a été encerclée et détruite. Le Grand-maître de l'Ordre Ulrich von Jungingen lui-même a été tué, ainsi que la plus grande partie des chefs et plus de 200 chevaliers de l'Ordre et beaucoup d'autres. Cela signifiait que les pertes se comptaient en milliers de vies, car leurs serviteurs qui les accompagnaient étaient tombés avec eux.

La victoire de Grunwald a modifié la situation géopolitique de la Lituanie et de la Pologne. Bien qu'il ait encore fallu deux guerres pour que la Samogitie soit définitivement reconnue à la Lituanie, c'est notamment à la bataille de Grunwald que l'hégémonie de l'Ordre a été ébranlée, il n'était plus une menace existentielle ni pour la Pologne ni pour la Lituanie. La bataille de Grunwald est entrée dans l'histoire comme une des plus grandes batailles du Moyen-Âge. Les Polonais et les Lituaniens se sont partagé le butin : les prisonniers, les barbes des commandeurs de l'Ordre, les étendards, ainsi que le territoire de l'Ordre. La Lituanie était donc le vainqueur de la bataille de Grunwald, à égalité avec la Pologne.

Personne ne s'attendait à une telle victoire : ni les croisés, ni les alliés. L'armée unie de la Lituanie et de la Pologne a aussi subi d'immenses pertes. Seul un homme sur deux est rentré en Lituanie. Vytautas, qui n'avait pas encore la gloire d'un chef de guerre le matin du 15 juillet 1410, est devenu le soir même le vainqueur d'une bataille très importante pour l'époque. Il est parfois classé aux côtés des plus célèbres chefs de guerre européens : le maréchal français Turenne, le chef de guerre autrichien Eugène de Savoie-Carignan, le Roi de Prusse Frédéric II, le maréchal russe Alexandre Souvorov. Déjà à l'époque de ses contemporains, la comparaison de Vytautas en tant que chef de guerre à Alexandre le Grand et Jules César était une des deux aspects les plus importants de l'image de Vytautas, la deuxième étant la tradition en tant que souverain sacré.

Ainsi, Grunwald et Vytautas sont une des parties les plus importantes de la tradition et de l'héritage idéologique du GDL. Après avoir résisté à l'agression de l'Occident pendant 200 ans, le GDL a été capable de surmonter un conflit existentiel tragique, lorsque l'Occident lui avait laissé seulement le rôle de barrière ou de limite entre l'Orient et l'Occident. Toutefois, Vytautas savait très bien ce qu'il recherchait : il luttait non pas contre l'Occi-

dent mais une place dans l'Occident et, de cette façon, il a posé des bases pour que la Lituanie devienne une partie de l'Europe.

Le souverain sacré

Vytautas croyait qu'il avait été sauvé dans une bataille perdue par la Vierge Marie : fondée tout de suite après cette bataille, l'église de Vytautas à Kaunas avait été consacrée à la Vierge Marie. La majorité des églises fondées par Vytautas ont reçu le nom de la Vierge. On peut dire que Vytautas a commencé la tradition de la vénération de la Vierge en Lituanie même si Jogaila a éclipsé sa politique religieuse dans le baptême de la Lituanie, et le principal objectif de Vytautas était de ranger la Lituanie aux côtés des pays catholiques de l'Europe. L'Ordre teutonique empêchait de le faire. Ainsi, après la bataille de Grunwald, les églises et les monastères, fondés par Vytautas, sont apparus, la Samogitie a été baptisée (1413), l'évêché de Samogitie a été créé (1417), et une grande campagne de diffusion de ces informations a été réalisée en Occident pour présenter la Lituanie comme un pays catholique.

Par ailleurs, on a également essayé de constituer une province lituanienne autonome de l'Église catholique, créer une métropole ou un évêché orthodoxe de Lituanie, et de l'unir celle-ci à l'Église catholique. Toutefois, les papes établissaient avec une grande prudence les archevêchés et les provinces ecclésiastiques, et l'Union ecclésiastique de Florence (1439), qui a eu lieu peu après la mort de Vytautas, n'a pas été en mesure d'unifier les Églises d'Orient et d'Occident. Cependant, la politique ecclésiastique de Vytautas a posé les bases pour la poursuite de la christianisation de la Lituanie.

Le principal conflit contre l'Ordre teutonique a eu lieu au sujet de la Samogitie. Un détail intéressant explique la nature de ce conflit : le 28 janvier 1413, une discussion intéressante a eu lieu lors des pourparlers à Salynas (près de Kaunas) avec le chef de la délégation de l'Ordre teutonique le maréchal Michael Küchmeister von Sternberg. Lorsque Küchmeister a déclaré que la Lituanie ne respectait pas les conditions du traité de Torun, selon lequel elle devait détruire le château de Veliuona et restituer cette terre à l'Ordre, Vytautas a retorqué : « Vous voulez m'arracher l'héritage de mes ancêtres et me prendre le château de Veliuona ; mais avant que je ne vous le rende, beaucoup devront sacrifier leur vie ». Küchmeister a répondu à cela que l'Ordre avait des « lettres et preuves solides » pour ces exigences. Vytautas s'est mis en colère et a déclaré : « La Prusse est aussi mon héritage et je réclamerai son territoire jusqu'à l'Osa, car tout cela est

l'héritage de mes ancêtres ». Vytautas a encore demandé ironiquement au maréchal : « Mais il est où l'héritage des ancêtres de l'Ordre ? ».

Rejetant les prétentions de l'Ordre sur la Samogitie, Vytautas a invoqué des arguments historiques et ethniques : selon lui, les documents antérieurs de la cession de la Samogitie avaient perdu leur valeur juridique après la christianisation de la Lituanie. Il considérait comme son domaine presque toutes les terres de la Prusse jusqu'à l'Osa, affluent droit de la Vistule, au sud duquel il n'y avait que la terre de Culm, offerte aux Allemands par les princes de Mazurie. Vytautas répétait ici la position des précédents souverains lituaniens d'étendre l'État sur tout l'espace balte. Mais plus tard, il a exprimé des prétentions seulement sur toute la Samogitie jusqu'au Niémen (donc aussi Klaipėda (Memel)) et Užnemunė.

Ainsi, même après la bataille de Grunwald, le principal motif de conflit de Vytautas avec l'Ordre était la Samogitie. La victoire de Grunwald n'avait pas encore été remportée idéologiquement : en Occident, des pamphlets circulaient sur la « fausse » victoire de Jogaila et de Vytautas, car ils avaient gagné avec l'aide des païens et des musulmans tatars. Pour cette raison, en 1413, Vytautas et Jogaila ont commencé à baptiser les Samogitiens. En 1418, Vytautas a envoyé à Constance la délégation orthodoxe, mentionnée plus haut, de G. Camblak qui devait motiver l'objectif de vivre dans une union avec l'Église catholique. La messe œcuménique de G. Camblak dans la cathédrale de Constance a fait une telle impression à ses contemporains qu'on a commencé à la représenter de façon détaillée dans les chroniques de l'époque, et la Lituanie s'est retrouvée, sur la fresque de Strasbourg représentant la communauté des pays chrétiens avec les autres pays d'Europe marchant derrière la croix.

Toute la politique de Vytautas était donc orientée sur la politique ecclésiastique et la conversion de la Lituanie, laquelle est parfois terminée trop formellement par les historiens avec le baptême de la Samogitie, sans voir le programme plus large de Vytautas. Il semble que toute la politique de Vytautas était orientée vers l'image du « souverain sacré », comme quelques siècles auparavant le souverain hongrois Étienne avait acquis un statut plus élevé que celui de Grand : il était devenu saint Étienne. C'était une grande mission qui revenait à Vytautas de réaliser la conversion. Il amenait non seulement au christianisme les territoires païens de la Lituanie, mais il recherchait aussi des formes de cohabitation avec la tradition orthodoxe ou grecque. Ainsi, il faudrait voir le projet de son couronnement dans le contexte de la christianisation et de l'européanisation de la Lituanie.

Vytautas a commencé à rechercher un couronnement après avoir réglé sa priorité politique : en 1422, l'Ordre teutonique a définitivement renoncé

à ses prétentions sur la Samogitie et n'était plus une menace pour la Lituanie. Le temps était venu de s'occuper du problème des relations entre la Lituanie et la Pologne. Vers 1430, Vytautas a commencé à se comporter comme un souverain indépendant. En 1427, il a marché sur Moscou pour aider son petit-fils Basil (Vassili) II, et une démonstration de force a suffi à cela. Le retour chez lui a été non pas une campagne militaire, mais seulement un contrôle des limites orientales de l'État en rattachant Pskov (1426) et Novgorod la Grande (1428). Il semblait que seule la couronne manquait pour que la deuxième priorité de la politique de Vytautas, le royaume de Lituanie, soit atteinte. Comme c'était l'hégémonie de la Pologne et non pas de la Lituanie qui s'affirmait dans la région et que les relations avec la Pologne étaient devenues le problème politique le plus important après la paix du lac de Melno, le projet de couronnement de Vytautas en cours devenait une actualité aussi à l'échelle internationale, car on ne pouvait pas régler les questions régionales importantes sans la Lituanie.

Le Congrès de Loutsk, qui s'est déroulé du 9 au 29 janvier 1429, était consacré à la rencontre des souverains lituanien et polonais, Vytautas et Jogaila, avec l'Empereur du Saint-Empire romain germanique et Roi de Hongrie Sigismond de Luxembourg pour discuter des problèmes politiques de l'Europe centrale et orientale. Des émissaires du grand-prince de Moscou et du prince de Tver, les princes de Riazan, d'Odoïev, de Novgorod la Grande et de Pskov, le légat du pape ainsi que des émissaires de l'Ordre teutonique, de la Horde d'Or, de Moldavie, du roi du Danemark et de l'empereur byzantin ont également participé au Congrès. Le Congrès de Loutsk a montré l'importance du rôle du GDL et de Vytautas dans la région, et il est entré dans l'histoire de la Lituanie d'abord pour le projet de couronnement de Vytautas, soutenu par Sigismond Ier et l'Ordre teutonique pour créer dans la région un contrepoids à la Pologne. La décision de Vytautas d'accepter la couronne proposée par l'empereur et sa déclaration qu'il le faisait « sans demander à personne » signifiaient qu'il devenait un dirigeant souverain.

Le Congrès de Loutsk parachevait logiquement la voie politique compliquée de Vytautas, projetée à la fin du XIVe siècle et qu'il a mené à l'objectif final : la monarchie lituanienne devait s'implanter dans le système politique européen. Bien que les joailliers de Nuremberg aient déjà fabriqué les couronnes pour Vytautas et sa femme Juliana, la cérémonie n'a pas eu lieu : le Conseil des magnats polonais a obligé Jogaila à annuler l'accord donné. En 1430, Vytautas a obtenu de nouveau l'accord de Jogaila, il fallait juste attendre le consentement des magnats polonais. Hélas, Vytautas ne l'a

Le Congrès de Loutsk. Peintre : J. Mackevičius, 1934

jamais reçu : il est mort le 27 octobre 1430. Bien que le projet maximal n'ait pas été réalisé, la politique de Vytautas a atteint l'objectif le plus important : l'État lituanien, attardé et isolé, a éliminé les dangers les plus importants, il a légitimé son existence, il est entré dans l'Europe, il s'est adapté et il s'est maintenu en son sein.

La Lituanie de l'époque de Vytautas s'est le plus rapprochée d'un État qu'on appelle parfois empire aujourd'hui. Plus tard, la Lituanie s'est affaiblie, c'est pourquoi, lorsque des malheurs arrivaient et que la société devait se rassembler, Vytautas est devenu un mythe qui apportait la force, réveillait la dignité et cultivait le patriotisme. Le début du culte de Vytautas date de son époque. Enea Silvio Piccolomini, dans son « Livre sur les hommes connus pour leur vie » a dédié à Vytautas les mots suivants : « Que tu es grand et combien est grande ta Patrie ». Le culte de Vytautas s'est particulièrement développé au XVIe siècle lorsque la société lituanienne s'est mise à rechercher un contrepoids idéologique au projet de la Pologne (des Jagellon) de créer une union des deux États, où la Pologne serait hégémonique.

LE GRAND-DUCHÉ DE LITUANIE SUR LE CHEMIN VERS L'OCCIDENT

Sous le règne de Vytautas, les bases ont été posées pour un rapprochement de la société lituanienne avec l'Europe centrale, un « bond de civilisation » de la Lituanie. La Lituanie devait

rapidement adopter des concepts médiévaux venus d'Europe occidentale : l'assolement triennal, le système féodal, les principes de société par ordres et de la monarchie, les guildes, le système ecclésiastique et les écoles, l'écriture et son « industrie ».

Aucun État européen n'a dû effectuer un tel bond. La Lituanie a réussi à le faire en un siècle. Les études des jeunes Lituaniens dans les universités de Cracovie, puis plus tard d'Allemagne et d'Italie, ont joué un rôle important dans ce processus. Ces études, et en général l'assimilation de la culture européenne, ont donné des résultats concrets à la fin du XVe et au début du XVIe siècle. En 1499, le premier livre préparé en Lituanie est imprimé à l'étranger, l'église Ste Anne, chef-d'œuvre gothique, est construit à Vilnius vers 1500, en 1522 on a commencé à imprimer des livres en Lituanie même (Francysk Skaryna), et un code juridique a été préparé en 1529 : le Statut de la Lituanie qui, par son caractère systématique et sa « forme » Renaissance, dépassait le niveau de codification du droit de l'Europe de l'époque et a eu une influence sur le droit des pays voisins (Livonie, Moscou et Pologne). Le premier livre lituanien a été imprimé en 1547. À la fin de cette époque, la Lituanie réagissait déjà efficacement aux défis de la Réforme (début du mouvement en 1539) : cela montre que la Lituanie était devenue un pays de la structure européenne.

Le rapprochement de la Lituanie avec la Pologne a déterminé la nature de cette époque. À de rares exceptions, la Lituanie a été dirigée par les mêmes souverains (union personnelle) que la Pologne, bien que les États étaient distincts. D'origine lituanienne, la dynastie des Jagellon était installée sur les trônes de Pologne et de Lituanie (jusqu'en 1572), elle a aussi occupé les trônes de Tchéquie et de Hongrie à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle. Ainsi, la partie orientale de l'Europe centrale de cette époque est devenue « l'Europe des Jagellon », et la dynastie des Jagellon la principale concurrente de la dynastie des Habsbourg. L'Europe des Jagellon a commencé à jouer le rôle de « avant-poste de la chrétienté », il est vrai pas toujours avec le même succès. La Lituanie avec l'aide de la Pologne a résisté à la Moscou orthodoxe avec la victoire de la bataille d'Orcha en 1514, tandis que la Hongrie a subi en 1526 une catastrophe dans la bataille de Mohács contre les Turcs et elle a disparu de la carte de l'Europe. Lorsque la Tchéquie « s'est détachée » du système dynastique des Jagellon, seules la Pologne et la Lituanie sont restées, comme auparavant, dans ce système.

Malgré les pertes culturelles (on n'a pas eu le temps de former un modèle d'écriture en langue lituanienne), au XVIe siècle la société du GDL est devenue européenne et s'est intègrée à la civilisation occidentale.

La christianisation et St Casimir. Le gothique

Le baptême de la Lituanie (1387) et de la Samogitie (1413-1417) n'a été au début qu'un petit pas vers une société chrétienne, car seuls les lieux de culte païens les plus importants ont été détruits. Les lieux des cultes locaux ont continué à exister. Bien que des lieux de culte païens restaient comme une alternative aux églises catholiques, ils étaient déjà le résultat d'un développement commun avec le christianisme. L'Église a cherché à intégrer les croyances païennes, même si les saints catholiques remplaçaient très lentement les dieux païens, les deux ont existé ensemble encore longtemps dans l'esprit des gens. Pourtant, au début du XVIe siècle, le christianisme incluait déjà l'ensemble de la noblesse et il n'a atteint la paysannerie qu'au XVIIe siècle.

Le développement de la tradition de la vénération de St Casimir (1458-1484), fils du Grand-duc de Lituanie Casimir, est devenu le symbole de la christianisation de la Lituanie. Dès le début du XVIe siècle, le prince Casimir était vénéré dans les environs de Vilnius, et le culte de St Casimir a commencé à supplanter le culte de St Stanislas, patron de la Pologne. Le prince Casimir a été proclamé saint lorsque, après sa mort, il a commencé à devenir célèbre comme faiseur de miracles, car on croyait qu'il avait sauvé la Lituanie pendant les guerres contre Moscou : il a aidé l'armée lituanienne à vaincre l'ennemi près de Polotsk en 1518, et à gagner une bataille près de Daugava en 1519. Le culte de St Casimir montrait que s'était formée en Lituanie une forte conscience religieuse, orientée vers l'Europe occidentale. Après sa canonisation (1604), St Casimir est devenu le patron le plus important et le principal saint de la Lituanie et de Vilnius, et les foires de Casimir sont une tradition remontant de l'époque du GDL jusqu'à nos jours.

L'européanisation de la Lituanie est inimaginable sans la création d'une organisation ecclésiastique. Tout de suite après le baptême, quatre évêchés catholiques (Vilnius, Samogitie, Loutsk et Kiev) ont été établis dans le GDL aux côtés des évêchés orthodoxes déjà en activité, des ordres religieux ont aussi été fondés. Jusqu'au milieu du XVIe siècle, sept ordres religieux (les plus connus sont ceux des Franciscains et des Bernardins) se sont installés avec 18 monastères (quatre à Vilnius, deux à Kaunas et deux à Grodno). De magnifiques églises de monastères ont été construites avec de somptueux autels et de nombreux tableaux, sculptures et fresques puis, à partir de la fin du XVe siècle, des orgues. Partout, même très loin des centres épiscopaux,

des paroisses ont été créées et des églises bâties. Au milieu du XVIe siècle, le réseau paroissial couvrait déjà presque toute la Lituanie.

Le gothique est un style architectural et artistique européen qui est apparu au XIIe siècle et a prospéré vers le milieu du XIIIe siècle. Les lignes verticales des églises gothiques et leurs tours montant vers le ciel symbolisaient l'élan de l'homme vers Dieu. À la fin du XIVe siècle, au tout début de l'arrivée du gothique en Lituanie, ce style artistique avait déjà une tradition d'un siècle et demi en Europe, il était passé à l'étape de maturité et avait influencé tous les domaines de création de l'homme. Les particularités de l'art gothique des différentes régions d'Europe se sont développées et on le voit probablement le plus nettement dans l'architecture des bâtiments religieux. En Europe occidentale et du Nord, les bâtiments étaient en pierres, tandis que, dans les pays qui n'avait pas de pierre appropriée pour la construction, les briques sont devenues le principal matériau de construction. Deux régions et types marqués de gothique se sont donc différenciés : en pierres et en briques (gothique rouge). C'est le gothique en briques qui est arrivé en Lituanie.

La propagation de l'architecture gothique a tout d'abord été encouragée par le baptême de l'État, puis par le début de la réalisation du programme de Vytautas de construction d'églises en maçonnerie (la cathédrale, les églises des St Jean et de l'Assomption de la Vierge Marie des Franciscains à Vilnius ; les églises des Apôtres St Pierre et St Paul, St Georges, Ste Gertrude et St Nicolas à Kaunas). L'église de Vytautas à Kaunas est probablement la mieux conservée. La particularité de l'architecture gothique lituanienne est sa nature défensive : même les bâtiments religieux avaient des tours défensives ou des meurtrières. À l'époque de Vytautas, on a construit des édifices notamment défensifs. Vytautas a reconstruit ou construit des châteaux en maçonnerie à Vilnius, Trakai, Kaunas, Grodno, Nowogródek et Loutsk. La grande salle du château de l'île de Trakai avec ses voûtes croisées gothiques montre que le gothique se retrouvait aussi dans l'architecture défensive.

La véritable révolution du gothique a eu lieu, semble-t-il, à la fin du XVe siècle et dans le premier tiers du XVIe siècle, lorsque les bâtiments les plus importants ont été construits à Kaunas et surtout à Vilnius, le gothique a commencé à se répandre dans la construction des maisons d'habitation, il a atteint la province (Kėdainiai, Zapyškis) et il a même commencé à dominer dans l'architecture des bâtiments religieux orthodoxes. L'architecture gothique lituanienne a repris les principaux traits de ce style : les hauts espaces (nef centrale de l'église des Bernardins à Vilnius) et la grâce (église

Le chef-d'œuvre le plus oriental du gothique en Europe: l'église Ste Anne à Vilnius. Photo : A. Baltėnas

Ste Anne à Vilnius). Il est vrai que ces églises étaient bâties par les plus grands maîtres artisans de l'étranger. Les tendances les plus générales de l'époque de l'européanisation s'exprimaient donc dans l'architecture : les principales choses étaient « importées ». Les maîtres artisans locaux se sont aussi impliqués dans le processus de création, mais leurs bâtiments étaient encore loin d'être comparables à l'église Ste Anne construite à la même époque. La Renaissance du Château inférieur de Vilnius apportera de nouvelles modes au milieu du XVIe siècle, mais la tradition du gothique, reprise par les maîtres artisans locaux, s'exprimera encore jusqu'au début du XVIIe siècle.

Dès l'époque de Vytautas, l'épicentre du gothique lituanien s'est manifesté : Vilnius, Trakai et Kaunas. On a commencé à bâtir des châteaux loin de la Lituanie ethnique, sur les terres ruthènes du GDL : en Rus' noire (Grodno, Nowogródek), en Podlachie (Mielnik, peut-être Brest (Brest-Litovsk)) et même en Volhynie (Loutsk). Des églises catholiques gothiques sont aussi apparues à la frontière confessionnelle voire même sur l'espace orthodoxe. Là, le gothique est ainsi devenu le style des églises orthodoxes ou des futures églises gréco-catholiques.

Après avoir reconstruit en style gothique des églises orthodoxes de Vilnius et de Nowogródek, Konstanty Ostrogski a amené le gothique jusqu'à son domaine, en Volhynie ukrainienne. Le style des églises orthodoxes gothiques du GDL a des analogies dans l'architecture des résidences (château de Mir près de Niasvij), et il semble qu'il soit exceptionnel dans la culture de toute l'Europe : le gothique le plus oriental est en Lituanie historique, c'est la limite de la signification européenne. Aux XVe-XVIe siècles, Moscou vivait selon la tradition byzantine, et, si l'Occident avait une influence, elle n'était que partielle et ce n'était déjà plus une influence du gothique (maîtres artisans de la Renaissance italienne au Kremlin à la fin du XVe siècle).

L'écriture

À la jonction des XIVe-XVe siècles, l'écriture s'est rapidement révélée nécessaire avec la formation d'une société du GDL constituée en ordres et la création d'un appareil complexe de gouvernance de l'État. Les besoins d'écriture de ce stade du développement de la société en Europe occidentale étaient satisfaits par les ordres religieux, qui manquaient en Lituanie, tandis que le besoin d'écriture augmentait rapidement. Les chancelleries sont devenues les fabricants et les collecteurs de la production culturelle ainsi que des écoles de scribes. Leur activité a pas mal contribué à la pénétration de l'écriture dans la vie quotidienne de la noblesse et de la bourgeoisie du GDL. La culture de la Lituanie du XVe et du début du XVIe siècle est parfois définie comme la culture des chancelleries.

À la fin du XIVe siècle, est apparue une institution qui a regroupé les meilleurs savants de l'écriture : la chancellerie du Grand-duc. Jusqu'alors, les documents écrits étaient utilisés uniquement pour traiter les affaires avec les autres pays. Les lettres diplomatiques étaient écrites par les moines qui connaissaient le latin. Dans la vie interne, les directives des grands-ducs étaient diffusées à l'oral. Aux XVe-XVIe siècles, avec l'intensification de la vie interne de l'État et la croissance de l'appareil administratif du pays, la chancellerie du Grand-duc s'est aussi développée avec son personnel. Les scribes accompagnaient le grand-duc en voyages, puis, au retour, ils inséraient les documents délivrés par le grand-duc dans les livres de la chancellerie. Ces livres sont entrés dans l'histoire sous le nom des Actes de la Lituanie. D'autres monuments de l'écriture du GDL ont été créés dans la chancellerie, les Statuts et les chroniques, et les premiers hommes de lettres, par exemple Michalo Lituanus, étaient des scribes.

Avec le développement des fonctions du pouvoir central, la fonction de chancelier du GDL (chef de la chancellerie) a été créée dans la première moitié du XVe siècle. Ce fonctionnaire gardait les sceaux de l'État et surveillait qu'aucun document contraire aux lois de l'État ne soit préparé dans la chancellerie du Grand-duc. Contrôlée par le chancelier lituanien, une chancellerie du GDL indépendante est restée après l'Union de Lublin en 1569.

Les Actes de la Lituanie sont les archives, constituées dans la chancellerie du Grand-duc de Lituanie entre la fin du XIVe siècle et 1794, qui comprenaient tous les documents envoyés et reçus au nom du GDL. Dans la chancellerie du Grand-duc était conservés les documents aussi bien de caractère national que destinés aux provinces et à des villes concrètes du GDL, qui se sont retrouvés dans les Actes de la Lituanie : les privilèges, les actes de confirmation des titres de noblesse et les diverses transactions de propriété foncière, les inventaires, les testaments, les décisions de justice ainsi que la correspondance locale et internationale en ruthène, latin, allemand (de Prusse et de Livonie), arabe et tchèque. Ainsi, les documents des Actes de la Lituanie sont l'histoire de la politique, de la société, de l'économie, du droit et de la culture du GDL, c'est la source la plus importante sur l'histoire du GDL. Ils se sont retrouvés à Moscou où ils sont toujours conservés, et ils sont devenus le symbole de la dispersion ou du pillage de l'héritage de la Lituanie, le signe du destin de l'ancien État lituanien.

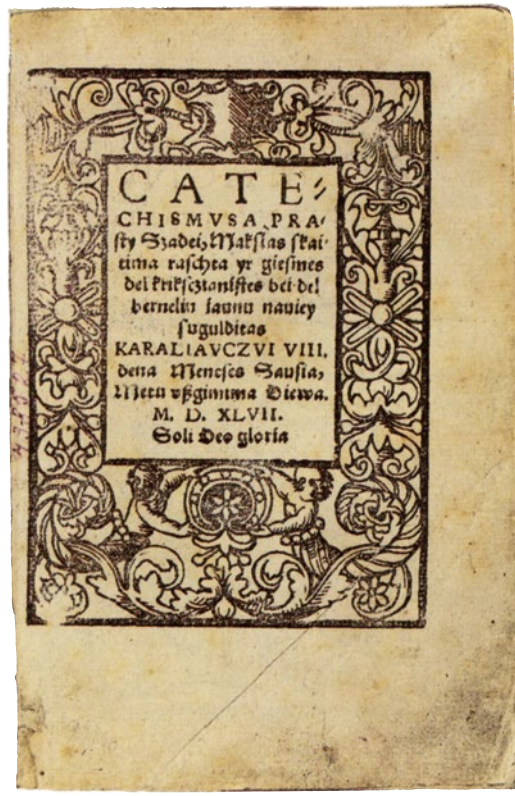
La langue principale des Actes de la Lituanie et langue écrite en général du GDL était le ruthène, la langue des orthodoxes du GDL (ancêtres des Biélorusses et des Ukrainiens). Cela a été déterminé par une rapide croissance des besoins en écriture à l'époque de Vytautas. Le lituanien n'avait pas créé de traditions de l'écriture, tandis que les sujets orthodoxes avaient déjà une tradition liturgique de l'écrit de plusieurs siècles depuis l'époque de la Rus' de Kiev. Dans les monastères orthodoxes du GDL, on écrivait la langue liturgique des slaves d'origine bulgare, tandis qu'une tradition de l'écriture, différente de cette langue liturgique, a commencé à se former dans la chancellerie du GDL. Les contemporains l'ont clairement différenciée. L'imprimeur ruthène/biélorusse Bazyli Ciapiński imprimait dans la seconde moitié du XVIe siècle les documents en deux colonnes : une colonne pour une langue et la deuxième pour l'autre. Cette langue était appelée parfois « russe occidental », parfois « ancien ukrainien » et parfois « ancien biélorusse », et en Lituanie c'était la langue slave « de la chancellerie du GDL » (bien qu'elle soit sortie de la chancellerie et des limites du GDL en Pologne et en Hongrie et, le plus important, qu'elle soit différente

de l'autre langue des Slaves du GDL : le polonais). Au début, on y trouvait plus « d'ukrainismes », puis, plus tard, de « biélorussicismes ». Les Russes de Moscou de l'époque la différenciaient clairement et l'appelaient la langue « lituanienne », car la langue liturgique slave était la seule langue dans l'État de Moscou jusqu'aux XVIIe-XVIIIe siècles. Aujourd'hui, cette langue des Actes de la Lituanie est appelée la langue des « vieux Lituaniens ». C'est une approche historique. Selon les philologues, il faudrait appeler ruthène la langue écrite qui dominait dans les chancelleries du GDL, et Ruthènes les Slaves orientaux qui vivaient dans les États lituanien et polonais. Après tout, la moitié de l'ancien État de la Rus' de Kiev s'est retrouvée en Lituanie et en Pologne et, à partir du XIVe siècle, la conscience de la noblesse des anciens russes, des princes, était sous l'influence des processus qui se déroulaient dans ces pays. Au XVIe siècle, les Ruthènes se sont ressentis comme un peuple entièrement distinct, différent des Russes de l'État de Moscou. Les Slaves orientaux du GDL appelaient les habitants de Russie les Moscovites, tandis que les Moscovites appelaient, pour leur part, les Slaves orientaux du GDL les Lituaniens. Les Slaves du GDL s'appelaient Russes et se percevaient comme un groupe ethnique à part, et ils considéraient le souverain lituanien comme leur souverain. Ainsi, les Ruthènes se sont distingués des Russes de Russie. Ce n'est qu'au XVIIe siècle que les Ruthènes se sont scindés en deux peuples : les Ukrainiens au sud et les Biélorusses au nord.

Le premier imprimeur lituanien Franciscus Skorina (1490-1541) était originaire du milieu culturel ruthène, né dans une famille de marchands de Polotsk et diplômé de l'Université de Padoue où il a acquis le diplôme de docteur en médecine. De 1517 à 1519, il a préparé et imprimé à Prague un psautier et les 22 livres de l'Ancien testament sous le nom général de « Bible des Ruthènes ». En 1522, il a fondé une imprimerie à Vilnius.

Un quart de siècle plus tard, en 1547, la Lituanie était mûre pour le premier livre en langue lituanienne : le célèbre « Catéchisme » de Martynas Mažvydas, publié en exil à Königsberg, mais destiné aux Lituaniens et à la Lituanie. La société du GDL de l'époque n'était pas encore mûre pour un livre en lituanien.

En Lituanie (à Brest), Mikołaj Radziwiłł le Noir a établi une autre imprimerie en 1553. Cet événement a été déterminé par la Réforme. Une décennie plus tard est sortie une étonnante publication : la « Bible de Brest ». Plus tard, Mikołaj Radziwiłł le Noir a également ouvert une imprimerie à Niasvij (1562), et en 1569 les Chodkiewicz ont commencé à faire concurrence aux Radziwiłł : ils ont créé une imprimerie à Zabłudów et accueilli


CATE-
CHISMVSA PRA-
sty Szadei, Maksias skai-
tima raschta yr giesines
del krikszcianistes bei del
bernelin iaunu nauiey
suguldites
KARALIAVCZVI VIII.
dena Meneses Sausia,
Metu vßgimima Diewa.
M. D. XLVII.
Soli Deo gloria

Le premier livre en lituanien: le « Catéchisme »
de Martynas Mažvydas. Königsberg, 1547

le premier imprimeur de Moscou Ivan Fedorov qui a déterminé la nature orthodoxe de l'imprimerie. Après le début de la Contre-Réforme, les catholiques se sont impliqués dans l'impression de livres : après son retour au catholicisme, le fils de Mikołaj Radziwiłł le Noir Mikołaj Christopher Radziwiłł l'Orphelin a transféré en 1575 l'imprimerie de Brest à Vilnius et il l'a transmise à l'Université des Jésuites en création. L'impression de livres en Lituanie est devenue un processus ininterrompu.

En adoptant les idées de la culture occidentale, la société a fait connaissance avec la tradition de l'écriture de chroniques, le besoin de connaître son histoire est apparu, on a aussi adopté le mythe, répandu en Europe à l'époque de la Renaissance, sur l'origine étrangère des souverains. Les conditions étaient très favorables : on ne connaissait pas l'histoire ancienne, le lituanien et le latin étaient des langues similaires, c'est ainsi qu'a

été créée la théorie d'origine romaine des Lituaniens qu'on retrouve dans les chroniques lituaniennes (Chronique de Bychowiec). La légende parle de l'arrivée de nobles romains en Lituanie, on mentionne que dans le pays vivaient aussi des habitants qui ne connaissaient pas le latin : c'est tout ce que nous avons appris des roturiers locaux qui vivaient là. Pour l'auteur de la Chronique, le peuple c'est seulement les nobles du pays. La question de la langue n'est pas soulevée dans la légende : à l'époque, la langue n'était pas la caractéristique la plus importante d'un peuple, car il existait alors non pas un peuple lituanien ethnique mais politique, dont la principale caractéristique était l'appartenance aux habitants nobles du GDL. C'est notamment leur origine et leur histoire qui sont racontées dans les chroniques lituaniennes. La théorie de l'origine romaine, liée à l'usage du latin, langue « romaine » pendant les XVIIe-XVIIIe siècles, était une sorte de signe d'un contrepoids à la polonisation naturelle, et l'adjectif « palémonien » (de Palemonas) était utilisé dans la littérature commémorative comme un équivalent du mot « lituanien ». L'Université de Vilnius était appelée « Université de Palemonas » et Vilnius la « capitale des villes « palémoniennes » de Lituanie ».

Un autre thème de la conscience historique de la société nobiliaire lituanienne s'est formé en élevant Vytautas et son époque. Véritable œuvre de la Renaissance, le poème de Mikołaj Hussowczyk « Chant sur l'apparence, la cruauté et la chasse du bison », premier poème de Lituanie publié en 1523, cherchait notamment à montrer l'époque de Vytautas comme un idéal pour la société de son temps. Nous trouvons aussi ces idées dans les considérations de Michalo Lituanus sur l'organisation de l'État (« Sur les mœurs des Tatars, des Lituaniens et des Moscovites », vers 1550), où le rigorisme et l'ascétisme des mœurs de l'époque de Vytautas sont opposés à la mollesse, l'ivresse et le désordre de la société de son époque. Michalo Lituanus a également proposé des changements linguistiques : renoncer au ruthène pour passer à la langue romaine, c.-à-d. le latin. Toutefois, une autre circonstance a tout déterminé : la civilisation polonaise avait la plus grande influence sur la culture de la Lituanie. Son impact s'exprimait sous différentes formes : l'organisation d'un système ecclésiastique, les études à l'Université de Cracovie, l'adoption du système administratif, la réforme agraire. La Pologne a été le pédagogue de la Lituanie. Le problème de la Lituanie est qu'elle n'avait souvent pas le temps ni la possibilité d'atteindre l'Europe « plus profonde » et l'européanisation s'est achevée par une polonisation. Cette circonstance s'est révélée pendant la Réforme lorsque l'importance des langues vivantes a commencé à être soulevée.

La Renaissance et la Réforme

Il y avait déjà des humanistes à la jonction des XVe-XVIe siècles à la cour du Grand-duc Alexandre, mais un tournant s'est produit après le mariage de Sigismond Ier le Vieux en 1519 avec la princesse milanaise Bona Sforza. Elle a amené en Pologne et en Lituanie des architectes, des peintres et des musiciens italiens, elle a élevé Sigismond II Auguste dans l'esprit de la Renaissance, elle a construit avec lui le Château inférieur de Vilnius et introduit de nombreuses choses nouvelles : des « promenades italiennes », danses de salon, à… la fourchette, inconnue jusqu'alors non seulement en Lituanie mais aussi dans les pays scandinaves. Peu à peu, la noblesse lituanienne a adopté la « mode italienne ». On pouvait déjà trouver des livres de la Renaissance dans les bibliothèques non seulement de Sigismond II Auguste, mais aussi des nobles et des bourgeois. Sur la base de l'ancienne idée d'une origine romaine des Lituaniens s'est formée la notion que le latin était la langue lituanienne véritable, ou maternelle.

Commencée en 1517 par Martin Luther, la Réforme est considérée comme une des manifestations les plus significatives des Temps modernes. Au XVIe siècle, elle a englobé toute l'Europe, divisé l'Église catholique et formé un nouveau mouvement du christianisme : le protestantisme. La Lituanie avait adopté le catholicisme 1000 ans plus tard que les pays d'Europe occidentale, mais la Réforme n'a eu que 22 ans de retard : en 1539, elle a été commencée à Vilnius par le luthérien Abraomas Kulvietis. Cette suite des événements a montré non seulement que la Lituanie était devenue un pays de structure européenne, mais aussi l'envergure de la personnalité de A. Kulvietis. À Vilnius, A. Kulvietis a ouvert une école pour les jeunes nobles, où étudiaient 60 élèves, il prononçait des sermons critiquant l'Église catholique et attirait à lui de nombreuses personnes. En 1542, il a dû émigrer en Prusse protestante (depuis 1525), où Albert de Brandebourg l'a accueilli. Profitant de la Réforme, qui a soulevé l'importance de la langue maternelle pour communiquer avec Dieu, A. Kulvietis a formulé un programme culturel tel que le lituanien devait être le fondement de l'ensemble du système éducatif, élever cette langue au niveau des intérêts de l'État et former ainsi une intelligentsia lituanienne. A. Kulvietis a tenté de mettre en œuvre ce programme pendant son émigration, où Stanislovas Rapolionis et lui-même sont devenus les premiers professeurs de l'Université de Königsberg tout juste fondée (1544), et le « Catéchisme » de Martynas Mažvydas, publié en 1547, faisait partie de leur programme. A. Kulvietis comprenait bien la situation problématique de la culture : la noblesse litua-

Mikołaj Radziwiłł le Noir, extrait de « Armamentarium Heroicum » de Jakob Schrenck. Innsbruck, 1603

nienne, qui n'avait pas développé de traditions lituaniennes de l'écriture et qui avait renoncé à la langue écrite ruthène, avait en même temps choisi le polonais non seulement pour écrire mais aussi pour communiquer : la société lituanienne n'était pas préparée à donner de l'importance ou octroyer un statut officiel à la langue lituanienne.

Les nobles se sont impliqués dans la Réforme à la deuxième étape. Ils ont choisi une autre orientation du protestantisme : le calvinisme qui correspondait mieux à leurs projets d'affaiblir le pouvoir du grand-duc, qui s'appuyait sur l'autorité de l'Église, et l'influence de l'Église catholique elle-même. La figure protestante la plus significative et la plus influente de la Réforme lituanienne était le chancelier du GDL et voïvode de Vilnius

Mikołaj Radziwiłł le Noir (1515-1565) qui a publié en 1563 la « Bible de Brest » en polonais. Dans les années 50 et 60 du XVIe siècle, presque tous les nobles étaient passés à la Réforme et avaient sécularisé les églises qu'ils avaient eux-mêmes fondées, soit presque la moitié de toutes les églises. Le calvinisme a commencé plus tard à décliner, mais il a survécu jusqu'à aujourd'hui. Les évangélistes réformateurs vivant autour de Biržai sont les descendants directs de la Réforme calviniste, que Mikołaj Radziwiłł le Rouge, cousin de Mikołaj Radziwiłł le Noir, a dirigé après la mort de ce dernier.

La Réforme est devenue une nouvelle impulsion à la polonisation. Radziwiłł le Noir a déclaré en 1563 qu'il fallait traduire la Bible en polonais (et pas dans une autre langue) afin qu'elle « soit compréhensible pour le peuple ». Bien qu'on ait aussi une tradition d'écriture en lituanien, l'élite politique du GDL n'avait pas obtenu de programme culturel en langue lituanienne et elle avait donc choisi le polonais. Le lituanien était sauvegardé uniquement par la petite noblesse et, surtout, par les paysans. Malgré des pertes pour la lituanité, la société du GDL est devenue européenne au XVIe siècle et entrée dans la civilisation occidentale. Le droit féodal se forme dans les relations de propriété, il y a le domaine (fief) du chevalier et le servage dans la structure sociale et économique, l'ordre des nobles et la monarchie des ordres dans la structure politique et sociale, les guildes dans l'économie urbaine, et un système éducatif européen dans l'éducation (écoles des cathédrales et leur trivium, collèges et université). La mentalité chrétienne s'implante au moins parmi l'élite de la société (l'idée de *antemurale christianitatis* (rempart de la chrétienté) est orientée contre la Moscou orthodoxe), une nation de nobles se constitue avec une conscience historique et la chronique de ses origines.

Chapitre II

L'ALLIANCE DES ÉTATS POLONAIS ET LITUANIEN

La Lituanie en voie d'européanisation est devenue aux XVIIe-XVIIIe siècles une partie de l'Europe centrale. Il est vrai que le nord de l'Europe occidentale se dirigeait alors rapidement vers une société moderne, le capitalisme et les Lumières, tandis que l'Europe centrale et le sud de l'Europe occidentale restaient agraires, féodales, nettement catholiques et baroques. Par conséquent, nous décrivons l'histoire de la Lituanie des XVIIe et XVIIIe siècles comme l'époque du baroque, en lui donnant le même sens que nous donnons aux époques de la Renaissance et des Lumières en Europe occidentale. On pourrait considérer comme le début symbolique de cette époque l'arrivée en Lituanie de l'Ordre des Jésuites en 1569. Les Jésuites, qui ont apporté en Lituanie un catholicisme en cours de rénovation, ont élevé, avec le soutien de l'État, le niveau de l'éducation en Lituanie à un niveau plus élevé : ils ont créé un réseau d'écoles supérieures et de collèges, et l'Université de Vilnius (fondée en 1579) au sommet de ce système. L'objectif de la Lituanie d'être une partie intégrante de l'Europe centrale a déterminé la création d'une école solide et originale de génie militaire, dont l'œuvre la plus significative a été la publication de Kazimierz Siemienowicz « Artis magnae artilleriae » (« Le grand art de l'artillerie ») (1650). On y trouve les origines de l'artillerie moderne et même de l'aérospatial : la théorie des fusées à plusieurs étages est énoncée dans ce livre.

Aux XVIIe-XVIIIe siècles, les Jésuites ont aussi déterminé le paysage baroque dans l'architecture et l'art. Au XVIIe siècle a dominé le baroque « importé », notamment italien, tandis qu'au XVIIIe siècle une école originale, dite l'école baroque de Vilnius, a été créée et son principal architecte Johann Christoph Glaubitz devrait être inclus sans crainte dans l'histoire du baroque européen.

La nature agraire de la société et la faiblesse des villes ont déterminé qu'un type original de système monarchique avec des ordres s'est formé en Pologne et en Lituanie : une république nobiliaire voire l'anarchie. Selon le droit du *liberum veto*, les décisions du parlement des nobles, la Diète, devaient être adoptées à l'unanimité, et cela contrastait parti-

culièrement avec les systèmes absolutistes de l'Europe occidentale et a empêché le renforcement et la centralisation de l'État. D'autre part, un tel système, qui semble anachronique d'un point de vue moderne, permettait aux différentes communautés religieuses et ethniques d'exister dans la société aux côtés des catholiques : aux calvinistes, aux luthériens, aux orthodoxes et aux uniates, puis plus tard aux vieux croyants arrivés de Russie, ainsi qu'aux Karaïmes, aux Tatares et aux Juifs présents dès l'époque de Vytautas.

Les immenses coups des voisins ont perturbé le progrès civilisationnel de la Lituanie sur le « bas-côté » baroque de l'Europe : sous le règne de la dynastie des Vasa (1587-1668) d'origine suédoise, la Lituanie et la Pologne ont subi un « déluge », l'invasion de la Russie et de la Suède (1654-1667), et sous le règne de la dynastie des Saxe (1697-1763), la Lituanie est devenue l'arène des combats de la Guerre du Nord (1700-1721) entre la Russie et la Suède. La conséquence de cette guerre a été une ingérence directe de la Russie dans les affaires intérieures de la Pologne et de la Lituanie, qui a mené finalement aux partages et à la destruction de l'État polono-lituanien.

LA RÉPUBLIQUE DES DEUX NATIONS

L'Union de Lublin

Le rapprochement entre la Lituanie et la Pologne a commencé en 1386 avec le mariage de Jogaila et d'Hedwige. La métaphore du « mariage sacré » est souvent appliquée à tout le processus des unions, dont la conséquence a été l'Union de Lublin, conclue en 1569, qui a établi l'État uni de la République des Deux Nations. C'était une composition d'États originale qui est parfois considérée aujourd'hui comme le précurseur de l'Union européenne. Il n'y aurait pas eu la victoire de Grunwald sans le rapprochement entre la Pologne et la Lituanie et l'union de leurs armées, et la guerre de Livonie au XVIe siècle ne se serait pas terminée par un succès sans, notamment, l'Union de Lublin.

En Pologne, il existe la tradition de considérer la Lituanie comme faisant partie de la Pologne même avant l'Union de Lublin, et d'appeler l'État créé par l'Union de Lublin non pas République des Deux Nations, mais République de Pologne. On peut regarder avec un sourire l'illogisme de la pensée historique traditionnelle des Polonais, si l'union est un « mariage

sacré », où est le partenaire du mariage ? Ce n'était peut-être pas du tout une union mais l'idée d'une mission civilisationnelle de la Pologne, peut-être la Pologne se souciait-elle seulement d'incorporer la Lituanie ? Voilà pourquoi l'image de la « mission civilisationnelle » des Polonais, négative dans la mémoire historique traditionnelle des Lituaniens, a occulté le côté positif de l'union. Là où traditionnellement les Lituaniens voyaient l'érosion de l'État et de la culture de la Lituanie, les Polonais décelaient une victoire de civilisation de la Pologne.

Le Grand-duché de Lituanie avait des difficultés à tenir le front oriental pendant la guerre de Livonie. On le voit du fait que la Diète du « champ de bataille » de Vitebsk en 1562 a envoyé le staroste de Samogitie Jan Hieronimowicz Chodkiewicz en Pologne pour demander une aide militaire et une union en même temps. La perte de Polotsk en 1563 l'a montré : un soutien de la Pologne était nécessaire. En 1569, les délégations lituanienne et polonaise ont commencé des pourparlers dès février en présence de la Diète polonaise, réunie à Lublin. Les Lituaniens ont présenté leur projet d'union de deux États égaux, tandis que les Polonais avaient pour objectif de rattacher la Lituanie. La délégation lituanienne est partie de Lublin le 1er mars sans avoir trouvé d'accord. Un coup dur a alors été porté à la Lituanie : soutenant la Pologne, le roi Sigismond II Auguste a rattaché avec ses actes à la Pologne presque la moitié du territoire du Grand-duché de Lituanie (la Podlachie et la Volhynie, les voïvodies de Kiev et de Podolie (Bratslav)). Les nobles des provinces rattachées devaient prêter serment à la Pologne et leurs représentants devaient siéger à la Diète polonaise. On retirait les terres à ceux qui ne prêtaient pas serment : la Lituanie était sous la menace d'une perte de souveraineté.

J. H. Chodkiewicz comprenait le tragique dilemme : soit la Lituanie se liait à la Pologne, soit la Lituanie était conquise par la Russie. Il a choisi la première voie, mais il a cherché à négocier les conditions les plus favorables. J. H. Chodkiewicz a accepté le 28 juin 1569 à la Diète de Lublin l'idée d'une union et même d'un seul sceau, donc du rattachement de la Lituanie à la Pologne. C'était un cruel compromis. S'adressant à Sigismond Auguste, il a déclaré : « Sur l'ordre de Votre Majesté, nous avons été obligés ici avec grande douleur et chagrin à céder. Mais nous ne pouvons pas exprimer par des mots la douleur que nous ressentons. Car nous, en tant que fils fidèles de notre Patrie, nous avons l'obligation de nous occuper de son bien autant que nous en sommes capables. Si maintenant nous ne pouvons pas la défendre, c'est parce que nous sommes obligés de céder devant les obstacles, le destin et le temps ».

Carte de l'État polono-lituanien du milieu du XVIIIe siècle, où sont visibles les frontières du GDL (Château royal de Varsovie)

Après ces paroles, les Lituaniens en larmes se sont mis à genoux devant le roi, cela a fait pleurer même les Polonais. Il semblait que les larmes de J. H. Chodkiewicz étaient aussi une expression de la diplomatie. Jouant sur les double-sens durant le processus de négociations, le staroste de Samogitie a été capable de circonscrire la question de l'union à la question des sceaux : les documents du souverain auront-ils uniquement le sceau de

la Pologne (cela signifiait que la Lituanie était annexée et, dans le meilleur des cas, devenait une province autonome de la Pologne) ou aussi les sceaux de la Lituanie. Prétendant être d'accord avec l'opinion des Polonais et en acceptant un sceau unique commun, il a tout de suite demandé de ne pas supprimer les sceaux de la Lituanie. C'était une contradiction évidente. En réussissant à défendre les sceaux du GDL, J. H. Chodkiewicz a obtenu que les questions concrètes de la détermination des relations, voire même de la conclusion d'une union, entre la Pologne et la Lituanie soient réglées non pas à la Diète de Lublin mais plus tard, il restait donc une possibilité de sauvegarder l'existence d'un État lituanien. C'est ce qui a été fait en demandant au futur souverain de la République de reconnaître les sceaux de la Lituanie. Ainsi, J. H. Chodkiewicz a trouvé des issues là où il semblait qu'il n'y en avait pas.

Évidemment, les Polonais et Sigismond Auguste ont fait pression durant l'Union de Lublin : ils ont cherché à détruire l'État et détacher des territoires, mais ce résultat de l'Union de Lublin était un compromis que les représentants du GDL ont accepté même avec des larmes. Personne n'a mis en doute plus sérieusement le bon fondement de ce compromis pendant encore deux siècles. L'avantage de l'Union de Lublin s'est rapidement manifesté. Après que le prince de Transylvanie Stephen Báthory soit devenu le souverain de la Pologne et de la Lituanie (il a régné de 1576 à 1586), des victoires déterminantes ont été obtenues dans la guerre de Livonie contre Moscou et cette menace a été repoussée pour plus d'un siècle et demi (en 1609-1611, la Pologne et la Lituanie ont même occupé Moscou). Toutefois, le résultat le plus important de l'Union de Lublin a été la République des Deux Nation qui a existé encore deux siècles. Elle a non seulement existé, mais elle a aussi donné à l'Europe du pain, la tolérance, la démocratie nobiliaire, l'art baroque et la constitution.

Le GDL dans l'Europe baroque. La démocratie nobiliaire

Où a disparu la grandeur de l'Italie, leader de la civilisation de la Renaissance aux XVIIe-XVIIIe siècles ? Après les grandes découvertes géographiques et l'expansion turque, la mer Méditerranée a perdu son importance économique. Et qu'est-il arrivé aux pionniers des grandes découvertes géographiques le Portugal et l'Espagne ? Aucun pays n'égalait cette dernière en Europe au XVIe siècle d'un point de vue géopolitique : le soleil ne se couchait jamais sur les terres espagnoles. Une des raisons, pour

lesquelles l'Espagne et le Portugal ont perdu leurs positions de leaders a été une trop bonne vie : l'or ramené d'Amérique latine n'incitait pas à développer ses propres villes ni leur économie. La défaite de l'invincible Armada en 1588 a marqué le crépuscule de la puissance de l'Espagne. Bien qu'un orage inattendu l'ait empêché de débarquer en Angleterre, l'Espagne n'a pas réitéré son expédition.

Aux XVIIe-XVIIIe siècles, l'ancienne Europe occidentale s'est scindée en deux parties : le sud catholique et le nord protestant. Le catholicisme a été une condition à la diffusion de la culture baroque italienne et espagnole dans les pays catholiques d'Europe occidentale : en France, en Bavière, en Flandres, et en particulier dans les cours des monarques et des aristocrates de ces pays (Peter Paul Rubens, le peintre baroque probablement le plus célèbre, a mûri en Flandres).

Le protestantisme a déterminé qu'une périphérie du Moyen-Âge, l'Europe du Nord (Scandinavie), s'est adaptée à la partie nord et dynamique de l'Europe occidentale (Hollande, Angleterre), et qu'elle a dépassé au cours des XVIIe-XVIIIe siècles l'Europe centrale catholique. Cette dernière aux villes plus faibles et au besoin plus faible en alphabétisation (par rapport au protestantisme) se rapprochait du sud de l'Europe occidentale qui était catholique (Italie, Espagne, Portugal). Aux XVIe-XVIIe siècles, cela ne semblait pas une mauvaise solution : Rome, Madrid et Lisbonne faisaient rayonner le catholicisme ainsi que la lumière de l'architecture et de l'art baroques jusqu'au Mexique et Paraguay. Une autre extrémité de ce monde, la plus éloignée au nord, était la Lituanie.

On peut lier le début de cette époque non seulement à l'Union de Lublin, mais aussi aux Jésuites qui, arrivés en Lituanie, ont fondé l'Université de Vilnius en 1579. La construction de l'église baroque du collège des Jésuites de Niasvij a commencé en 1586, et l'église St Casimir de Vilnius est considérée habituellement comme un manifeste de l'architecture baroque. L'art baroque, les Jésuites et l'Université de Vilnius sont les éléments les plus importants de la culture de l'époque. Différents liens les rattachaient au système par ordre des nobles, entré en vigueur en 1566, et à la corvée seigneuriale instituée par la réforme des « Wallachs » (unité de mesure de 21 ha), ce qui permet d'utiliser les notions de système baroque et d'économie baroque.

Le baroque a peu à peu été remplacé par le classicisme, mais ce style s'épanouira que tout à la fin du XVIIIe siècle. Les réformes d'Antoni Tyzenhaus (1767), la République Pawłowska, établie par Paweł Ksawery Brzostowski (1769), l'abolition de l'Ordre des Jésuites et la création de la Commission

éducative (1773) : ces événements sont parfois considérés comme le début de l'époque des Lumières.

L'époque baroque du point de vue historique c'est l'union entre la Pologne et la Lituanie, créée par l'Union de Lublin. Le nom officiel de l'État uni était la République des Deux Nations (même les Lituaniens l'appellent parfois « Žečpospolita », du nom polonais *rzeczpospolita* (république) ; nous l'abrègerons en l'appelant l'État polono-lituanien). Comme si le nom signifiait qu'il s'agissait d'une union égale entre deux États. En réalité, la Pologne dominait dans cette union. L'institution suprême du pouvoir (à côté du souverain) était la Diète commune qui comprenait le Sénat et la Chambre des représentants, et qui élisait le roi. La Lituanie n'avait qu'un tiers des sièges à la Diète, car elle était assimilée à une province polonaise (il y en avait deux : la Grande Pologne avec Poznań et la Petite Pologne avec Cracovie).

Il restait non seulement le nom et le territoire de l'État du GDL, mais aussi un pouvoir exécutif distinct avec un chancelier, un trésorier, un hetman, etc. (des institutions communes du pouvoir exécutif ont commencé à apparaître uniquement dans la seconde moitié du XVIIIe siècle), un trésor séparé, une armée, des tribunaux et un système judiciaire formulé dans le Troisième Statut de la Lituanie en 1588. Ainsi, la République des Deux Nations était non pas un État unitaire mais une fédération, où seules les institutions suprêmes, le souverain et la Diète, sont communes. D'autre part, en concluant l'Union de Lublin, les diplomates lituaniens ont réussi à conserver le grand sceau de la Lituanie, sans lequel les décisions du roi de Pologne n'auraient pas été valides en Lituanie. De plus, avant de se rendre aux diètes communes, les représentants lituaniens organisaient des réunions pour « parlementer » d'une position commune. Le droit du *liberum veto* (les décisions devaient être adoptées à l'unanimité) s'est peu à peu établi dans les diètes de l'État polono-lituanien, c'est pourquoi la Diète commune ne pouvait aucunement imposer sa volonté à la Lituanie. Ainsi, les Polonais voulaient un État unitaire, mais un État fédéral a été créé en théorie, bien qu'en réalité il s'agissait d'un État confédéral où les deux membres de l'union avaient une politique étrangère commune.

La polonisation de l'élite du GDL changeait cette situation juridique et politique. Bien qu'il existait des modèles linguistiques culturels ruthène, latin et lituanien, c'est le modèle polonais qui s'est répandu de plus en plus, stimulé par les processus d'intégration dans la vie publique. Le point de départ probablement le plus important du modèle polonais a été la publi-

Un des intérieurs les plus magnifiques et les plus décorés du baroque du GDL: l'intérieur de l'église des Apôtres St Pierre et St Paul à Vilnius (seconde moitié du XVIIe siècle).
Photo : A. Balténas

cation en polonais en 1582 de « Chronique de la Pologne, de la Lituanie, de la Samogitie et de toute la Rus' » de Maciej Stryjkowski, devenu le livre quotidien de la noblesse lituanienne. Le processus de polonisation de la Lituanie est un des phénomènes les plus importants de l'époque baroque. On a adopté non seulement la langue, mais aussi la culture et le mode de vie. En raison de ce processus, la culture de la Lituanie de cette époque est appelée la « deuxième culture polonaise ». Les cas similaires à ce phénomène sont la culture anglaise en Irlande (et que dire des États-Unis et de l'Australie), la culture danoise en Norvège, la culture française au Québec canadien, et la culture espagnole au Mexique et en Argentine.

Les Statuts de la Lituanie ont défini et légitimé le système nobiliaire. Le seul ordre privilégié de la société était les nobles qui avaient des droits politiques et envoyaient leurs représentants à la Diète. Comme ces repré-

sentants élisaient même le souverain, on pouvait avoir l'impression que le système politique n'était déjà plus une monarchie mais une république (d'autant plus que l'État s'appelait officiellement ainsi). Cela signifierait que le système de l'État polono-lituanien était proche de l'époque moderne, il ressemblait aux Pays-Bas (qui a commencé à créer un système républicain dans la seconde moitié du XVIe siècle) et dépassait la monarchie constitutionnelle de l'Angleterre mise en place en 1689. Toutefois, le fait que le système politique du GDL s'appuyait uniquement sur 7 % de la société (c'était la part des nobles) montre sa nature avec des ordres : le souverain, bien qu'élu par le « peuple » des nobles, recevait le pouvoir souverain de Dieu. Par conséquent, la « démocratie nobiliaire » de la Lituanie de 1566 à 1795 était une monarchie d'ordres, il convient de la comparer aux systèmes anglais et français entre les XIIIe et XVe siècles. Hélas, il y avait plus d'anarchie que d'ordre dans ce système : les contemporains disaient même : « L'État s'appuie sur le désordre ». Puisque le droit du *liberum veto* s'était établi dans les diètes de l'État polono-lituanien, chaque membre de la Diète pouvait mettre son véto à ses décisions et paralyser son activité. De 1573 à 1763, 137 diètes se sont réunies et 53 d'entre elles se sont dispersées sans adopter aucune décision, car certaines de ces diètes étaient interrompues par des représentants individuels.

Dans les monarchies d'ordres des pays occidentaux, le contrepoids à la noblesse était la bourgeoisie ; mais, à cause de la faiblesse des villes en Pologne et en Lituanie, ce système est devenu une anarchie, plus précisément une décentralisation ou division féodale. En raison du faible nombre de l'ordre des bourgeois, le système politique de l'État polono-lituanien n'a pas acquis les traits de l'absolutisme, supprimant la représentation des ordres.

Depuis longtemps, nous sommes fiers des Statuts de la Lituanie, qui dépassaient vraiment par le niveau de leur systématisation les systèmes juridiques des pays d'Europe centrale, et des initiateurs de leur création Albertas Goštautas et Lew Sapieha. Toutefois, seul l'ordre des nobles profitait des droits politiques (mais, même au XIXe siècle, dans la constitutionnelle et moderne Grande-Bretagne, la part des citoyens profitant de tels droits n'était pas élevée). Bien sûr, il y avait beaucoup d'égoïsme dans l'ordre des nobles, mais, pour cette raison, on ne peut pas ne pas voir leur culture politique consensuelle qui permettait parfois d'accéder même à leurs poches : ils étaient imposés en cas de menace. Évidemment, cette culture a été de moins en moins présente au XVIIIe siècle ; mais, sans cette tradition de culture politique, il est impossible d'expliquer les réformes des nobles.

Une religion d'État ou dix confessions ?

Les historiens ont caractérisé la tolérance religieuse de la Pologne des XVIe et XVIIe siècles comme sans équivalent en Europe, et la Pologne comme le plus grand havre de tolérance d'Europe. Le multiculturalisme et le multiconfessionnalisme sont parfois considérés comme la plus grande contribution de la Pologne à la culture européenne. À partir de 1387, le GDL était catholique tout comme la Pologne, mais il n'y avait en Pologne vers 1500 que trois évêchés orthodoxes et six dans le GDL, tous subordonnés à la même métropole de Kiev, tandis que le métropolite résidait non seulement à Kiev, mais aussi à Nowogródek et Vilnius. Ainsi, les orthodoxes polonais étaient dirigés depuis le GDL, et le poids de ces orthodoxes a déterminé qu'au moins sur la question de la réalisation de l'union ecclésiastique c'était le GDL et non pas la Pologne qui était l'espace le plus important. C'est pourquoi, aux XVe-XVIe siècles, les nombreuses tentatives de mise en place d'union ecclésiastique se concentraient notamment dans le GDL, et elles ont finalement abouti à l'Union ecclésiastique de Brest en 1596. À partir de cette union, la majorité des orthodoxes de l'État polono-lituanien sont devenus grecs-catholiques. Toutefois, les métropolites de l'Église grecque-catholique étaient encore les métropolites de Kiev qui résidaient déjà en permanence à Vilnius. Ainsi aussi bien les orthodoxes que les grecs-catholiques ont joué un rôle plus important dans le GDL qu'en Pologne.

Le luthéranisme, débuté en 1539, est la première orientation de la Réforme en Lituanie. Plus tard, il a été de plus en plus identifié avec les Allemands, c'est pourquoi on a commencé à appeler les communautés luthériennes « communautés allemandes ». Il est vrai que cette orientation était plus faible en Lituanie qu'en Pologne, où vivaient plus de colons allemands. Toutefois, en Lituanie se formait une très nombreuse Église réformée évangéliste, bien plus forte qu'en Pologne. Cela a été déterminé par le fait que les magnats lituaniens (couche la plus élevée de la société) ont soutenu notamment la confession des évangélistes réformateurs. Presque tous les magnats catholiques, de même qu'une partie des orthodoxes, sont passés au calvinisme et ont sécularisé près de 50 % des églises catholiques. Il est vrai que le calvinisme a commencé peu à peu à s'affaiblir.

Le GDL se distinguait aussi par d'autres confessions chrétiennes et non chrétiennes qui étaient déjà présentes depuis le XIVe siècle. Il y a d'abord eu les « minorités médiatrices » avec les Arméniens catholiques et

les Juifs israélites. Ces minorités sont arrivées dans le GDL de Pologne et peut-être de Hongrie, il était donc naturel qu'elles étaient ici moins nombreuses. Toutefois, aux XVIIe-XVIIIe siècles, Vilnius égalait déjà, et peut-être même commençait à dépasser (idée de Vilnius comme « Jérusalem de Lituanie »), des centres de la culture juive comme Cracovie, Lublin ou Lviv. Ainsi, même si le rôle des Juifs, et plus encore des Arméniens, était plus faible dans le GDL qu'en Pologne, il n'y avait pas dans cette dernière de communautés fortes de Tatars musulmans ni de Karaïmes, comme celles que le Grand-duc de Lituanie Vytautas avait installé dans le GDL. Le très célèbre Isaac ben Abraham (1525-1586), souvent mentionné par les chercheurs sur la tolérance, était notamment originaire de la communauté des Karaïmes du GDL. En Pologne, il n'y avait pas de vieux croyants, séparés des orthodoxes en raison de la liturgie et persécutés en Russie ; ils s'étaient installés dans le GDL dans la seconde moitié du XVIIe siècle. L'aspect ethnique augmentait la diversité culturelle du GDL : bien que certaines limites confessionnelles et ethniques coïncidaient (Juifs, Tatars, Karaïmes, en partie les vieux croyants), souvent les confessions incluaient des communautés d'origine ethnique différente.

Le GDL avant l'union avec la Pologne dépassait par sa diversité culturelle et confessionnelle la Pologne et il a accru la diversité de l'État uni (par exemple, en ayant des Tatars musulmans qui n'étaient pas présents jusqu'alors en Pologne). Avec dix confessions différentes, le GDL est, de ce point de vue, leader au XVIe siècle, en comparaison avec les pays d'Europe les plus variés : la Pologne et la Transylvanie. Le GDL se distinguait de l'Europe centrale et orientale par la rapidité de la légitimation ou formulation juridique du multiconfessionnalisme. En Pologne, cela n'est arrivé qu'après l'Union de Lublin avec ce qu'on appelle la Confédération de Varsovie en 1573. En Lituanie, cela a été fait en 1563 avec le privilège de Sigismond Auguste qui égalisait les droits de toutes les confessions chrétiennes, c'est devenu la norme juridique du Deuxième et du Troisième Statut de la Lituanie. Déjà, sans connaître encore la Réforme, le Premier Statut de la Lituanie (1529) était destiné à la noblesse pas seulement catholique mais aussi orthodoxe. Bien que cette égalité des droits, garantie par les lois, ne touchait pas directement les confessions non chrétiennes (israélites, karaïtes, musulmans tatars), leurs communautés ethniques et leurs confessions ont été tolérées dès la fin du XIVe siècle. Plus tard, tant en Pologne qu'en Lituanie, les limites de la tolérance se sont de plus en plus réduites, mais les changements étaient lents et sans contraintes. Le multiconfessionnalisme a survécu jusqu'au XXe siècle. La situation de

l'Europe occidentale au XVIe siècle est caractérisée par la nuit de la Saint-Barthélemy à Paris (1572), devenue le symbole de l'intolérance religieuse dans l'histoire de l'Europe. Ainsi, tout ce qui a été dit ne suffit-il pas pour conclure que la Lituanie au milieu du XVIe siècle était le berceau européen de la tolérance ?

Les peuples, les langues, les écritures

Commençons par l'écriture en langue lituanienne. Tout d'abord, il s'agit du programme culturel d'Abraomas Kulvietis et de Martynas Mažvydas qui a donné le premier livre lituanien et a débuté la tradition de l'écriture en lituanien, mais il a été créé en émigration, en Prusse, et l'élite du GDL n'en avait pas besoin.

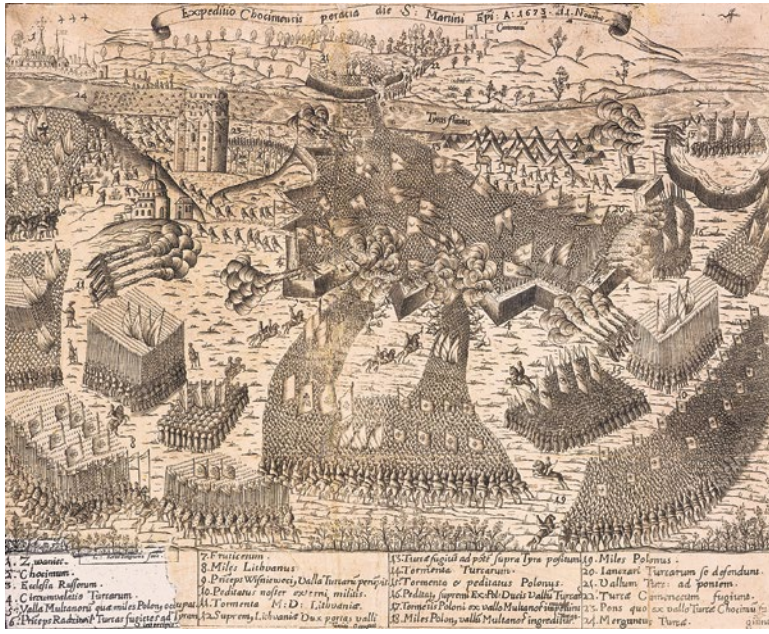
Mikalojus Daukša a préparé en 1595 le premier livre lituanien du GDL, le « Catéchisme », puis une autre publication lituanienne en 1599, « Postilla », et il s'est adressé dans sa préface à la société lituanienne, en l'incitant à créer une littérature en lituanien : « Où donc, dis-je, existe-t-il un peuple au monde si médiocre et indigne qu'il n'a pas ces trois choses à soi et comme innées : la terre des ancêtres, des coutumes et une langue ? ». Puisque « tous rédigent habituellement les lois dans cette langue, on publie dans cette langue les histoires, anciennes et plus récentes, de son peuple et des peuples étrangers, on discute dans cette langue de toutes les affaires de l'État, et on l'utilise bien et décemment dans tous les cas dans l'Église, dans l'administration, à la maison ». M. Daukša se préoccupait non pas de l'usage de la langue lituanienne quotidienne, mais de la nécessité de créer un modèle culturel officiel dans cette langue. On a appelé l'action unique de M. Daukša un « cri dans le désert », car ses successeurs ultérieurs ne se donnaient plus de tels objectifs. Même s'il y a eu des publications sporadiques de livres lituaniens pendant toute l'époque baroque, elles étaient bien moins nombreuses qu'en polonais ou en latin. Le titre de l'ouvrage de Konstantinas Sirvydas « Dictionnaire en trois langues » (1620) est éloquent. Il était destiné aux jeunes étudiants, les mots en polonais y étaient expliqués en latin et, seulement après, en lituanien.

Les sermons en lituanien de K. Sirvydas, ainsi que les futurs recueils de cantiques (« Cantiques » de Salomon Slawoczinski, 1646) et les grammaires (grammaire du lituanien de 1737) se préoccupaient uniquement du fonctionnement de la langue lituanienne au niveau quotidien (église et école). Par conséquent, le programme de la langue lituanienne de M. Daukša n'a

Fragment d'une carte avec les premières lignes du « Notre Père » dans toutes les langues européennes et en lituanien (marqué par un trait rouge). Nuremberg, 1741

pas été réalisé. La vie exigeait toujours plus de mots lituaniens, mais, au lieu de les créer, on s'appropriait les mots polonais. Ainsi, ne créant pas à temps des néologismes en fonction des besoins de la vie, la langue lituanienne a été dépassée au début par le ruthène, puis plus tard par le polonais, devenu la langue d'intégration de la noblesse du GDL et un moyen de diffuser la culture occidentale sur les terres ruthènes.

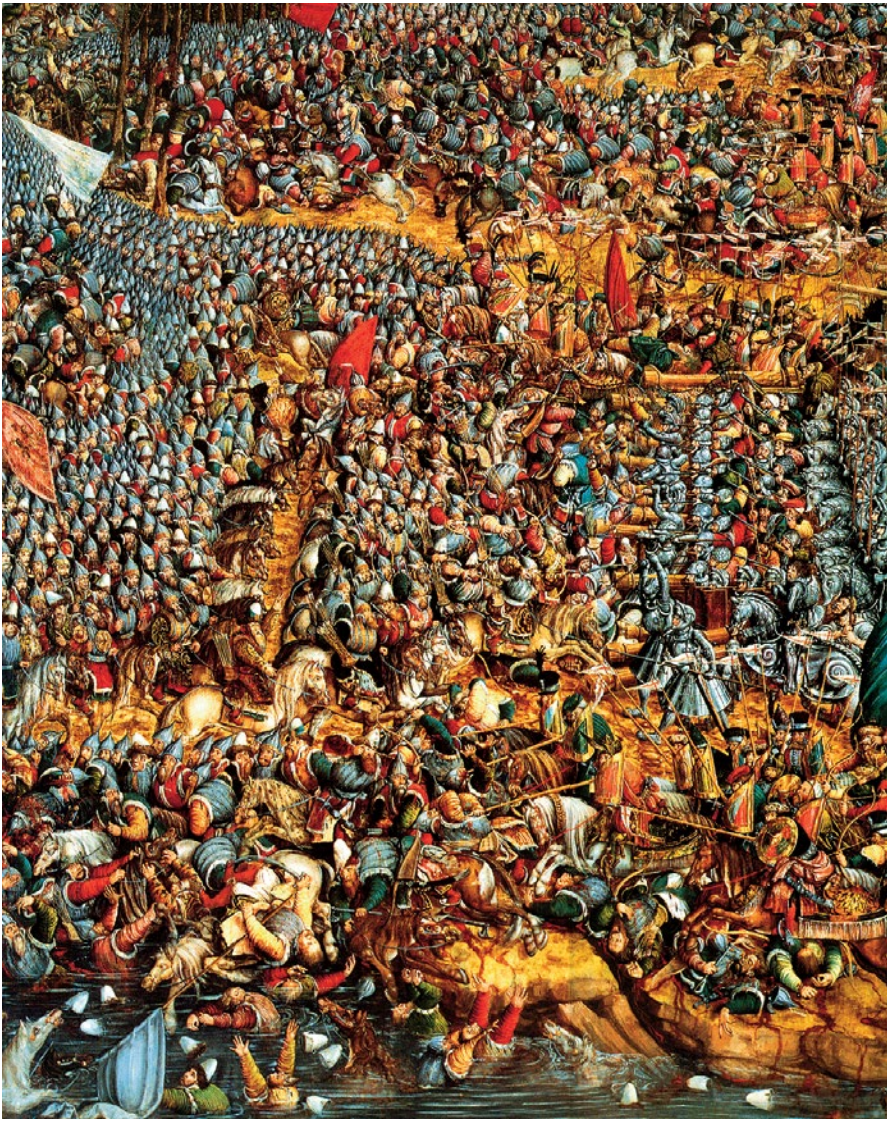
Bien que la Lituanie ait essayé de continuer à écrire en latin, voire même en lituanien, le processus de polonisation a peu à peu inclus toute son élite



À la bataille de Khotin, l'armée polono-lituanienne bat les Turcs en 1673 (extrait de l'ouvrage de Jakób Bennet, imprimé à Vilnius, « La puissance de la droite du Seigneur », 1674)

politique et culturelle. Un des Radziwiłł a résumé dans sa lettre, écrite en 1615, le rôle du polonais dans la culture lituanienne : « Bien que je sois né Lituanien et je mourrai Lituanien, nous sommes obligés d'utiliser le polonais dans notre patrie ». Le polonais s'est peu à peu imposé et, en 1697, le statut de langue officielle des chancelleries lui a été accordé par la Diète à la place de la langue écrite ruthène utilisée auparavant. Ainsi, le polonais a été légitimé à la demande des nobles lituaniens eux-mêmes, c'était un choix de la société lituanienne et non pas une polonisation forcée. La formation d'une écriture en langue lituanienne a naturellement stagné.

Aux XVIIe-XVIIIe siècles, s'est formée une perception commune de la République des Deux Nations en tant que Pologne, mais en distinguant aussi une « autre Pologne » dans cette Pologne. Pourtant, même dans ces siècles tardifs il existait une « nation lituanienne », le « peuple politique » du GDL. Cela est confirmé par des formules complexes de double conscience. Par exemple, « gente polonus, natione lituanus » (peuple polonais, nation lituanienne) et « Ліцвіны грэцкага закону людзі » (gens lituaniens de religion grecque) ou « Ліцвіны рус'кага рода » (Lituaniens d'origine russe).



L'armée de la Lituanie et de la Pologne, sous les ordres de Konstanty Ostrogski, écrase l'armée de Moscou près d'Orcha le 8 septembre 1514. Gravure d'un auteur inconnu de cette époque

La vie politique intérieure commune, les diètes et les diétines communes, et le droit du GDL, formé dans les Statuts de la Lituanie (ce sont les trois codes de 1529, 1566 et 1588), ont développé la notion qu'un Lituanien est non pas celui qui parle en lituanien, mais celui qui défend la liberté et s'appuie sur les Statuts de la Lituanie. Les prémisses du peuple politique du GDL ont été créées par les victoires militaires du GDL à Grunwald, Kletsk, Orcha, Kirchholm (aujourd'hui Salaspils) et Khotyn, où les Lituaniens ont combattu côte à côte avec les Ruthènes.

Parmi les familles les plus influentes du XVIe siècle, seuls les Goštautas et les Radziwiłł étaient d'origine lituanienne, toutes les autres (les Chodkiewicz, les Sapieha, les Wołłowicz, les Tyszkiewicz, les Ogiński, etc.) étaient ruthènes, mais se considéraient comme des citoyens du GDL. Cependant, les familles d'origine ruthène (les Chodkiewicz ou les Sapieha) créaient même des légendes sur leur origine lituanienne. Ainsi, on peut déjà rechercher la genèse du peuple politique au XVIe, voire même au XVe siècle, lorsque la noblesse de Lituanie a commencé à faire remonter ses origines aux Romains. Créée dans les chroniques lituaniennes, la légende de Palemonas et de ses descendants, arrivés de Rome, est devenue une base pour la noblesse non seulement lituanienne mais aussi ruthène pour associer leur origine à la tradition de Palemonas ou se rattacher à la dynastie réelle des Gediminaitis. Ainsi, les magnats d'origine multiple formaient la couche des magnats de la « nation lituanienne » avec une conscience commune. Ces personnes étaient ruthènes selon leur origine, grecques-catholiques selon leur religion, lituaniennes selon leur conscience politique, et elles parlaient en polonais.

L'Université de Vilnius

On dit que les muses se taisent quand les canons parlent. Cependant, Stephen Báthory s'est occupé de créer un havre pour les muses, l'Université de Vilnius, pendant la guerre de Livonie. Bien sûr, le besoin d'une école supérieure mûrissait dans la société, et la concurrence entre la Réforme et la Contre-Réforme a beaucoup accéléré la création d'une telle école. Les catholiques de Lituanie et l'évêque de Vilnius Walerian Protasewicz s'efforçaient de devancer l'intention des protestants de fonder un collège. Par conséquent, en 1569, à l'invitation de l'évêque de Vilnius, les Jésuites sont arrivés et ont obtenu des fonds pour leur collège qu'ils avaient prévu de transformer plus tard en université. Le collège a été officiellement inauguré le 17 juillet 1570. Les Jésuites ont posé de grands

Stephen Báthory fonde l'Université de Vilnius.
Peintre : V. Smokowski, 1828

objectifs pour l'Université de Vilnius : diffuser la science et le catholicisme non seulement dans le Grand-duché de Lituanie et dans les pays voisins, mais aussi en Scandinavie et les pays les plus lointains d'Orient (même en Chine !).

Transformer le collège en école supérieure nécessitait beaucoup d'argent et d'enseignants suffisamment qualifiés, et l'approbation du pape était indispensable (Grégoire XIII l'a accordée en 1577). Toutefois, le plus important était le soutien du souverain. Le 1er avril 1579, soutenant le projet et les efforts de l'évêque Walerian Protasewicz, le roi Stephen Báthory a délivré la lettre de privilège pour l'ouverture de l'académie de Vilnius. Le 29 octobre 1579, le pape Grégoire XIII a publié une bulle confirmant le collège de Vilnius comme université. La nouvelle école s'appelait *Academia et Universitas Vilnensis Societatis Jesu* (Académie et Université de Vilnius de la Société de Jésus).

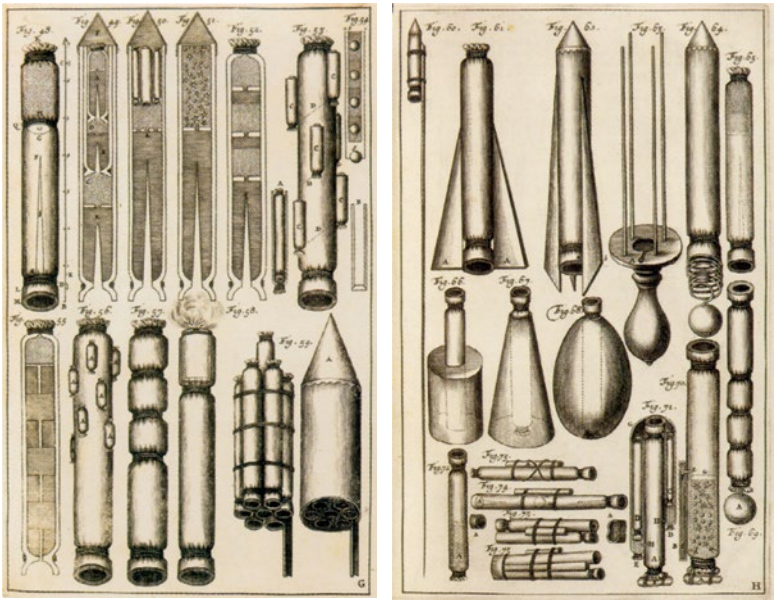
L'Université de Vilnius a été, jusqu'à sa fermeture en 1832, non seulement la principale école de Lituanie, mais aussi le centre culturel le plus important. Les Jésuites, qui ont déterminé le contenu culturel de l'époque

La Grande cour de l'Université de Vilnius et l'église des St Jean, extrait de l'album de J. K. Wilczyński « Album de Vilnius ». Peintre : Ph. Benoist, A. Bayot, 1850

baroque, ont diffusé leurs idées via l'Université de Vilnius. On pense que le niveau des études dans l'ancienne université n'était pas moins bon que dans les universités de Prague, de Cracovie, de Vienne ou de Rome. Venus de ces universités et d'autres universités catholiques d'Europe occidentale et centrale, les professeurs apportaient les principes d'enseignement, déjà formés et influencés par la réforme catholique, de grandes exigences et un système d'enseignement intensif. Les Vilnois ont propagé cette influence

Frontispice de l'ouvrage de l'ingénieur militaire le plus célèbre du GDL et créateur de la théorie des fusées à plusieurs étages Kazimierz Siemienowicz « Artis magnae artilleriae » (« Le grand art de l'artillerie »), 1650

non seulement en Lituanie (en premier lieu, les travaux de lituanistique de K. Sirvydas et Albertas Vijūkas-Kojalavičius), mais aussi au-delà des frontières de la Lituanie ethnique et du GDL multiethnique et multiconfessionnel. Les accomplissements de l'Université jésuite de Vilnius avaient une influence sur toute l'Europe : c'était le cas des écoles de théologie, de philosophie, de logique, de rhétorique et de poétique. Les ouvrages des professeurs de l'Université de Vilnius ont atteint même l'Angleterre protestante : par exemple, non seulement les docteurs de la Sorbonne, mais aussi d'Oxford, s'appuyaient sur la « Logique » de Martinus Smiglecius (1618), et la poésie de Maciej Kazimierz Sarbiewski a été traduite en 1646



Les dessins des fusées de Kazimierz Siemienowicz.
Amsterdam, 1650

du latin en anglais et lue dans les universités européennes à la place de l'habituel Horace.

L'Université de Vilnius est une des plus anciennes universités d'Europe centrale, et seules les universités de Prague, de Cracovie, de Pécs, de Buda et de Königsberg sont plus anciennes qu'elle. Toutefois, l'Université de Vilnius a été fondée à peine deux cent ans après le baptême de l'État, tandis que l'université en Tchéquie, plus avancée, a été fondée 400 ans après le baptême. Il existe aussi un autre aspect de l'importance historique de l'ancienne Université de Vilnius. Depuis le XIVe siècle, l'Université de Cracovie a été pendant deux siècles la plus à l'Est en Europe, et l'Université de Vilnius a repris ce rôle au XVIe pour deux siècles (jusqu'à la fondation des Universités de Moscou et de Saint-Pétersbourg). Le fait qu'un tel rôle de l'Université n'était pas seulement formel était évident déjà pour les Jésuites, fondateurs de l'académie. L'un d'eux écrivait alors : « Il ne faut pas non plus oublier qu'ici s'ouvrent à nous en grand les portes vers la Moscovie, et de là nous pourrons, via les Tatars, atteindre aussi la Chine. De plus, il ne faut pas oublier la Suède et la Livonie ». Ces ambitions ne paraissent plus géographiquement si naïves lorsque nous nous souvenons d'Andrius Rudamina, élève de l'Université de Vilnius, qui a porté les idées

de la Société de Jésus jusqu'en Chine, où il a été missionnaire entre 1626 et 1634 et où il a écrit des ouvrages sur l'ascétisme en chinois. L'université catholique la plus au nord et l'université européenne la plus à l'est : c'est la signification la plus importante de l'ancienne université jésuite.

L'architecture baroque la plus orientale et la plus nordique en Europe

La notion de baroque est venue, comme nous l'avons mentionné, de l'art, notamment l'architecture, et de l'histoire, et le mot « baroque » lui-même est lié à l'espagnol *barrueco* et le portugais *barroco*, signifiant perle de forme irrégulière. En Lituanie, le baroque est le plus visible dans l'architecture, en particulier des églises. Il a traversé plusieurs étapes de développement : d'un baroque modeste, encore sous influence de la Renaissance, au baroque tardif, décoré de façon raffinée, et au rococo, de l'étape « d'importation » à la très originale école baroque de Vilnius et au baroque en bois de la province, d'un art créé pour l'élite de la société à la création baroque du peuple lui-même. Les intérieurs baroques ont envahi les églises en maçonnerie des styles antérieurs, le baroque est devenu le style important de la sculpture et de la peinture, une nouvelle discipline artistique est apparue, le théâtre, et il s'est propagé jusqu'aux objets du quotidien : meubles, vaisselle, vêtements, livres. Les grands phénomènes de l'art populaire sont liés au baroque : les poteaux à toit avec des Christs penseurs, les pietà et les statuettes de saints. Un paysage baroque s'est formé avec les traits caractéristiques de ses églises, ses monastères, ses calvaires, ses chapelles, ses poteaux-chapelles et ses croix : un « paysage sacré », organiquement adapté au milieu naturel, tandis que la fabrication de croix est restée un des signes de reconnaissance les plus importants de l'art populaire lituanien.

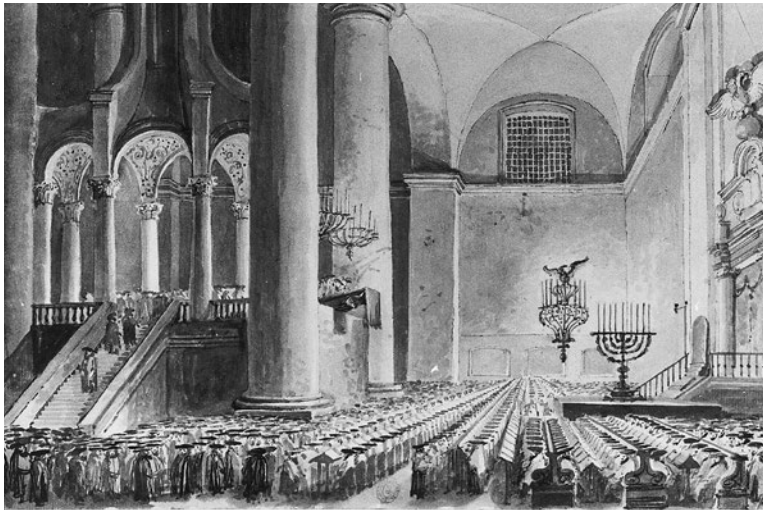
De l'église des Jésuites de Niasvij en 1586 aux sculptures, créées en 1784-1787, de la façade de la cathédrale de Vilnius, la Lituanie a vécu deux siècles avec l'esprit baroque. Des œuvres d'importance européenne ont été réalisées : la chapelle St Casimir de la cathédrale de Vilnius, l'église St Pierre et St Paul de Vilnius et le monastère de Pažaislis près de Kaunas. Dans la première moitié du XVIIIe siècle s'est formée l'originale école de Vilnius, dont le créateur du style et architecte le plus productif du XVIIIe siècle non seulement à Vilnius mais dans tout le GDL était le luthérien originaire des terres allemandes Johann Christoph Glaubitz (vers 1700-1767). Il s'est très bien adapté à la Vilnius multiconfessionnelle, il a créé non seulement

pour sa communauté, les luthériens, mais aussi pour les catholiques, les grecs-catholiques, les orthodoxes et les juifs. J. C. Glaubitz a formé la variante d'un style architectural baroque sans équivalent : l'école baroque de Vilnius. L'école se distingue par la combinaison des éléments de décoration, de composition et d'architecture. La particularité la plus prononcée est les tours particulièrement hautes et élancées de la façade principale. Les églises avec deux tours gracieuses aux niveaux différemment décorés sont devenues un trait indissociable du paysage catholique, elles marquaient la limite orientale du catholicisme tout comme de l'Europe centrale. Les trente années de création de J. C. Glaubitz (1737-1767) sont un des phénomènes les plus significatifs de la civilisation de l'ancienne Lituanie, le signe de l'appartenance à la civilisation occidentale. Cela permet d'élever J. C. Glaubitz au rang des personnes les plus importantes de l'histoire de la Lituanie, car les travaux des souverains de l'époque pâlissent devant ses mérites.

Le Gaon et la « Jérusalem du Nord »

Le Gaon de Vilnius Eliyahou ben Shlomo Zalman (1720-1797), une des personnalités les plus éminentes de l'histoire mondiale des Juifs, a rendu Vilnius célèbre. Son rôle historique est indissociable de son action qui a eu un grand impact sur tous les Juifs : l'arrêt du hassidisme, un mouvement réformiste. Les partisans du hassidisme, répandu dans les pays environnants et au sud-est du GDL jusqu'à Vilnius, proposaient de réformer le rabbinisme orthodoxe : rehausser l'individu et sa foi sincère, assouplir les strictes lois réglementant la vie quotidienne. Bien que le hassidisme fût une branche plus libérale et démocratique du judaïsme en renonçant aux normes strictes de la religion, de la morale et, en général, du mode de vie, il était une menace à la préservation du judaïsme. Le Gaon de Vilnius n'a pas seulement initié des actions contre le hassidisme et déclaré hérétiques les hassidim, mais, par son autorité et ses efforts, il a aussi stoppé la propagation du hassidisme en Lituanie. Ainsi, la limite entre un rabbinisme fidèle à la tradition et le hassidisme qui prône sa réforme plus libérale de celui-ci passait notamment par le territoire du GDL. Bien que les hassidim représentent aujourd'hui environ la moitié des Juifs dans le monde, la vitalité du rabbinisme orthodoxe illustre bien l'importance de la tradition pour les Juifs. Cela explique également l'autorité du Gaon de Vilnius.

Sur proposition du Gaon de Vilnius, l'enseignement théologique a été réorganisé dans les yechivas (établissements religieux) et les études du



L'intérieur de la Grande synagogue de Vilnius.
Peintre : F. Smuglewicz, 1786.

Talmud en yiddish ont été améliorées. Il a écrit des ouvrages dans presque tous les domaines de la science hébraïque de cette époque : des commentaires des Saintes Écritures à la grammaire hébraïque et la géographie biblique. Le plus grand mérite du Gaon a été la rédaction et le commentaire du Talmud de Babylone.

L'autorité du Gaon de Vilnius a, semble-t-il, déterminé qu'on a commencé à considérer les Juifs de Lituanie, les Litvaks, comme des Juifs particulièrement remarquables qui se distinguaient des autres par un strict respect de la tradition religieuse, une rationalité intellectuelle et le respect du savoir. Ce n'est pas sans raison que des rumeurs se propageaient sur le fait que tous les sages de Vilnius connaissaient par cœur l'ensemble des 64 volumes du Talmud. En outre, le Talmud était étudié dans un dialecte du yiddish qui s'était formé en Lituanie et qu'on appelait litvish. Le litvish est notamment devenu la base du yiddish normatif. Et le terme de « Litvak », encore utilisé aujourd'hui, est lié au nom du lieu d'habitation et signifie Juif de Lituanie (on a à l'esprit la Lituanie historique : le GDL après l'Union de Lublin). Toutefois, on a aussi commencé à appeler Litvaks les Juifs avec un mode de vie original qui a survécu à la destruction du GDL.

Ainsi, Vilnius est devenue au XVIIIe siècle le symbole de la stabilité de la vie des Juifs et de la prospérité de leur culture, et elle était appelée la « Jérusalem de Lituanie » (*Jerušalaim de Lite*). Aujourd'hui, la science

place la Vilnius de la jonction des XVIIIe-XIXe siècles parmi les dix premiers centres culturels juifs du monde (aux côtés d'Amsterdam, Londres, Varsovie, Lviv, Salonique, Istanbul, Tunis et Bagdad).

LA PLUS ANCIENNE CONSTITUTION EN EUROPE ET SON ABOLITION

Le renforcement de l'influence de la Russie a déterminé le premier partage de la République en 1772, auquel ont aussi participé l'Autriche et la Prusse. Cette circonstance, de même que la diffusion des idées des Lumières, a mené à des réformes pour tenter de renforcer l'État en renonçant au système de « démocratie nobiliaire » clairement incapable de répondre aux réalités politiques. L'apogée de ces tentatives a été l'adoption par la Diète de Pologne et de Lituanie de la Constitution du 3 mai 1791, où a été supprimé le principe d'élection des souverains et proclamé l'hérédité du trône, mais le monarque était seulement le représentant de la volonté du peuple.

L'ébauche du projet de la Constitution du 3 Mai a été rédigée selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, adoptée à la Révolution française (1789). Ainsi, les réformateurs polonais et lituaniens étaient clairement orientés sur la Révolution française. Ce n'est pas sans raison qu'en été 1791 le souverain de la Pologne et de la Lituanie Stanisław August Poniatowski a écrit à l'Assemblée constituante française qu'à part la France « il existe encore une autre Nation en Europe ». Des mots éloquents dans un encerclement par les absolutismes. Le système construit par la Constitution polono-lituanienne devaient suivre le système introduit 100 ans auparavant en Angleterre, même si celle-ci n'a jamais eu de Constitution écrite. La première Constitution écrite au monde a été adoptée en 1787 aux États-Unis. Ainsi, la Constitution de l'État polono-lituanien était la deuxième au monde et la première en Europe, dépassant de quelques mois la Constitution française.

Aujourd'hui encore, pour le monde, et même pour certains Lituaniens, cette Constitution est uniquement la Constitution de la Pologne, bien que les représentants de la Lituanie aient effectué en automne 1791 l'amendement essentiel du 20 Octobre qui garantissait à la Lituanie la moitié de tous les postes dans les institutions de l'État.

Les Lumières arrivent dans le GDL

Les guerres permanentes contre les Turcs et surtout contre la Grande-principauté de Moscou (plus tard la Russie) pour les territoires orientaux, les tentatives d'accéder à la mer Baltique et s'implanter en Livonie provoquaient des conflits entre l'État polono-lituanien et la Russie, tandis que la Suède s'était renforcée militairement au XVIIe siècle. Lors des guerres de Livonie, entre 1558 et 1583, la Lituanie et la Pologne ont obtenu la plus grande partie de la Livonie ainsi que Riga. Toutefois, la Suède commençait à rechercher la domination de la mer Baltique (*dominium maris Baltici*). Pour cette raison, ont éclaté des actions militaires entre la Suède et la Lituanie avec la Pologne et entre la Suède et la Russie. Au XVIIe siècle, l'État polono-lituanien a fait deux guerres contre la Suède : en 1600-1629 et en 1655-1660. La guerre était compliquée du fait que les rois de l'État polono-lituanien de la dynastie Vasa, d'origine suédoise, avaient des prétentions sur le trône de Suède. La guerre pour la Livonie intéressait surtout la Lituanie qui n'avait pas de grand port, car la Pologne avait le port de Gdansk. En 1605, l'armée lituanienne a obtenu une grande victoire contre les Suédois à la bataille de Kirchholm (aujourd'hui Salaspils), mais, au fil de la guerre, la Suède a repris Riga et s'est emparée des côtes de la Baltique.

Entre 1655 et 1660, les Suédois combattaient déjà sur les territoires de la Lituanie et de la Pologne, et les magnats lituaniens avaient même conclu en 1655 le traité de Kėdainiai avec la Suède, mais les Suédois ne sont pas parvenus à s'implanter en Lituanie. Au cours de la guerre du Nord (1700-1721), la Russie montante a écrasé l'armée du roi suédois Charles XII, occupé toute la Livonie et commencé à administrer le littoral de la Baltique de Vyborg à Riga. La Lituanie et la Pologne se sont affaiblies économiquement et politiquement dans cette guerre, leur territoire a été dévasté par des armées étrangères et leurs propres armées, des manifestations d'anarchie et de luttes intestines entre magnats sont apparues. De plus, les Suédois ont détruit les petits ports lituaniens de Palanga et de Šventoji. Les guerres contre les Suédois ont laissé une trace profonde dans la mémoire populaire des Lituaniens, c'est ce que montrent les différents récits et légendes sur les Suédois, les « cimetières suédois » et la présence des Suédois en Lituanie.

La Pologne et la Lituanie étaient menacées non seulement par la Russie de Pierre Ier qui se renforçait, mais aussi par la Prusse devenue un royaume en 1701 : ces États centralisés détermineront à la longue le futur destin de l'État polono-lituanien.

En 1605, lors de la bataille près de Kirchholm, non loin de Riga, l'armée du Grand-duché de Lituanie de 3 000 cavaliers, sous le commandement de Jan Karol Chodkiewicz, (à gauche) défait 12 000 Suédois. Peintre : P. Snayers, vers 1620

Après l'effondrement de la dynastie des Saxe, Stanisław August Poniatowski a été élu souverain de l'État polono-lituanien en 1764. Bien qu'il ne fût pas un de ces souverains qui déterminent le cours de l'histoire, son règne (1764-1795) est pourtant devenu une époque historique : une période de tentatives de changements et de réformes, de déclin du baroque ainsi que d'agonie et de destruction de l'État.

Deux nouveaux phénomènes de la culture lituanienne sont apparus presque en même temps : le premier abécédaire du lituanien a été pu-

blié en 1759, et les premiers journaux lituaniens ont commencé à sortir en 1760 : « Kurier Litewski » et « Wiadomości literackie ». L'événement le plus significatif a été la création de la Commission éducative en 1773 (l'évêque de Vilnius Ignacy Massalski est devenu son président). Il s'agissait de la première institution de type ministère de l'éducation en Europe qui devait reprendre le système éducatif de l'Ordre des Jésuites aboli. La Commission éducative a commencé des changements et cherché à créer un système éducatif intégré. L'État a été divisé en provinces éducatives de

Pologne et de Lituanie, et celles-ci en arrondissements. L'enseignement dans la province de Lituanie était géré par l'Université de Vilnius réformée. La Commission éducative a modernisé et sécularisé le programme scolaire (elle a introduit l'écriture et le calcul obligatoires, et elle a commencé à combiner les éléments de l'enseignement général avec le développement des compétences pratiques dans l'agriculture et l'artisanat), et elle a introduit les disciplines des sciences naturelles et exactes. Des changements essentiels ont eu lieu dans les domaines des sciences et des études de l'Université de Vilnius. Les nouvelles sciences de la physique, de la biologie et de la médecine se sont constituées, et l'astronomie est devenue une spécialité à part. Bien que le lituanien fût enseigné uniquement à l'école primaire, et que l'école secondaire et l'université étaient passées du latin au polonais, le nouveau système éducatif détruisait pourtant les barrières entre les ordres.

Le début de l'action d'Antoni Tyzenhaus, qui a apporté des changements importants dans l'économie lituanienne, a coïncidé avec les changements politiques et les premiers pas des Lumières. Il a entrepris des réformes radicales dans les « économies » (type de domaines royaux) : il a institué les « folwarks » (exploitations domaniales), il a réclamé une corvée de deux jours par semaine à la place du cens, on a commencé à classer de façon nouvelle la terre en prenant en compte sa qualité, on a commencé à bonifier les champs et construire des routes, de nouvelles races (hollandaises) d'animaux étaient élevées. A. Tyzenhaus envoyait des jeunes en Angleterre pour étudier l'agronomie, il a ouvert des écoles à Grodno pour les géomètres, les comptables, les ouvriers du bâtiment et les vétérinaires. Il a créé des manufactures pour le textile, le papier, la mercerie, les armes et les chariots dans l'économie de Grodno. Les réformes de A. Tyzenhaus ont été un des phénomènes les plus importants de la vie lituanienne de la fin du XVIIIe siècle.

Il faut considérer comme des avancées des Lumières dans l'économie lituanienne les cas d'affranchissement des paysans du servage en leur accordant la liberté personnelle. La République Pawłowska, fondée par P. K. Brzostowski, doit être considérée comme la plus significative de ces cas. Ses statuts ont été approuvés en 1791 par la Diète de quatre ans qui a montré sa mansuétude à l'égard de cette « expérimentation » qui tentait d'introduire un mode de vie républicain. On disait à l'époque qu'il y avait trois républiques dans l'État : Pologne, Lituanie et Pawłowska. Cette expression montre l'importance particulière que la société accordait à la République Pawłowska. Le phénomène n'avait pas de précédent en Europe centrale,

Paysans lituaniens. Peintre : F. Smuglewicz, 1800

c'était une des réformes paysannes les plus radicales de la seconde moitié du XVIIIe siècle dans l'État polono-lituanien.

Le classicisme en Europe était considéré comme un style venu de la France, pays qui dictait les modes. En Lituanie, les avancées des Lumières et du classicisme ont été, pour l'essentiel, les parties du même processus historique. En 1769, un des précurseurs de l'architecture du classicisme en Lituanie Marcin Knackfus (vers 1740-1821) est devenu l'architecte de l'évêque Ignacy Massalski, futur premier président de la Commission éducative, et il a commencé la construction du palais épiscopal à Verkiai, un des monuments les plus significatifs du classicisme. En 1769, la tour de la cathédrale de Vilnius s'est effondrée et la tour de l'Hôtel de ville de Vilnius s'est inclinée en même temps. La vie elle-même a aidé le classicisme à devenir le style le plus important des bâtiments de Vilnius. Le Lituanien Laurynas Gucevičius (1753-1798), bâtisseur le plus célèbre du classicisme lituanien, a commencé la reconstruction de la cathédrale en 1782, puis de l'Hôtel de ville en 1786. Bien que les dernières œuvres baroques, des sculptures et un tympan, aient encore été créées pour la façade avant de la cathédrale, la colonnade du portail, symbole du classicisme lituanien, existait déjà en 1786. Et les sculptures sur le fronton de la cathédrale ont

La cathédrale de Vilnius, extrait de l'album de J. K. Wilczyński « Album de Vilnius ». Peintre : I. Deroy, 1847

été achevées en 1792 : St Casimir, patron de la Lituanie, St Stanislas, patron de la Pologne, et Ste Hélène.

La construction de la cathédrale et de l'Hôtel de ville de Vilnius a coïncidé avec les changements déterminés par la Diète de quatre ans. L. Gucevičius lui-même défendra la Constitution du 3 Mai en devenant le chef de la garde de Vilnius lors de l'insurrection de T. Kościuszko. L. Gucevičius a réuni par sa vie non seulement les idées des Lumières et du classicisme, mais il est aussi, dans l'histoire de la Lituanie, un des artistes les plus significatifs, dont le destin est lié à celui du pays.

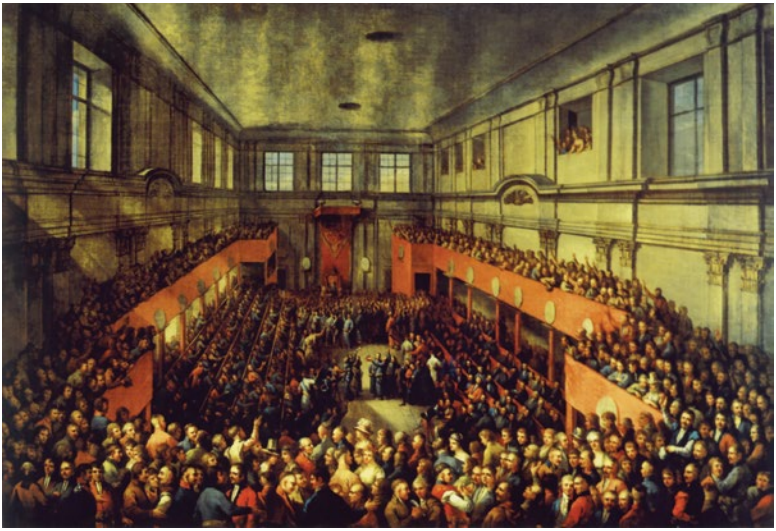
La Constitution du 3 Mai et l'engagement mutuel des deux Nations

La Grande Diète de quatre ans, qui a commencé à siéger en 1788, a adopté la Constitution du 3 Mai. Avant cela, la Diète a entrepris des réformes sociales très importantes avec une première tentative d'accorder à la bourgeoisie des droits presque égaux à ceux de la noblesse ou au moins commencer ce processus. Les droits de la bourgeoisie ont été formalisés par la Constitution du 3 Mai. Pour la première fois, on mentionnait que l'État accordait sa protection aux paysans dans leurs relations avec les propriétaires terriens. Ainsi, le terme « peuple », utilisé dans la Constitution,

ne signifiait non pas « peuple des nobles », mais il incluait à égalité les nobles, les bourgeois et les paysans. Traitant du système politique de l'État, la Constitution s'est basée sur le principe de partage des pouvoirs de Charles de Montesquieu. La Diète devait légiférer. On a supprimé le *liberum veto*, le droit des nobles de protester contre les décisions de la Diète et de faire échouer son fonctionnement. Bien que la Diète devait être présidée par le roi, ses pouvoirs législatifs étaient limités tandis que le rôle du roi progressait dans le pouvoir exécutif. On a révoqué l'élection du roi, qui avait amené la Pologne et la Lituanie dans le bourbier de l'anarchie, et on a proclamé l'État comme étant une monarchie héréditaire. Le gouvernement, appelé « Garde des droits », devait aider le souverain à gérer les affaires de l'État et comprenait, en plus du roi, les présidents (ministres) des institutions du pouvoir central, nouvellement créées et communes à la Pologne et la Lituanie : commissions du trésor, militaire et de police. La Constitution s'achevait avec l'idée du peuple en tant qu'intégrité et souveraineté de l'État. C'était non pas le monarque avec l'armée mais chaque citoyen de l'État qui devait défendre la liberté de sa Nation. Ainsi, l'État polono-lituanien obtenait une loi fondamentale, conforme à l'esprit des Temps modernes et aux principes de la société civile, qui constituait le régime de monarchie constitutionnelle.

On se demande parfois si la Constitution du 3 Mai a aussi été la loi de gouvernance de la Lituanie. C'est étrange, car elle n'a pas réalisé uniquement la « réorganisation de la Pologne ». Dans la Constitution, on utilise le pluriel pour « États de la République », c'est-à-dire on a à l'esprit aussi la Lituanie. Malgré toutes les tendances unitaires, il était écrit noir sur blanc dans les chapitres III et IV du texte de la Constitution les « États de la République » : la Pologne et la Lituanie. Elle mentionnait non seulement des souverains communs, mais aussi le Grand-duc de Lituanie Vytautas et ses privilèges aux nobles lituaniens.

Lors des discussions commencées après l'adoption de la Constitution du 3 Mai, les représentants de la Lituanie considéraient la Constitution comme leur concession au nom du renforcement de l'État (30 députés du GDL sur 50 ont voté pour la Constitution). Le 16 mai a été adoptée la loi sur l'organisation d'une Diète sur trois à Grodno et des sessions à part des représentants de la Lituanie, mais le 24 juin on est revenu aux termes historiques de Couronne et de GDL. La notion de République des Deux Nations se retrouvait dans les intitulés des commissions, les travaux de codification se déroulaient séparément. La position des représentants de la Lituanie était que le GDL devait rester une communauté politique distincte avec



L'adoption de la Constitution du 3 Mai 1791.
Peintre : K. Wojniakowski (d'après un dessin de J.-P. Norblin), 1806

son propre droit, et il était nécessaire de sauvegarder le Statut de la Lituanie en tant que fondement de l'identité du GDL.

Le 20 octobre 1791, la délégation de la Lituanie a réussi à obtenir à la Diète de quatre ans un amendement de la Constitution qu'on a appelé engagement mutuel des Deux Nations. L'amendement a été présenté à la Diète par Kazimierz Nestor Sapieha, et son auteur était probablement Tadeusz Korsak, juge de la terre de Vilnius. Sur la base de cet engagement, la Pologne et le GDL devaient avoir le même nombre de membres dans les principales institutions communes du pouvoir exécutif, les commissions militaire et du Trésor, établies par la Constitution du 3 Mai, et les présidents des commissions devaient être à tour de rôle Polonais et Lituaniens. Bien que dans l'engagement on parlait de « Patrie commune, la République de Pologne », il était partout mentionné les « deux Nations » et le GDL. Ainsi, le principe de dualisme de l'État, et de la fédération était réintroduit dans la Constitution. Enfin, les auteurs de l'amendement à la Constitution et leurs contemporains reconnaissaient que c'était un prolongement de l'idée de l'Union de Lublin, seulement adapté aux besoins de la nouvelle société. L'équivalence de la composition des commissions surpassait même les principes de l'Union de Lublin, car « la Lituanie ne constitue, ni par ses habitants ni par ses biens, même pas un tiers de la Couronne » (Hugo Kołłątaj). Du point de vue du système juridique de l'État polono-lituanien,

l'engagement est devenu une partie du *pacta conventa* : c'est ainsi qu'étaient appelés les engagements des souverains élus vis-à-vis de la noblesse de l'État polono-lituanien. Cela signifiait que les futurs souverains et leurs héritiers devraient prêter serment à l'engagement. Ainsi la loi de l'engagement dans la hiérarchie des normes juridiques s'était élevée même au-dessus de la Constitution du 3 Mai. Elle ne pouvait être modifiée même par les Diètes extraordinaires qui avaient le droit d'amender la Constitution tous les 25 ans.

Pour cette raison, la Constitution du 3 Mai était comprise comme l'acte de renouveau de la Lituanie. La « Constitution glorieuse de la Pologne et de la Lituanie » redonnait à la Lituanie « l'espoir d'une future grandeur » perdu. Les réformes orientaient non seulement dans une direction progressiste le développement social et politique de la société lituanienne, mais elles offraient aussi de nouvelles possibilités à la culture lituanophone. Ce n'est pas par hasard que la Constitution a été traduite en lituanien à l'époque et ce fait n'est pas suffisamment apprécié dans l'histoire de la culture lituanienne, car nous avions jusqu'à cette date que des textes religieux et littéraires en lituanien. Ainsi, la traduction de la Constitution du 3 Mai est le premier document politique et juridique en lituanien. En février 1792, 27 diétines locales de nobles sur les 33 élues ont prêté serment à la Constitution, et les six autres l'ont approuvée. De ce point de vue, la Constitution avait plus de partisans en Lituanie qu'en Pologne, où seules 10 diétines sur 45 ont prêté serment à la Constitution et 27 l'ont approuvée.

Le poste de ministre du sceau pour les affaires étrangères a été créé sur la base de la Constitution du 3 Mai. Cette fonction a été confiée le 8 juin 1791 au vice-chancelier de l'État polono-lituanien pour le GDL Joachim Litawor Chreptowicz. Il a composé le premier ministère des Affaires étrangères. Le MAE a formellement commencé son activité le 19 juin 1791. Sa première tâche a été de se renseigner sur la réaction des pays européens aux événements dans l'État après la promulgation de la Constitution. Une attention particulière était portée aux émissaires à Berlin et Saint-Pétersbourg. Le mandat du premier MAE a été bref : il a eu le même destin que l'État en novembre 1792…

Bien que la Constitution du 3 Mai fût loin d'égaler par sa radicalité les documents de la Révolution française, il faudrait notamment la considérer comme la limite entre l'ancien système nobiliaire et les Temps modernes, c'est-à-dire la limite entre les époques du baroque et des Lumières. Toutes les insurrections de la Pologne et de la Lituanie du XIXe siècle contre la Russie ont eu lieu avec le drapeau des idées de la Constitution du 3 Mai.

La destruction du Grand-duché de Lituanie

L'aristocratie et toute la partie conservatrice de la société se sont opposées farouchement aux réformes de la Constitution du 3 Mai. Toutefois, l'antre de l'opposition était à Saint-Pétersbourg : Catherine II y avait convié tous les opposants acharnés aux réformes. L'acte de la Confédération de Targowica (ville en Ukraine, où se sont rassemblés les opposants aux réformes), proclamé le 14 mai 1792, a mûri et a été rédigé à Saint-Pétersbourg. L'armée russe est rapidement venue à l'aide des confédérés : le 22 mai, elle est entrée dans le GDL près de Polotsk, et la Guerre de 1792 a commencé entre le GDL et la Russie. L'armée de Russie, dite « armée lituanienne », avait 33 700 soldats, contre lesquels le GDL, avec l'aide de la Pologne, ne pouvait envoyer que 18 000 hommes (l'« armée ukrainienne » de Russie avait 64 000 hommes, contre laquelle la Pologne avait envoyé 26 000 soldats). Les forces étaient inégales, c'est pourquoi il était prévu que l'armée devait se retirer en se battant en direction de Varsovie. Des combats plus sérieux ont eu lieu le 11 juin près de Mir, mais Vilnius s'est rendue sans combattre le 14 juin. Fin juillet, la défense se regroupait déjà près de Brest, mais le 24 juillet est arrivée de Varsovie la nouvelle de la capitulation de Stanisław August et son ralliement à la Confédération de Targowica.

Le 23 juillet 1792, à Varsovie, le souverain de l'État polono-lituanien Stanisław August Poniatowski s'est réuni avec 12 ministres dignitaires (six de Pologne et six de Lituanie). Le roi soutenait la position de ne plus résister à l'armée russe qui se trouvait près de Varsovie et d'accepter la note du 21 juillet de Catherine II. Sept ministres soutenaient le roi et cinq était contre : ils proposaient de résister et de continuer à négocier pour obtenir les conditions les plus favorables pour l'État. La majorité était extrêmement faible, mais elle n'aurait pas existé si H. Kołłątaj, un des chefs du parti dit des Patriotes n'avait pas soudainement soutenu la position du souverain. Les représentants de la Lituanie se sont montrés même plus respectables que ceux de la Pologne ; sur les cinq voix se prononçant pour la résistance, trois venaient de Lituanie : le grand maréchal du GDL Ignacy Potocki, le maréchal du palais du GDL Stanisław Sołtan et le maréchal de la partie lituanienne de la Diète de l'État polono-lituanien K. N. Sapieha. L'histoire a condamné la position complaisante de Stanisław August : entre mai et juillet 1792, les possibilités de résistance de l'État polono-lituanien étaient loin d'être épuisées dans la guerre contre la Russie. Il est vrai que la Russie avait une supériorité évidente : elle avait 98 000 soldats sur les fronts litua-

Allégorie du partage de l'État polono-lituanien.
Peintre : J. E. Nilson, 1773

nien et ukrainien contre 55-56 000 hommes dans l'armée de la Pologne et de la Lituanie. Toutefois, cette dernière n'avait pas subi de grandes pertes en se retirant vers Varsovie et elle avait encore plus de 40 000 soldats regroupés là. L'armée du GDL avait beaucoup de difficultés avec ses chefs militaires (contrairement à l'armée polonaise en Ukraine commandée par Józef Poniatowski), elle n'était pas complètement prête à la guerre, mais elle avait résisté près de Mir, à Brest, et elle s'était repliée sur Varsovie sans plus grande pertes. Elle n'avait perdu que sept canons sur 72.

Près de Varsovie, tout s'est heurté à la position de Stanisław August qui ne s'est jamais montré sur front, n'a pas utilisé la mobilisation générale et n'a pas constitué de milice urbaine. Il ne faisait pas de doute qu'en 1792 l'État polono-lituanien aurait perdu la guerre, mais une guerre perdue ne

signifie pas un État perdu. Et si on avait décidé de résister ? En perdant la guerre, l'État aurait perdu des territoires, peut-être plus d'une fois, mais il aurait subsisté. Un État qui résiste résolument montre qu'il est un sujet historique. Ainsi, 1795 est tout d'abord le fiasco de Stanisław August, toute sa biographie antérieure et ses qualités personnelles ont mené logiquement à cela. En voulant s'affirmer dans le pouvoir, il a joué avec la Russie non pas via l'ambassade de l'État polono-lituanien à Saint-Pétersbourg, mais via l'ambassade de Russie à Varsovie. À cause de ses ambitions, il s'est occupé d'intrigues mesquines et fâché avec tout son entourage, c'est pourquoi il est resté seul dans les moments décisifs, tandis que la société, qui avait mis tant d'espoir dans ce souverain et renoncé à l'élection du souverain avec la Constitution du 3 Mai, était déçue et trahie.

Ainsi, le destin n'a pas donné à la Pologne et à la Lituanie de souverain plus honorable à la fin du XVIIIe siècle, l'histoire a rejeté par deux voix la possibilité d'un développement différent. La Confédération de Targowica a été approuvée le 25 juin 1792 par la Confédération de Vilnius (c.-à-d. de la Lituanie), conduite par le Grand hetman de Lituanie Szymon Kossakowski, son frère l'évêque de Livonie Józef Kossakowski et l'évêque de Vilnius I. Massalski. Le 11 septembre, les Confédérations de Targowica et de Vilnius ont fusionné à Brest en une Confédération des Deux Nations et Grodno a été proclamée son centre. Un renforcement possible de l'État grâce aux réformes a intimidé la Prusse, alliée de l'État polono-lituanien, et l'impératrice russe Catherine II s'inquiétait que le spectre du jacobinisme français n'ait déjà atteint les frontières russes.

Après l'exécution de Louis XVI le 21 janvier 1793 en France, la Russie a effectué avec la Prusse le deuxième partage de l'État polono-lituanien le 23 janvier. Le Grand-duché de Lituanie ne conservait que les terres lituaniennes ethniques et les terres biélorusses occidentales. La Russie a obligé Stanisław August à convoquer la Diète le 17 juin 1793 à Grodno, dirigée par les confédérés de Targowica, et la Diète devait accepter un nouveau traité de paix entre l'État polono-lituanien et la Russie et approuver ainsi le deuxième partage. La Diète a essayé de s'opposer, mais, après l'arrestation de plusieurs députés, l'encerclement de la Diète par l'armée russe et l'entrée dans la salle d'officiers russes, les résultats du partage ont été approuvés le 19 août : la Diète de Grodno et Stanisław August ont été obligés d'abolir la Constitution du 3 Mai et rétablir le système de la « Liberté dorée » d'avant la Constitution.

En mars 1794 a commencé en Pologne une insurrection menée par le général Tadeusz Kościuszko qui était originaire du GDL et s'était distingué

dans les combats pour l'indépendance des États-Unis. En Lituanie, l'insurrection a commencé le 16 avril 1794 à Šiauliai, et Jakub Jasiński est devenu le chef des insurgés. Ces derniers ont libéré Vilnius des Russes en avril et proclamé sur la place de l'Hôtel de ville l'acte d'insurrection de la Lituanie qui a constitué le gouvernement des insurgés : le Conseil national suprême de Lituanie. Les insurgés ont agi avec détermination : ils ont pendu le Grand Hetman du GDL S. Kossakowski et ils ont arrêté les confédérés de Targowica plus connus. S'adressant aux paysans (c'était la première proclamation en lituanien), ils ont appelé à commencer une guerre de partisans contre l'armée russe et promis de leur accorder la liberté.

Le point culminant de l'insurrection pour la Pologne et la Lituanie a été l'exécution de certains confédérés de Targowica, dont l'évêque de Vilnius I. Massalski et l'évêque de Livonie J. Kossakowski : ils ont été pendus le 28 juin à Varsovie. Les insurgés répétaient en quelque sorte le déroulement de la Révolution française : l'idée d'organiser l'exécution était née dans le club des Jacobins, opposé à la direction officielle de l'insurrection. Ce club organisait des manifestations qui ont obligé le tribunal à annoncer les peines de mort. Tout ceci a découragé une partie de la noblesse du GDL de l'insurrection et est devenu un prétexte pour l'intervention de l'armée russe, commandée par A. Souvorov. En été, les armées russe et prussienne ont pris l'initiative : l'armée prussienne a occupé Cracovie en juin et l'armée russe a occupé Vilnius en août. Le 5 novembre, Varsovie, défendue aussi par les insurgés lituaniens après leur retraite, a capitulé. En défendant Varsovie, ont été tués le chef des insurgés lituaniens J. Jasiński et l'auteur de l'amendement à la Constitution du 3 Mai T. Korsak.

L'échec de l'insurrection a accéléré la fin : le 24 octobre 1795, à Saint-Pétersbourg, la Russie, l'Autriche et la Prusse ont signé une convention sur le troisième partage de l'État polono-lituanien. La partie du territoire du GDL, c.-à-d. les terres lituaniennes ethniques, est revenues à la Russie (et elles lui ont appartenu jusqu'à la Première Guerre mondiale). La Prusse a annexé Užnemunė (rive gauche du Niémen) et l'a appelée « Nouvelle Prusse » (elle a appartenu à la Prusse jusqu'en 1806 et la création du Duché de Varsovie par Napoléon, Užnemunė est revenue à la Russie en 1815). L'Autriche a aussi participé aux partages de la Pologne et du GDL : le coin sud-ouest du GDL a été rattaché à l'Autriche et, comme Užnemunė, celui-ci est revenu à la Russie en 1815.

Le 26 janvier 1797, la Russie, la Prusse et l'Autriche ont signé la nouvelle Convention de Saint-Pétersbourg qui confirmait le troisième partage de l'État polono-lituanien, détruisait ce qui restait de l'État et traçait des

frontières précises. L'acte d'abdication (renoncement au trône) de Stanisław August Poniatowski a été joint à la convention. Bien que la Russie des Soviets, héritière des droits de l'Empire russe, ait abrogé le 29 août 1918 les actes des partages de l'État polono-lituanien, l'ancien État ne s'est plus jamais reconstitué. Deux nouveaux États indépendants seront créés : la Lituanie et la Pologne.

Chapitre III

LA LITUANIE DANS L'EMPIRE RUSSE (1795–1915)

« En effet, aucune autre langue au monde n'a reçu autant d'éloges suprêmes que le lituanien. Un grand respect au peuple lituanien pour avoir créé, perfectionné les détails et l'usage d'une langue la plus hautement développée avec une phonologie originale belle et claire. Par ailleurs, selon la linguistique comparée, le lituanien est le plus capable de représenter la civilisation et la culture originelles des Ariens »

EMMANUEL KANT (1724–1804)
Extrait de la préface du « Dictionnaire lituanien-allemand et allemand-lituanien » de Christian Gottlieb Mielcke.

Durant cette période, la Lituanie (à l'exception d'Užnemunė (rive gauche du Niémen)) appartenait à l'Empire russe autocrate (sauf l'« interlude » de Napoléon Bonaparte pendant la seconde moitié de 1812). C'est l'histoire d'un pays partagé, occupé, divisé, annexé, qui s'était adapté et luttait, la période du dilemme du rétablissement de l'ancien État et de la transformation des Lituaniens ethniques en une communauté politique et culturelle indépendante.

L'Université de Vilnius, qui était la plus grande de l'Empire russe et avait atteint un niveau européen scientifique et d'études, a fonctionné pendant le premier tiers de cette période. Toutefois, à partir de 1864, lorsque les autorités ont tenté de modifier l'identité culturelle et ethnique du pays en corrigeant soi-disant les erreurs et les préjudices commis en 500 ans d'histoire, même les livres sans aucun contenu politique contre le pouvoir, les journaux ou les livres de prières sont devenus des produits de contrebande. Pour apprendre à lire et à écrire, il fallait se cacher des gendarmes, de la police et des fonctionnaires, avec le risque de se retrouver dans les régions lointaines de la Russie. C'était en même temps l'histoire de fractures d'importance capitale, des changements de l'identité nationale et des conflits politiques. Les paysans (ils représentaient près de 80 % de la population du pays) vivaient dans le système de servage des propriétaires terriens. Écartée du pouvoir politique, la noblesse dominait dans la vie publique, et l'ordre

des nobles en Pologne et en Lituanie était relativement bien plus nombreux que partout ailleurs en Europe et représentait environ 6,5 % de la population du pays (la moyenne européenne et russe était d'environ 1 %). Toutefois, les nobles propriétaires terriens ne constituaient que le quart des nobles locaux, la majorité d'entre eux étaient des nobles avec peu ou sans terre qui parlaient surtout en polonais et entretenaient la mémoire et les traditions de l'ancien État. Ils avaient une identité nationale ambigüe : ils s'appelaient à la fois des Lituaniens et des Polonais (la noblesse du GDL n'acceptait pas de s'intégrer complètement à l'ancien Royaume de Pologne bien qu'elle n'était pas encline à s'en détacher). Au-delà des frontières de la Lituanie, les nobles lituaniens étaient tout simplement considérés comme des Polonais. C'était également ainsi que les traitaient les autorités de l'Empire russe.

1864 est une date limite relative, lorsque le pouvoir du tsar russe a réprimé la dernière insurrection, menée par la noblesse, qui avait pour objectif de rétablir l'ancien État polono-lituanien. Le tsarisme a alors commencé le processus d'affranchissement des paysans du servage qui avait déjà été annoncé auparavant. Les paysans devenaient des personnes relativement libres, l'ordre le moins élevé, mais indépendant, des paysans agriculteurs qui acquéraient le droit de propriété sur la terre qu'ils travaillaient. Le pouvoir cherchait, par une russification brutale et discriminatoire, tout simplement à transformer les terres annexées de la Pologne et de la Lituanie en Russie occidentale.

Les nobles plus radicaux ne se résignaient pas à la perte de leur ancien État, ils tentaient donc de le rétablir : pendant les guerres napoléoniennes et les deux insurrections de 1830-1831 et 1863-1864. Un mouvement culturel national des Lituaniens ethniques a également commencé à cette période. Quelques décennies plus tard, il s'est renouvelé et est devenu une force politiquement importante, tandis que les Lituaniens ethniques, ou peuple lituanien, sont devenus une communauté culturelle et politique indépendante qui a demandé l'autonomie en 1905.

L'ATTRACTION DE L'ANCIEN ÉTAT

L'autonomie culturelle dans l'ombre de Napoléon

Le rattachement à la Russie des territoires du GDL signifiait se retrouver sous l'autorité d'un empire monarchique autocratique, exercé par un appareil bureaucratique centralisé et subordonné au monarque. Dans la chaîne de la gouvernance locale, il y avait le gouvernement (*goubernia,* province russe), dont la tête était un gouverneur, nommé par le tsar mais subordonné à l'administration des affaires intérieures, qui était envoyé du centre ou d'autres gouvernements. Les gouvernements se divisaient en ouïezds (*ujezd*) avec un chef d'ouïezd, nommé par le gouverneur, au sommet. Il y avait encore un chaînon intermédiaire entre le pouvoir central et les gouvernements dans les régions des capitales et des périphéries de l'Empire : l'institution du gouverneur général. Nommé par le tsar, le gouverneur général contrôlait l'administration de quelques gouvernements. L'armée stationnée dans ces gouvernements lui était aussi subordonnée.

À partir de l'époque de Catherine II, des institutions de gouvernance autonome au niveau des différents ordres de la société ont aussi été incorporées à la chaîne de l'administration locale : les assemblées de nobles propriétaires terriens dans les gouvernements et les ouïezds, une gouvernance autonome des ordres (ou sous-ordres) des citadins des différentes villes. C'étaient des branches pas indépendantes du pouvoir local qui étaient contrôlées par l'administration locale et remplissaient des fonctions surtout auxiliaires. L'assemblée des nobles de l'ouïezd élisait certains fonctionnaires chargés de l'ordre public et les juges des tribunaux de niveau inférieur. Ce système d'administration locale a été aussi introduit dans la partie du GDL annexée par la Russie en 1795, où vivaient plus de 1,8 million de personnes, dont 1,1 million dans la Lituanie ethnographique. Environ 250 000 personnes vivaient à Užnemunė (rive gauche lituanienne du Niémen). Vilnius avait alors environ 25 000 habitants et c'était la troisième ville de l'Empire russe selon la taille, même si elle était à peu près dix fois plus petite que Saint-Pétersbourg et Moscou. Avant l'abolition du servage, le nombre d'habitants de Vilnius a progressé jusqu'à 60 000.

Au début, on a commencé à créer deux gouvernements sur le territoire annexé, mais ils ont été réunis, seulement un an après, en un seul sous le nom de Lituanie (*Litovskaja gubernija*). En 1801, ce gouvernement a été de

nouveau divisé en deux : le gouvernement lituanien de Vilnius et le gouvernement lituanien de Grodno qui sont devenus subordonnés à l'institution du gouverneur général, instaurée la même année à Vilnius. En 1819, une étroite bande du littoral lituanien a été détachée du gouvernement de Vilnius et transférée au gouvernement de Courlande : les environs de Palanga et de Šventoji.

Presque tout le territoire du gouvernement de Vilnius, divisé en 11 ouïezds, était lituanien d'un point de vue historique et ethnographique, de même que l'extrémité nord du gouvernement de Grodno. Mais les périphéries est et sud-est de ce territoire était déjà couvertes par les processus de bilinguisme et de slavisation linguistique (biélorussisation), en perdant la conscience ethnique d'un Lituanien sans acquérir celle d'un Biélorusse, en se considérant simplement comme ceux d'ici (*tutejszy*). Il semble que le dialecte biélorusse, d'un point de vue pragmatique, était plus pratique, car il permettait de comprendre aussi bien les nobles et les prêtres qui parlaient polonais que les représentants du pouvoir russe. Ce processus s'accélèrera dans la seconde moitié du XIXe siècle, et il sera arrêté par les acteurs influents du mouvement national des Lituaniens ethniques, le plus souvent des prêtres.

En 1843, le gouvernement de Kaunas a été constitué à partir de sept ouïezds, à l'ouest et au nord du gouvernement de Vilnius, et trois ouïezds, appartenant jusqu'alors aux gouvernements de Minsk et de Grodno, ont été rattachés au gouvernement de Vilnius. Par conséquent, les autorités tsaristes ont commencé à considérer comme ethniquement lituanien uniquement le gouvernement de Kaunas, et le gouvernement de Vilnius a été classé parmi les gouvernements biélorusses, bien que les lituanophones dominaient dans la partie occidentale du gouvernement de Vilnius.

À partir des années 30, le système russe de gouvernance administrative territoriale a été introduit aussi dans la Pologne du Congrès. Užnemunė appartenait au gouvernement, appelé au début d'Augustów puis, à partir de 1867, gouvernement de Suwałki : c'était environ le sixième du territoire de l'actuelle Lituanie. Jusqu'en 1807, Užnemunė a appartenu à la Prusse, puis, de 1807 à 1814, au Duché de Varsovie créé par Napoléon Bonaparte. Ce dernier était officiellement appelé Royaume de Pologne et n'était pas considéré, d'un point de vue politique et administratif formel, comme une partie « organique » de l'Empire russe. Bien que les conditions politiques de développement de la Grande Lituanie ethnique et d'Užnemunė différaient, la formation d'une Nation moderne allait dans la même direction.

Michał Kleofas Ogiński, insurgé en 1794 et auteur du dernier projet de rétablissement du GDL. Peintre : F. X. Fabre, 1805–1806

Le rattachement à la Russie des terres formant le noyau du GDL n'a pas changé au fond la situation des paysans. Le plus grand fléau pour eux était l'obligation de recrutement forcé : un service de 25 ans dans l'armée russe (chaque année, 5-7 hommes du bon âge sur 1 000 étaient recrutés, cette norme était doublée en cas de guerre). Les petites villes ont perdu leur autonomie et leurs habitants sont devenus le plus souvent des serfs. Les centres des gouvernements n'ont pas perdu l'autonomie et les centres des ouïezds l'ont retrouvée. Les communautés juives (Kahals) ont été également autonomes jusqu'en 1840, lorsque les Juifs ont été inclus dans la gouvernance générale des villes. Il était interdit aux Juifs de s'occuper d'agriculture, une limite de résidence a été introduite et il ne leur était pas permis de s'installer dans les deux capitales russes, mais cette limite n'était pas appliquée aux Juifs éduqués qui avaient des professions qualifiées.

Bien sûr, les nobles avaient perdu leur État, mais ils avaient obtenu les droits des nobles russes et ils étaient devenus des sujets privilégiés de l'Empire. Peu d'entre eux ont perdu leurs domaines et même les anciens partisans de T. Kościuszko de retour de l'étranger ont pu les récupérer en jurant fidélité au souverain russe. Un de ces nobles rentrés sera le grand propriétaire terrien et compositeur, auteur de la célèbre polonaise « Adieux à la Patrie », Michał Kleofas Ogiński. Les nobles avaient une gouvernance autonome au niveau du gouvernement et de l'ouïezd, appelée les diétines, qui remplissaient des fonctions auxiliaires de l'appareil d'État. Le Statut de la Lituanie restait en vigueur, le polonais était autorisé dans les institutions de la gouvernance autonome, l'administration de l'ouïezd, les tribunaux de niveau inférieur et le système éducatif, tandis qu'à l'Université de Vilnius on était passé seulement à cette époque d'un enseignement en latin à un enseignement en polonais. En un mot, le pays a acquis une autonomie culturelle.

Passage du Niémen par l'armée de Napoléon pendant la campagne de Russie en 1812.
Peintre : Jean-Baptiste Madou, 1827

Au début du XIXe siècle, une réforme éducative de toute la Russie a été préparée, selon le modèle de la Commission éducative qui existait dans l'État polono-lituanien, avec l'aide des intellectuels de Vilnius. En réalisant cette réforme, on a créé le grand arrondissement éducatif de Vilnius, sous l'autorité duquel se sont retrouvées toutes les terres de l'ancien État polono-lituanien, rattachées à la Russie, et leurs 9 millions d'habitants. Le centre de cet arrondissement était l'Université de Vilnius, réorganisée en 1803 selon le modèle le plus populaire des universités européennes et qui a reçu le statut d'université Impériale. Le curateur de l'Université jusqu'en 1824 était le descendant de magnats polonais Adam Jerzy Czartoryski (1770-1861), ami personnel du tsar Alexandre Ier, qui a occupé un temps le poste de ministre des Affaires étrangères de la Russie. Pour A. Czartoryski, l'arrondissement, dont il avait la responsabilité, était une étape préliminaire au projet de rétablissement d'un État polonais (ou polono-lituanien) sous la protection de l'Empire russe. Ce plan était en contradiction avec les espoirs de ceux qui s'orientaient depuis la fin du XVIIIe siècle sur Napoléon, l'étoile montante de la France postrévolutionnaire.

En 1807, le Duché de Varsovie est apparu sur la carte de l'Europe : un État à moitié indépendant, sous la protection de Napoléon et composé des

La retraite de l'armée française à travers la place de l'Hôtel de ville de Vilnius. Extrait de l'album de J. K. Wilczyński « Album de Vilnius ». Peintre : J. Damehl, 1846

terres polonaises et d'Užnemunė, précédemment annexées par la Prusse. Jusqu'en 1809, cet État reconquerra lui-même à l'Autriche la plus grande partie des terres polonaises. Le Code civil de Napoléon y a été introduit, et la liberté individuelle accordée aux paysans mais sans le droit de propriété de la terre et sans le droit de quitter son lieu de résidence et l'exploitation sans prévenir le propriétaire.

En juin 1812, Napoléon a commencé une guerre contre la Russie et la plus grande partie des anciennes terres du GDL se sont rapidement retrouvées sous son contrôle. Napoléon a permis la formation à Vilnius du Gouvernement provisoire du GDL, contrôlé par ses fonctionnaires, qui maintenait l'ordre public dans le pays et s'engageait à organiser des unités militaires associées qui rejoindront l'armée de Napoléon (les régiments du Duché de Varsovie représentaient le tiers de cette armée). En juillet, la volonté a été déclarée de s'unir de nouveau à la Pologne, en récupérant les terres perdues du GDL, dans la cathédrale de Vilnius en présence de la délégation du Duché de Varsovie. Toutefois, Napoléon a dû abandonner Moscou et son armée a été détruite au cours de la retraite. Fin 1812, les Russes étaient de nouveau en Lituanie.

L'insurrection de 1830–1831

Alexandre Ier a décidé de ne pas se venger de la noblesse lituanienne qui avait trahi le serment de fidélité et tout est resté comme avant, sauf que la traversée du pays deux fois en six mois par de très grandes armées a eu des conséquences douloureuses pour l'économie. Lorsque, par la décision du Congrès de Vienne en 1815, a été établi le Royaume de Pologne, dit Pologne du Congrès, à partir de la majeure partie des terres du Duché de Varsovie, y compris Užnemunė, son trône a été transmis avec droit de succession à la dynastie régnante en Russie. La noblesse lituanienne a exprimé le souhait de se rattacher à cette formation, mais Alexandre Ier a refusé.

L'Université de Vilnius est devenue le centre de la vie publique et culturelle de toute la Lituanie historique ainsi que le centre le plus important de la culture polonaise hors des frontières de la Pologne ethnographique. Cette période a été peut-être la plus prospère pour l'Université : le nombre d'étudiants est passé de 200 à 1 300. De célèbres scientifiques ont travaillé à l'Université et leurs travaux étaient connus à l'échelle internationale : l'historien Joachim Lelewel (1786-1861), le philosophe Jan Śniadecki (1756-1830), le chimiste et biologiste Andrzej Śniadecki, les biologistes Ludwig Heinrich Bojanus et Edward Karol Eichwald, Johann Peter Frank et son fils Joseph Frank venus d'Autriche. De très nombreux périodiques de l'époque étaient liés à l'Université. Après 1812, le mouvement maçonnique est devenu très populaire en Lituanie. La plus grande partie du public intellectuel appartenait aux loges maçonniques. La loge la plus connue s'appelait « Lituanien dévoué » (« Gorliwy Litwin »). Il y avait à l'Université un certain nombre d'organisations étudiantes qui s'occupaient du perfectionnement culturel et moral, et du dévouement à la vérité, la liberté et la Patrie. Parmi les membres de ces organisations se trouvait aussi A. Mickiewicz qui a écrit sur sa Patrie la Lituanie. Le premier livre

Adam Mickiewicz.
Peintre : S. Heymann, 1897

de sa poésie est sorti à Vilnius en 1822, puis A. Mickiewicz est devenu célèbre dans toute l'Europe avec ses poèmes.

Bien que ces organisations ne fomentaient aucun complot, elles créaient une atmosphère qui n'encourageait pas l'obéissance au pouvoir. L'administration du tsar a entrepris une enquête qui a débouché sur la plus grande procédure judiciaire de l'époque en Europe contre les étudiants et les élèves. Après l'inculpation de plus de 100 personnes, vingt, dont A. Mickiewicz, ont été déportées, et les autres ont été recrutés de force dans l'armée. Les professeurs politiquement non fiables, dont J. Lelewel, ont été renvoyés, A. J. Czartoryski a été obligé de démissionner de son poste de curateur, les limites de l'arrondissement éducatif de Vilnius étaient réduites, et la surveillance du tsar Nicolas Ier est devenue encore plus vigilante après la création d'une police secrète.

Après l'attentat fin novembre 1830 à Varsovie contre le frère du tsar, qui était aussi chef de l'armée de Pologne, une insurrection de citadins s'est emparée de Varsovie. La Diète du Royaume a proclamé la destitution de Nicolas Ier du trône de roi de Pologne et le transfert de la souveraineté au peuple. Cela signifiait la proclamation de l'indépendance du Royaume de Pologne et le début d'une guerre contre la Russie. En Lituanie, l'insurrection a spontanément commencé au printemps 1831 en Samogitie à cause de l'annonce par les autorités du recrutement forcé dans l'armée. Par conséquent, il y avait beaucoup de paysans dans les groupes d'insurgés, commandés par les petits nobles locaux, et ils représentaient même la majorité dans certains groupes ; c'est pour cette raison que l'exigence de libérer les paysans du servage était formulée dans les tracts en polonais et en lituanien (samogitien). Il n'y avait pas de commandement général de l'insurrection en Lituanie, plusieurs « gouvernements » fonctionnaient sur le territoire d'un ouïezd et un de ces « gouvernements » s'est proclamé Gouvernement de Samogitie. Les insurgés ont pris le pouvoir jusqu'en mai sur presque tout le territoire à l'ouest et au nord de Vilnius.

En juin 1831, l'armée régulière du Royaume de Pologne, environ 12 600 soldats commandés par le général Antoni Giełgud, a été envoyée en Lituanie pour des motifs stratégiques. Elle a facilement pris Kaunas, mais elle patientait pour attaquer Vilnius, car elle était en train de constituer le Gouvernement provisoire polonais en Lituanie. Les Polonais se sont finalement décidés à attaquer Vilnius en espérant une insurrection dans la ville, mais rien de tel ne s'est produit. Aux environs de Vilnius, l'armée polonaise et les unités d'insurgés ont subi une défaite. Certaines unités polonaises ont réussi à forcer le passage pour revenir sur le territoire du Royaume, les

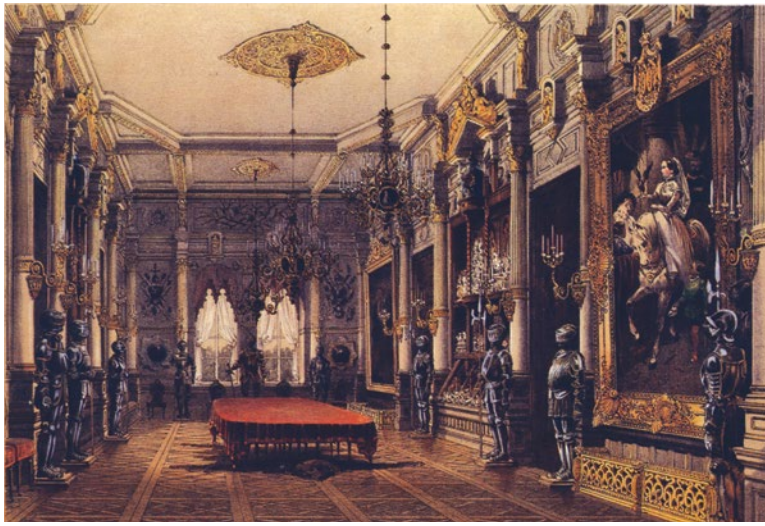
autres ont traversé la frontière avec la Prusse. En automne, la Russie a aussi récupéré le Royaume de Pologne.

En plus de l'armée polonaise, il y avait environ 30 000 combattants dans les unités d'insurgés en Lituanie. La jeune propriétaire Emilia Plater-Broel qui se battait, habillée en homme et à cheval, est devenue une légende de l'insurrection. En automne, lors de la retraite en Pologne, elle est tombée malade et elle est décédée.

Le pouvoir tsariste: « Il n'y aura pas de Pologne ici »

Après l'insurrection, le Royaume de Pologne a perdu son autonomie politique, et les autorités tsaristes ont commencé une politique qu'elles ont appelée « élimination des principes polonais » sur les anciennes terres du GDL. La position, connue depuis l'époque d'Ivan le Terrible, de prétendre aux terres du GDL, en tant qu'héritage devant appartenir à la Russie soi-disant sur le principe de « primauté historique », est devenue le fondement idéologique de cette politique. Le GDL avant le baptême catholique de sa partie païenne et l'Union de Krewo avec la Pologne était soi-disant un des États russes les plus puissants, en concurrence avec Moscou pour l'unification des terres russes. Pour cette raison, les fondateurs de cet État, les Lituaniens ethniques, seraient eux-mêmes devenus à la longue des Russes. Après l'Union de Lublin, le GDL était soi-disant une possession de la Pologne. Ainsi, « récupérant » ce qui lui appartenait selon le « droit de primauté historique », la Russie avait le droit, même par la force, de « rétablir la justice historique ». Par conséquent, les institutions qui différenciaient cette région du reste de la Russie étaient supprimées, et on ne permettait pas l'usage du polonais dans l'administration locale. Le russe devait devenir également la langue des écoles. Il était stipulé que les nobles locaux pouvaient travaillaient dans les établissements de l'administration locale uniquement après avoir travaillé 10 ans dans d'autres gouvernements de la Russie.

En 1832, il a été décidé de fermer l'Université de Vilnius qui était, selon les initiateurs de la fermeture, le « nid de libre pensée lituanienne ». Il est vrai qu'ensuite, sur la base de deux facultés de cette université, on a créé deux écoles supérieures distinctes et subordonnées au ministère russe de l'Intérieur : l'Académie de médecine-chirurgie de Vilnius et l'Académie de théologie catholique romaine de Vilnius. Dix ans plus tard, elles ne seront plus à Vilnius : l'Académie de théologie sera transférée à Saint-Pétersbourg



Une réminiscence des temps anciens: l'intérieur du palais de Verkiai à Vilnius. Extrait de l'album de J. K. Wilczyński « Album de Vilnius ». Peintre : P. Benoist, 1848.

et l'Académie de médecine-chirurgie fermée. En 1840, le Statut de la Lituanie a été aboli et le système judiciaire russifié. Le nom de Lituanie a été retiré des noms des gouvernements de Vilnius et de Grodno, et on a commencé à considérer les terres de l'ancien État polono-lituanien comme la Russie occidentale et on a appelé le territoire de l'ancien GDL la région du Nord-Ouest.

La politique du pouvoir à l'égard de l'Église a aussi changé. Accusés d'avoir aidé les insurgés, un certain nombre de monastères catholiques ont été fermés. En 1839, l'Église uniate a été liquidée et les Uniates ont été forcés de retourner au sein de l'Église orthodoxe russe. Les autorités n'avaient pas encore l'objectif d'interdire complètement l'impression de livres et autres publications en polonais : entre 1835 et 1841, ont été imprimés à Vilnius en polonais neuf volumes de « Histoire du peuple lituanien » de l'ingénieur militaire et historien Teodor Narbutt sur l'histoire de la Lituanie jusqu'à l'Union de Lublin. Le prolifique écrivain polonais et patriote de la Lituanie (GDL) J. I. Kraszewski écrivait à Vilnius et il a publié de 1841 à 1851 le magazine culturel « Atheneum ».

Le lituanien n'était pas non plus formellement interdit. En 1841, le pouvoir a donné l'autorisation d'ouvrir des écoles auprès des églises de l'évêché de Telšiai (de Samogitie). Il était permis d'y enseigner la lecture et l'écriture

ainsi que le catéchisme, il était imposé de faire connaître l'alphabet russe aux élèves. Les autorités avaient donc tendance à traiter ces écoles comme une étape préparatoire à l'école primaire en russe.

La défaite russe dans la guerre de Crimée (1853-1856) a incité le nouveau tsar Alexandre II à préparer l'abolition du servage, et il a assoupli la politique ethnique. Le nouvel empereur a signé au printemps 1861 le manifeste libérant les paysans des domaines privés du servage, les textes législatifs signés réglementaient la procédure permettant aux paysans de devenir propriétaires de la terre, et il était prévu le rachat obligatoire des parcelles attribuées aux paysans. La réforme paysanne devait commencer deux ans plus tard. Peu après, une vague de manifestations patriotiques s'est élevée à Varsovie et à Vilnius et elle n'est retombée qu'après l'introduction de l'état de guerre par le pouvoir tsariste à la fin de l'été.

En 1862, des organisations de « Rouges » se sont formées dans la Pologne du Congrès et en Lituanie pour préparer une insurrection. Les « Rouges » étaient des jeunes nobles pro-démocratiques qui croyaient qu'ils réussiraient à impliquer dans l'insurrection les paysans qui, selon eux, auraient dû être déçu par la procédure d'abolition du servage proclamée par le tsar. Bien que les « Rouges » de Lituanie étaient pour un lien de fédération égale avec la Pologne, certains d'entre eux voyaient le futur État comme une fédération de trois voire même quatre « Nations » (Pologne, Lituanie, Rus' ; soit Polonais, Lituaniens, Biélorusses et Ukrainiens). Les « Rouges » promettaient aux paysans dans leur propagande, non seulement en polonais mais aussi en lituanien et en biélorusse, la liberté et le droit de propriété sur toute la terre qu'ils cultivaient sans aucun rachat. Ils espéraient qu'après le début de la réforme paysanne il y ait aussi des troubles dans la campagne russe et que les autorités n'aient pas la possibilité d'envoyer contre les insurgés d'importantes forces militaires. L'organisation des « Blancs » était en majorité composée de grands propriétaires terriens qui n'étaient pas enclins à appuyer la question des paysans et voyaient dans l'insurrection en préparation la possibilité de faire pression sur le pouvoir tsariste afin que celui-ci « redonne » enfin l'autonomie au Royaume de Pologne. Les « Blancs » avaient l'espoir qu'après le début de l'insurrection les grands pays occidentaux, vainqueurs de la guerre de Crimée, feraient pression sur la Russie.

L'insurrection de 1863–1864

Fin janvier 1863, un nouveau recrutement forcé a été annoncé. Les « Rouges » n'avaient plus d'autre choix que de commencer l'insurrection bien que celle-ci n'était pas encore prête. Formé dans la clandestinité, le Gouvernement national provisoire de Pologne a proclamé le commencement de l'insurrection le 22 janvier. Le début de l'insurrection a été proclamé le 1er février avec des tracts en polonais et en lituanien sur le territoire de l'ancien GDL. Craignant la radicalité des « Rouges » de Lituanie, le commandement des insurgés de Pologne a confié aux « Blancs » la direction de l'insurrection en Lituanie.

Comme pendant la première insurrection, la majorité des groupes d'insurgés ont été constitués et ont agi sur le territoire de la Lituanie ethnographique historique. Cette fois-ci, les autorités étaient prêtes à réprimer l'insurrection : dans le district militaire de Vilnius était rassemblée une armée russe d'environ cent mille hommes qui a été multipliée par 1,5 en 1863, car, après la guerre de Crimée, le pouvoir tsariste n'était pas certain que ses anciens ennemis ne commenceraient pas d'actions militaires sur les côtes de la Baltique. Les groupes d'insurgés n'avaient aucune possibilité de contrôler de grands territoires. Nommé au printemps chef de guerre suprême des insurgés lituaniens, l'ancien capitaine de l'état-major de l'armée russe Zygmunt Sierakowski a essayé de rassembler dans le gouvernement de Kaunas les groupes d'insurgés en une armée, c'est pourquoi les militaires du tsar ont eu la possibilité d'infliger d'un seul coup beaucoup de pertes aux insurgés. Début mai, l'armée des insurgés de Z. Sierakowski a été défaite près de Biržai, son chef blessé a été fait prisonnier et, peu après, pendu publiquement à Vilnius. Après la mort de Z. Sierakowski, un jeune prêtre, Lituanien déterminé, Antanas Mackevičius a été nommé chef de guerre des insurgés du gouvernement de Kaunas (les insurgés l'appelaient voïvodie). Les insurgés ne se rassemblaient déjà plus en grandes unités et utilisaient la tactique de guérilla avec des petites attaques.

Après que l'Angleterre et la France ne se soient limitées qu'à des notes diplomatiques appelant la Russie à éviter une plus grande effusion de sang, son gouvernement a agi avec détermination. Nommé gouverneur général de Vilnius, Mikhaïl Mouraviev, qui avait l'expérience de la répression de l'insurrection précédente et obtenu les pouvoirs du tsar, a pris des mesures de cruauté et de terreur flagrantes. Il a habilement retiré la carte des paysans au commandement de l'insurrection : il a obtenu que la réforme paysanne

Le célèbre peintre M. E. Andriolli a représenté ainsi l'insurrection de 1863: il porte lui-même son camarade de combat tué hors du champ de bataille près de Dubičiai (5 mai)

en Lituanie soit corrigée dans une direction plus favorable aux paysans et qu'elle soit réalisée sans aucune concertation avec les propriétaires terriens comme cela était prévu dans les textes législatifs de 1861. Bien qu'en juillet, le Gouvernement des insurgés de Pologne ait permis le retour des « Rouges » dans le commandement de l'insurrection lituanienne (nomination comme chef de l'ardent patriote lituanien et partisan de la renaissance nationale biélorusse Konstanty Kalinowski), l'insurrection a commencé à s'affaiblir. Fin 1863, A. Mackevičius, et plus tard K. Kalinowski, sont tombés aux mains des autorités, et ils ont été rapidement pendus publiquement tous les deux.

D'un point de vue militaire, les 60 000 insurgés n'avaient aucune chance de gagner, et les espoirs placés dans une insurrection paysanne en Russie n'étaient qu'une illusion. L'Occident non plus n'était pas prêt à verser son sang pour les « affaires polonaises ». Plus de 6 000 insurgés et seulement 320 soldats de l'armée russe environ ont été tués dans les combats sur le territoire de l'ancien GDL. Environ 25 000 personnes, en majorité des jeunes hommes, ont été envoyés au bagne ou déportés. Les autorités ont

confisqué beaucoup de domaines, fermé des monastères et des églises catholiques, et jugé que c'était l'occasion de régler enfin la « question polonaise ».

Le « duché » de l'évêque M. Valančius

À la fin du XVIIIe siècle, la Révolution française a donné naissance à la nouvelle notion moderne de Nation. Selon elle, la nation en tant que communauté politique et culturelle comprenait non seulement l'aristocratie et les gens éduqués, qui avaient atteint un niveau de haute culture, mais aussi tous les citoyens ou sujets de l'État ; le peuple était le fondement de la Nation et devait accéder à la haute culture par l'éducation. La question s'est posée de savoir en quelle langue enseigner au peuple afin qu'il devienne une partie de la Nation : dans la langue maternelle de ce peuple ou dans la langue de l'aristocratie. La majorité de l'aristocratie ne doutait pas que cette langue devait être la langue de la haute culture dominante dans le pays ; la langue du peuple pouvait être utilisée à l'école primaire, mais, aussi dans ce cas, l'école devait enseigner à tous la langue considérée comme la langue de la haute culture du pays. Cette position a gagné dans la majorité des pays d'Europe occidentale, et elle a été soutenue par l'élite polonophone de l'ancien État polono-lituanien jusqu'en 1831.

Toutefois, les idées de Johann Gottfried Herder et d'autres représentants du romantisme allemand, selon lesquelles l'esprit de la Nation se trouvait dans la langue et la culture du peuple et que toute langue et culture était le bien précieux de toute l'humanité, sont devenues populaires en Europe centrale et orientale. Une Nation est composée de tous ceux qui parlent la même langue et ont une histoire et une culture communes, c'est pourquoi la langue du peuple doit être développée aussi comme la langue d'une haute culture distincte. Si cela réussissait, cette langue deviendrait la langue de la haute culture dominante dans le pays, et les représentants de l'élite devraient choisir entre rester une minorité culturelle avec leur langue ou s'intégrer dans le processus de la haute culture nouvellement créée.

Des partisans de ces idées sont aussi apparus en Lituanie. D'autant plus que certains chercheurs linguistes européens avaient déjà établi que la langue, parlée par les paysans lituaniens, étaient probablement la plus archaïque des langues indoeuropéennes vivantes. En 1808, la Société des

amis des sciences de Varsovie a publié un petit livre du prêtre et théologien, originaire de Lituanie, Ksawery Bohusz « Sur l'origine du peuple et de la langue lituanienne », où était exprimée pour la première fois l'idée que le lituanien était tout à fait adapté pour être la langue de la haute culture distincte. Cette idée a encouragé certains intellectuels vivant en Samogitie à commencer à écrire de la poésie en samogitien ou en lituanien (Dionizas Poška, Silvestras Valiūnas). Le poème « Les Saisons » du pasteur lituanien, décédé quelques décennies auparavant, de la Lituanie Mineure Kristijonas Donelaitis, publié en 1818 à Königsberg par le célèbre savant Ludwig Rhesa, (avec la traduction en allemand) a fait une grande impression. On a reconnu déjà à cette époque qu'il s'agissait d'une œuvre d'un haut niveau artistique et de portée universelle.

Dans l'environnement de l'Université de Vilnius, s'est rassemblé un petit groupe d'intellectuels (Simonas Daukantas, Simonas Stanevičius et quelques autres), surtout originaires de la Samogitie, qui ont convenu de développer délibérément la création d'une haute culture en lituanien (samogitien), et de s'occuper en même temps de l'éducation du peuple lituanien et samogitien dans sa langue maternelle (bien qu'à l'époque certains considéraient les Samogitiens comme une ethnie à part mais apparentée aux Lituaniens ethniques, ils se considéraient eux-mêmes comme faisant partie de la double ethnie des Lituaniens-Samogitiens). C'est notamment ce petit groupe qui est considéré comme les pionniers du mouvement national culturel des Lituaniens ethniques. Un abécédaire en lituanien (dialecte samogitien), novateur pour cette époque, a été écrit et publié, le poète Simonas Stanevičius (1799-1848) a publié un livre de poésie avec le poème « La Gloire des Samogitiens », hymne ou manifeste poétique de ce mouvement qui déclarait qu'on ne réussira pas à effacer les Samogitiens (Lituaniens) en tant que peuple. L'historien et juriste Simonas Daukantas (1793-1864) a écrit en 1822 la première grande histoire de la Lituanie en lituanien, dont les copies circulaient parmi les enthousiastes. Plus tard, S. Daukantas est parti pour Saint-

Simonas Daukantas.
Peintre : J. Zenkevičius, 1850

Pétersbourg, il a commencé à travailler aux archives du Sénat de l'État russe afin d'avoir accès aux documents historiques de la Lituanie conservés là-bas. Il a encore écrit en lituanien deux grands livres sur l'histoire de la Lituanie, publié une grande étude romanesque de la culture des Lituaniens ethniques « Coutumes des anciens Lituaniens, Samogitiens et habitants d'Aukštaitija », et une série de petits livres éducatifs pour les paysans lettrés. Il a préparé des dictionnaires et même écrit un manuel en lituanien pour les écoles secondaires.

S. Daukantas a notamment persuadé Motiejus Valančius (1801-1875), originaire de sa région, qui enseignait alors à Saint-Pétersbourg, à l'Académie de théologie catholique, transférée de Vilnius là-bas, d'écrire et de publier l'histoire de l'évêché de Samogitie en lituanien. En 1848, ce livre, dont l'auteur a été nommé la même année évêque de Telšiai (de Samogitie) (confirmé un an plus tard par le Vatican), est sorti à Vilnius en lituanien-samogitien, et cela a étonné tout le monde car il n'était pas écrit en polonais comme c'était habituel. Le romantique S. Daukantas admirait dans ses ouvrages le passé de la Lituanie préchrétienne, tandis que M. Valančius, personne à la réflexion pratique et politiquement raisonnable, était incontestablement un partisan de la civilisation catholique européenne. M. Valančius a prononcé son premier sermon d'inauguration en lituanien et en polonais. La langue lituanienne (samogitienne) résonnait pour la première fois sous les voûtes de la cathédrale des lèvres d'un évêque.

M. Valančius veillait à ce que les prêtres aient une attitude respectueuse envers le peuple lituanophone, qu'ils apprennent bien le lituanien et prononcent leurs sermons en lituanien, et il a ordonné aux prêtres d'ouvrir des écoles lituaniennes auprès des églises. L'évêché couvrait à l'époque la plus grande partie de la Lituanie ethnique et pas seulement la Samogitie. Ces écoles ont complètement gagné la concurrence contre les écoles d'État en

Motiejus Valančius, extrait de l'album de J. K. Wilczyński « Album de Vilnius ». Peintre : A. Lafosse, 1857

russe. Dans certaines localités, le pourcentage de personnes sachant lire a progressé jusqu'à 60 % : un chiffre fantastique dans les conditions du servage. De plus, en 1858, M. Valančius s'est appuyé sur les idées de sobriété, diffusées dans les autres pays catholiques, et il a initié un mouvement de sobriété. Deux ans plus tard, les membres de ces confréries de sobriété représentaient plus de 80 % des catholiques de l'évêché : les Lituaniens ont donc rejeté la vodka, la prospérité des exploitations a progressé, les familles sont devenues plus fortes et les gens ont commencé à s'éduquer. Dans aucun pays européen, le mouvement de sobriété n'a atteint une telle échelle.

Le succès de la mobilisation de l'unité de la population a commencé à faire peur à l'administration tsariste, l'évêque a été surnommé le grand-duc de Samogitie. M. Valančius ne se prononçait jamais contre le pouvoir du tsar, il communiquait respectueusement avec ses représentants, mais il défendait fermement et résolument les intérêts de l'Église catholique. Il voyait que le pouvoir tsariste non seulement protégeait ouvertement l'Église orthodoxe russe, mais qu'il cherchait aussi à renforcer ses positions sur l'espace catholique, et les gens ordinaires devenaient dans cette lutte la force la plus importante. Cela se révèlera après 1863, lorsque, incité secrètement par l'évêque, le peuple ne cèdera pas à la séduction du pouvoir tsariste et ruinera en somme les desseins de la politique de russification. Les appels de l'évêque étaient suivis car, par son action antérieure, il était devenu pour le peuple une autorité dans tous les sens proche et indiscutable. De cette façon, l'évêque M. Valančius qui n'était pas un homme politique a eu une influence peut-être supérieure à quiconque sur les processus politiques du XIXe siècle en Lituanie. En encourageant la fidélité du peuple à sa langue et sa culture, il ne s'est jamais prononcé contre ceux qui parlaient en polonais, il écrivait son journal en polonais et signait à la manière polonaise : Wolonczewski.

Orienté sur le peuple lituanien, le mouvement culturel national ne pouvait sortir sur l'avant-scène de la vie publique culturelle et politique du pays dans le contexte du servage. Toutefois, le représentant de la deuxième génération de ce mouvement Antanas Baranauskas (1835-1902), originaire de l'Aukštaitija, prêtre et poète, futur évêque et auteur du poème « La Forêt d'Anykščiai », chef-d'œuvre de la littérature lituanienne, a écrit en 1859 : « Les sciences du monde entier je donnerai aux Lituaniens ; / Les écrits, les livres du monde entier je traduirai en lituanien. / Les Lituaniens seront tous des savants, / Au monde entier, dans toutes les sciences, ils montreront le chemin ». C'était une vision d'un peuple civilisé qui a sa

propre haute culture. Mais une vision idéaliste. Hélas, il n'existe presque pas d'exemples dans l'histoire de l'Europe que des forces politiques dominantes aient repris sincèrement de telles visions. Bien qu'il ait déclaré avant l'insurrection de 1863 qu'un de ses objectifs était de protéger les paysans lituaniens de la polonisation, le pouvoir tsariste n'a pas autorisé la publication d'un journal lituanien et il a rejeté le projet de création d'une école secondaire lituanienne, présenté par M. Valančius. Par ailleurs, un des experts de ce projet a déclaré que « ce ne sera pas plus facile pour la Russie que ses nouveaux ennemis acharnés ne parleront pas en polonais, et publieront les complots, les proclamations et les instructions clandestins en langue samogitienne ».

LE PEUPLE DEVIENT UNE NATION

Bien que la politique intérieure de l'Empire russe à l'égard des régions et des « périphéries » non russes de l'Empire ne fût pas encore imprégnée par le nationalisme russe (ce dernier deviendra le principe dominant de la politique intérieure de l'Empire sous Alexandre III (1881-1894)), les deux insurrections ont provoqué dans les plus hautes couches de la société russe une vague de nationalisme russe et de polonophobie. Dans la politique de l'Empire, sur la « question polonaise » ont pris le dessus ceux qui pensaient qu'il fallait utiliser la force dans la région sans rechercher de consensus avec la société locale. Ils espéraient changer l'environnement de la culture qui permettait au séparatisme de se rétablir à chaque fois, et ils pensaient qu'après l'abolition du servage et la transformation des paysans en ordre indépendant c'était possible de réussir. Puisque le séparatisme s'épanouissait dans la société de la noblesse qui se considérait comme un peuple politique distinct, tandis que les masses paysannes ne faisaient pas partie de ce peuple. C'est pour cette raison que les « russificateurs » pensaient gagner la politique d'« élimination des principes polonais » en la complétant d'une politique de « restauration des principes russes ».

La politique de russification en 1864–1904

Cette politique a été entreprise par l'organisateur de la répression de l'insurrection et un des initiateurs de cette politique le gouverneur général de Vilnius M. Mouraviev, qui a appelé à l'aide sa vieille

Sculpture allégorique représentant l'enseignement en lituanien à l'époque du joug de l'Empire russe « École de Lituanie 1864–1904 ». Peintre : P. Rimša, 1906

connaissance Ivan Kornilov, nommé curateur de l'arrondissement éducatif de Vilnius. Le programme comprenait un ensemble de mesures spéciales en politique économique et culturelle qui devaient affaiblir les positions économiques des propriétaires terriens locaux et garantir que, sur les terres de l'État polono-lituanien annexées par la Russie et maintenant considérées officiellement comme des « terres russes depuis les temps anciens », la langue russe devienne dominante dans la vie publique à la place du polonais, l'Église orthodoxe russe acquiert des positions dominantes et les enfants des paysans aient accès à la haute culture russe.

L'Église catholique était classée dans la catégorie des « principes polonais », mais les autorités tsaristes ne pouvaient pas commencer, rien que pour des considérations de politique internationale, de campagnes directes pour liquider l'Église catholique. Pour cette raison, l'activité de l'Église était entravée, les catholiques étaient discriminés et attirés vers l'orthodoxie. Les partisans de la politique de « restauration des principes russes » se disputaient sur la tactique à suivre vis-à-vis des Lituaniens ethniques. Les vainqueurs ont été ceux qui ne confiaient pas la tâche d'introduire les

« principes » à la population locale, le lituanien n'était donc pas autorisé dans les établissements scolaires. Les « principes russes » devaient introduire des professeurs russes, venus en général de la Russie profonde. Au début, la majorité d'entre eux étaient des élèves des séminaires orthodoxes russes. De plus, les partisans de cette tactique s'appuyaient sur l'idée que la langue lituanienne était destinée à disparaître avec le progrès. Comme seulement quelques deux millions de personnes parlaient cette langue qui n'avait pas beaucoup de littérature, les autorités n'avaient pas à perdre leur temps avec elle.

Pourtant, il était clair pour les autorités que commencer à enseigner le russe dans les écoles rurales de la Lituanie ethnique était guère possible pour un professeur ne connaissant pas le lituanien, et qu'il fallait d'abord publier des abécédaires bilingues pour ces professeurs avec la traduction des mots russes en lituanien transcrits non pas dans l'alphabet latin non traditionnel pour cette langue mais en alphabet russe, le cyrillique. De cela est né le projet de remplacer l'alphabet latin traditionnel de l'écriture lituanienne par l'alphabet russe, c'est-à-dire le cyrillique. En 1864, sur ordre de M. Mouraviev, l'interdiction de l'écriture du lituanien en alphabet traditionnel a commencé, elle a été élargie à tout le territoire de l'Empire russe et elle est restée en vigueur jusqu'en février 1904.

Il n'y avait pas de projet d'écarter totalement sur le territoire du Royaume de Pologne la langue et la culture polonaises dans la vie publique et les établissements scolaires. L'obligation du russe a été introduite comme un moyen de « rapprochement des Polonais avec les Russes ». Soi-disant, les Polonais auraient dû finalement arrêter de rêver au rétablissement de l'ancien État et comprendre que c'était mieux pour eux, en tant que Slaves, de vivre sous la protection de l'Empire russe par rapport à leurs compatriotes qui s'étaient retrouvés sous l'autorité d'États de langue allemande. Avec cette orientation stratégique de « rapprochement des Polonais avec les Russes », le pouvoir tsariste essayait en même temps de protéger de la polonisation les Polonais non ethniques du Royaume. À Užnemunė, il a été décrété d'ouvrir des écoles avec le russe comme langue d'enseignement, en laissant au lituanien le statut de matière (bien sûr, il fallait enseigner le lituanien avec des manuels en cyrillique). Le lituanien a été autorisé comme matière facultative dans quelques écoles secondaires d'Užnemunė. Dix bourses d'État à l'Université de Moscou étaient attribuées aux élèves de ces écoles qui avaient une note en « lituanien » sur leur diplôme de fin d'études. De cette façon, on espérait préparer certains Lituaniens à être des acteurs du processus de haute culture russe, en

pensant qu'ils deviendraient le lien du « rapprochement » des Lituaniens avec la culture russe.

Les autorités de l'Empire russe ont suivi cette politique pendant 40 ans dans le Royaume de Pologne et les terres annexées de l'ancien État polono-lituanien, mais elles ont « obtenu » des résultats différents de ceux espérés. Dans tous les centres de l'ouïezd et les villes plus grandes, des églises orthodoxes ont été construites, mais les paroissiens… manquaient. Une dizaine d'églises orthodoxes ont été construites ou « reconstruites » (aux endroits où elles existaient jusqu'au XVIIe siècle) à Vilnius. On voulait ainsi montrer que la capitale de la région du Nord-Ouest était presque autant orthodoxe que catholique. L'église St Casimir a été transformée en cathédrale de l'Église orthodoxe russe, il était interdit de construire de nouvelles églises catholiques ou de réparer les anciennes. Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que cette directive, particulièrement révoltante pour les catholiques, a été abrogée sur ordre du tsar, sans avoir réussi à attirer vers l'orthodoxie un plus grand nombre de catholiques.

Dans les villes de la Lituanie ethnique sont apparus des foyers de culture russe, mais ils restaient une partie de la vie culturelle de la minorité russe politiquement dominante. Les autorités n'ont pas réussi à attirer de leur côté les paysans, car une grande partie des habitants de la campagne lituanienne avaient acquis l'envie d'apprendre à lire et à écrire dans leur langue maternelle grâce aux efforts de l'évêque M. Valančius. Lorsque, après l'insurrection de 1863-1864, il a été permis l'ouverture d'écoles uniquement russes, où enseignaient des Russes, l'évêque a incité les paysans, par l'intermédiaire de prêtres fiables, à ne pas envoyer leurs enfants dans ces écoles et, afin de ne pas rester illettrés, organiser eux-mêmes de petites écoles clandestines dans les villages, où l'écriture était enseignée par un paysan lettré. Ces écoles, appelées « daraktorinės » (de l'instituteur du village), sont devenues très populaire aussi dans les villes. Bien que la police persécutait ces écoles et que les autorités envoyaient leurs professeurs arrêtés pour quelques années en Russie profonde, cela ne faisait peur à personne : la demande existait et une tradition s'est formée.

Le territoire de la Lituanie ethnique se distinguait de toute la partie européenne de l'Empire russe par le plus faible pourcentage d'enfants en âge scolaire fréquentant les écoles primaires officielles : à la fin du XIXe siècle, dans la partie européenne de l'Empire russe, les écoles primaires étaient fréquentées en moyenne par 66 % des garçons et 18 % des filles, tandis que ces chiffres étaient respectivement de 21 % et 4 % dans le gouvernement de Kaunas. Toutefois, le premier recensement général de la population de

l'Empire russe en 1897 a montré qu'à peu près la moitié des Lituaniens ethniques savaient lire (48 %), mais seulement un sur cinq savait un peu lire en russe. Selon le taux d'alphabétisation, les Lituaniens ethniques dépassaient de presque deux fois la moyenne en Russie et ils étaient devancés, sans compter les Juifs, uniquement par les Lettons et les Estoniens qui étudiaient légalement dans leur langue maternelle. Par ailleurs, les experts étaient étonnés que le taux d'alphabétisation des femmes fût supérieur à celui des hommes dans le gouvernement de Kaunas : respectivement 55 % et 52 %.

Le projet des autorités de remplacer l'alphabet latin traditionnel par le cyrillique dans l'écriture lituanienne a aussi échoué. Si les autorités avaient autorisé les écoles primaires lituaniennes et n'avaient pas interdit aux professeurs lituaniens d'y enseigner, et si elles n'avaient pas pris des mesures discriminatoires contre l'Église catholique ni tenté d'attirer les catholiques vers l'orthodoxie, l'alphabet cyrillique n'aurait peut-être pas été boycotté. Déjouant les desseins du pouvoir, M. Valančius a propagé, par l'intermédiaire des prêtres, l'idée que c'était un péché pour un catholique de lire ces livres proposés de force par le pouvoir. Par conséquent, presque personne ne les lisait et, en l'absence de lecteurs, les autorités en ont publié que 60.

Après avoir appelé à ne pas accepter les livres proposés de force par le pouvoir, l'évêque a organisé en secret l'impression de publications lituaniennes en alphabet traditionnel en Prusse Orientale, et sa distribution illégale en Lituanie. Une forte tradition de transport de livres en contrebande s'est formée. Le nombre de livres en lituanien, imprimés en Prusse Orientale, a augmenté vers la fin du XIXe siècle, ils étaient emmenés en Lituanie par les porteurs de livres et distribués illégalement. Bien que les autorités et les gendarmes essayaient d'attraper les porteurs de livres et les condamnaient

Un porteur de livres.
Sculpture de J. Zikaras (1939)

encore plus sévèrement que les professeurs des écoles clandestines, ils n'ont pas réussi à arrêter le flux de publications lituaniennes vers la Lituanie. Pendant la période de l'interdiction des publications en lituanien, plus de 1 800 titres de livres lituaniens ont été imprimés en Prusse Orientale et ils étaient destinés à être distribués dans la Grande Lituanie, avec un total de 6 millions d'exemplaires. La majeure partie était de la littérature religieuse et des abécédaires, et, vers la fin du siècle, les ouvrages de vulgarisation scientifique, politiques et les œuvres littéraires.

La politique des autorités sur les terres de l'ancien GDL n'a pas non plus affaibli les positions de la langue polonaise et de la culture polonophone, le pouvoir russe n'a pas atteint les objectifs souhaités. La base sociale de l'Empire dans la région, au moins dans sa majeure partie, ne s'est pas renforcée, mais, il est possible que cette politique ait eu un certain impact et que la tradition de l'ancien État polono-lituanien devienne en quelque sorte incompatible avec l'émergence de nouvelles nations sur l'espace de cet ancien État.

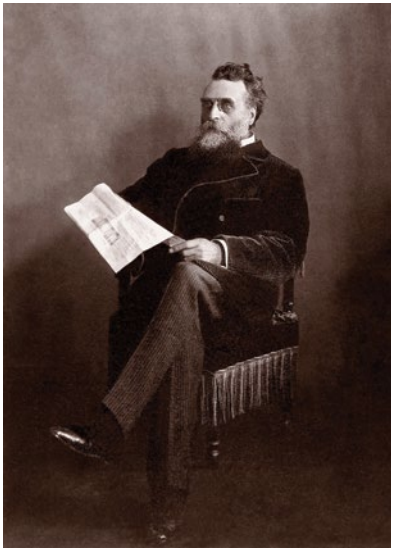
« Nous sommes nés Lituaniens ! »

Vingt ans après l'insurrection de 1863, le mouvement national des Lituaniens ethniques a recommencé de nouveau. Il a été recommencé par la génération post-servage des intellectuels, élèves des écoles supérieures russes, originaires surtout de la région d'Užnemunė. Au début, ils avaient des positions dites unionistes, c'est-à-dire un État lituanien commun avec la Pologne, mais en voyant comment se développait avec succès, il est vrai presque légalement, les mouvements nationaux des Lettons, des Estoniens, des Tchèques ou des Bulgares, ils ne pouvaient pas ne pas se demander pourquoi le pouvoir se comportait avec une injustice particulière envers les Lituaniens ethniques dans leur patrie. Et lutter pour la justice était une affaire d'honneur pour un intellectuel.

En Prusse Orientale, un groupe d'intellectuels a commencé en 1883 à publier la première publication périodique, destinée à la Grande Lituanie, en lituanien et en alphabet traditionnel : le mensuel « Aušra » (« Auszra », « Aurore »). Son premier rédacteur était Jonas Basanavičius (1851-1927), originaire d'Užnemunė, qui avait terminé des études de médecine à Moscou, s'intéressait à la culture lituanienne et au passé des Indoeuropéens et des Baltes et résidait alors à Prague. Publié en secret et distribué illégalement, le mensuel est devenu un moyen de rassemblement des nouvelles forces du mouvement national, il avait le point de

vue de l'opposition sur le pouvoir tsariste et il posait des exigences pour qu'on reconnaisse aux Lituaniens ethniques au moins les mêmes possibilités culturelles et conditions éducatives qu'aux Lettons et aux Estoniens dans l'Empire russe. Le journal accordait beaucoup d'attention à l'histoire de la Lituanie, mais il ne rejetait pas les traditions de l'Union de Lublin. Tel un rêve noyé dans le brouillard, s'exprimait sur ses pages l'idée d'une Lituanie indépendante, tout d'abord en tant qu'État des personnes parlant le lituanien.

Cette idée a allumé la mèche de la charge explosive de la lituanité. Trois ans plus tard « Aušra » s'est arrêté pour des désaccords idéologiques internes et des difficultés financières, mais il a élargi les rangs des continuateurs du travail de formation des Lituaniens en tant que Nation indépendante, ils ont commencé à préparer et publier de nouvelles publications périodiques en lituanien. En 1889-1890, la presse et le mouvement lituaniens se sont séparés en deux orientations : laïque (libérale) et catholique (conservatrice). Les idées de « Aušra » ont continué à se développer avec le magazine « Varpas » (La Cloche), fondé par la Société des étudiants lituaniens de Varsovie « Lietuva », dont la publication a commencé en 1889. Son rédacteur a été jusqu'à sa mort le médecin Vincas Kudirka (1858-1899) qui a failli devenir polonais, mais un numéro de « Aušra » qui lui est tombé entre les mains a rapidement changé son état d'esprit et incité à « commencer à se sentir lituanien ». V. Kudirka a écrit de la poésie, il a rédigé le poème « Tautiška giesmė » (Chant national) et sa mélodie : cette œuvre deviendra l'hymne lituanien. « Varpas » avait les positions de la démocratie libérale, tendait parfois vers la social-démocratie, examinait les questions du régime politique, critiquait le régime tsariste et sa politique culturelle, et s'occupait de la formation des normes de la langue lituanienne littéraire. On y publiait de la littérature d'un bon niveau, de la poésie originale ou traduite ainsi que des articles



Le patriarche de la Nation
dr. Jonas Basanavičius

de vulgarisation scientifique. La même rédaction publiait aussi le journal « Ūkininkas » (L'Agriculteur), destiné aux paysans.

La presse d'orientation catholique accordait surtout son attention à l'opposition à la politique de russification, mais, respectant la doctrine générale de l'Église, elle avait des positions loyales à l'égard du pouvoir tsariste. Publié à partir de 1896, « Tėvynės sargas » (Le Gardien de la Patrie) est devenu le plus populaire. Son *spiritus movens* était le jeune prêtre Juozas Tumas (Vaižgantas) qui est devenu plus tard un célèbre écrivain, incarnation de la tolérance et de la bienveillance.

Le premier parti politique lié au mouvement national lituanien, le parti lituanien des sociaux-démocrates créé en 1896, publiait sa presse en lituanien et en polonais. Il avait inscrit dans son programme les objectifs d'une Lituanie souveraine, un État associé par des liens de fédération libre (c.-à-d. une confédération) avec les pays voisins.

L'œuvre des romantiques polonais (A. Mickiewicz, J. Kraszewski) a eu une grande influence sur le développement d'une conscience nationale lituanienne et le baptême national des masses rurales parlant le lituanien, c'est-à-dire se sentir des membres non seulement d'un peuple mais aussi d'une Nation. Écrite en lituanien, la poésie du prêtre Jonas Mačiulis-Maironis était la plus romantique, la plus mélodieuse, la plus lyrique et combative à sa manière. Les livres de Maironis « Pavasario balsai » (Voix du printemps) et « Jaunoji Lietuva » (Jeune Lituanie) ont été publiés en 1895, ses poèmes sont devenus des chants populaires. La conscience nationale était réveillée par la poésie de V. Kudirka et ses récits satiriques qui se moquaient avec justesse des fonctionnaires du tsar, ainsi que par la prose intense, réaliste et sociale de l'écrivaine originaire de la petite noblesse Julija Žymantienė-Žemaitė. La presse lituanienne illégale publiait aussi les ouvrages littéraires des autres peuples, en premier lieu des voisins, surtout les œuvres des patriotes de Lituanie qui écrivaient en polonais dans la première moitié du XIXe siècle.

D'après les données du recensement de 1897, le nombre d'habitants dans les limites approximatives de la Lituanie actuelle (sans la région de Klaipėda) atteignait à peu près les 2,7 millions. Environ 1,6 million (58 %) étaient des Lituaniens ethniques (environ 28 % des nobles se considéraient comme des Lituaniens, les nobles représentaient alors 5,3 % de la population totale du pays), 13 % des Juifs, 10 % des Polonais et 15 % des Biélorusses, des Russes et des Ukrainiens. Environ 13 % de la population vivait dans les villes. Parmi les citadins, le groupe ethnique le plus important était les Juifs (environ 42 %), puis les Polonais (environ 24 %) et les

Lituaniens (environ 8 %). On pouvait remarquer que des Lituaniens se précipitaient vers le commerce, les affaires et la production, mais leurs résultats dans les différents domaines étaient encore faibles : il y avait seulement 14 marchands lituaniens, mais 3 853 marchands juifs… Vilnius avait alors 155 000 habitants (200 000 avant la Première Guerre mondiale) et Kaunas plus de 70 000 habitants.

La majorité absolue du peuple était composée de paysans, environ 26 000 Lituaniens travaillaient dans des entreprises industrielles ou étaient des artisans, et environ 5 000 Lituaniens pouvaient être considérés comme l'intelligentsia (prêtres, professeurs, médecins, fonctionnaires, nobles) : c'était la partie cultivée de la société lituanienne qui a tracé la voie pour la transformation des Lituaniens en une Nation moderne. Le développement de la croissance économique a été stimulé par les premières lignes de télégraphe qui ont commencé à fonctionner au milieu du XIXe siècle, ainsi que le début de la navigation de bateaux à vapeur sur le Niémen. La ligne de chemin de fer Saint-Pétersbourg-Varsovie (une autre ligne a été construite plus tard via Kaunas jusqu'à Königsberg) et la ligne Liepaja-Romny ont traversé la Lituanie dans les années 60-70. Dans les années 80, les premières lignes de téléphone ont été installées, et les premières automobiles sont apparues au début du XXe siècle. Des milliers de Lituaniens partaient travailler à Riga, Saint-Pétersbourg ou Odessa, mais l'émigration économique la plus massive s'est faite vers les États-Unis à partir de 1868. En 1910, 207 000 Lituaniens vivaient aux États-Unis (Pennsylvanie, Chicago, New York). Libres et sans contraintes, ils créaient leur propre presse, des associations et des organisations qui reflétaient les idées socialistes et des chrétiens-démocrates (le premier journal lituanien local aux États-Unis est sorti en 1879), ils développaient leur activité artistique amateur et créaient des chorales. Les Lituaniens des États-Unis soutenaient financièrement la vie culturelle de la Lituanie et organisaient des actions politiques en attirant l'attention sur les restrictions nationales dans l'Empire russe.

À la fin du siècle, l'homme politique allemand d'origine sorabe, scientifique et polyglotte Georg Sauerwein a lutté pour la langue lituanienne en Prusse Orientale et il a écrit l'hymne de la Lituanie Mineure, où étaient ces lignes : « Lituaniens nous sommes nés / Lituaniens nous voulons être / Cet honneur nous l'avons reçu en naissant / Et nous devons ne pas le perdre ». Il est aussitôt devenu populaire en Grande Lituanie et, ainsi, les Lituaniens des deux côtés du Niémen le chantaient en croyant fermement qu'ils ne disparaîtront plus.

Une Lituanie différente demande l'autonomie

Au début du XXe siècle, le mouvement national des Lituaniens ethniques a développé illégalement son activité culturelle et obtenu des réussites significatives. La culture développée en langue lituanienne, pas par des œuvres individuelles mais par sa totalité, a presque atteint le seuil de la haute culture. Elle remplissait déjà les besoins culturels minimaux d'un peuple civilisé. Une intelligentsia relativement nombreuse s'est formée dans beaucoup de domaines des sciences, de l'art et de l'éducation. Un groupe d'hommes politiques agissant sur des bases de volontariat s'est rassemblé, des partis politiques de type européen se constituaient. La langue littéraire normative s'est établie dans les écrits. Même la presse russe constatait que le mouvement lituanien était selon la force le troisième dans l'Empire (après celui des Polonais et des Juifs).

Deux événements ont eu un assez grand impact sur la formation de la conscience nationale des Lituaniens. En 1893, les événements de Kražiai ont retenti dans toute l'Europe : des cavaliers cosaques ont pris d'assaut l'église de Kražiai, défendue contre une fermeture par les habitants qui s'y étaient rassemblés. Il y a eu des personnes blessées et tuées, et des femmes violées : les gens ont appelé ces événements le « massacre de Kražiai ». Le comportement brutal des autorités russes a provoqué l'indignation des couches plus sensées de la société russe, et le Vatican a protesté. De célèbres avocats ont pris la défense des habitants accusés de désobéissance aux ordres des autorités, c'est pourquoi les peines n'ont pas été sévères. Les Lituaniens se sont présentés pour la première fois lors de l'Exposition universelle de Paris en 1900. Les Lituaniens de Lituanie, avec leurs compatriotes de la Lituanie Mineure et surtout aidés par les Lituaniens des États-Unis, ont préparé une exposition dans leur section ethnographique, où ils ont présenté les habits nationaux, des outils agricoles et autres objets, ainsi que, le plus important, des exemples de presse lituanienne imprimée en Prusse. Ainsi, on envoyait au monde le message que le pouvoir tsariste interdisait la presse en alphabet lituanien-latin et qu'il existait le pays Lituanie.

La renaissance nationale lituanienne, qui considérait comme son ennemi le régime tsariste, en a rapidement trouvé un autre : le polonisateur polonais. L'utilisation du lituanien en public par de nombreuses familles et les demandes d'offices en lituanien dans les églises provoquaient une opposition des polonophones. Les propriétaires terriens, qui se défendaient

contre la « lituanomanie », s'éloignaient de plus en plus de la population des campagnes qui parlait lituanien, tandis que les prêtres qui n'avaient pas de conscience nationale lituanienne étaient déjà sérieusement en contradiction avec les aspirations des Lituaniens. En 1906, le prêtre Adomas Jakštas-Dambrauskas a publié en polonais un livre, où il énonçait les aspirations et le programme de la jeune génération lituanienne, en souhaitant que la jeune génération de nobles lituaniens se prononce clairement sur ce qu'elle était : des Lituaniens ou des Polonais. Il a demandé aux nobles lituaniens qu'ils soient des Lituaniens conscients et non hypocrites, qu'ils parlent et prient en lituanien, qu'ils aiment leur pays et travaillent pour lui, qu'ils en soient ses chefs, et qu'ils s'occupent de l'éducation et du bien-être du peuple afin que les jeunes nobles soient le sel de la Lituanie. Les Polonais de Vilnius ont refusé la proposition de collaborer avec les nobles avec le « Jamais » (« Przenigdy »), prononcé dans la brochure de réponse de dr. Ludwik Czarkowski, et les relations entre les Polonais et les Lituaniens se sont détériorées. La plupart des nobles ne comprenaient en général pas les aspirations des Lituaniens et considéraient la collaboration avec eux comme un déshonneur.

Avec l'augmentation des conditions d'une révolution dans toute la Russie, le pouvoir tsariste a dû faire des concessions. On considère encore aujourd'hui comme la plus grande victoire du mouvement lituanien l'abrogation au printemps 1904 de l'interdiction de la presse lituanienne en alphabet latin. Après cette abrogation, une presse lituanienne est rapidement apparue et a été légalement imprimée dans le pays même.

Commencée dans la capitale russe au début de l'année 1905, la première révolution sociale démocratique n'a pas tardé à atteindre aussi les villes lituaniennes. Il y a eu des grèves, des manifestations et des meetings. Leurs organisateurs étaient le plus souvent des filiales locales des partis socialistes russes et polonais. Le parti social-démocrate de Lituanie a commencé à faire de l'agitation dans les petites villes et à la campagne. Au printemps et en été, diverses organisations professionnelles ont été créées massivement, le plus souvent sur une base ethnique. À l'automne, le mouvement a commencé dans la campagne lituanienne, les employés nommés par le pouvoir ont été évincés de l'administration locale, et les professeurs russes ont été remplacés par des Lituaniens dans les écoles primaires.

Puis, lorsqu'à la fin du mois d'octobre 1905 le tsar Nicolas II, effrayé par la vague d'une révolution montant dans toute la Russie, a publié un manifeste, où il promettait de reconnaître les principales libertés démocratiques et d'organiser des élections à la Douma d'État (parlement),

les activistes lituaniens ont eu l'idée de convoquer légalement à Vilnius un grand congrès des Lituaniens et de toute la Lituanie. L'initiateur de cette idée était J. Basanavičius, revenu de son émigration en Bulgarie. Après l'obtention d'une autorisation du pouvoir, le congrès, appelé plus tard Grande Diète de Vilnius, a eu lieu les 4 et 5 décembre dans la Salle de la ville à Vilnius. Il a réuni environ 2 000 délégués d'à peu près toutes les localités de la Lituanie ethnographique, représentant toutes les couches de la société, tous les courants et tendances politiques. Certains sont même venus des lointaines communes de Biélorussie, des représentants des propriétaires polonophones et des délégués du parti socialiste polonais en Lituanie ont également participé. Le moment culminant du congrès a été l'adoption d'une résolution sur l'octroi d'une autonomie politique à la Lituanie. Elle demandait d'accorder à la Lituanie une autonomie et de permettre d'avoir une Diète à Vilnius élue au suffrage universel. Le territoire, où cette autonomie prendrait effet, était défini comme les terres ethnographiques lituaniennes, y compris Užnemunė, ou Suvalkija, qui appartenait au Royaume de Pologne, et les terres qui tendent elle-même vers Vilnius.

Dans d'autres résolutions, les gens étaient encouragés à ne pas payer les impôts, à ne pas aller dans l'armée, à commencer à organiser une administration autonome locale : cela a encouragé les villages et les villes de Lituanie à reprendre complètement entre leurs mains les administrations communales. En hiver, la campagne lituanienne était passée à de nombreux endroits dans les mains de la population locale. Toutefois, lorsque la vague de la Révolution a commencé à redescendre, le pouvoir tsariste a rétabli au printemps 1906 son ordre un peu corrigé à l'aide des cosaques et de l'armée. Bien sûr, personne à Saint-Pétersbourg n'a considéré sérieusement la résolution sur l'octroi de l'autonomie politique à la Lituanie.

La Lituanie après 1905 : le combat culturel

Après la Révolution, une institution gouvernementale représentative est apparue, mais, il est vrai, pas élue démocratiquement, un parlement bicaméral (Conseil d'État et Douma d'État), avec lequel le tsar partageait le pouvoir législatif, mais tout le pouvoir exécutif et la promulgation des lois constitutionnelles restaient entre les mains du tsar. Lors des élections à la Douma, les Lituaniens ont élu leurs premiers parlementaires, en majorité des sociaux-démocrates, après avoir constitué un bloc avec

les Juifs contre les propriétaires terriens et les polonophones. Le modèle de gouvernance locale n'a pas changé. On n'a pas créé en Lituanie d'institutions d'autonomie locale complétant ce modèle, appelées « zemstvo », comme en Russie à partir de 1864. Lors des discussions à la Douma d'État sur la question de l'autonomie politique de la Pologne, les activistes lituaniens ont exprimé l'idée que, dans ce cas, il faudrait détacher du Royaume sa partie lituanienne, c'est-à-dire Užnemunė qui était le plus souvent appelée Suvalkija (sa plus grande partie appartenait au gouvernement de Suwałki). Toutefois, la Douma n'a pas approuvé l'autonomie du Royaume de Pologne.

Le pouvoir tsariste continuait à appeler les anciens territoires du GDL la région du Nord-Ouest et les traitaient donc comme une partie organique de la « vraie » Russie. Cela signifiait que les Polonais, les Lituaniens et les Juifs étaient considérés uniquement comme des minorités nationales de cette région qui étaient autorisées à développer leur activité culturelle si celle-ci n'était pas dangereuse, du point de vue de l'administration tsariste, pour les intérêts de l'Empire. Le système éducatif public restait russe même si le lituanien et le polonais avaient été introduits comme matières dans les écoles publiques primaires et secondaires (comme matières facultatives dans le secondaire). Il n'était déjà plus interdit aux Lituaniens et aux Polonais de travailler comme professeurs dans ces écoles. Par ailleurs, les personnes privées et les organisations associatives étaient autorisées à ouvrir des écoles, où l'enseignement pouvait être en lituanien ou en polonais. La plupart de ces écoles primaires (environ 70), où l'enseignement était en lituanien, ont été ouvertes par les associations catholiques. À Užnemunė, il y avait aussi un lycée privé de filles, où l'enseignement était en lituanien. À la campagne, on continuait à enseigner aux enfants la lecture, l'écriture et le calcul dans des petits groupes à la maison : les autorités ne l'interdisaient plus.

Après la Révolution, lorsqu'il ne restait plus de possibilité de demander l'autonomie politique pour la Lituanie, les activistes lituaniens, tout comme polonais, ont accordé une grande partie de leur attention à l'activité culturelle dans des couches plus larges de la société, orientées politiquement sur leur vision de l'État. On espérait que, tôt ou tard, des conditions pouvaient apparaître permettant un combat politique concret pour la réalisation de cette vision, et on liait cela soit à une nouvelle révolution en Russie soit à une guerre en Europe.

Au niveau de la propagande, il y avait une concurrence entre les groupes politiques (ils s'appelaient souvent partis) avec des orientations idéolo-

giques différentes, qui agissaient séparément au nom des communautés lituanienne ou polonaise, avaient plus ou moins les positions du nationalisme ethnolinguistique respectivement lituanien ou polonais et considéraient *a priori* les objectifs de l'autre partie comme hostiles et, au fond, illégitimes. Ceux qui n'avaient pas cette position étaient les organisations illégales de la gauche radicale, peu influente dans le pays et orientée sur la révolution communiste et l'internationalisme dit prolétaire, un certain nombre d'intellectuels ainsi que le courant peu nombreux des démocrates amoureux de l'idée de l'État du GDL, aussi appelé des « gens locaux » (en polonais « krajowcy »). Il propageait l'idée d'une Lituanie autonome dans les frontières de l'ancien GDL, en tant que formation politique multiculturelle de Lituaniens, de Polonais, de Biélorusses et, dans un certain sens, de Juifs, où les langues des trois premiers peuples auraient un statut de langue officiel. Si cette formation devenait un État indépendant, elle pourrait s'associer à la Pologne avec des liens de confédération ou de fédération égale. Pour les Lituaniens, les « krajowcy » ressemblaient à des Polonais, et pour les nationalistes polonais à des Polonais « faux » ou pensant de façon « tout à fait erronée ». Dans les circonstances de cette époque, la position des « krajowcy » était difficilement réalisable en raison des phobies des deux côtés.

De ces groupes lituaniens, les chrétiens-démocrates ont acquis les positions les plus fortes, ils étaient en majorité des ecclésiastiques catholiques, qui avaient décidé d'approuver le mouvement national des Lituaniens ethniques et pouvaient agir à travers l'Église, les organisations culturelles et éducatives qu'elle patronnait, et une presse nombreuse. Ils accordaient surtout leur attention à l'action culturelle et associative des Lituaniens, conforme à la doctrine catholique. Avec le groupe du futur mouvement des nationalistes (« Tautininkai »), regroupé autour du magazine « Viltis » (Espoir), rédigé par Antanas Smetona, ils luttaient pour les droits de la langue lituanienne dans les églises de l'évêché de Vilnius, et ce combat se transformait souvent en bagarres entre les Polonais et les Lituaniens. Dans l'évêché dominaient les chrétiens-démocrates polonais qui agissaient conformément à la doctrine du nationalisme polonais, imaginaient un État polonais sur le territoire le plus grand possible de l'ancien État polono-lituanien, et s'occupaient du renforcement des positions du patriotisme polonais et de la langue polonaise. Les chrétiens-démocrates étaient aidés du fait qu'ils se montraient loyaux envers le pouvoir tsariste, et l'administration du tsar ne faisait pas vraiment obstacle à leur activité.

Le concurrent probablement le plus sérieux des chrétiens-démocrates dans le mouvement national des Lituaniens ethniques était le parti libéral des démocrates de Lituanie, créé sur la base de l'organisation qui publiait en 1902 « Varpas ». Ces intellectuels préconisaient le principe de la séparation de l'Église et de l'État. L'idéal du programme des démocrates lituaniens était une République de Lituanie indépendante et démocratique dans les frontières des terres ethnographiques historiques des Lituaniens, « avec une répartition juste des richesses », liée par des liens de fédération avec les États démocratiques voisins. Les démocrates publiaient aussi une presse clandestine, collaboraient avec les sociaux-démocrates lituaniens et essayaient, via les loges maçonniques, de discuter sur les perspectives d'un futur État avec les acteurs de la société polonaise appartenant à ces loges, mais ils n'ont pas trouvé de langage commun.

Le LSDP (Parti social-démocrate lituanien), le plus ancien parti lié aux idéaux les plus généraux du mouvement national lituanien, a perdu après la Révolution sa popularité acquise dans la société et il a subi les répressions les plus importantes de la part du pouvoir tsariste. Les sociaux-démocrates soutenaient l'idée de l'indépendance de la Lituanie et se prononçaient pour des réformes sociales ainsi que l'égalité des langues lituanienne et polonaise en Lituanie.

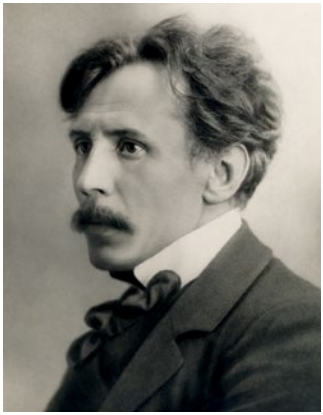
Il existait aussi sur le territoire lituanien de nombreuses organisations associatives et culturelles, filiales de presque tous les partis politiques polonais (de Pologne). Les nationaux-démocrates polonais, dont le leader pour toutes les terres polonaises était Roman Dmowski qui s'appuyait sur la doctrine du nationalisme organique des Polonais, avaient élargi le plus leur action. Le statut de minorité culturelle ethnique était prévu pour les Lituaniens ethniques dans l'État de Pologne qu'ils s'imaginaient (ou dans la Pologne autonome au sein de la Russie). La position des chrétiens-démocrates polonais était peu différente. Le Parti socialiste polonais, dirigé par Józef Piłsudski, originaire de la Lituanie ethnique, soutenait un tout autre point de vue sur les perspectives de la Lituanie. Les partisans de J. Piłsudski étaient pour une lutte déterminée contre la Russie, sans renoncer aux actions terroristes. J. Piłsudski lui-même était partisan de la restauration d'un double État polono-lituanien, il imaginait alors ce dualisme comme une fédération, et la Lituanie elle-même partagée en trois parties : la partie occidentale ethniquement lituanienne, la partie centrale polonophone avec Vilnius et Grodno, et la partie orientale avec Minsk où il y aurait de la place pour le biélorusse. Bien sûr, dans toute cette Lituanie en trois parties, le polonais aurait le statut de langue officielle. J. Piłsudski n'était pas par-

Les participants au Congrès de la Société lituanienne des sciences à Vilnius en 1912. Assis au premier rang à partir de la gauche : le linguiste Jonas Jablonskis, l'écrivaine Julija Žymantienė-Žemaitė, Petras Kriaučiūnas, dr. Jonas Basanavičius, Liudvika Didžiulienė-Žmona, etc. (Photo : A. Jurašaitis)

tisan d'une polonisation linguistique, mais il ne considérait pas sérieusement les prétentions des Lituaniens à créer une Lituanie indépendante sur l'espace historique des Lituaniens, d'autant plus qu'aux périphéries de cet espace le lituanien était en train de perdre ses positions. De plus, dans les villes de la Lituanie ethnographique, le groupe ethnique le plus important était les Juifs et, après 1905, le polonais a repoussé le russe à la deuxième place.

Les organisations culturelles polonaises et lituaniennes fonctionnaient en parallèle en Lituanie. Comme on n'a pas réussi à rouvrir l'université à Vilnius (bien qu'il y ait eu des efforts faits solidairement en 1905 par les intellectuels lituaniens et polonais avec un accord que l'enseignement y soit donné au moins en trois langues), on a fondé la Société lituanienne des sciences qui a développé le mouvement national des Lituaniens ethniques, et la Société des amis des sciences de Vilnius qui regroupait les polonophones. L'initiateur et président de la Société lituanienne des sciences était J. Basanavičius, considéré déjà à cette époque comme le patriarche de la Nation. Les deux sociétés accordaient beaucoup d'attention au passé et à l'héritage du GDL, mais la Société lituanienne des sciences était particulièrement orientée sur les études de la langue lituanienne et de la culture ethnique ainsi que sur la préparation de manuels scolaires

pour les écoles lituaniennes. Les deux sociétés publiaient des séries de publications scientifiques. Par ailleurs, chaque était membre collective de l'autre.



Mikalojus Konstantinas Čiurlionis. Photo : S. Fleury, 1908

Dans le domaine des beaux-arts, des arts plastiques et de l'architecture, un parallélisme des sociétés a aussi été observé. Les Lituaniens ont été les premiers à Vilnius à créer la Société lituanienne des beaux-arts et commencer à organiser des expositions artistiques publiques, mais rapidement les peintres locaux qui ne souhaitaient pas s'identifier aux objectifs du mouvement national des Lituaniens ethniques ont créé une Société des beaux-arts de Vilnius distincte. Certains avaient parfois du mal à décider à quelle société appartenir bien qu'il n'était pas interdit d'appartenir aux deux en même temps. C'est ce qu'a fait pendant un certain temps Mikalojus Konstantinas Čiurlionis (1875-1911), le peintre et le compositeur lituanien actuellement le plus connu dans le monde, qui a étudié la musique et les beaux-arts à Varsovie et à Leipzig. Originaire d'un milieu ethniquement lituanien mais ne connaissant pas bien la langue lituanienne avant cette période, M. K. Čiurlionis a choisi les Lituaniens.

Pendant cette période, la littérature lituanienne a atteint de nouveaux sommets, les œuvres écrites en lituanien contentaient aussi l'esprit intellectuellement cultivé et le bon goût artistique. Les objectifs, formulés par l'évêque Antanas Baranauskas, pour la Nation naissante sur la base de la lituanité ethnique semblaient atteignables, surtout si on avait un État qui les considérerait comme une partie de sa politique de la culture. Dans leurs projets pour un État, les Polonais prévoyaient pour les Lituaniens uniquement un statut de minorité nationale. Comme si les « remerciant » pour cela, les Lituaniens prévoyaient aussi dans la vision de leur État lituanien uniquement un statut de minorité nationale pour les polonophones. Le dialogue est devenu compliqué. Au début de l'année 1914, personne ne pensait encore que quelques années plus tard il faudrait agir pratiquement pour réaliser les rêves et qu'il faudrait rapidement choisir non pas des sociétés selon la langue, mais un passeport de citoyen polonais ou lituanien.

Chapitre IV

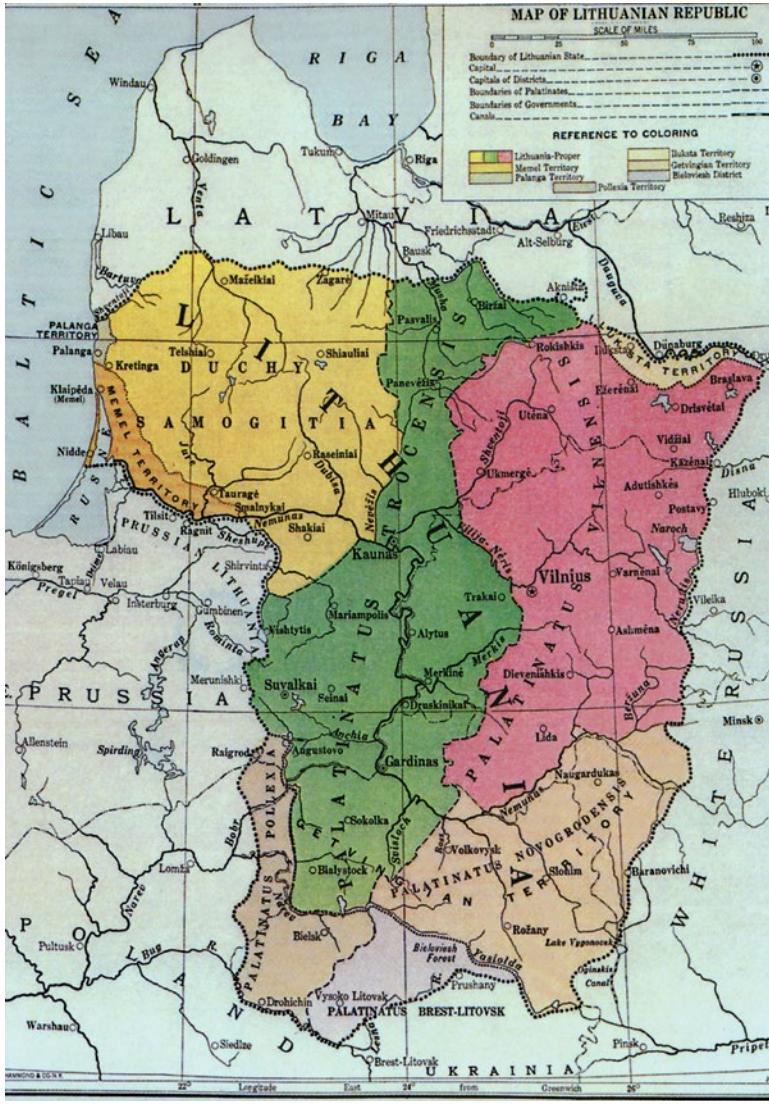
LA RESTAURATION DE L'ÉTAT LITUANIEN

« Parmi toutes les langues, la langue lituanienne se distingue par le plus grand nombre de particularités émotionnelles ou affectives, plus que l'espagnol ou l'italien, même plus que le russe, et elles peuvent être multipliées à l'infini, en les associant avec les verbes et adverbes, mais aussi avec les adjectifs et noms. Si la valeur d'une nation dans le contexte de l'humanité entière devait être mesurée par la beauté de sa langue, le lituanien devrait occuper la première place parmi les nations européennes ».

BENJAMIN W. DWIGHT
« Modern Philology »

Au début du XXe siècle, seuls des linguistes célèbres connaissaient bien l›existence de la Nation lituanienne et soulignaient l›identité linguistique du lituanien, la conservation de ses formes archaïques de langue indo-européenne et sa valeur pour la linguistique comparée. Certains Polonais considéraient que l'émergence du mouvement national lituanien était un projet de la politique tsariste russe, qui n'était né que pour diviser et affaiblir la puissance des Polonais ; plus tard, ils considèreront la restauration de l'État Lituanien comme une intrigue allemande. Les opportunités d'indépendance, apparues au cours de la Première Guerre mondiale, posaient aussi un dilemme aux Lituaniens qui aspiraient à l'indépendance : une Lituanie comme un État proche du GDL et multilingue ou un plus petit État, parlant lituanien, pour une plus grande béatitude spirituelle. Ils devaient réfléchir comment associer l'ancien GDL avec le projet de République des Deux Nations et comment construire un *modus vivendi* avec les Polonais, qui ne partageaient pas et ne reconnaissaient pas les objectifs de souveraineté des Lituaniens.

Au XXe siècle, la Lituanie essayera de se construire comme un nouvel État historiquement lié au GDL ce qui, d'ailleurs, ne lui avait donné aucun avantage ; pour cette raison il a donc été décidé de restaurer un État sur le principe ethnographique : une Lituanie parlant le lituanien. Comme sa voisine la Pologne et d'autres pays européens de cette époque, la Lituanie s'était formée comme un État-nation moderne, composée d'un seul peuple, et on ne sait pas ce qu'elle aurait été si elle avait été rétablie sur la base de la tra-



Le territoire rêvé des Lituaniens: la « Lituania Propria » (carte du livre de Jonas Žilius « The Boundaries of Lithuania » (Paris, 1920))

dition de l'État historique avec des frontières historiques, ce que même le modèle d'État de 1795 imaginait extrêmement difficile pour une raison historique : les frontières de la « Lituania Propria » (vraie Lituanie) ne correspondaient pas à ses frontières ethnographiques et absorber la population de l'Est parlant biélorusse et polonais semblait une mission impossible.

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Les projets de Lituanie : de l'autonomie à l'indépendance

Les mouvements nationaux des pays d'Europe ont eu un nouveau regain d'activités après l'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche-Hongrie, le 28 juin 1914 à Sarajevo, qui a précipité deux grandes coalitions dans la guerre : les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont attaqué la triple Entente formée par la Grande-Bretagne, la France et la Russie. À peine la Russie a-t-elle proposé sa solution de la question des Polonais répartis entre les trois empires, les Lituaniens ont été choqués : les Lituaniens du gouvernement de Suwałki dépendront donc des Polonais ? Lorsqu'en juillet 1914, J. Basanavičius, Stasys Šilingas et Donatas Malinauskas ont rédigé la déclaration dite « de l'ambre », annoncée à la Douma de Russie le 4 août (dans le cas où la guerre serait gagnée, les Lituaniens souhaitaient unir les deux Lituanies située près du Niémen, la Grande Lituanie et la Lituanie Mineure (Prusse Orientale), et cette Lituanie voudrait avoir une autonomie parmi les peuples de la Russie), les Russes ne se sont pas prononcés. Les Allemands ont répondu le 1er août : un député du Landtag de Prusse le Lituanien Vilius (Wilhelm) Gaigalaitis a déclaré au nom des Lituaniens qu'il espérait rattacher la Grande Lituanie à l'Allemagne… L'idée se propageait déjà hors d'Europe, le Parlement catholique lituanien de Chicago (États-Unis) a approuvé l'autonomie de la Lituanie au mois de septembre. À partir de ce moment-là, une partie des activistes lituaniens déclarait, d'une manière déjà coordonnée, la séparation ethno-politique du peuple lituanien et soulevait la question du Statut de la Lituanie essayant de l'internationaliser avec la Lituanie Mineure.

L'étape suivante de la modélisation d'un État a commencé lorsque la Lituanie, dévastée par la guerre, s'est retrouvée sous l'occupation allemande. Au printemps 1915, les Allemands ont pris sans combat la forteresse de Kaunas, importante d'un point de vue stratégique, et, le 15 septembre, ils sont entrés dans Vilnius. L'ancien territoire de l'État polono-Lituanien, qui était revenu à la Russie après les partages, s'est retrouvé dans la zone contrôlée par les armées allemande et autrichienne. Ce territoire était peuplé par des Polonais, des Lituaniens, des Lettons et des Biélorusses. Sans se rendre compte de l'endroit où ils étaient tombés, les Allemands ont diffusé un tract, où Vilnius était appelée « la plus belle perle du Royaume de Pologne » ; mais, après les protestations des Lituaniens, les Allemands ont

déchiré ces tracts. À peine six mois plus tard, les Allemands connaissaient déjà bien la spécificité de l'endroit.

En avril 1916, le chancelier allemand Theobald von Bethmann Hollweg a déclaré au Reichstag que l'Allemagne n'abandonnerait pas à la Russie les peuples occupant les territoires allant de la mer Baltique jusqu'aux marécages de la Volhynie qu'ils soient Polonais, Lituaniens, Allemands ou Lettons. Les contours de cette nouvelle constellation ont attiré l'attention des Lituaniens, et les résolutions des parties belligérantes concernant la question polonaise ont permis de soulever la question de la Lituanie par l'entremise de l'Allemagne. Les Allemands considéraient la Lituanie comme un territoire occupé par la Russie et, en 1915, après la stabilisation du front, ils ont créé une administration militaire appelée Ober Ost (*Oberbefehlshaber Ost* – direction suprême de l'armée de l'Est). Cette dernière était dirigée par les généraux Paul von Hindenburg et Erich Ludendorff qui utilisaient toutes les ressources du pays pour l'armée allemande. Le pays a été divisé en districts (*apskritis*), dont les limites variaient souvent, et en juin 1916, le district de la Lituanie avec son centre à Kaunas a été rattaché au district de Vilnius ; puis, en juin 1918, le Conseil militaire de Lituanie (*Militaerverwaltung Litauen)* a été créé. Ce qui est vraiment surprenant, c'est que, sur la carte, on retrouve la forme du territoire de l'Ober Ost *étiré* vers le sud et très proche de GDL de 1793-1795, « *lorsqu'il a cessé d'être un État* », comme l'a dit A. Smetona.

Au moment où une partie des intellectuels a quitté la Lituanie pour Saint Petersburg, ceux qui restaient à Vilnius et Kaunas se sont rendu compte que l'Allemagne planifiait l'annexion des territoires occupés, leur colonisation et leur germanisation. Plus tard dans la guerre, ces projets se sont transformés en tentatives plus rusées de constituer l'administration locale d'un État formellement indépendant qui, en vérité, dépendrait de l'Allemagne, mais l'Ober Ost aurait lors besoin de la voix des Lituaniens. L'ensemble de la politique pluraliste lituanienne, divisée en partis et mouvements sociaux, est caractérisé par deux tendances principales : une radicale représentée par les sociaux-démocrates et le parti démocrate, et l'autre conservatrice, représentée par les nationalistes (« Tautininkai ») et les chrétiens-démocrates. À leur tour, ces structures n'étaient pas monolithiques. Des petits groupes transitoires apparaissaient toujours parmi les autres éléments politiques.

Ces deux groupes soutenaient le principe de détermination des peuples et la tradition historique de l'État lituanien, tandis que leurs aspirations territoriales se ressemblaient comme des frères jumeaux : les terres

lituaniennes historiquement ethniques des gouvernements de Vilnius, de Kaunas, de Suwałki et de Grodno, et une partie de la Courlande. Il restait des conséquences de l'État polono-lituanien commun, les Lituaniens parlant polonais se rapprochaient toujours plus de l'orbite de la culture polonaise et de l'idée d'un *État polonais sans aucune intention de* se convertir à la lituanité, et l'aspiration à l'indépendance de la Lituanie cristallisait sur la base ethnographique. Les fondateurs d'un *État* lituanien lituanophone ne proposaient aucun privilège supplémentaire aux polonophones, sauf le droit de conserver le statut de minorité nationale, car la majorité des Lituaniens auraient mal accept*é* des privilèges pour des nobles. Même si certains nobles « anciens Lituaniens » soutenaient les aspirations lituaniennes, la majorité mettait ses espoirs dans la Pologne : J. Piłsudski, le chef d'État polonais de l'après-guerre, était natif de la noblesse lituanienne et se disait Lituanien. Le noble Gabriel Narutowicz est devenu Président de la Pologne et son frère Stanislovas Narutavičius a été un des fondateurs de l'indépendance de la Lituanie et membre du Conseil de Lituanie.

Les longues discussions sur l'avenir de la Lituanie, les recherches de compromis politiques avec les Polonais restaient sans résultats. Le régime colonial militaire de l'Ober Ost appauvrissait les paysans : il s'appropriait la nourriture, les accablait d'importantes taxes et obligations, les entreprises industrielles étaient transférée en Allemagne, et commençait la germanisation dans les écoles (les Lituaniens avaient ouvert près de mille écoles et des formations pour les enseignants, mais les militaires ont introduit l'enseignement obligatoire de l'allemand, les enseignants allemands luthériens, nommés par les militaires, apprenaient de façon militaire et primitive à glorifier le Kaiser). La circulation entre les districts était restreinte, la correspondance en lituanien était interdite, un seul journal en lituanien « Dabartis » (« Le présent ») était autorisé, mais censuré. Les Allemands procédaient aux arrestations des auteurs de tracts qui critiquaient cette politique, ils déportaient les enseignants, ce qui a incité les Lituaniens à se plaindre auprès de Berlin.

Pendant la guerre, la plupart des habitants sont restés sans domicile et sans argent, il est apparu un grand nombre de sans-abris, une association de bienfaisance a donc été créée pour aider les victimes de la guerre. Son chef A. Smetona a impliqué, pour pouvoir trouver un compromis, les leaders de gauche et les libéraux dans son action. Les actions sociales, l›intérêt sur le déroulement de la guerre et la question de l›après-guerre ont rassemblé des Lituaniens dans un centre politique à Vilnius, déçu par la Russie

et l'Allemagne qui ne voulaient pas garantir l'autonomie à la Lituanie. Les Lituaniens faisaient des projets d'avenir pour la Lituanie allant de l'autonomie à la restauration du Grand-duché de Lituanie, voire même à la restauration de l›ancien État polono-lituanien, la République des Deux Nations. Mais ces projets avaient un défaut essentiel : ils ne garantissaient pas l'indépendance de la Lituanie. Comme les dirigeants lituaniens étaient obligés de suivre de manière conformiste les intérêts allemands, cela provoquait des conflits non seulement avec les Polonais, mais aussi entre les Lituaniens eux-mêmes. Lorsqu'en juin 1916, au Congrès des nationalités de Lausanne, les Lituaniens ont exprimé, pour la première fois, leur objectif de rétablir l'indépendance du pays, le pouvoir militaire allemand ne permit pas beaucoup de spéculer à ce sujet. Les Allemands n'ont commencé à parler de l›indépendance d'un État lituanien seulement à la fin de la guerre, mais ils ne soutenaient pas les projets d'union entre la Lituanie et la Pologne, ils modifiaient les frontières terrestres, réduisaient le nombre des Polonais et leur influence sur le territoire de l'Ober Ost en faveur des Lituaniens et Biélorusses. Les tentatives des Lituaniens de gagner plus d›influence sur ce territoire aggravaient leurs relations avec les Polonais.

Dès que l'Allemagne et l'Autriche ont déclaré leur volonté de restaurer un État Polonais, les représentants Lituaniens ont commencé à soulever aussi la question de l'État Lituanien. Les Allemands étaient en train de moderniser des plans d'annexion et d'occupation et, pour cette raison, avaient besoin des voix des Lituaniens occupés. En été 1917, les Lituaniens ont été autorisés à organiser une conférence à Vilnius. Son comité organisationnel (Mykolas Biržiška, Petras Klimas, A. Smetona, le prêtre Juozas Stankevičius et Jurgis Šaulys) a sélectionné une liste de 5 à 8 représentants les plus actifs des différents groupes sociaux et politiques de chaque région. Les nobles polonais n'ont pas été invités, car la conférence était dite lituanienne. La conférence a eu lieu du 18 au 22 septembre au théâtre de Vilnius. Il y a eu 213 participants et 9 autres ont été cooptés. Lors de la conférence, les membres du clergé dominaient avec 66 prêtres, le nombre des paysans était de 65 et celui des intellectuels de 59.

Dans la résolution principale, les participants ont esquissé les contours du modèle du futur État : « un État indépendant et démocratique avec des frontières ethnographiques, mais avec certains correctifs nécessaires à la vie économique », et dont la structure définitive devait être établie par « le Seimas (Parlement) Constituant de Lituanie, convoqué à Vilnius et élu démocratiquement par tous les habitants ». Les droits culturels des minorités nationales devraient être assurés. Si l'Allemagne acceptait de reconnaître

Le Présidium de la Conférence des Lituaniens à Vilnius (septembre 1917)

l'État lituanien avant la Conférence de la Paix, il faudrait établir certaines relations, encore à préciser, avec l'Allemagne si cela ne portait pas préjudice aux intérêts lituaniens, car les intérêts lituaniens « penchent non tant vers l'Est (Russie) ni vers le Sud (Pologne) que vers l'Ouest (Allemagne) ». Le Conseil lituanien de 20 personnes a été élu lors de la conférence (il a commencé son travail le 24 septembre) en tant qu'organe exécutif du peuple lituanien. Le juriste et rédacteurs de journaux lituaniens A. Smetona est devenu son président, il croyait qu'il pourrait surmonter les contradictions entre les parties radicale et conservatrice du Conseil. Le Conseil n'a pas été doté de réel pouvoir et il s'est engagé dans un rôle difficile : celui d'intermédiaire entre le peuple lituanien et l'Ober Ost en essayant de profiter des différences émergeantes entre le Kaiser, le ministère des Affaires étrangères et les députés du centre (catholique) du Reichstag, pour empêcher les plans d'annexion de la Lituanie.

Un des thèmes les plus importants des discussions a été le territoire de la future Lituanie. Durant la Conférence de Berne entre les représentants lituaniens d'Europe et des États-Unis du 2 au 10 novembre 1917, à laquelle a participé tout le Présidium du Conseil lituanien (A. Smetona, Steponas Kairys, J. Šaulys) ainsi que des représentants des Lituaniens de l'étranger, on a approuvé le principe du territoire ethnographique de « Lituania propria », formé des gouvernements de Kaunas et de Suwałki, des districts de

Białystok, de Grodno, de Slonim et de Wołkowysk, presque tout le gouvernement de Vilnius (à l'exception des districts orthodoxes) ainsi que le district d'Ilūkste en Courlande, jusqu'à la rivière de Daugava ; il était aussi prévu de réclamer le port de Liepaja (la Klaipėda allemande n'a pas été évoquée pour des raisons tactiques). Les projets territoriaux de la Lituanie variaient selon les changements de la situation internationale, personne ne pouvait dire quelle dimension aurait l'État Lituanien.

La question de l'avenir de la Lituanie recouvrait tous les principaux lieux de concentration des Lituaniens. Près de 300 000 réfugiés de guerre et migrants économiques lituaniens étaient dispersés sur le grand territoire de la Russie, mais, à Saint-Pétersbourg et à Voronej, des centres de Lituaniens se sont formés, où il y avait les rédactions de journaux lituaniens et des lycées, et où on préparait les jeunes pour leur retour en Lituanie. La Révolution russe et le renversement du tsar ont créé de meilleures possibilités pour l'activité lituanienne, mais il y a eu des divisions politiques : en mars 1917, lorsque le Seimas de Lituanie s'est réuni à Petrograd, les représentants de la gauche, emportés par l'euphorie révolutionnaire, se sont prononcés pour l'avenir d'une Lituanie dans la fédération des nations libres de la Russie, tandis que la majorité des conservateurs qui avaient un objectif clair d'indépendance a quitté le Seimas.

Plus de 300 000 émigrés lituaniens aux États-Unis d'Amérique (en majorité à Chicago, New York, et en Pennsylvanie), bien organisés dans des associations avec une presse et des organisations culturelles nombreuses, étaient très dynamisés par l'entrée des États-Unis en guerre contre l'Allemagne en avril 1917, et surtout par les « 14 points » annoncés par le Président Woodrow Wilson, donnant l'occasion de soulever la question de la Lituanie. Les Lituaniens d'Amérique envoyaient de l'aide aux victimes de guerre, et ils ont demandé au Président Wilson de déclarer le 1er novembre 1916 comme jour dédié aux victimes de guerre lituaniennes. Ce jour-là, 200 000 dollars ont été collectés. Les Lituaniens d'Amérique aidaient au financement du Bureau lituanien d'informations à Lausanne (le responsable Juozas Gabrys-Paršaitis, etc.), et des publications en langues étrangères sur la Lituanie soulevant la question de l'indépendance de la Lituanie. En mars 1918, les organisations les plus influentes catholiques et nationalistes lituaniennes aux États-Unis réclamaient l'indépendance de la Lituanie dans leurs congrès ; leurs représentants ont participé à plusieurs conférences de Lituaniens en Suisse, et la coordination des activités entre les centres des Lituaniens à l'étranger et les organisations en Lituanie s'est renforcée.

L'Acte du 16 Février 1918

Fin 1917, l'Allemagne, qui se préparait à des négociations de paix séparée avec la Russie, a fait pression sur le Conseil de Lituanie pour qu'il proclame l'État lituanien et que celui-ci rejoigne l'Allemagne. L'Ober Ost en résidence à Kaunas a présenté au Présidium du Conseil le projet de la résolution qu'il souhaitait ; le Conseil a apporté quelques modifications et l'a rendu comme acceptable à l'administration militaire le 11 décembre. La première partie de la résolution proclamait, conformément au droit à l'autodétermination des peuples et aux décisions de la Conférence de Vilnius, que la Lituanie était un État indépendant avec Vilnius comme capitale et que tous les liens de nature étatique existant avec d'autres États étaient annulés. Toutefois, dans l'autre partie de la résolution, le Conseil, exécutant les exigences de l'Allemagne, proclamait « une union éternelle, durable de l'État lituanien avec l'État allemand » qui serait mise en œuvre par quatre conventions (militaire, sur le transport, les finances, les taxes douanières). Il ne restait plus aucun mot sur le Seimas Constituant. Bien évidement, cette résolution a bien servi les Allemands dans les négociations du Traité de Brest-Litovsk, auxquelles la délégation du Conseil lituanien n'a même pas été invitée.

Cependant, il y a eu une chose positive : un scandale. La résolution du 11 décembre a provoqué des réactions négatives parmi les Lituaniens des États-Unis et de Russie, le Conseil lui-même s'est divisé. Fin janvier 1918, les radicaux S. Kairys, Stanislovas Narutavičius, Jonas Vileišis et M. Biržiška, en protestation contre la politique conciliante du Conseil, ont quitté le Conseil. Les leaders du Conseil, déçus par le fait que l'Allemagne n'ait pas reconnu la Lituanie, même sur la base de la résolution du 11 décembre, ont commencé à discuter avec la gauche pour trouver un compromis. Un texte acceptable pour les deux parties a été préparé, le Conseil a proclamé le 16 février 1918 à Vilnius une nouvelle résolution par laquelle, se fondant sur le droit à l'autodétermination des peuples, il a déclaré la restauration d'un État lituanien indépendant, fondé sur le principe de la démocratie avec Vilnius comme capitale, et la rupture de tous les liens de nature étatique existant avec d'autres nations, et que seul le Seimas Constituant, élu démocratiquement par tous les habitants, constituerait d'une manière définitive le fondement de l'État lituanien et ses relations avec les autres États.

Dans l'acte, figure l'expression que la Lituanie « restaure » l'indépendance, ce qui montre clairement le lien avec le GDL. En utilisant les mots « restauration » et « rétablissement », les Lituaniens soulignaient la par-

Le Conseil lituanien en 1918 avec doc. J. Basanavičius (cinquième à partir de la gauche au premier rang) et A. Smetona (sixième)

ticularité de l'indépendance de l'État Lituanien sans Pologne, mais ils énonçaient aussi l'éventuelle possibilité de restituer pas uniquement l'État du GDL, mais aussi celui du royaume lituanien de Mindaugas : tout cela dépendait de la situation internationale. Le nouvel État lituanien devait être une démocratie parlementaire.

L'Acte du 16 Février exprimait les espoirs et les aspirations du peuple lituanien, il est devenu le symbole de la liberté et de la souveraineté de la Nation, le jour de l'indépendance de la Lituanie, il a marqué le début de la véritable indépendance, en déclarant enfin clairement où le Conseil conduisait la Lituanie. Le 23 mars à Berlin, la délégation du Conseil, dirigée par A. Smetona, a présenté la déclaration au chancelier allemand Georg von Hertling, et le jour même le Kaiser allemand Wilhelm II a proclamé la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, mais il a souligné que des relations très proches étaient établies entre la Lituanie et l'Allemagne … en vertu de la résolution du 11 décembre.

La question de la monarchie constitutionnelle restait aussi à l'ordre de jour, parce que le Conseil se disputait avec l'administration militaire et Berlin, qui pensaient créer une union personnelle entre la Lituanie et la Saxe ou la Prusse. Les conservateurs et les monarchistes du Conseil lituanien essayaient de bloquer ces idées et, avec le soutien du chef du centre catholique au Reichstag, Matthias Erzberger, ils ont invité, le 13 juillet 1918,

le prince de Wurtemberg Wilhelm von Urach à occuper le trône de Lituanie et l'ont déclaré roi Mindaugas II. Toutefois, cette démarche n'a rien donné pour la souveraineté de la Lituanie, et la gauche au Conseil a protesté en accusant la droite d'avoir usurpé les droits du peuple. Mais, la situation sur le terrain de la guerre a changé et, le 2 novembre 1918, la nomination du roi d'Urach a été annulée.

Les défaites militaires des deux Empires russe et allemand, les révolutions dans ces pays ont ouvert de nouvelles possibilités pour la Lituanie. Le Conseil d'État s'efforçait de plus en plus de prendre entre ses mains la gouvernance des certains domaines, se préparait à prendre le pouvoir, envoyait des protestations contre les réquisitions des Allemands, s'occupait de faire revenir d'Allemagne et d'Autriche les Lituaniens réfugiés de guerre, et rapatriait les Lituaniens de Russie (195 000 personnes sont revenues en Lituanie jusqu'en janvier 1922).

Le 2 novembre 1918, le Conseil a adopté la Constitution provisoire, selon laquelle il est devenu l'organe du pouvoir législatif, tandis que le Présidium du Conseil (le Président A. Smetona et deux vice-présidents Justinas Staugaitis et S. Šilingas) a constitué avec le cabinet des ministres le pouvoir exécutif. Après avoir reçu l'accord du nouveau chancelier allemand Max von Baden, le Conseil a fait appel à Augustinas Voldemaras pour former le cabinet des ministres. Le cabinet a pris ses fonctions sa fonction le 11 novembre 1918. L'extravagant professeur d'histoire A. Voldemaras qui est aussi devenu ministre des Affaires étrangères a surpris tout le monde avec sa déclaration qu'il ne pensait pas créer une armée lituanienne, car la Lituanie n'allait pas faire la guerre, une milice suffirait...

Toutefois, déjà le 23 novembre, A. Voldemaras a été obligé de déclarer la mobilisation. Les bolcheviques russes, emportés par l'idée de révolution mondiale, ont commencé à exporter la Révolution. Leur projet était de bolcheviser la Pologne, puis l'Allemagne, et ils ont envoyé les divisions de l'Armée rouge derrière l'armée allemande en cours de repli. Le 13 novembre 1918, ils ont annulé les conditions de Brest-Litovsk de paix avec l'Allemagne et ils ont commencé une guerre ouverte militaire et politique pour « la libération de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine de l'occupation allemande ». En s'appuyant uniquement sur les unités de l'Armée rouge, les bolcheviques lituaniens ont proclamé par le manifeste du 16 décembre la Lituanie Soviétique. Une semaine plus tard, la Russie des Soviets l'a reconnue par le décret signé par Vladimir Lénine. Mais les Lituaniens ne considéraient pas les Soviétiques liés à un État-nation, c'est pourquoi ils n'ont pas soutenu les bolcheviques. Un problème est apparu

à la fin de décembre 1918 quand l'Armée rouge s'approchait de Vilnius et que le gouvernement d'A. Voldemaras n'avait pas de forces armées. Le 21 décembre 1918, A. Smetona est rapidement parti pour Berlin, où il a signé un crédit de 100 millions de marks pour acheter l'acquisition d'armes. L'Allemagne a fourni des armes aux unités de l'Armée lituanienne en formation et, à la demande des pays de l'Entente, elle a donné son accord pour utiliser ses unités afin d'arrêter le bolchevisme. Le nouveau gouvernement de Mykolas Sleževičius s'est retiré de Vilnius à Kaunas et a créé rapidement les forces militaires lituaniennes. Les premières unités lituaniennes, aidées par les unités volontaires de Saxe, ont commencé le combat contre l'Armée rouge et l'a finalement arrêtée sur la ligne de front Kaunas-Alytus.

Peu à peu, le jugement sur le Conseil lituanien a changé : la gauche qui l'accusait d'avoir une orientation pro-allemande, les Polonais et même l'Entente étaient obligés de reconnaître que, même dans des conditions très difficiles, le Conseil lituanien avait été capable de s'en sortir et d'aborder la question de l'indépendance de Lituanie, de se libérer du diktat de la politique allemande et créer rapidement des institutions publiques et des municipalités.

Dans le système de Versailles

La Lituanie, à la différence de la Pologne, n'était pas un participant juridique à la Conférence de la Paix à Paris, commencée au début de l'année 1919, c'est pourquoi la délégation lituanienne s'appelait la délégation lituanienne auprès de la Conférence de la paix de Paris et elle travaillait en coulisses. La délégation était dirigée par A. Voldemaras et ses membres, le représentant des Juifs lituaniens Simon Rosenbaum, le Biélorusse Dominyk Semashko, ainsi que beaucoup de Lituaniens des États Unis ont aussi travaillé ici, le poète français originaire d'une ancienne famille lituanienne Oscar Milosz était là pour améliorer les documents. Avec des mémorandums, des articles et des déclarations dans les commissions, la délégation lituanienne a attiré l'attention sur le problème de la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie. Pour la première fois, la délégation lituanienne a discuté non pas avec d'autres Lituaniens, mais elle a représenté la Lituanie à un événement international très important en créant des conditions pour l'indépendance. Dans les discussions au sujet des frontières, la délégation avait pour instructions de se baser sur le principe ethnographique avec les correctifs économiquement les plus nécessaires, d'obtenir un accès à la mer à Klaipėda ou Liepaja, de souligner que

Vilnius en 1916: épicentre des disputes entre les Lituaniens et les Polonais. Photo : J. Bulhak

la capitale de la Lituanie était Vilnius et d'obtenir qu'elle deviendra membre de la Société des Nations.

La délégation expliquait que la Lituanie ne voulait appartenir ni à la Pologne ni à la Russie et qu'elle était un État historique. Elle recherchait des amis et des alliés, discutait avec les Estoniens et les Lettons, les Polonais, essayait de tracer ses frontières en incluant aussi le triangle de Suwałki et faisait un travail d'information. De nombreux partisans polonais de R. Dmowski et de J. Piłsudski essayaient de conserver la Lituanie comme une partie de la Pologne, c'est pourquoi dans la note de la délégation lituanienne du 24 mars 1919, il était déclaré que la Pologne avait exploité la Lituanie pendant des siècles, que l'union politique avec la Pologne au XVIe siècle avait amené la Lituanie à un chaos intérieur. Les représentants des armées blanches russes ne faisaient aucune promesse. Pourtant d'autres événements ont aidé à attirer l'attention des participants à la conférence.

Tout le monde, à Paris, a été soulagé d'apprendre la nouvelle que l'Armée rouge avait été arrêtée en Lituanie et que la situation s'était stabilisée : le 4 avril 1919, à la réunion du Conseil d'État, A. Smetona a été élu le Président de l'État lituanien, car il était capable d'unir la gauche, les libéraux et les chrétiens-démocrates qui se disputaient entre eux, et garantir la stabilité politique. A la fin du mois d'avril, l'armée lituanienne comptait déjà près de 6 000 hommes et augmentait toujours. Il manquait des officiers, mais on avait commencé à les former à Kaunas. Des volontaires s'enrôlaient avec enthousiasme et bonne

humeur, il y en avait environ 12 000, ils avaient reçu la promesse d'obtenir des parcelles de terre. Les actions militaires contre les Rouges se sont terminées par leur expulsion au cours de l'été 1919, et en automne l'armée germano-russe (armée occidentale des volontaires), dirigée par Pavel Bermondt-Avalov, officiellement subordonnée au général des armées blanches russes Alexandre Koltchak, a été également battue. Le butin de guerre, récupéré sur eux, a complété considérablement l'armement de l'Armée lituanienne.

La question de l'indépendance de la Lituanie n'avançait pas, beaucoup de portes lui restaient fermées car la France soutenait le projet de la Grande Pologne allant « de la mer jusqu'à la mer » (depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Noire), surtout au cas d'éclatement de la Russie. La fédération polono-lituanienne souhaitée avait du mal à se réaliser. Il était devenu clair que les Lituaniens ne pouvaient espérer des Polonais que d'obtenir une Lituanie indépendante dans des limites ethnographiques plus étroites. Lorsque les Polonais ne tenaient pas comptes des intérêts lituaniens, les Lituaniens passaient dans une opposition inflexible à tout accord avec eux, même si celui-ci était possible ou utile. Des discussions ont eu lieu, on a aussi fait des propositions, mais elles ont toutes été rejetées par les Polonais : on n'a pas été trouvé d'accord sur Vilnius et l'appartenance de toute la Lituanie orientale. Les Lituaniens justifiaient que c'était leur territoire historique ; les Polonais expliquaient que la majorité de la population de la région de Vilnius parlaient polonais et que Vilnius était une ville polonaise. Comme aucune des deux parties n'avait pas nié jusqu'au XXe siècle que Vilnius ait été la capitale historique du GDL, les Lituaniens répétaient avec détermination leurs arguments historiques.

Lorsque les ailes de l'aigle polonais ont recouvert presqu'entièrement l'Est du continent, J. Piłsudski a justifié l'occupation de Vilnius par l'autodétermination nationale des Polonais locaux et la nécessité de lutter contre les bolcheviks était indispensable. Les Lituaniens ont demandé à l'Entente de démarquer la ligne entre les armées polonaise et lituanienne, mais les Polonais ont ignoré la ligne du « Maréchal Foch » du 18 juin 1919, tandis que l'Entente évitait de reconnaitre de nouveaux États en respectant le principe de l'indivisibilité de la Russie. Il y a eu aussi des erreurs de notre côté : en juin, A. Voldemaras, sans consulté personne, a donné sa réponse à la question du représentant de la Grande-Bretagne J. Simpson sur la possibilité d'une fédération avec la Russie : « la Lituanie pourrait se joindre à la Fédération russe sur à peu près le même principe sur lequel la Bavière a rejoint l'Union allemande ». La Gouvernement de Kaunas a été choqué et il a rapidement déclaré que ce n'était que l'opinion personnelle d'A. Voldemaras…

L'unification de toutes les terres lituaniennes en un seul ensemble faisait partie des projets du mouvement national lituanien encore au siècle précédent, même si le GDL n'avait jamais possédé les terres de la Prusse Orientale, appelée par les Lituaniens « Lituanie Mineure ». À Versailles, la délégation lituanienne a évoqué la question du transfert de la Prusse Orientale (où, parmi un demi million d'Allemands, vivaient jusqu'à 100 000 Lituaniens) à la Lituanie et la question de son accès à la mer Baltique à Klaipėda. L'Allemagne, qui avait perdu la guerre, n'a pas particulièrement résisté, en pensant atténuer les intrigues des Alliés. Il est vrai que l'article 28 du Traité de Versailles a détaché la région de Klaipėda de l'Allemagne et l'a placée temporairement sous le contrôle des Alliés. Les Français ont expliqué aux Allemands, dans une lettre de Georges B. Clemenceau que les Alliés n'avaient pas violé le principe de l'autodétermination des peuples, car la région de Klaipėda « a toujours été lituanienne » et le port de Klaipėda est le seul accès de la Lituanie à la mer. L'administration de la région de Klaipėda a été confiée aux Français. Pour ces raisons, la Lituanie pourrait réclamer ces territoires dès qu'elle serait reconnue comme État. Pour cela, des liens étroits ont été établis avec les Lituaniens de Prusse.

La Lituanie a dû s'expliquer à Paris sur les questions de politique intérieure, elle a rejeté les accusations d'une politique pro-allemande du Conseil lituanien, elle a promis une large autonomie culturelle pour les Juifs et les minorités nationales, elle s'est expliquée sur la réforme agraire prévue. Elle a réussi à déjouer des complots destructifs sur son territoire : en août 1919, les services lituaniens de contre-espionnage ont arrêté 200 membres de l'organisation militaire polonaise (*Polska Organizacja Wojskowa* (POW)) qui avaient pour objectif d'organiser un coup d'État et de former un gouvernement pro-polonais. Suite à cet événement, les Lituaniens ont complètement perdu l'envie d'accepter une fédération avec les Polonais. Le complot des partisans de Bermondt organisé à Kaunas a aussi été déjoué avec succès. Les unités de volontaires et de les partisans, nées dans les combats, ont perdu 1 444 hommes dans les combats pour l'indépendance, mais ils ont réussi à défendre leur pays et à expulser les armées étrangères.

À Paris, la Lituanie a obtenu le soutien politique de la Grande-Bretagne, l'aide matérielle des États-Unis et le soutien militaire de la France. On a commencé à former une brigade militaire de Lituaniens des États-Unis pour le service des officiers étrangers en Lituanie. Plusieurs de ces projets n'ont pas abouti pour des raisons financières, mais ils étaient bien appréciés par les Alliés. Les missions militaires, formées à la demande de la délégation lituanienne par la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le

Conseil Suprême de l'Entente, ont renforcé les espoirs de gagner l'indépendance, en outre, ces missions ont fourni à l'Entente des informations objectives sur la situation en Lituanie.

Les Britanniques ont pris l'initiative de soutenir la Lituanie, et grâce à eux, des premières manifestations de joie ont eu lieu : le 26 septembre 1919, on a reçu l'a nouvelle que la Grande-Bretagne avait reconnu la Lituanie *de facto,* et des milliers de personnes se sont rassemblées près de l'Hôtel de ville de Kaunas, capitale provisoire de la Lituanie. Les journaux ont écrit que Kaunas n'avait pas vu autant de monde depuis cinq siècles. Dans le ciel, des avions faisaient flotter le drapeau lituanien, le peuple exultait, le Président A. Smetona a salué le peuple du balcon. La même année, la Lituanie a été reconnue *de facto* par la Norvège, la Lettonie et la Finlande, et en 1920 par la France (le 11 mai) et la Pologne (le 4 juillet).

Le Traité de paix du 12 juillet 1920 avec la Russie soviétique

La Lituanie s'est retrouvée au croisement des intérêts des deux États qui avaient perdu la guerre : la Russie et l'Allemagne. La Pologne rétablie est entrée dans la sphère de ces deux États. Elle espérait remplir le vide apparu en Europe orientale. Les pays occidentaux ont accueilli favorablement les plans de la Pologne dans l'espoir de créer un *cordon sanitaire* entre la Russie et l'Allemagne. Toutefois, la Lituanie trouvait que ces plans étaient une menace pour ses frontières et son existence en tant qu'État indépendant.

Il fallait se battre sur plusieurs fronts, car un autre pays, la Russie, avait toujours des prétentions sur l'héritage du GDL et la Lituanie en tant que composante. Toutefois, au cours de la guerre civile, sous pression des armées blanches, la Russie soviétique a pris l'initiative en septembre 1919 : elle a proposé à la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie d'entamer des négociations de paix en les reconnaissant *de facto*, et en renforçant leurs positions. Au début de l'année 1920, la Lituanie a accepté de commencer des négociations. Sa délégation, dirigée par Tomas Naruševičius, est arrivée à Moscou et a exigé de reconnaître tout d'abord l'État lituanien rétabli et la continuité de son État depuis le GDL. Mais les Soviétiques dirigés par Adolf Joffe ont traité la Lituanie comme une nouvelle unité politique et accepté de reconnaître la Lituanie sur la base du droit de l'autodétermination des peuples, avec un document de reconnaissance plus faible.

Les Lituaniens se sont rattrapés dans l'article 1 du traité : conformément à celui-ci, la Russie a renoncé pour toujours à tous ses droits sur la Lituanie

et reconnu son indépendance et sa souveraineté. La question des territoires a été discutée dans un sens favorable. Les Lituaniens souhaitaient récupérer des territoires de l'ancien Empire russe : les gouvernements de Vilnius, de Kaunas, de Suwałki et de Grodno que même le Gouvernement russe appelait traditionnellement lituaniens. Bien que la Pologne contrôlait déjà une partie de ces territoires au moment des discussions, A. Joffe a accepté d'attribuer à la Lituanie Vilnius et ses terres, même Lida et Grodno où il y avait vraiment très peu de Lituaniens. Le territoire reconnu comme lituanien était très proche de celui de l'État en 1795. Mais en échange, A. Joffe a demandé une union militaire avec la Russie Soviétique (les Lituaniens en ont informé les Britanniques en espérant minimiser avec leur soutien les appétits des Polonais pour Vilnius, mais les Français ont neutralisé ces tentatives). Dans sa lutte pour des territoires plus importants à l'Est, en justifiant sa taille par l'étendue de la religion catholique, par les données ethnographiques et historiques, en invoquant les arguments des membres de sa délégation juif (S. Rozenbaum) et biélorusse (D. Semachko), les Lituaniens ont accepté une autre demande de A. Joffe : inscrire que la Lituanie et la Russie Soviétique « n'avaient jamais été en état de guerre » (c'était paradoxal car le traité s'appelait « Traité de paix »). La Lituanie a obtenu une compensation de 3 millions de roubles or et la promesse de pouvoir couper du bois et de récupérer ses archives à Moscou. La Lituanie a pris le risque de signer le Traité, car elle craignait que si les bolcheviques étaient battus par les Russes blancs, elle aurait pu être annexée par la Russie ou la Pologne. En général, le Traité de paix du 12 juillet 1920 entre la Lituanie et la Russie soviétique a été un grand succès de la diplomatie lituanienne pas uniquement avec l'établissement de relations avec la Russie, mais aussi avec la Pologne. Les pays occidentaux n'ont pu ignorer ce traité non plus.

Mais le Traité avait un point faible. Les Soviétiques ont ajouté une clause secrète à l'article 2 du Traité : l'entrée de l'armée russe sur le territoire lituanien en cas de guerre contre la Pologne ne serait pas considérée comme une violation du traité ou « un acte inamical » contre la Lituanie. Cette disposition a permis aux Rouges d'occuper Vilnius le 14 juillet 1920 et de transférer ses armées vers le front polonais : dans la guerre entre la Russie soviétique et la Pologne, la Lituanie ne semblait plus être neutre comme elle se déclarait, et elle est devenue pour les Polonais une traître au front commun contre les bolcheviques : tel était le prix à payer pour la reconnaissance de Vilnius.

Il existait d'ailleurs une alternative au traité de Moscou. Lorsque l'armée polonaise a commencé à reculer sous la pression des bolcheviques, les

grands États ont indiqué à la Pologne au cours de la Conférence de Spa, du 5 au 16 juillet 1920, de restituer Vilnius à la Lituanie, et Varsovie a accepté. Une opportunité unique de récupérer Vilnius avec l'aide de l'Entente et avec l'accord de Varsovie est apparue. Mais les militaires polonais ne se pressaient pas de restituer Vilnius à la Lituanie et les troupes de la cavalerie de l'Armée rouge sont entrées les premières dans Vilnius, l'armée lituanienne n'est entrée que le 15 juillet, après la signature d'un traité à Moscou. Ainsi, Vilnius a été restituée à la Lituanie par les bolcheviques et non par les Polonais.

Évidemment, le traité de paix signé à Moscou n'aurait eu aucune valeur si la Pologne n'avait pas battu les Bolcheviques, car ces derniers préparaient une insurrection en Lituanie au mois d'août 1920. Ils ont envoyé 2 000 saboteurs de la Fédération russe, munis de faux documents lituaniens, qui transportaient illégalement des armes, les entreposaient à Kaunas et dans d'autres villes, et recrutaient des habitants locaux. Mais l'Armée rouge a perdu près de Varsovie, et les Bolcheviques ont annulé le projet d'insurrection. En fait, la survie de la Lituanie relevait du miracle, elle a créé une armée de 30 000 hommes, a réussi à se défendre et commencé à s'occuper des questions économiques intérieures.

Le 22 septembre 1921, la Lituanie a été acceptée à la Société des Nations même si de grands pays occidentaux n'avaient pas encore garanti la reconnaissance de la Lituanie *de jure*. Juste après, le Vatican, les États-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, les pays scandinaves, puis, le 20 décembre 1922, les quatre États de l'Entente (la France, l'Angleterre, l'Italie, le Japon) ont reconnu la Lituanie *de jure*. Cela n'a pas été facile, mais la Lituanie est devenue un État européen de plein droit. Le partage du GDL historique était ainsi terminé, et l'État-nation n'a été créé que par les Lituaniens, le reste des territoires a été partagé entre la Russie soviétique et la Pologne. La Lituanie a signé les premiers accords en tant qu'un État-nation et elle a été reconnue : le miracle de l'indépendance a eu lieu. Ses voisins ont aussi réussi à faire face aux Bolcheviques : la Pologne, la Finlande, la Lettonie et l'Estonie ont défendu leur indépendance.

La dernière possibilité de fédération avec la Pologne

La Lituanie ne possédait pas suffisamment de forces armées et n'était donc pas capable d'unir tous les terres des Lituaniens ethniques, où les Lituaniens étaient majoritaires, dans les batailles avec la Pologne les territoires lituaniens de Sejny et Punsk ont été perdus. Les luttes contre les

Polonais ont acquis un aspect pas seulement territorial, mais aussi social : en septembre 1920 le Premier ministre M. Sleževičius a déclaré au Seimas que « les Polonais attaquent car nos nobles ont fait appel à leurs légions pour aider à continuer à exploiter notre peuple et défendre leur domaines, et tous les hommes sains doivent prendre les armes à la main ». Le rôle de M. Sleževičius a été exceptionnel dans les luttes pour l'indépendance car il est arrivé à un accord politique, a consolidé l'administration centrale et a subordonné les municipalités locales, il a appelé les minorités nationales à la résistance contre les occupants, c'est pourquoi les volontaires juifs et biélorusses se battaient dans l'armée lituanienne. Les Lituaniens ont rejeté le schéma bolchevique de la différenciation des classes, M. Sleževičius a souligné que les Lituaniens sont soit des paysans soit leurs descendants et qu'on allait distribuer les terres des propriétaires terriens polonais, dont les enfants ont rejoint l'armée polonaise, et que les paysans sans terre ou avec peu de terre en obtiendraient également. Pour cette raison, la majorité des habitants ont soutenu le Gouvernement.

Vilnius n'est restée que deux mois dans les mains des Lituaniens, et, dès l'automne 1920, elle est revenue à la Pologne lorsque celle-ci a battu l'Armée rouge. Le 7 octobre 1920, les délégations de Lituanie et Pologne ont signé un traité militaire sur la ligne de démarcation des armées en laissant Vilnius du côté lituanien. Le 9 octobre, juste avant l'entrée en vigueur de l'accord, le général polonais L. Żeligowski est entré avec ses unités dans Vilnius et il a proclamé la création de la Lituanie centrale (*Litwa Środkowa*). Selon le dessein perfide de J. Piłsudski, Vilnius a été occupée non par l'armée polonaise, mais par les unités locales des « Lituaniens et Biélorusses » de la région de Vilnius, commandées par le « rebelle » L. Żeligowski soi-disant désobéissant au pouvoir polonais. L'action de L. Żeligowski a été bien accueillie par les Polonais de Vilnius. La Société des Nations est restée impuissante, et la Lituanie a dû arrêter l'avancée des forces de Żeligowski plus loin sur le territoire lituanien. L'armée lituanienne a regroupé ses forces et n'a réussi qu'au milieu du mois de novembre à stopper les forces polonaises dans les batailles de Širvintos et Giedraičiai.

Les architectes des Alliés qui construisaient l'ordre de l'après-guerre imaginaient la Lituanie comme un État tampon qui composerait, avec la Lettonie, l'Estonie, la Finlande et la Pologne, un cordon sanitaire contre le bolchevisme. Pourtant, la Lituanie n'est devenue que partiellement un État tampon, car son objectif de récupérer Vilnius la plaçait parmi les États révisionnistes, même si l'objectif révisionniste menaçait de lui faire perdre sa souveraineté. Bien évidement, les Lituaniens sont devenus « révisionnistes

Artillerie lituanienne contre les troupes polonaises dans la bataille de Giedraičiai en 1920

par la contrainte ». Au début ils ont essayé (surtout le ministre des Affaires étrangères A. Voldemaras) de résister à la Pologne avec l'aide de l'Allemagne et de la Russie soviétique, mais ces dernières n'étaient pas intéressées par cela. Et la Lituanie avait encore besoin de chercher un soutien en Occident, et elle n'avait pas assez de forces pour profiter des conflits de ses voisins. Pour cette raison, les relations de la Lituanie avec les Soviétiques étaient basées sur l'hostilité envers la Pologne à cause de Vilnius. Cela convenait aux Soviétiques car ils voulaient diviser pour mieux régner et avoir ainsi de l'influence dans la région. Pour la Lituanie qui évitait la tutelle de la Pologne, la Russie soviétique était le seul pays qui, d'une façon ou d'une autre, reconnaissait les intérêts lituaniens sur Vilnius. Comprenant les véritables objectifs des Soviétiques et même le danger de devenir un satellite soviétique, la Lituanie espérait d'obtenir le soutien de l'Allemagne, et elle y parvenait parfois.

La politique étrangère de la Lituanie a été déterminée par deux problèmes territoriaux les plus importants : les questions de Vilnius et de Klaipėda. C'est en raison de ces problèmes territoriaux que la Lituanie a joué un rôle beaucoup plus important dans la politique européenne que celui que lui permettait sa taille. Mais en 1921, les Alliés ont décidé de régler la question du conflit entre la Lituanie et la Pologne concernant Vilnius au moyen d'une fédération. Varsovie ne résistait pas à cela, mais les Lituaniens n'acceptaient pas la fédération en se posant la question : à quoi bon avoir lutté pour l'indépendance ? Lorsque l'idée de fédération est deve-

nue plus populaire dans les capitales occidentales, la Lituanie n'avait, hélas, rien de mieux à proposer. Le ministre belge des Affaires étrangères Paul Hymans est devenu le médiateur dans les négociations entre la Lituanie et la Pologne. Il avait pour objectif de créer une fédération, servant les intérêts lituaniens et polonais et contribuant à la paix en Europe.

Pour les négociations, Ernestas Galvanauskas, chef de la délégation lituanienne, a reçu des pouvoirs importants pour satisfaire les intérêts économiques de la Pologne, assurer l'accès à la mer Baltique aux Polonais, et signer des conventions, y compris pour la défense, en faisant tout pour récupérer Vilnius. Le négociateur suprême de la Pologne Szymon Askenazy pensait se concentrer sur le projet de fédération et… contourner la question de Vilnius. Les Lituaniens évitaient le principe de la fédération en pensant logiquement à la façon dont 2 millions Lituaniens pouvaient ne pas disparaître dans une mer de 28 millions de Polonais, mais ils ont accepté de négocier à condition que Varsovie reconnaisse la Lituanie avec Vilnius comme capitale.

En trois semaines, P. Hymans a préparé le projet d'un État lituanien fédéral, composé des cantons de Kaunas et de Vilnius, basé sur le modèle suisse. La Lituanie et la Pologne devaient coordonner leur politique étrangère et signer des conventions militaire et économique. Les deux États ont accepté ce projet comme une « base pour des discussions ». En été 1921, le Conseil de la Société des Nations a adopté une résolution acceptant le projet de Hymans. En septembre, Hymans a corrigé le projet en faveur des Lituaniens, la région de Vilnius ne formait plus un canton, mais avait le statut de région autonome. A partir de ce moment là, les deux parties ont tout fait pour qu'aucun accord ne soit signé sans que cela ne soit pas de leur faute.

En Lituanie, les diplomates lituaniens ont accepté les négociations au sujet du plan Hymans, mais tous les partis politiques et le commandement militaire, l'Union lituanienne des francs-tireurs (les « Šauliai ») s'y opposaient. Il y a même eu des menaces de coup d'État : le projet a été vu comme un cheval de Troie des Polonais. Les diplomates russes et allemands encourageaient à le refuser. Le 15 novembre, à Kaunas, une bombe a explosé sur le rebord de la fenêtre de la chambre à coucher du négociateur E. Galvanauskas. Ce dernier a été blessé, mais il est resté en vie, mais l'enquête sur l'attentat n'a jamais eu lieu et les coupables n'ont jamais été retrouvés. Le projet d'un État fédéral polono-lituanien a échoué, mais Moscou… triomphait, considérant cela comme sa plus grande victoire diplomatique.

Les Polonais n'acceptaient plus d'attendre, lorsqu'ils voyaient comment la Lituanie affaiblissait la situation économique des propriétaires terriens

polonais (au cours des luttes pour l'indépendance, il y a eu des réquisitions de chevaux, de fourrage et de nourriture le plus souvent dans les domaines polonais) et les domaines étaient morcelés. En janvier 1922, ils ont organisé des élections dans la région de Vilnius, en Lituanie médiane, qui s'est formellement rattachée à la Pologne, et la Lituanie s'est retrouvée dans une situation « ni guerre, ni paix ». Est-ce que la Lituanie n'a pas perdu lorsqu'elle n'a pas utilisé toutes les opportunités de fédération avec la Pologne et lorsque le principe de cantons, qui fonctionne très bien en Suisse, n'a pas été appliqué en Europe Orientale ? Il est plus probable que la Lituanie cantonale serait devenue une Irlande du Nord de deux nationalismes linguistiques, un foyer de conflits entre deux groupes nationaux non pas pour des raisons religieuses, mais pour des raisons linguistiques. Sans doute, les libéraux polonais et lituaniens auraient s'entendre, mais comment auraient pu cohabiter les nationalismes polonais et lituanien de la région de Vilnius ? Est-ce que Varsovie n'aurait pas dicté sa politique aux Polonais du canton (ou autonomie) de Vilnius ? La langue lituanienne aurait-elle pu dominer, se répandre ou bien devenir au moins égale au polonais dans la région de Vilnius ? C'étaient les questions les plus importantes qui préoccupaient les leaders de la Nation. Il restait aussi des conflits juridiques : conformément au Traité de Riga de 1921, la frontière entre la Russie soviétique et la Pologne allait à l'est de la frontière de la Lituanie et la Russie soviétique, définie dans le Traité de Moscou entre la Lituanie et la Russie soviétique de 1920. D'après les articles de ces deux traités concernant Vilnius, la Lituanie et la Pologne devaient trouver un accord. Moscou a confirmé que le traité avec la Lituanie restait toujours en vigueur et que la Lituanie possédait toujours des droits de souveraineté sur Vilnius tant qu'elle ne cédait pas ces droits à la Pologne.

La décision de la Conférence des ambassadeurs du 15 mars 1923 confirmant la cession de la capitale historique lituanienne Vilnius à la Pologne a été déterminée, en quelque sorte, par E. Galvanauskas qui avait raté une bonne occasion de se taire… en appelant par une note à établir les frontières orientales de la Pologne. La Conférence des ambassadeurs a compris cela comme elle voulait, soi-disant la Lituanie elle-même souhaitait rattacher Vilnius à la Pologne, et elle a donc confirmé la frontière de la Pologne avec la Russie conformément au Traité de Riga de 1921 et elle a établi une nouvelle ligne de démarcation entre la Lituanie et la Pologne (Vilnius restant du côté polonais). À la surprise des Polonais, la Lituanie a catégoriquement refusé de reconnaître la légalité de cette décision, tandis que la Pologne et les pays occidentaux considéraient la question de Vilnius

comme résolue. Cela a créé une énorme tension sur la ligne de démarcation entre la Pologne et la Lituanie, interdit toute circulation des trains et même les services postaux à travers elle pendant plusieurs années, et des bouleaux se sont mis à pousser sur les routes. Probablement qu'à cette époque, il n'y avait pas d'autres pays plus opposés que la Lituanie et la Pologne.

L'occupation de Vilnius par les Polonais a finalement conduit la Lituanie à faire un choix entre un État nationaliste-ethnique et un État traditionnel et historique. La menace toujours présente d'être annexée par la Pologne a créé une mentalité de siège dans l'État lituanien, renforcé le nationalisme lituanien et l'esprit anti-polonais dans la conscience politique des Lituaniens est passé peu à peu du politique à une sorte de religion. La position d'autodéfense affectait également la politique étrangère. De ce point de vue, la Lituanie n'était pas différentes des autres pays européens de l'époque, bien que le nationalisme lituanien n'était pas expansionniste et essayait seulement de résister à l'expansionnisme des autres.

Le Seimas Constituant et ses décisions

Au cours de la Première Guerre mondiale, les forces physiques et matérielles de la nation se sont épuisées : les Lituaniens combattaient dans les armées de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, environ 11 000 Lituaniens ont perdu la vie dans les rangs de l'armée de la Russie. Le pays a été dévasté par les armées russe et allemande, les Russes ont évacué 160 entreprises industrielles en quittant le pays, l'Ober Ost a fait à peu près la même chose. C'est l'exportation du bois et du lin qui a rapporté les premières recettes au budget de la Lituanie au cours de ses premières années. Établie désormais sur la majeure partie de son territoire, la Lituanie a pu aborder les questions de la structure de l'État. À cause des luttes pour l'indépendance, les élections au Seimas Constituant n'ont été organisées qu'à la mi-avril 1920. Les citoyens lituaniens âgés de 21 ans ont obtenu le droit de vote indépendamment de leur religion, leur sexe ou leur origine ethnique. Les femmes ont aussi obtenu le droit de vote contrairement à la France et à plusieurs autres pays d'Europe, les soldats ont aussi eu ce droit.

Les citoyens participèrent activement aux élections des 14 et 15 avril 1920, remportées par le bloc des chrétiens-démocrates (composé de trois partis : le parti des chrétiens-démocrates lituaniens (LKDP), l'Union des agriculteurs lituaniens (LŪS) et la Fédération lituanienne du travail (LDF)) qui ont obtenu 59 sièges. Cela n'était pas étonnant dans un pays catholique, car les femmes croyantes votaient pour le parti des prêtres, de plus, l'Église

catholique et le clergé avaient des slogans clairement anti-polonais et, plus important encore, promettaient de nationaliser ou de réduire les domaines et de distribuer la terre aux paysans. Le bloc de gauche des populaires paysans (plus tard appelé l'Union lituanienne populaire des paysans (LVLS)) a obtenu 29 sièges, le parti social-démocrate lituanien (LSDP) est arrivé troisième. Les minorités nationales ont eu 10 sièges (6 Juifs, 3 Polonais et un Allemand). Cinq femmes ont aussi été élues au Seimas Constituant. En tout, il y a eu 112 députés qui se sont réunis le 15 mai à la première session du Seimas à Kaunas, la capitale provisoire. Il existait aussi le projet d'élire 100 représentants de la région de Vilnius et 9 pour la Lituanie Mineure, mais les élections n'ont pas pu s'y tenir car la Lituanie ne contrôlait pas ces territoires. Cela montre que la Lituanie ne considérait pas le territoire qu'elle contrôlait comme définitif.

Les membres du Seimas Constituant ont essayé de satisfaire les attentes de leurs électeurs. Le document proclamant l'indépendance de l'État lituanien a été adopté à l'unanimité. Ce document, tout comme l'Acte de 16 février 1918, déclarait que la Lituanie était un pays indépendant avec des « frontières ethnologiques », ce qui voulait probablement dire que l'idée des frontières uniquement ethnographiques était en quelque sorte écartée dans l'espoir d'avoir un territoire plus étendu. L'agronome Aleksandras Stulginskis, leader du LŪS, a été élu président du Seimas Constituant (il a été élu Président de Lituanie entre 1922 et 1926). Le 19 juin, le Gouvernement a été formé avec le paysan populaire Kazys Grinius à sa tête. La Lituanie a montré sa solidarité avec la Lituanie Mineure : le 11 novembre 1921, le Seimas Constituant a demandé à l'unanimité le rattachement du territoire de Klaipėda à la Lituanie.

La première Constitution de l'État lituanien, adoptée le 1er août 1922, a établi les principes démocratiques à l'exemple de la IIIème République Française. L'État lituanien est une république démocratique indépendante, le pouvoir souverain de l'État appartient au peuple (à l'époque du GDL le pouvoir appartenait uniquement aux nobles qui avaient une place privilégiée dans le pays). Pour la première fois la langue lituanienne a été déclarée langue officielle. L'égalité devant la loi ainsi que d'autres droits démocratiques ont été garantis à tous les citoyens lituaniens sans considération du sexe, de l'origine, de la religion et la nationalité. Avec les couleurs du drapeau lituanien (jaune, vert, rouge), on a renoncé à la tradition du drapeau utilisé par les souverains du GDL, tandis que les armoiries restaient les mêmes : le Vytis, chevalier blanc, sur fond rouge. La capitale de l'État n'était pas spécifiée. La Constitution a attribué des grands pouvoirs au Seimas qui

était composé de représentants de la Nation. Le Seimas et son président (élu par le Seimas) étaient élus pour 3 ans. La Constitution accordait une grande autonomie aux minorités nationales résidant en Lituanie, et établissait l'enseignement primaire obligatoire

Le problème de Vilnius et les relations tendues avec la Pologne ont déterminé en partie le niveau de démocratie en Lituanie : le pays était toujours en état de guerre, pour cette raison il existait la censure de la presse et des restrictions des réunions de citoyens, et les gouvernants punissaient les journalistes de l'opposition. Même les critiques les plus actifs, les nationalistes A. Voldemaras et A. Smetona ont aussi connu la prison.

Les espoirs de reconstruire la grande Lituanie historique ont disparu, il fallait donc créer une base économique fiable pour l'État national. Par conséquent, dans ce pays agricole, la question la plus importante était celle de la terre : à qui appartiendra ce principal bien national ? En comparaison avec la Lettonie et l'Estonie, les grandes propriétés foncières était deux fois plus petites en Lituanie, les domaines étaient 5-6 fois plus petits, la moyenne de la parcelle d'un paysan lituanien était de 15,2 ha (21 ha en Lettonie, 29,4 en Estonie). Les sans-terres désiraient avoir de la terre (les sans-terres représentaient 21 % de la population qui travaillait dans l'agriculture) ainsi que les petits paysans (environ 25 % de la population qui travaillait dans l'agriculture). Ils expliquaient leur pauvreté par l'existence des domaines et ils accusaient l'inégalité de la répartition de la terre, et l'aspect national accentuait encore l'injustice sociale : plus de la moitié des grands propriétaires terriens étaient des « anciens Lituaniens » polonophones, orientés vers Varsovie, qui détenaient 26 % du territoire de l'État. Les autorités ne pouvaient espérer le soutien des paysans qu'après la distribution de la terre des domaines.

Le 15 février 1922, le Seimas Constituant a adopté la principale loi sur la réforme agraire avec les voix des chrétiens-démocrates. Le Fonds foncier d'État a récupéré les terres de l'État, les domaines acquis par privilège du pouvoir tsariste, toutes les terres des personnes qui luttaient contre l'indépendance de la Lituanie dans l'armée des partisans de Bermondt ou l'armées polonaise, ainsi que la terre des personnes privées, des églises, des monastères et autres institutions religieuses, lorsque la superficie dépassaient 80 ha. Cette limite n'était pas choisie au hasard : c'était la limite qui différenciait les exploitations des propriétaires terriens polonisés des autres grandes propriétés acquises à la fin du XIXe et au début du XXe siècle par les paysans lituaniens enrichis, les intellectuels, les industriels et les commerçants peu nombreux à l'époque (la réforme a été encore plus radicale en Lettonie et en Estonie : là-bas, on a réquisitionné les terres des barons

allemands, et les domaines de moins de 50 ha n'étaient pas touchés). Les premiers qui ont obtenus des terres étaient les soldats volontaires, les paysans sans-terres et les petits paysans (possédant moins de 10 ha), les artisans ruraux, certaines institution d'État et publiques.

Avec la réforme agraire, les anciens villages ont commencé à disparaître, les gens s'installaient dans des propriétés isolées, la modernisation de l'agriculture a commencé, l'assolement triennal a disparu. L'État fournissait aux agriculteurs à des conditions avantageuses la semence de céréales de meilleure qualité, des animaux de race, et aidait à former des spécialistes. On a commencé à utiliser dans l'agriculture, les engrais organiques et minéraux, le rendement des céréales a augmenté (9 quintaux avant la guerre contre 12 dans les années 30). Les agriculteurs ont commencé à coopérer entre eux, on créait des sociétés de transformation du lait, les producteurs achetaient des équipements modernes, des réfrigérateurs, les exportations à l'étranger de production laitière et de viande augmentaient.

L'Ostmark avait toujours en cours en Lituanie, les autorités lituaniennes l'ont appelé « auksinas » (en or). En cette époque difficile, la valeur de la monnaie allemande avait beaucoup baissé ce qui a eu des conséquences négatives pour l'économie lituanienne, et les conséquences d'une inflation catastrophique a obligé les autorités lituaniennes à trouver une solution. Le 9 août 1922, le Seimas Constituant a adopté la loi sur l'unité de la monnaie qui établissait le litas comme unité de la monnaie lituanienne, divisé en 100 cents et basé sur l'or. Le litas a été introduit le 1er octobre 1922. La valeur du litas a été fixée à 0,150462 g d'or pur, soit 10 litas pour un dollar américain. Tout au long de l'époque de la Lituanie indépendante, le litas a conservé un cours stable, la monnaie était basée sur les valeurs mobilières et sur des réserves de 12 tonnes d'or. Pour ces raisons, la monnaie lituanienne était bien cotée dans les pays étrangers. En 1923, la Lettonie et la Pologne ont aussi introduit leur propre monnaie.

Dans les conditions de liberté, l'enseignement se développait rapidement et des nouvelles écoles s'ouvraient. En 1919, il y avait déjà 1 036 écoles en Lituanie et elles comptaient 45 540 élèves. Les cours supérieurs à Kaunas se sont transformés peu après en Université de Lituanie, ouverte le 16 février 1922. En deux décennies, 3 700 spécialistes, chercheurs et professeurs y ont été formés. La langue lituanienne est devenue la langue officielle non seulement dans les établissements publics, mais aussi dans l'armée (création de l'École militaire de Kaunas), la science et la recherche. De nouvelles traditions sont nées : en 1924, la première Fête lituanienne des chants a eu lieu à Kaunas.

Des réformes ont été engagées dans un pays petit et mono-ethnique. Selon les données du premier recensement du 17 septembre 1923, la Lituanie comptait 2 028 971 habitants (sans les régions de Vilnius et de Klaipėda). Les Lituaniens représentaient 82 % de la population, les Juifs 7 %, les Allemands 4 %, les Polonais 3 % et les Russes 2,3 %. La Lituanie était un pays agricole : 84 % d lav population vivait à la campagne, dont 91 % étaient des Lituaniens. La Lituanie était une nation d'agriculteurs, mais seuls 50 % des citadins étaient des Lituaniens, tandis que les Juifs représentaient le tiers des habitants des villes et bourgades et seulement 0,5 % de la population rurale. Les Lituaniens étaient majoritaires dans toutes les professions du pays, par contre les commerçants juifs dominaient dans l'export et l'import. De plus, les Juifs représentaient 83 % des propriétaires des entreprises commerciales, et les Lituaniens seulement 13 %.

À cette, environ 350 000 Lituaniens habitaient aux États-Unis (dont 180 000 nés en Lituanie), environ 100 000 dans la région de Vilnius et 6 000 en Angleterre. Pendant les premières années d'indépendance, des milliers d'émigrés sont revenus en Lituanie, ils achetaient de la terre, montaient des affaires, créaient des entreprises industrielles et des banques. T. Naruševičius, Bronius Balutis, Jonas Žilius, Jonas Šliūpas, Steponas Darius et d'autres sont devenus des personnalités connues de la société, des diplomates ou des militaires. L'argent envoyé par les Lituaniens des États-Unis représentait 1/10e du budget national de la Lituanie, les courants politiques de l'émigration finançaient les partis politiques de Lituanie et collectaient des dons pour les travaux de construction de l'État.

LA NAISSANCE DE LA NATION

La Lituanie obtient un port maritime : le rattachement de Klaipėda

La priorité de l'État-nation était le peuple lituanien, c'est pourquoi beaucoup d'attention était accordée à la Prusse Orientale où une partie importante de la population locale parlait lituanien, et où des journaux lituaniens étaient publiés. À son époque, Vytautas le Grand avait aussi eu des prétentions sur ce territoire. Après la perte de Vilnius, la Lituanie s'est tournée vers la Lituanie Mineure. Au même moment, les Britanniques ont soulevé l'idée que la Lituanie obtienne Klaipėda à la place de Vilnius, mais, plus tard, ils ont soutenu le statut de « ville

libre ». Le principe d'échange ne convenait pas aux Lituaniens, car Vilnius était leur ancienne capitale, mais le port les intéressait également beaucoup. Conformément au Traité de Versailles, Klaipėda était sous contrôle de l'administration française, appuyée par un bataillon de Chasseurs français. Les Français déclaraient que Klaipėda pouvait devenir une partie de la Lituanie, mais uniquement en cas d'union avec la Pologne. La Pologne ne cachait pas non plus son objectif de s'installer à Klaipėda. Le Premier ministre E. Galvanauskas avait acquis la certitude que, ni la Société des Nations ni la Conférence des ambassadeurs n'accorderait Klaipėda à la Lituanie et il a décidé de prendre Klaipėda par la force (selon A. Smetona, sans contrôle *de facto* il n'y aurait pas de contrôle *de jure)*, mettre tout le monde devant le *fait accompli* selon l'exemple de J. Pilsudski, et négocier ensuite. Au début de 1922, le représentant lituanien à Klaipėda Jonas Žilius a informé le Gouvernement qu'il n'y avait qu'une seule possibilité pour obtenir cette ville : la prendre avec la force militaire. Pour les militaires, c'était une affaire de 24 heures.

Seules quelques personnes au gouvernement connaissaient le plan d'E. Galvanauskas de préparer des arguments politiques et une défense diplomatique pour justifier l'action à Klaipėda. La Lituanie avait besoin d'avoir le soutien de la population locale et de bénéficier de sentiments pro-lituaniens à Klaipėda. Pour ces raisons, elle a financé les organisations pro-lituaniennes, acheté des articles et des journaux favorables, et acquis des propriétés. Les autorités lituaniennes se sont assurées de la position favorable de l'Allemagne : le pouvoir allemand croyait que la restitution de Klaipėda à la Lituanie était la meilleure solution pour l'avenir et il ne s'opposait donc pas l'action de la Lituanie à Klaipėda (ce serait peut-être plus facile de récupérer Klaipėda des Lituaniens que des Français ?), à condition que les Français soient chassés de là-bas et que la Lituanie assure les droits économiques et culturels des Allemands locaux. Comme Moscou cherchait toujours à désavantager la Pologne, les Soviétiques ne se sont pas non plus opposés à cette action et ils ont promis de ne pas rester spectateurs au cas d'attaque de la Pologne contre la Lituanie.

Les Lituaniens de la région de Klaipėda, qui ont vécu pendant de longs siècles sous l'influence de la culture allemande, étaient luthériens et non catholiques, ils restaient politiquement fidèles à l'Allemagne et, pour ces raisons, ils n'envisageaient pas de se révolter. Seuls les activistes lituaniens de la Prusse Orientale ont déclaré leur soutien au rattachement à la Lituanie pour pouvoir sauvegarder la langue et la culture nationale et en espérant obtenir de bons postes dans l'administration. Il ne restait d'autre choix

à la Lituanie que de mettre en scène une insurrection. Des écarts d'appréciation se sont exprimés de façon évidente : E. Galvanauskas et le chef de l'action militaire en préparation, l'officier de reconnaissance Jonas Budrys (Polovinskas) étaient vraiment surpris que des officiers cadres de l'armée lituanienne qui avait lutté contre les Polonais, les partisans de Bermondt et les bolcheviques, s'inscrivent à contrecœur pour l'attaque de Klaipėda en considérant que… ce n'était pas une lutte pour la Patrie.

Le 6 janvier 1923, le Comité Suprême de Salut de la Lituanie Mineure a été créé à Šilutė et, trois jours plus tard, il a demandé l'aide de la Lituanie. Le 9 janvier, 1 050 volontaires lituaniens en civil ont franchi la frontière, ils n'avaient rien de lituanien dans leurs poches : ni document, ni cigarettes, ni allumettes. Parmi ceux qui marchaient sur Klaipėda, il y avait 40 officiers de l'armée régulière, 584 soldats, les autres étaient des francs-tireurs (« Šauliai »), des étudiants et environ 300 habitants locaux avec quelques Allemands parmi eux, et c'était une preuve pour les Alliés que c'étaient une insurrection de la population locale. Les participants à cette opération avaient été prévenus de faire le moins de victimes françaises possibles. L'attaque a démarré au bon moment : il y avait en Occident de grandes disputes concernant les réparations allemandes non payées et l'entrée de troupes françaises dans la Ruhr. L'attaque de Klaipėda s'est déroulée sans accroc, Kaunas l'a présentée comme une insurrection de la population locale, d'autant plus que les Allemands locaux ne le contredisaient pas. Les Lituaniens allaient expliquer plus tard aux Français que cette insurrection était contre les Allemands et non contre l'administration de Jean-Gabriel Petisné. Au cours des fusillades, 16 Lituaniens ont été tués par les Français et 2 Français par les Lituaniens, mais tous protestaient énergiquement : les plus féroces étaient les Français, tandis que les Allemands et même les Britanniques protestaient de manière formelle. Les Polonais sont restés calmes, ils craignaient une réaction militaire de l'Allemagne : J. Piłsudski a déclaré que sa politique était essentiellement pacifique et qu'ils n'avaient pas l'intention d'attaquer la Lituanie qui était son pays « d'origine ».

Kaunas triomphait, l'euphorie a envahi tout le pays. Le succès des « insurgés » semblait comme une satisfaction morale pour la perte de Vilnius. Le 17 janvier 1923, le Comité Suprême de Salut de la Lituanie Mineure a pris la décision de se rattacher à la Lituanie dans des conditions d'autonomie et a demandé au Gouvernement lituanien une aide militaire et financière. Dans un esprit de générosité, le Seimas a répondu le 24 janvier favorablement à cette demande. Le 17 février, la Conférence des ambassa-

Le Premier ministre Ernestas Galvanauskas passe en revue les insurgés lituaniens à Klaipėda en 1923

deurs a transféré les droits de souveraineté de Klaipėda à la Lituanie. Les Lituaniens ont considéré cet événement comme leur plus grande victoire diplomatique et militaire, ce qui était vraiment le cas.

Le 8 mai 1924, la Convention et le Statut de Memel (Klaipėda) ont supprimé l'aspect territorial du « problème de Klaipėda » et déclaré la région comme une partie autonome de la Lituanie. Selon les données du recensement de 1925, la région de Klaipėda comptait 141 000 habitants. Parmi eux : 64 000 Allemands, 37 000 Lituaniens et 34 000 « habitants de Klaipėda » parlant lituanien à la maison. La Lituanie considérait sans aucun problème les « habitants de Klaipėda » comme des Lituaniens et comptait 50,8 % de Lituaniens dans cette région. La Lituanie avait acquis un port libre de glaces.

Après avoir réglé les relations avec les Alliés, en essayant d'éviter des doutes au sujet du nouveau statut du territoire, la Lituanie a conclu une série d'accords avec l'Allemagne. Les accords de commerce et de transport maritime ont été importants. Le 29 janvier 1928, le Traité frontalier germano-lituanien a été signé après des négociations longues et difficiles. Ensemble, les deux pays ont défini à Berlin la frontière qui a laissé le territoire de Klaipėda du côté lituanien. Plus tard, la Lituanie espérait que la question de Klaipėda ne serait qu'un problème intérieur, tandis que les Allemands ne considéraient pas que les traités techniques signifiaient un renoncement définitif à Klaipėda.

La démocratie de la gauche et le coup d'État de décembre 1926

Malgré la proximité géographique, l'histoire commune et les liens ethniques proches (entre les Lituaniens et les Lettons) les relations ne se développaient pas avec la Lettonie et l'Estonie. Les trois pays suivaient des voies différentes, même si, au cours des luttes pour l'indépendance, il y a eu de la coopération et des appels déterminés pour la création d'une union. La Lettonie et l'Estonie évitaient d'intervenir dans le conflit entre la Lituanie et la Pologne au sujet de Vilnius, mais les deux pays penchaient plutôt du côté de Varsovie. À cause du problème de Vilnius, la Lituanie retrouvait exclue du projet prometteur de formation régionale avec la Pologne en tête. Moscou utilisait le conflit entre les Lituaniens et les Polonais pour ses objectifs et jouait donc pour elle-même tout en nuisant aux intérêts tant des pays baltes que de la Pologne. Il est vrai que la Lettonie a reconnu la Lituanie *de jure* le 16 février 1921, ce qui a été un grand soutien à l'époque de l'isolement international de la Lituanie. Au mois de mars, la frontière entre les deux pays a été établie à l'aide d'un arbitrage international.

Il y a eu un certain nombre de bonnes idées et projets communs entre les pays baltes et la Scandinavie, mais la coopération avec les pays scandinaves ne s'est pas développée. Le 28 septembre 1926, les Lituaniens, restés isolés, ont signé à Moscou le Traité de neutralité et de non-agression avec l'URSS qui a confirmé dans ce traité la validité des conditions du traité de 1920. Gueorgui Tchitcherine a ajouté à ce traité une note confirmant les intérêts des Lituaniens pour Vilnius : les Soviétiques ont assuré aux Lituaniens que la position de Moscou restait inchangée par rapport à leur souveraineté territoriale malgré les infractions *de facto* aux frontières lituaniennes. De cette façon, Moscou a reconnu la souveraineté de la Lituanie sur Vilnius sans prendre en compte le mécontentement de la Pologne.

Les crises du parlementarisme, l'introduction de dictatures, les coups d'États : tous ces événements européens influençaient les forces politiques lituaniennes. La dictature bolchevique en URSS, la prise de pouvoir par Benito Mussolini en Italie, les coups d'État en Bulgarie et au Portugal et surtout le coup d'État en Pologne au mois de mai 1926 avec le retour de J. Piłsudski au pouvoir obligeaient à agir tous ceux qui n'étaient pas contents de la gouvernance du Seimas (« Seimocratie »). De plus, les élections des 85 députés du troisième Seimas les 8 et 9 mai 1926 ont fait sensation : après une gouvernance de trois ans assez dure du bloc des chrétiens-démocrates, ce dernier a perdu les élections. Pour la première fois, une nouvelle coa-

lition a été formée en juin par la gauche avec les paysans populaires, les sociaux-démocrates et les sept représentants des minorités nationales. Le leader des paysans populaires Kazys Grinius a été élu président. Les sociaux-démocrates l'ont soutenu uniquement à la condition de coordonner toutes ses actions avec eux. Le Gouvernement était dominé par les paysans populaires avec M. Sleževičius comme chef.

La nouvelle majorité gouvernementale du troisième Seimas s'est pressée de mettre en place dans le pays un système démocratique complet. Le 17 juin, l'État de guerre a été annulé, les prisonniers politiques ont été amnistiés, y compris beaucoup de membres du parti communiste lituanien (PCL) clandestin, toutes les restrictions de la presse ont été supprimées et, pour la première fois dans l'histoire du pays, on a autorisé la tenue de réunions. Le nouveau Gouvernement a réduit les salaires pour faire des économies, il a prévu de mettre en place un état civil (c'était un grand choc financier pour les prêtres catholiques car il était encore prévu ne plus payer les salaires du clergé à partir du début de l'année 1927), il a commencé à diminuer le nombre des officiers. Les officiers étaient furieux, ils ont expliqué à un membre du Seimas dans un langage très populaire les conséquences éventuelles d'une telle action : « Messieurs, ce n'est pas vous qui allez réduire l'armée, mais c'est l'armée qui va vous réduire ». Les réformes soudaines et les objectifs nobles du pouvoir se sont retournés contre lui. À partir de l'automne 1926, l'opposition a commencé à parler au Seimas et dans sa presse des dangers du communisme pour l'indépendance de la Lituanie. L'opposition a accusé le pouvoir de rester inactif vis-à-vis des communistes : la police politique avait été réduite en nombre et il ne restait personne pour s'occuper des actions anti-gouvernementales. Après des réunions communistes, des voyous avec des drapeaux rouges à la main harcelaient dans les rues des officiers en uniforme. Le bloc des chrétiens-démocrates, les nationalistes, les officiers et leurs soutiens, qui étaient dans l'opposition, étaient terrifiés par la « bolchevisation » (en novembre, la police montée avait dispersé brutalement une manifestation patriote des étudiants). Les accusations de la « bolchevisation » avaient été complétées par des accusations de polonisation, car pour tenir les promesses électorales, le Gouvernement a permis aux Polonais d'ouvrir 70 écoles polonaises, ce qui, à une époque de relations tendues avec la Pologne, était considéré comme une menace pour toute la Nation.

Comme le disait A. Smetona, la démocratie en Lituanie c'était comme des chaussures achetées trop grandes pour les enfants : la tradition parlementaire n'avait pas suffisamment mûri pendant ces six années, elle ne s'était pas solidement implantée et le plus difficile était de former des coalitions. Le

Le coup d'État du 17 décembre 1926 : des chars devant l'État-major

Seimas semblait trop intervenir dans les affaires du pouvoir exécutif et être incompétent. Pour la partie conservatrice, le modèle démocratique de l'État semblait ne pas correspondre aux intérêts nationaux, abandonner le développement de la lituanité et créer des conditions favorables au bolchevisme. À ce moment-là, l'armée est entrée sur la scène politique : les militaires avaient gagné les luttes pour l'indépendance, ils avaient rattaché Klaipėda à la Lituanie, les officiers se sentaient puissants face aux hommes politiques, ils consacraient beaucoup de temps à la formation des soldats, ils développaient leurs capacités physiques, ils encourageaient le sport et les connaissances de l'hygiène. Dans la crainte d'un virage soudain à gauche de la politique du pays, les officiers les plus actifs ont positionné le 17 décembre 1926 les soldats dans la ville et posté des gardes devant les principales institutions de l'État. À 3h43, les militaires armés ont fait irruption dans la salle du Seimas et interrompu la séance sur le budget de l'année suivante, ils ont dissous le Seimas et arrêté le président, tous les ministres et quelques membres du Seimas. Sans rencontrer aucune résistance, le major Povilas Plechavičius s'est déclaré chef suprême du coup d'État et dictateur provisoire, mais, peu après, il a proposé ce poste au premier Président de l'État lituanien A. Smetona. Ce dernier l'a accepté, car les militaires ont respecté la condition qu'il avait posée : le coup d'État s'était passé sans aucun coup de feu.

Sous pression des putschistes et après l'obtention d'un accord de la direction des paysans populaires, le Président K. Grinius a dissous le Gouvernement de M. Sleževičius et confié au nationaliste A. Voldemaras

la formation d'un nouveau cabinet ministériel. Devant l'éventualité de la menace d'une guerre civile dont la Pologne aurait pu profiter, K. Grinius a accepté lui-même de démissionner, assuré que le nouveau pouvoir respecterait la Constitution. Les nationalistes se sont mis d'accord avec le bloc des chrétiens-démocrates pour éviter des problèmes de reconnaissance internationale du nouveau Gouvernement et, le 19 décembre, ils ont convoqué une séance extraordinaire du troisième Seimas. Au cours de cette séance, le leader des nationalistes A. Smetona a été élu nouveau Président avec les voix du bloc du LKDP et il a prêté serment de respecter la Constitution du pays. Le bloc du LKDP a obtenu les postes de président du Seimas (A. Stulginskis élu à ce poste) et de ses adjoints.

Les nationalistes et les chrétiens-démocrates ont essayé de justifier les événements de décembre en déclarant avoir sauvé la Lituanie d'un coup d'État communiste (le putsch communiste du 1er décembre 1924 en Estonie démontrait l'existence d'une telle possibilité). Quatre membres du Parti communiste de Lituanie (PCL) ont été condamnés à mort et, dix jours après le coup d'État, ils ont été exécutés : cela devait signifier que les vrais coupables avaient été condamnés même si les partis de l'opposition ne voyaient pas le danger du communisme.

A. Smetona et A. Voldemaras soulignaient ouvertement la nécessité d'avoir des pouvoirs forts pour le Président, ils n'appréciaient pas le rôle des partis politiques en considérant que les partis exprimaient la volonté d'une partie de la Nation et non de la Nation toute entière, et ils n'envisageaient pas de revenir à « l'époque des Seimas » en les comparant au désordre et à l'anarchie. Les travaux engagés par le troisième Seimas ont été déclarés comme irréalisables et « contraires à la psychologie de la Nation ». L'opposition de gauche s'est réveillée et a essayé de rétablir le Seimas en utilisant des méthodes de putschistes, mais, au printemps 1927, le projet de coup d'État d'un groupe rassemblé autour du paysan populaire, le membre du Seimas J. Pajaujis s'est effondré après son arrestation. L'opposition a protesté contre l'arrestation de J. Pajaujis, la déclaration du Gouvernement n'a pas été adoptée et le troisième Seimas a été dissous par décret du Président du 12 avril 1927.

Antanas Smetona, Président de la Lituanie en 1919-1920 et 1926-1940

Des visiteurs de la 7e Exposition lituanienne sur l'agriculture et l'industrie (Kaunas, 1928)

De nouvelles élections n'ont pas été annoncées sous prétexte qu'un plébiscite était en préparation. De cette façon, A. Smetona a éloigné d'un coup du pouvoir la force politique la plus puissante : les chrétiens-démocrates.

Les 8 et 9 septembre 1927, des groupes armés de sociaux-démocrates ont organisé des putschs dans plusieurs districts. Une insurrection n'a réussi temporairement qu'à Tauragė, où la ville a été mise sous son contrôle, mais le pouvoir l'a réprimée : beaucoup de ses participants ont été arrêtés et condamnés. Les insurgés avec leur leader Jeronimas Plečkaitis sont partis à l'étranger et, pendant un ils ont effectué des actes terroristes depuis Riga, puis depuis la Pologne, avec le projet de faire tomber le pouvoir anti-démocratique de A. Smetona… avec l'aide de la Pologne autoritaire. Cela a discrédité les sociaux-démocrates aux yeux de la société.

Pendant tout l'été et l'automne 1927, le Président A. Smetona a voyagé d'une petite ville à l'autre, accompagné d'officiers, de ministres, de journalistes et des caméramans des chroniques cinématographiques. Il était accueilli officiellement par les organisations lituaniennes, les portes de bienvenue, décorées par les élèves avec des fleurs et des couronnes, puis les portes de bienvenue des Juifs locaux avec leurs propres décorations. Le Président visitait les églises, les synagogues et les églises orthodoxes russes. A. Smetona rassurait les habitants en leur expliquant le projet du nouveau Gouvernement de remettre de l'ordre dans le pays, de ne plus permettre de

faire de politique à ceux qui font des promesses irresponsable, de mieux s'occuper des affaires du peuple, de faire disparaître la corruption des fonctionnaires, d'améliorer la vie et de la rendre plus tranquille. A. Smetona déclarait lui-même que ce voyage sans précédent a permis aux gens de connaître les futurs travaux du nouveau pouvoir et qu'il « a donné de la confiance au Gouvernement ». Les fils des paysans conservateurs et catholiques pratiquants, lieutenants de l'armée ou francs-tireurs, ont remplacé temporairement le modèle d'un État national démocratique par la dictature, puis ils ont renoncé à ce modèle en faveur du régime autoritaire du Président A. Smetona pour des raisons de politique internationale.

Le Président A. Smetona et le Premier ministre A. Voldemaras

C'est ainsi que le chariot autoritaire aux roues ferrées, conduit par les leaders nationalistes, est parti sur les pavés des villes et villages lituaniens. Pendant quelques temps, l'espace public a été dominé par A. Voldemaras, extravaguant et bien connu en Occident pour son talent oratoire. Il n'occupait pas seulement le poste de Premier ministre, mais aussi celui de ministre des Affaires étrangères. Pourtant, il est devenu évident qu'il n'avait pas de nouvelles idées en politique étrangère, tandis que A. Smetona essayait d'occuper une position médiane (« vidurainė », terme de A. Smetona) : ne pas se lier à un État ou un groupe d'États. A. Voldemaras était convaincu que « les ennemis de nos ennemis sont nos amis » et partageait l'avis des nationalistes que la solution de la question de Vilnius passait par Moscou et Berlin et, pour cette raison, il recherchait de façon pragmatique le soutien de l'URSS contre la Pologne. Devenue membre de la Société des Nations, l'Allemagne ne pouvait plus soutenir les ambitions de la Lituanie concernant Vilnius, mais c'est justement avec l'Allemagne que la Lituanie a signé en 1928 huit accords et obtenu les meilleurs résultats. A. Voldemaras a modifié la politique étrangère dans une direction plus radicale en déclarant que la politique envers la Pologne ne changeait pas, mais que la Lituanie sans Vilnius n'était pas complète. Sans renoncer aux négociations avec la Pologne, pendant lesquelles il pensait montrer que la question de Vilnius n'était pas réglée, Voldemaras s'est trompé : lors des pourparlers en avril 1927, la Pologne a refusé d'aborder la question de Vilnius. Après sa rencontre avec August Zaleski, ministre polonais des Affaires étrangères, le 22 juin à Paris, A. Voldemaras a rencontré à la gare de Kaunas un groupe d'officiers qui voulaient lui faire comprendre que les

La délégation lituanienne à la Société des Nations à Genève en 1926, à partir de la gauche: Dovas Zaunius, le Premier ministre Augustinas Voldemaras et le Chargé d'affaires Petras Klimas (Photo : H. Roger Viollet)

négociations avec les Polonais dans de telles conditions allaient rencontrer une opposition très ferme. A. Smetona et A. Voldemaras sont devenus plus prudents, les négociations ont été suspendues et, dans la Constitution lituanienne de 1928, Vilnius a été indiquée comme la capitale de la Lituanie.

La Pologne a compris cette tactique et pour rendre la Lituanie plus conciliante, elle a pris des sanctions économiques et culturelles contre les organisations lituaniennes de la région de Vilnius. Pour cette raison, la Lituanie a porté plainte contre la Pologne devant le Conseil de la Société des Nations le 15 octobre 1927. La situation est devenue particulièrement tendue, car la Lituanie n'avait pas supprimé l'état de guerre avec la Pologne. La Lituanie et la Pologne se sont confrontées à Genève, où, le 10 décembre, au Conseil de la Société des Nations, J. Piłsudski a posé la question à A. Voldemaras : « La guerre ou la paix ? ». A. Voldemaras n'avait pas de solution, il a dit tout simplement qu'il n'y avait pas d'état de guerre entre la Pologne et la Lituanie. Le Conseil de la Société des Nations a accueilli cette déclaration avec joie, l'a confirmée avec une une résolution et a changé le nom de la ligne de séparation entre les deux États de « ligne de démarcation » en « ligne administrative », mais pas en « frontière » comme le souhaitaient les Lituaniens. Les deux pays ont considéré ce résultat de Genève comme une victoire.

Le Président A. Smetona passe en revue la cavalerie en 1938

De retour à Kaunas, A. Voldemaras a déclaré à la Maison des officiers et à la radio : « <…> nous sommes entrés dans la politique mondiale <…> ». Toutefois, en réalité, Vilnius s'est éloignée encore plus de la Lituanie.

Le problème de Vilnius compliquait aussi les questions concernant la création de la province ecclésiastique de Lituanie et le concordat avec le Vatican. Lorsque le Gouvernement négociait avec le Vatican au sujet des relations diplomatiques, l'opposition a accusé les chrétiens-démocrates de renoncer aux diocèses de Sejny et de Vilnius. Seul A. Voldemaras a réussi à régler cette question pendant sa visite à Rome : le 27 septembre 1927, il a signé le concordat avec le Vatican, établissant la position de l'Église catholique lituanienne au sein de l'État. Toutefois, les relations entre la hiérarchie de l'Église, qui soutenait le bloc du LKDP, et les dirigeants de l'État restaient toujours compliquées.

Les relations avec les Britanniques et les Français se sont détérioré lors la visite de A. Voldemaras à Londres en mai 1928, juste après la proclamation de la nouvelle Constitution de la Lituanie qui déclarait Vilnius comme capitale lituanienne. On a ainsi voulu démontré que Londres était impliqué dans la dispute pour Vilnius. Londres est devenu furieux à cause d'un tel comportement de l'invité et l'isolement international de la Lituanie a continué.

Le 15 mai 1928, A. Smetona, « soutenu par tout le Cabinet des ministres », a renforcé ses positions avec la nouvelle Constitution, car elle établissait sa supériorité vis-à-vis du Seimas, il pouvait le dissoudre et organiser de nou-

velles élections, adopter des lois (le Conseil d'État avait uniquement le droit de préparer et de discuter les lois) et, en cas d'absence du Seimas, exercer les fonctions de celui-ci. Le Président était élu pour un mandat de sept ans par les représentants spéciaux du peuple, il effectuait toutes les nominations et les révocations. En réalité, la Constitution enregistrait la situation existante en légalisant le régime autoritaire de A. Smetona.

La tendance à sauvegarder l'intégralité des frontières se renforçait en Europe, et A. Voldemaras ne pouvait rien changer. En occupant les postes de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères, il n'avait plus le temps de tout faire, il était en conflit avec certains ministres et commençait à vouloir gouverner seul. Suite à l'attentat contre A. Voldemaras, organisé par les étudiants socialistes-révolutionnaires « SR », en septembre 1929, tous les ministres ont « démissionné » *in corpore* et le Premier ministre a été obligé de démissionner aussi. Le 23 septembre, le Président A. Smetona a nommé l'économiste Juozas Tūbelis Premier ministre, et A. Voldemaras est resté sans rien, car il a imprudemment refusé le poste de ministre des Affaires étrangères. Le maître silencieux des machinations A. Smetona a continué à percer les abcès avec son scalpel, il s'est débarrassé de l'entourage des militaires putschistes et de A. Voldemaras, et, plus tard, il a fermé l'organisation semi-clandestine armée des nationalistes les plus radicaux « Geležinis vilkas » (« Loup de fer ») qui considéraient A. Voldemaras comme leur chef. Ces derniers, appelés « voldemarininkai » (partisans de Voldemaras), continueront à agir clandestinement et organiseront encore plusieurs tentatives infructueuses pour faire revenir au pouvoir leur patron.

Le nouveau chef de l'État devait prendre pour exemple un héros historique, et justifier par l'histoire la nécessité d'un pouvoir fort. Des héros ont été trouvés : les grands-ducs lituaniens constituaient un noble lien avec la Lituanie moderne du XXe siècle, qui était issue de l'ancienne Lituanie et avait rétabli son État. La tradition du GDL, les noms des Lituaniens, des princes et des nobles, de Gediminas, de Kęstutis et de Vytautas le Grand réveillaient la conscience nationale des Lituaniens. L'ancien souverain lituanien Vytautas, Grand-duc de Lituanie, grand chef militaire et génie de la Nation, a été choisi comme héros de l'État et de la Nation. En 1930, a eu lieu la commémoration officielle du 500e anniversaire du décès de Vytautas. Glorifier et respecter Vytautas le Grand en réactualisant son rôle historique convenait à tout le monde : c'était le grand chef d'armée qui avait gagné la bataille de Žalgiris (Grunwald), avait étendu la Lituanie de la Baltique à la mer Noire, et voulait obtenir pour la Lituanie la couronne de roi, « volée » par les Polonais perfides… L'Église catholique estimait aussi Vytautas car

Un instant de la création du culte de Vytautas le Grand : en 1930, à Pasvalys, une cérémonie spéciale rend hommage au portrait du Grand-duc voyageant à travers la Lituanie

Musée de la guerre Vytautas le Grand, ouvert en 1935. Architecte : Vladimiras Dubeneckis. (Photo : de V. Augustinas)

il avait fait baptiser la Lituanie et construire 33 églises. Les nationalistes appréciaient qu'il avait gouverné l'État d'une main ferme, les sportifs glorifiaient sa force physique, les membres des associations pour la sobriété expliquaient que Vytautas ne buvait jamais, ni bière ni de vin. La tolérance de Vytautas plaisait aux minorités nationales, car il avait invité les Tatars en Lituanie, accordé des privilèges aux Juifs qu'ils n'ont obtenu que beaucoup plus tard en Europe. Vytautas incarnait un idéal national et politique acceptable pour chaque Lituanien : il avait lutté pour libérer la Lituanie de la dépendance polonaise, et il était enterré à Vilnius.

Le comité de commémoration du 500e anniversaire du décès de Vytautas a décidé de créer le Musée de la guerre Vytautas le Grand à Kaunas comme panthéon mémorial. Le portrait de Vytautas était transporté dans toute la Lituanie : cette cérémonie était accompagnée de nombreuses manifestations dans toutes les villes et villages lituaniens, et des monuments lui ont aussi été érigés.

De cette façon, a été édifié le culte de Vytautas le Grand, qui rappelait aux Lituaniens le passé glorieux de leur héros et liait à ce passé l'État lituanien, gouverné par le chef fort de la Nation A. Smetona qui était comme un deuxième Vytautas. L'idée principale des manifestations commémorant Vytautas était l'unité nationale à travers un large mouvement patriotique, un appui dans le glorieux passé païen du GDL et la diffusion du message que la Lituanie était un vieil État historique.

Le tandem de A. Smetona et J. Tūbelis

J. Tūbelis, fondateur et dirigeant d'organisations agricoles et coopératives, s'est révélé être complètement à l'opposé de l'excentrique A. Voldemaras. Il a dirigé calmement aussi bien le Gouvernement et l'Union des nationalistes lituaniens entre 1931 et 1938. J. Tūbelis connaissait parfaitement l'économie les finances de la Lituanie, il s'opposait fermement à la dévaluation du litas, sa politique économique prudente a permis de résister à la crise, les finances ne se sont pas écroulées, et l'État n'a pas contracté de dettes insupportables. Sa théorie économique était conservatrice : éviter de dépenser plus que l'on gagne, améliorer la situation financière en développant la production. Il n'empruntait pas à l'étranger, il prenait des décisions avec prudence et soutenait l'autarcie de l'activité économique : s'en sortir avec le moins d'importations possible.

Les 160 000 nouveaux agriculteurs ont procédé à l'amélioration des terres et transformé des milliers d'hectares de prairies, de terrains boisées

Juozas Tūbelis, Premier ministre (septembre 1929 – mars 1938)

et de forêts en terres cultivables. La Lituanie était autosuffisante en céréales alimentaires et fourragères, et elle exportait le surplus (132 000 tonnes en 1938). Les coopératives et les agriculteurs individuels ont importé du Danemark, de Suède et d'Allemagne des milliers de vaches rouges ou blanches et noires, la production du lait d'une vache a augmenté de 700 à 2 000 litres ce qui était supérieur à beaucoup d'autres pays. Lorsque l'initiative économique privée s'avérait incapable de fonctionner au niveau nécessaire pour l'État, J. Tūbelis créait et renforçait l'activité économique des sociétés coopératives et des sociétés anonymes, il considérait nécessaire et utile une régulation modérée de l'État dans les domaines du travail salarié, de l'enseignement et de la culture, c'est pourquoi sa politique est parfois appelé une sorte de socialisme modéré d'État. L'activité de J. Tūbelis a renforcé les relations capitalistes en Lituanie, et le soutien des principe de coopérative et d'association a permis la concentration des sociétés coopératives lituaniennes « Lietūkis », « Pienocentras » et « Maistas ».

L'exportation des céréales diminuait, mais la production agricole (porc, beurre, fromage, produits à base de viande) représentait 65 % des exportations en 1935 à 78 % des exportations en 1939. La Lituanie a exporté 542 tonnes de beurre en 1924 et 17 413 tonnes en 1939. Les exportations de viande de porc a atteint 41 000 tonnes en 1939. L'industrie des conserves, du sucre et du textile se développait (en 1939, il y avait 80 entreprises de tissus et d'articles bonneterie en lin, coton et soie), la production des chaussures, du papier et du verre se développait également, c'est-à-dire l'industrie qui transformait surtout les matières premières locales a quadruplé. Les villes grandissaient et devenaient plus modernes. En 1939, Kaunas avec ses 154 000 habitants, dont 60 % étaient des Lituanien, était déjà une ville moderne et bien aménagée. Des écoles, des bibliothèques, de nouveaux musées et des bâtiments pour les facultés de l'université y ont été construits. Le système de santé a été amélioré, on a construit des hôpitaux, 1 500 médecins ont été formés, la mortalité a baissé en se rapprochant de celle des pays européen (13 morts pour 1 000 habitants), et la Lituanie

a dépassé de loin la Lettonie et l'Estonie par le nombre de naissance... Il était prévu d'industrialiser la Lituanie vers 1941-1942.

Le régime autoritaire du journaliste et orateur calme A. Smetona ne convenait pas à l'aile droite des nationalistes qui étaient fascinés par le fascisme italien et son leader plus énergique. Les nationalistes « voldemarininkai », qui étaient influents dans l'armée, essayaient de faire revenir A Voldemaras au pouvoir par des putschs. En 1934, la sortie dans les rues de Kaunas d'unités militaires, commandées par le général Petras Kubilūnas, a été la plus dangereuse. Toutefois, les putschs n'étaient pas dirigés directement contre A. Smetona et ils étaient arrêtés à temps. Mais cette fois-ci, A. Voldemaras a été « sérieusement » condamné : il a été exilé de Zarasai, village de province lituanienne, à Paris… Pour gagner la loyauté de l'armée, une solution simple a été trouvée : on a attribué de très gros salaires aux 1 750 officiers de l'armée de 25 000 hommes, on leur a accordé des soins gratuits, des appartements et d'autres avantages. Le régime s'appuyait sur la police et le Département de la sécurité d'État qui fonctionnait bien.

Des reproches au sujet de la non-réélection du Président se multipliaient, il a fallu adopter des lois pour créer l'illusion. Le 2 mai 1931, les municipalités sont devenues les organes des chefs de districts qui présidaient les conseils de districts, lesquels élisaient les « représentants spéciaux de la Nation » et ces derniers élisaient le Président. Il était difficile d'élire un opposant à A. Smetona en organisant l'élection des représentants spéciaux de cette façon. Ainsi, A. Smetona a créé des conditions propices pour sa réélection : le 11 décembre 1931, les représentants spéciaux de la Nation ont élu à l'unanimité A. Smetona Président lituanien. Selon le même schéma, A. Smetona a été réélu Président le 14 novembre 1938. Pourtant, lorsqu'Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne en 1933 et que des régimes autoritaires se sont installés en Estonie et en Lettonie suite à des coups d'État en 1934, le régime de A. Smetona paraissait tout à fait libéral dans la région.

Les militaires ont demandé leur part pour la modernisation de l'armée. En 1935, le Conseil de la défense d'État a approuvé le plan de réorganisation de l'armée : il a fallu attribuer environ 20 % du budget pour la défense de l'État. J. Tūbelis, qui a dirigé pendant 7 ans et demi le Conseil des Ministres (il a occupé ce poste le plus longtemps), assurait la stabilité des gouvernements et une politique solidaire de tous les ministres, ce qui a permis à la Lituanie de progresser dans tous les domaines et à tous les niveaux sans aucune aide de l'étranger. Mais il y a eu aussi des échecs. Le développement de l'agriculture et de l'industrie n'étaient pas suffisants pour augmenter rapidement le niveau de vie, de nombreuses petites exploita-

tions ont été vendues aux enchères. En 1935, « Pienocentras », qui achetait le lait chez les paysans, a divisé par trois le prix d'achat. Les paysans de la Suvalkija ont annoncé une grève, ils ont interdit la livraison du lait à Kaunas et érigé des barrages sur les routes, et des émeutes ont éclaté au moment de leur enlèvement par la police. À Veiveriai, la police a tué trois paysans et arrêté des centaines d'autres. En 1934-1935, les relations entre la Lituanie et l'Allemagne se sont tendues à cause du procès des nazis de Klaipėda, et l'Allemagne a pratiquement fermé sa frontière à l'importation des produits agricoles lituaniens et stoppé l'importation traditionnelle des oies. Afin d'aider les paysans, tous les fonctionnaires ont été obligés d'acheter régulièrement des oies. L'État soutenait les prix des produits agricoles avec des subventions budgétaires jusqu'à ce que J. Tūbelis ait trouvé un marché en Grande-Bretagne. Les importations et les exportations entre la Grande-Bretagne et la Lituanie occupaient alors la première place.

Les événements à Užnemunė ont un coup important pour le Premier ministre J. Tūbelis et A. Smetona. Les partis, surtout le bloc du LKDP, critiquaient le régime. Au début de 1936, lorsque les chrétiens-démocrates, les partis politiques ont été interdits officiellement en Lituanie, à l'exception de l'Union des nationalistes lituaniens (LTS), à qui A. Smetona n'a pas autorisé à se transformer en parti, mais lui a permis uniquement de soutenir son régime. À première vue, il ne restait plus aucune activité des partis d'opposition. Pourtant, comme l'opposition réclamait de former immédiatement un Gouvernement qui jouissait de la confiance de la Nation et de rétablir le Seimas, et que la gauche suivait le slogan du paysan populaire M. Sleževičius, « La lutte continue, et elle continuera jusqu'à la convocation du Seimas », ses proches ont convaincu A. Smetona de transférer une partie du mécontentement à un Seimas aux ordres et d'ouvrir une « fenêtre » politique. Pour cette raison, l'institution du Seimas a été rétablie. Les Conseils des districts (c'était le Conseil municipal à Kaunas) proposaient des candidats au Seimas, mais les organisations associatives et des groupes de citoyens n'avaient pas le droit de présenter leurs candidats au Seimas. Seules les municipalités contrôlées par les nationalistes pouvaient le faire. De cette façon, les représentants de l'opposition n'ont pas eu le droit de participer aux élections du Seimas. Ainsi, les élections de l'été 1936 n'étaient pas démocratiques, et le nouveau quatrième Seimas a été appelé le « Seimas de Smetona ». La majorité des 49 députés était composée des nationalistes et de personnes loyales au pouvoir.

Le régime autoritaire du Président a été renforcé par la nouvelle Constitution du 12 mai 1938, signée par le Président A. Smetona et le

Premier ministre V. Mironas. La Constitution définissait la Lituanie comme république, mais le mot « démocratique » n'y figurait plus. La souveraineté revenait au peuple, le Président, élu pour sept ans, dirigeait l'État avec un pouvoir énorme, mais il n'était pas responsable de ses actes, la signature du Premier ministre était pourtant nécessaire pour tout acte présidentiel, entre autres sur les questions de défense de l'État. Le Président avait le droit de promulguer des lois, conclure et ratifier les traités, nommer et révoquer les hauts fonctionnaires, il avait le droit de nommer et révoquer le chef de l'armée en tant que chef suprême des forces armées. Vilnius était indiquée comme la capitale de la Lituanie. Cette Constitution garantissait de manière absolue le régime autoritaire de A. Smetona.

Il semblait à A. Smetona que l'activité des partis affaiblis de gauche n'était plus dangereuse, ils publiaient leurs journaux, le Parti communiste lituanien, clandestin et peu nombreux (environ 1 200 membres), ne représentait plus de menace même si Moscou continuait à lui injecter de argent. Toutefois, le bloc des chrétiens-démocrates et le Centre d'action catholique (KVC) n'étaient jamais loin derrière : les nationalistes ne sont pas arrivés à monopoliser l'espace idéologique et organisationnel. Les organisations et les groupes de jeunes catholiques étaient beaucoup plus nombreux que ceux des nationalistes, et leur presse était plus d'influente. L'opposition de tendance chrétienne-démocrate prétendait à participer à la direction de l'État, elle soutenait l'ambitieux chef de l'armée, le général Stasys Raštikis, qui, bien que marié à la fille du frère du Président, avait acquis une telle popularité dans la société que le Président l'a révoqué en avril 1940 après un assez long conflit.

Les Juifs et les Polonais, citoyens de Lituanie

Pendant des siècles, il n'y a pas eu d'antisémitisme agressif en Lituanie, car le paysan lituanien dépendait complètement des commerçants et des acheteurs de récoltes juifs qui avaient une position dominante, et, inversement, les Juifs étaient dépendants des paysans. Les Lituaniens employaient des diminutifs un peu moqueurs en les appelant « nos petits Juifs » (car ils n'étaient pas très grands et ils faisaient du commerce et pas un travail « sérieux » ce qui n'était pas bien vu des paysans). Ils étaient connus pour être tous lettrés, pour leur amour du livre et, à cet égard, ils étaient un bon exemple pour le mouvement national lituanien, même si les Lituaniens les trouvaient « différents ». Les Juifs considéraient les paysans lituaniens comme des gens de la campagne peu civilisés, à qui ils achetaient

la production et dont ils n'estimaient pas la culture toute jeune tout comme les Polonais. Les Juifs parlaient avec les Lituaniens en russe ou en polonais. Au XXe siècle, la situation a commencé à changer : les Lituaniens ont commencé à travailler avec les Juifs en cherchant des candidats à la Douma russe et, de cette façon, ils gagnaient contre les candidats des nobles polonais. Toutefois les uns comme les autres ne le faisaient que pour leurs propres intérêts, sans prévoir de partenariat stratégique commun.

On peut dire que les deux problèmes les plus importants de la politique étrangère, Vilnius et Klaipėda, ont déterminé la situation des Juifs et des Polonais de Lituanie. Le petit groupe d'intellectuels lituaniens, qui n'avait pas de classe moyenne forte et capable de diriger, était intéressé par le soutien des Juifs, surtout si la Lituanie était rétablie avec Vilnius comme capitale. Les communautés juives urbaines et leur soutien commercial et financier dans les villes encore non-lituaniennes étaient importants pour des considérations de politique aussi bien intérieure et qu'étrangère. En décembre 1918, les sionistes juifs Jakub Wygodzki et S. Rosenbaum sont devenus membres du Gouvernement lituanien, respectivement ministre sans portefeuilles pour les affaires juives et vice-ministre des Affaires étrangères. Les Lituaniens n'encourageaient pas l'antisémitisme ni les projets d'assimilation des Juifs, et, à la Conférence de la paix à Paris, ils ont promis aux Juifs tout ce qu'ils ont demandé et tout d'abord une large autonomie culturelle. En général, en Lituanie, les Juifs ont soutenu l'indépendance, ils ont participé à l'activité du Conseil lituanien, et les volontaires juifs ont pris part aux luttes pour l'indépendance. En 1920, la Conférence nationale des représentants des communautés juives (*kahal*), élus démocratiquement, a constitué le Conseil (*Vaad*) des Juifs lituaniens, composé de 34 membres qui devaient s'occuper de toutes les questions sociales et culturelles juives. Les représentants juifs qui ne connaissaient pas bien le lituanien avaient le droit de parler en yiddish au Seimas lituanien, ce qui n'existait pas encore en Europe…

Toutefois, la perte de Vilnius a affaibli les promesses des Lituaniens et, lors des discussions au sujet de la Constitution de 1922, les partis ont accepté l'autonomie culturelle des minorités nationales, accordé des droits égaux, mais n'ont pas octroyé de privilèges pour ne pas former un État dans l'État. La Constitution protégeait le statut du lituanien en tant que langue officielle, se prononçait contre le dénigrement et la persécution des minorités et leur persécution, appelait à respecter leur culture, mais elle ne mentionnait pas les Juifs en particulier. On considérait qu'il y avait 250 000 Juifs en Lituanie, mais le recensement n'en a compté que 150 000 (7 % de la population), et, à cause de l'émigration et de la faible natalité, la population

juive n'augmentait pas. En 1923, le poste de ministre juif sans portefeuille a été supprimé et, plus tard, on a suivi le principe de A. Smetona : comme nous permettons aux minorités nationales de parler leur langue maternelle et de discuter entre eux de leurs affaires culturelles, « les minorités ont le devoir d'être des patriotes territoriaux de notre pays, d'aimer la Lituanie et de respecter la Nation lituanienne ».

Malgré la domination de la culture lituanienne, qui était moquée peu auparavant, les Juifs pouvaient continuer à développer leur culture. Toutefois, les Juifs et les Lituaniens vivaient des vies séparées qui ne se croisaient que pour les besoins du travail. Dans l'État-nation lituanien, la sphère de l'emploi public restait fermée aux Juifs, et ils continuaient donc à rester majoritaire dans le commerce, ils ont beaucoup contribué à la reconstruction de la Lituanie et créé des organisations juives économiques et financières ainsi que leur propre système éducatif unique et des écoles (les cours étaient donnés en hébreu ou en yiddish, ces écoles sont devenues des centres importants de la culture juive). La jeune culture lituanienne encore peu estimée (les classiques de la littérature Maironis, Vaižgantas et V. Krėvė-Mickevičius se promenaient encore dans les rues de Kaunas) n'attirait pas beaucoup les Juifs. D'autre part, les Juifs blessaient les sentiments patriotiques des Lituaniens, qui avaient souffert sous le pouvoir tsariste, car ils parlaient souvent entre eux en russe.

Les Juifs étaient une communauté pluraliste, multipolaire, fragmentée politiquement avec beaucoup de partis politiques et d'organisations. Avec la sécularisation, la modernisation des jeunes et la désintégration de la vie fermée du ghetto juif, le pouvoir regardait d'un mauvais œil les Juifs de gauche de plus en plus nombreux, actifs au sein du PCL, participant à l'activité communiste clandestine, où les Juifs étaient majoritaires : ils représentaient 70 % des membres du PCL de Kaunas, organisation la plus importante, et la majorité de la jeunesse communiste (komsomol) et du SRI (Secours Rouge International, dirigée depuis Moscou). Les Lituaniens se déplaçaient vers les villes, ils se sont précipités vers l'industrie et le commerce, et la concurrence s'est renforcée avec le début de la crise économique. Les Juifs contrôlaient 40 % de l'industrie du pays, 54 % du commerce intérieur, 20 % de l'exportation et 40 % de l'importation. Beaucoup de Juifs avaient des professions libérales : 42 % de l'ensemble des médecins, la proportion d'avocats, d'artistes professionnels et de journalistes était moins élevée, 32 % des Juifs travaillaient dans le commerce et 23 % dans l'industrie et l'artisanat. Dans les années 30, dans le journal économique « Verslas » (Les Affaires), des hommes d'affaires ont commencé à attaquer

De jeunes sportifs du club juif « Hapoël » marchant dans la rue centrale de Kaunas en 1935. (Archives de l'Association des Juifs de Lituanie en Israël)

assez violemment les commerçants juifs : ils proclamaient ouvertement le slogan « La Lituanie aux Lituaniens ». Toutefois, les autorités empêchaient efficacement les incitations à limiter l'activité des Juifs, et le philosémite A. Smetona a déclaré aux jeunes Lituaniens les plus agressifs qu'« il y aura assez de place pour tous ».

Les nationalistes appréciaient le soutien des Juifs dans la recherche de solutions aux problèmes de Klaipėda et de Vilnius, mais la participation des Juifs aux élections municipales était considérée comme un désir « non justifié » de continuer à élargir leur influence. Toutefois, avec la lituanisation des villes, l'activité des Lituaniens et de leurs coopératives agricoles affaiblissaient inévitablement les positions économiques des Juifs. La partie du capital des Lituaniens dans les exportations du pays représentait 45 % en 1934 et 70 % en 1938. Les Juifs dominaient dans certains domaines : ils exportaient plus de chevaux, de fourrures, de cuir et de bois, et ils étaient également majoritaires dans les importations. En général, les Juifs menaient la vie communautaire séparée et ne s'intégraient pas beaucoup dans la société lituanienne. Le mouvement sioniste appelait les Juifs de Lituanie à venir en Palestine.

Les Polonais qui représentaient 3,2 % de la population, même si les Polonais considéraient qu'ils faisaient plus de 10 %, menaient également leur vie culturelle autour des écoles polonaises. La situation se détériorait à cause des restrictions de la vie culturelle lituanienne dans la région de Vilnius, mises en œuvre par la Pologne, car les autorités lituaniennes ré-

Les routes entre la Lituanie et la Pologne sont restées fermées pendant une dizaine d'années. Les proches des deux pays se rencontrent sur la ligne administrative (vers 1937)

pondaient en faisant la même chose. Le nombre d'élèves dans les écoles primaires polonaises diminuait : en 1923, il y avait 2 852 élèves dans les 30 écoles primaires polonaises, et, en 1932, ils n'étaient plus que 603. À partir de 1927, il est devenu habituel d'indiquer l'origine ethnique des élèves. Un enfant pouvait aller à l'école polonaise si ses deux parents étaient polonais. Si un des parents était lituanien, l'enfant devait aller à l'école lituanienne. L'influence des Polonais était limitée, car les autorités tentaient de les lituaniser en les considérant comme des Lituaniens ayant oublié leurs origines. Le Président A. Smetona pensait que, si un Lituanien était devenu Polonais à une époque, pourquoi ne pouvait-il pas redevenir Lituanien ?

Les Polonais qui vivaient dispersés n'avaient pas la possibilité de trouver des écoles pour leurs enfants partout en Lituanie, et leurs enfants allaient donc dans des écoles clandestines. On comptait 40 de ces écoles en 1935. Les organisations culturelles polonaises, comme *Pochodnia* (« Flambeau »), *Oswiata* (« Lumière ») *et Jutrzenka* (« Aube »), soutenaient l'enseignement, elles étaient financées par la Pologne. Ces organisations aidaient les écoles polonaises primaires ainsi que les lycées polonais à Kaunas, Panevėžys et Ukmergė qui étaient aussi soutenu financièrement par le Gouvernement lituanien. Durant l'année scolaire 1935-1936, il y avait 30 écoles polonaises en activité.

Les Polonais de Lituanie accordaient beaucoup de forces à l'activité culturelle, car ils ne pouvaient pas développer des activités politiques à cause des mauvais rapports entre les deux pays. En général, les minorités

nationales, entres autres les Russes et les Allemands, pouvaient librement développer leur langue et leur culture, mais ils ne se sentaient pas égaux aux Lituaniens en n'obtenant qu'un rôle d'assistants auprès des Lituaniens et en se heurtant à des barrières invisibles lorsqu'ils essayaient d'occuper des postes dans l'administration publique. Les minorités allemande et polonaise faisaient des efforts pour obtenir une autonomie nationale à l'exemple des Juifs. Seule la minorité russe n'avait pas de telles exigences.

Après l'automne 1939, l'influence des événements internationaux sur les Lituaniens et les minorités nationales était évidente. Les garnisons de l'Armée rouge avaient son influence : à droite se renforçait l'aile radicale et nationaliste de la jeunesse lituanienne, et à gauche une partie des jeunes juifs et lituaniens exprimaient ouvertement des sympathies pour l'URSS et le bolchevisme. Le régime autoritaire modéré de A. Smetona ne satisfaisait plus personne, bien que ce soit pour des raisons complètement différentes.

La génération de l'indépendance

En un peu moins de deux décennies, la Lituanie est devenue définitivement lituanienne, il n'était plus possible de la confondre avec la Pologne ou la Russie. Les priorités du modèle d'État et du régime de A. Smetona, c'est-à-dire la création d'une culture nationale et une Lituanie parlant lituanien, ont été réalisées pour l'essentiel. La culture nationale, qui n'était ni régulée ni entravée, s'est révélée dans toute sa splendeur, une nouvelle génération des gens doués et éduqués a grandi et a été capable de s'ouvrir aux valeurs créées dans le monde et les interpréter dans un environnement lituanien. Le livre, apprécié depuis l'époque de l'interdiction de l'écriture lituanienne, avait conservé sa valeur, tout comme la presse. L'analphabétisme avait presque été éradiqué. En 1937, en Lituanie, 150 périodiques étaient publiés en lituanien et en russe avec un tirage total de 930 000 exemplaires. En 1938, 2 312 écoles étaient en activité avec 5 110 professeurs, et 283 000 élèves étudiaient dans les écoles primaires. La langue lituanienne s'est renforcée dans tous les domaines de la vie de l'État. L'Université de Vytautas le Grand à Kaunas a été rejointe par l'Académie d'agriculture de Dotnuva et l'Académie vétérinaire de Kaunas qui formaient des spécialistes de l'agriculture. L'Institut pédagogique formait les enseignants, l'École des beaux-arts et le Conservatoire formaient des artistes. Environ 1 500 jeunes lituaniens ont obtenu des bourses nationales pour faire des études d'ingénieurs, de navigation maritime, de médecine, de langues, d'histoire et de sciences militaires à l'étranger.

Le développement de l'architecture : la Chambre d'industrie et de commerce à Kaunas. Architecte : V. Landsbergis-Žemkalnis, 1938

Les jeunes couples considéraient que c'était un honneur de se marier à Paris, de faire connaissance avec la littérature et l'art mondial. La peinture, l'architecture professionnelle et une école de philosophie lituaniennes sont apparues. La poésie et la littérature ont atteint un assez haut niveau, elles ont expérimenté avec des styles inconnus auparavant des romans psychologiques et satiriques, des œuvres dramatiques, historiques et réalistes sont apparues. La critique professionnelle reflétait et analysait les courants d'idées et les priorités des catholiques, des nationalistes et de la gauche, qui étaient en compétition entre eux, dans le contexte de développement culturel pas uniquement lituanien, mais aussi européen. On s'éloignait de l'influence culturelle russe, on passait sous silence la polonaise, on s'orientait vers les phénomènes culturels soit allemands soit français, même si la peur de l'influence de tous géants culturels restait la même.

Le régime de A. Smetona ne régulait pas le développement des phénomènes culturels, ni leur contenu ni leur esprit, même si on a beaucoup parlé de la création d'une culture nationale lituanienne. Le financement du budget de l'État a permis de créer un opéra, un ballet et un théâtre professionnels, et de former une élite culturelle nationale. Le 1er novembre 1938, l'Institut de lituanistique Antanas Smetona a été créé, c'était un établissement scientifique avec pour objectif l'étude de la langue lituanienne, du folklore lituanien et du passé de la Lituanie, l'entretien de la documentation et des sources scientifiques de ces domaines, la représentation de la lituanistique en Lituanie et

Le bâtiment de « Pienocentras » à Kaunas (vers 1938).
Architecte : V. Landsbergis-Žemkalnis

à l'étranger, la détermination des termes techniques, et le recueil des trésors du folklore et des chansons. La rédaction du dictionnaire de la langue lituanienne, commencée en 1902 par Kazimieras Būga, a été poursuivie (les premiers volumes ont été imprimés sous l'occupation allemande, et les suivants à l'époque soviétique malgré les empêchements des commissaires politiques. Le travail lexicographique le plus unique au monde n'a été terminé qu'en 2001). Les 20 volumes du dictionnaire ont été publiés, le nombre total de pages s'élevait à 22 000, et ils contenaient un demi-million de mots de la langue lituanienne avec des exemples de leurs utilisations.

Certains indices économiques et sociaux de la Lituanie se sont rapprochés ou ont atteint ceux des pays voisins. La Lituanie rattrapait la Pologne (en 1930, le revenu national par habitant étaient de 450 livres sterling en Lituanie, 550 livres sterling en Pologne, 900 livres sterling en Lettonie, 950 livres sterling en Finlande) et dépassait la Bulgarie et la Roumanie. Toutefois, ce n'était pas tout : on s'occupait de la création de traditions nationales et d'État, de l'établissement de lieux de commémoration nationale, et du développement des traditions, c'est-à-dire la Nation avait besoin d'avoir des lieux de commémoration et ses héros. On a eu l'idée de construite à Kaunas l'église de la Résurrection : un temple de la nation avec des décorations et un style lituaniens reflétant l'esprit religieux et national lituanien. La construction de cette église a été considérée comme un acte d'unité de la Nation. Le plus haut bâtiment de Kaunas en béton armé selon le projet

de l'architecte Kārlis Reisons s'est élevé rapidement (transformé en usine de radios à l'époque soviétique, et terminé comme église qu'au XXIe siècle). Lors de la commémoration des 10 ans de l'indépendance, on a érigé de nombreuses croix et des monuments patriotiques rappelant les luttes pour l'indépendance. On a commencé à entretenir les tombes des soldats morts pour la liberté de la Lituanie. Le 23 novembre 1934, le Soldat inconnu a été inhumé à Kaunas, dans le jardin du Musée de la guerre, près du Monument aux morts pour la liberté de la Lituanie. Des cérémonies d'hommage ont été créées, on s'occupait des cimetières militaires, le culte des soldats morts pour la patrie a été activement créé. Chaque année, on commémorait solennellement le jour de la création de l'armée le 23 novembre.

À partir de 1930, on a commencé à célébrer la Fête spéciale de la Nation le 8 septembre (jour prévu pour le couronnement de Vytautas et jour de la naissance de la Vierge Marie). De grands portraits de Vytautas le Grand et de A. Smetona ornaient les établissements publics, on organisait des parades militaires et des défilés théâtralisés dans les rues, on donnait des spectacles, et de grand bals étaient organisés pour les invités étrangers. Les fêtes soulignaient le lien entre le passé et le présent, elles rassemblaient les exploits nationaux, elles éduquaient avec les exemples glorieux du passé et cherchaient à montrer l'unité entre l'armée et la Nation.

Bientôt sont apparus les héros moderne de la jeune Nation. Du 15 au juillet 1933, deux aviateurs lituaniens Steponas Darius et Stasys Girėnas ont effectué un vol direct de New York à la Lituanie avec le petit avion « Lituanica ». Leur vol sans escale a duré 37 heures et 11 minutes sur une distance de 6 411 km ce qui en faisait le deuxième plus long vol sans escale au monde à l'époque. Les aviateurs se sont écrasés sur le territoire de la Prusse Orientale. Près de cent mille personnes qui attendaient l'avion à Kaunas se sont mises à pleurer en apprenant cette nouvelle. Les aviateurs avaient écrit une lettre avant le vol, où ils appelaient les jeunes Lituaniens à se consacrer à la gloire de la Patrie, et cet appel est devenu l'objectif de milliers de jeunes hommes et jeunes filles. Un mausolée pour les héros a été construit à Kaunas (sa destruction a commencé sous l'occupation nazie et a été achevée à l'époque soviétique). Les 21 et 22 mai 1935, un autre Lituanien américain Feliksas Vaitkus a effectué avec succès le vol de S. Darius et S. Girėnas.

Ces événements ont incité l'intérêt des jeunes pour l'aviation et les sports aéronautiques. Le talentueux constructeur et designer d'avions Antanas Gustaitis, chef des forces aériennes à partir de 1934, a construit une série d'avions qu'il a appelés ANBO (à partir des premières lettres des mots de la

Les aviateurs transatlantiques
Steponas Darius et Stasys Girėnas

Le bombardier léger ANBO VIII conçu par le général
Antanas Gustaitis et fabriqué à l'atelier d'aviation
de Kaunas (1939)

phrase « Antanas nori būti ore » (« Antanas souhaite être dans les airs »). 66 de ces avions ont été construits dans l'atelier des forces aériennes à Kaunas. En 1934, un groupe de trois avions ANBO IV, dirigé par A. Gustaitis, a visité presque toutes capitales européennes et parcouru 10 000 km. Les Lituaniens construisaient à Kaunas leurs propres avions militaires et sportifs, entre autres des bombardiers légers et des planeurs pour le sport, en utilisant avec créativité des moteurs allemands et des fuselages français.

Lorsque le sport lituanien est sorti dans l'arène internationale, on a eu les premières victoires. En 1937, les basketteurs lituaniens, aidés par des entraîneurs et quelques joueurs américains d'origine lituanienne, sont devenus champions d'Europe à Riga. Des milliers de Lituaniens ont accueilli le train, qui ramenait les sportifs, avec des fleurs, l'hymne national, des congratulations et des larmes de joie dans chaque gare lituanienne. En 1939, la Lituanie a remporté pour la deuxième fois le Championnat d'Europe de basket-ball à Kaunas. Peu après, l'équipe féminine de basket-ball lituanienne a gagné la médaille d'argent au Championnat d'Europe de basket-ball en Italie. Le basket-ball est devenu pour toujours le sport numéro un en Lituanie, comme symbole de la victoire nationale, la victoire du développement du corps et de l'esprit, un exemple excellent pour les représentants des autres sports. Le sport est devenu une partie intégrante de la vie, ce qui a été mis en évidence à Kaunas lors de la première olympiade nationale en 1938, où ont également participé de nombreux Lituaniens de l'étranger.

Le nombre de colonies lituaniennes à l'étranger augmentait et leur géographie s'élargissait. L'émigration a séduit des petits paysans lituaniens pauvres, surtout vers les pays d'Amérique du Sud, car les États-Unis avaient introduit des quotas pour l'immigration. En 20 ans, 100 000 Lituaniens ont émigré, dont 30 % étaient des Juifs qui partaient en Palestine, dans l'Union de l'Afrique de Sud et aux États-Unis. Les Lituaniens partaient surtout vers les pays de l'Amérique du sud (Argentine, Brésil, Venezuela et Uruguay). La Société d'aide aux Lituaniens de l'étranger a été créée pour les aider à maintenir les liens avec la Patrie. Elle veillait à ce que les colonies lituaniennes reçoivent la presse, elle envoyait des prêtres et des enseignants, et elle a ouvert quelques écoles primaires. Le contact avec les Lituaniens des États-Unis, les plus puissants au niveau financier et organisationnel, étaient maintenue à travers les organisations politiquement proches, dans un cadre professionnel ou personnel. En 1935, le Congrès des Lituaniens du monde a eu lieu à Kaunas, où sont venus 3 000 participants et invités de 19 pays. Ce Congrès a montré que la majorité des Lituaniens de l'étranger restaient proches de la Lituanie et qu'ils se préoccupaient de son l'avenir

En 1939, dans la salle des sports de Kaunas, l'équipe masculine de basket-ball est devenue pour la deuxième fois championne d'Europe

même s'ils n'étaient pas d'accord avec les restrictions politiques, mises en place par le régime autoritaire.

Les années d'indépendance ont défini clairement les contours de l'État lituanien et le contenu des valeurs nationales. La jeune génération qui était née et avait grandi dans une Lituanie libre considérait la souveraineté du pays comme la plus grande priorité. C'était évident pour elle que la Nation elle-même gère sa vie économique, culturelle et politique même s'il y avait des défauts (d'après un lycéen de l'époque, son rêve était de libérer Vilnius des Polonais et de renverser A. Smetona). Les lycéens, les étudiants, les militaires et les jeunes agriculteurs réagissaient vivement aux menaces de l'étranger, ils exprimaient leur détermination claire à défendre la Patrie en cas de besoin. Ils étaient éduqués dans cet esprit. Avoir son propre État qui venait de l'époque de Mindaugas, de Kęstutis, d'Algirdas et de Vytautas le Grand était le garant de leur rêve et de leurs projets d'avenir, la valeur suprême.

La Lituanie lituanienne, parfois même sans Vilnius et Klaipėda, était la plus grande réussite des fondateurs de la Nation, et, sans cette réussite, la Lituanie serait difficilement ce qu'elle aujourd'hui. Le modèle d'État de A. Smetona était assez typique pour l'Europe de l'époque. L'esprit de Nation et le patriotisme, introduits par l'éducation, ont préparé en quelque sorte les enfants de l'indépendance pour les trois occupations qui se sont suivies

et même pour les 50 ans de régime soviétique. L'idée de l'indépendance et l'espoir de vivre à nouveau dans la liberté allaient donner des forces pour sauvegarder la langue maternelle et la culture lorsque les croix gammées noires et les faucilles rouges tourneraient rapidement pour couper les têtes des meilleurs fils et filles de la Nation.

L'ÈRE DES ULTIMATUMS DES TROIS VOISINS

La Lituanie et la Pologne : des relations sans relations

Les relations avec les voisins ne se développaient pas facilement. Le rapprochement entre la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie était perturbé en permanence par les mesures diplomatiques de la Pologne, de l'URSS et de l'Allemagne. Par conséquent, l'Union politique et diplomatique des pays baltes n'a été créée que le 12 septembre 1934, cette entente balte ou communauté balte avait pour objectif d'intensifier la coopération économique, sociale, juridique et administrative. Toutefois, elle ne garantissait le soutien de l'Estonie et de la Lettonie dans son conflit avec la Pologne concernant la région de Vilnius, même si elle renforçait la coopération entre les pays de la région.

Après des négociations directes infructueuses avec la Pologne, la Lituanie s'est limitée à des relations diplomatiques occasionnelles, mais elle regardait tous les autres événements de politique internationale uniquement à travers le prisme de Vilnius. Les difficultés de la diplomatie lituanienne étaient prévisibles car ses deux principaux objectifs étaient clairement contradictoires : sur la question de Vilnius, la Lituanie demandait une révision des frontières, tandis que sur la question de Klaipėda elle se battait pour un *statu quo.* Comment les diplomates lituaniens auraient-ils gagné les deux batailles les plus importantes si les deux objectifs de la Lituanie se contredisaient ?

Après les changements politiques en Europe, le rapprochement des Soviétiques avec les Polonais et la signature du Pacte de non-agression entre l'URSS et la Pologne en juillet 1932, les engagements soviétiques envers la Lituanie au sujet de Vilnius ont perdu leur sens. En outre, Kaunas s'est inquiété de l'agressivité toujours croissante de l'Allemagne. Pour cette raison, Kaunas a commencé en 1934 à rechercher des contacts non officiels avec Varsovie. Deux quadragénaires, le ministre des Affaires étrangères Stasys Lozoraitis et le chef des armées le général Stasys Raštikis ont commencé à

Défilé de l'armée lituanienne en 1937

moderniser la diplomatie et l'armée, et ils ont préparé une nouvelle stratégie de sécurité nationale. L'idée de S. Lozoraitis était : « l'indépendance c'est le plus important », c'est pourquoi un *modus vivendi* avec la Pologne était une condition indispensable pour l'indépendance. En avril 1935, S. Lozoraitis a remis à A. Smetona un mémorandum secret, où il présentait son plan : nous avons Klaipėda, mais, à cause de cela, nous sommes en danger, nous n'avons pas Vilnius et il n'y pas d'espoir de la récupérer dans un avenir proche. Nous ne pouvons pas nous battre sur deux fronts diplomatiques, c'est pourquoi la Lituanie doit récupérer le facteur polonais et s'en servir dans la lutte contre l'Allemagne. Dans le domaine militaire, S. Raštikis sondait les possibilités de coopération militaire avec la Lettonie et l'Estonie, il était pour une union militaire des trois pays, mais A. Smetona et le Premier ministre J. Tūbelis ont déclaré qu'une telle alliance ne serait pas utile à la Lituanie.

Les relations établies avec le ministre des Affaires étrangères polonais Józef Beck n'ont rien donné : en janvier 1936, dans un discours, J. Beck a injurié la Lituanie, et A. Smetona avec son discours de réponse en mars à Kaunas a refermé la porte au compromis. Les négociations se sont retrouvées dans une impasse, et, le 11 mars 1938, un incident s'est produit sur la ligne administrative : un policier frontalier lituanien a tué un soldat polonais qui avait franchi la ligne. Lors de précédents incidents similaires, les Polonais avaient tué sept policiers lituaniens, mais, cette fois-ci, Varsovie a provoqué une hystérie anti-lituanienne (au même moment l'Allemagne annexait l'Autriche) et présenté le 17 mars à la Lituanie un ultimatum exi-

geant d'établir des relations diplomatiques et de donner une réponse positive sans réserves, car, dans le cas contraire, cela pouvait mal se terminer, c'est-à-dire il y aurait la guerre.

Les politiques de Kaunas s'attendaient à un ultimatum, ils recherchaient eux-mêmes les moyens de rétablir des relations. Les Français et les Britanniques ont conseillé d'accepter les exigences polonaises, Moscou et Berlin ont dit la même chose à Kaunas. Lors d'une réunion du Gouvernement lituanien, le général S. Raštikis a déclaré que l'armée se battrait si l'ordre lui en était donnée, mais qu'il ne se faisait pas d'illusion sur l'issue d'une telle guerre, c'est pourquoi il se prononçait pour une solution pacifique. Comme l'ultimatum polonais ne concernait pas la reconnaissance de Vilnius à la Pologne, la Lituanie a accepté l'ultimatum le 19 mars. Des milliers d'excités criaient passionnément dans les rues des villes polonaises « *Marsz na Kowno* » (« Marchez sur Kaunas ! »), la Varsovie officielle était satisfaite du résultat.

Les ambitions nationales lituaniennes ont reçu un grand coup : il a fallu arrêter de commémorer le 9 octobre, jour de la perte de Vilnius, échanger des ambassadeurs, établir à Vilnius un consulat lituanien, dissoudre la patriotique « Union de libération Vilnius » qui comptait 700 000 membres, arrêter la publication du magazine « Mūsų Vilnius » (Notre Vilnius). Bien que les relations diplomatiques aient été rétablies, la coopération entre la Pologne et la Lituanie se passait mal. La Lituanie considérait cela comme un recul tactique et, dans la nouvelle Constitution adoptée en mai 1938, elle a de nouveau inscrit que Vilnius était la capitale de la Lituanie.

Après l'acceptation de l'ultimatum polonais, le Cabinet des ministres de J. Tūbelis a démissionné, le Premier ministre a été remplacé par une autre personne proche d'A. Smetona : le prêtre Vladas Mironas. Il a démis S. Lozoraitis de ses fonctions, car sa stratégie avait échoué même si les autorités lituaniennes essayaient de prétendre que rien d'important ne s'était passé. L'acceptation de l'ultimatum sans réserves a consolidé, en réalité, les forces de l'opposition au régime de A. Smetona : des discussions ont commencé entre les leaders de « l'axe » des chrétiens-démocrates et des paysans populaires pour préparer un programme commun, ils ont été rejoints par les ultra-radicaux « voldemarininkai ». À partir de la fin de 1938, « l'axe » a attaqué la gouvernance de A. Smetona, dont l'autorité avait diminué, dans ses publications à Klaipėda (le statut d'autonomie de cette région ne permettait pas au Gouvernement lituanien de censurer la presse). La naissance de cet « axe » après une crise politique suite à une intervention étrangère montrait un changement de la tactique des partis d'opposition.

Le premier procès en Europe contre les nazis et la perte de Klaipėda

L'intégration sans succès de Klaipėda commençait à devenir un problème important, car Klaipėda ne « collait » pas à la Lituanie, et le directoire allemand de la région de Klaipėda suivait plutôt les instructions de l'Allemagne. Deux organisations nazies allemandes se sont créées, elles faisaient en permanence de la propagande antigouvernementale, préparaient une insurrection et le rattachement de la région à l'Allemagne, terrorisaient les réunions des Lituaniens, et attaquaient des Juifs. La Lituanie était en train de perdre le contrôle de Klaipėda.

Afin d'arrêter les actions antigouvernementales, une loi a été adoptée le 8 février 1934 pour protéger la Nation et l'État, où il était prévu de punir ceux qui mépriserait et injurierait la Nation lituanienne, le Gouvernement lituanien, les symboles de l'État et le drapeau, et agiraient contre la Lituanie pour compte de pays étrangers. Les autorités lituaniennes ont minutieusement recueillis des données d'accusation et effectué des perquisitions, au cours desquelles on a appris que les 805 membres des organisations nazies possédaient 1 104 armes à feu et de la littérature illégale. En s'appuyant sur ces preuves, 126 personnes ont été poursuivies en justice et les organisations nazies ont été interdites le 13 juillet.

Le procès s'est déroulé à Kaunas entre juillet 1934 et mars 1935 : c'était le premier procès sans équivalent en Europe contre des membres du parti national-socialiste allemand pour des activités contre l'État. Beaucoup de journalistes d"Europe occidentale ont suivi le procès. Ils avaient la possibilité de connaître les activités terroristes et de propagande des nazis, et d'informer leurs lecteurs de ce danger. On a rassemblé 34 volumes de documents d'accusation, 300 caisses avec des pièces à conviction ont été placées le long d'un mur dans la salle du tribunal : croix gammées, drapeaux, uniformes de SA, instructions, tracts, armes. La majorité des accusés ont dit qu'ils admiraient le nazisme, qu'ils considérait Klaipėda comme faisant partie de l'Allemagne, qu'ils recevaient des instructions des nazis allemands, eux-mêmes n'étant que leur section, et que les ordres leur étaient donnés par les chefs nazis Walter R. Hess et Erich Koch, Oberpräsident de Prusse Orientale, et le consulat allemand à Klaipėda. Le procès s'est terminé le 26 mars 1935 par la condamnation de 76 nazis.

L'Allemagne nazie exerçait une énorme pression politique et économique sur sa petite voisine à cause de ce procès, c'est pourquoi le Président A. Smetona a rapidement commué la peine de mort en prison à perpétuité

Le procès des nazis de Klaipėda à Kaunas (décembre 1934)

et, en 1937, il a amnistié les condamnés. Le plébiscite dans la région de la Sarre et son rattachement à l'Allemagne ont fait peur aux dirigeants lituaniens. En 1935, A. Smetona a qualifié, en privé, Hitler de « fou politique dangereux » qui était capable d'exterminer la moitié de l'Europe pour réaliser ses pseudo-idées.

À la fin de 1938, après les Accords de Munich, l'état de guerre dans la région de Klaipėda a été annulé et la Lituanie ne contrôlait plus la situation. La Lituanie attribuait un financement important à la région de Klaipėda (42 millions de litas avaient été investis rien que dans le port, tandis que les recettes n'étaient que de 11 millions), mais les ressources se sont avérées insuffisante et l'influence du Gouvernement de la Lituanie dans la région diminuait. L'égalité entre les deux langues, inscrites dans le Statut, n'était qu'une fiction : on pouvait parler en lituanien uniquement dans les administrations et les sociétés lituaniennes. Dans des institutions allemandes, dominaient les partisans des nazis, l'enseignement se faisait en allemand dans presque toutes les écoles, bien que la majorité des élèves étaient des Lituaniens. On n'a pas réussi à introduire un enseignement en lituanien en fonction de l'origine des élèves, et les instructions aux fonctionnaires de parler lituanien au travail et de participer aux fêtes lituaniennes ont donné un résultat contraire : les opposants empêchaient efficacement l'intégration de la région de Klaipėda.

Le Gouvernement lituanien n'a pas trouvé d'appui à l'intérieur de la région de Klaipėda : les Allemands de la région n'appréciaient pas d'être une « minorité nationale » et, en général, ils considéraient l'administration lituanienne comme une chose temporaire. Kaunas a essayé de s'appuyer sur les Lituaniens venus de Grande Lituanie, mais la majorité d'entre eux étaient de simples ouvriers sans éducation. Le plus important était que la Lituanie avait perdu les habitants de Klaipėda lituanophones en raison de conditions compliquées sociales, psychologiques et de la tradition politique. Ces habitants de Klaipėda votaient pour les partis allemands, bien organisés, aux élections du Seimas local (tout comme les Alsaciens ou les Polonais de Silésie). Selon plusieurs paramètres de développement, la région de Klaipėda ressemblait plus à la Lettonie et l'Estonie qu'à la Grande Lituanie. Si on prend 100 comme la moyenne des pays baltes de l'indice général de prospérité et de culture (moyenne géométrique des indices d'alphabétisation, des bibliothèques, de la santé publique, des produits de consommation, etc. par rapport au nombre d'habitants), l'indice de l'Estonie était de 132, celui de la Lettonie 138, celui de la région de Klaipėda prise à part 137, tandis que celui de la Lituanie était de 59… Ainsi, Klaipėda ne « collait » pas à la Lituanie en raison du niveau de développement inférieur de la Lituanie.

Si elle gardait Klaipėda, la Lituanie aurait eu besoin de centaines de millions de litas pour les investissements ou avoir sinon autant de divisions militaires que l'Allemagne, hélas… Au début de 1939, lorsque l'Allemagne se préparait déjà à marcher sur Klaipėda, les Britanniques et les Français (signataires de la Convention de Klaipėda) ont informé qu'ils ne garantissaient plus le *statu quo* à Klaipėda, mais la Lituanie n'était pas capable de conserver Klaipėda sans aide. Le 20 mars, l'Allemagne a demandé de lui remettre la région de Klaipėda sous forme d'ultimatum en menaçant que, dans le cas contraire, l'armée allemande entrerait ce territoire et on ne sait pas où elle s'arrêterait. Lors de la réunion du Cabinet des ministres, qui a duré 5 heures, A. Smetona a demandé aux militaires combien de temps la Lituanie pourrait résister. Les généraux K. Musteikis et S. Raštikis ont répondu « Même pas trois jours », et la Lituanie a donc accepté l'ultimatum.

Le 23 mars, la Lituanie et l'Allemagne ont signé l'accord de cession du territoire de Klaipėda, A. Hitler est arrivé à Klaipėda en navire militaire et, depuis le balcon du théâtre, il a prononcé un discours aux Allemands locaux jubilant. Toute la Nation lituanienne était bouleversée, l'envie de résister dominait. La Lituanie a reçu un grand choc économique : Klaipėda

Adolf Hitler à Klaipėda le 23 mars 1939 : les sympathisants des nazis allemands locaux et les SA saluent A. Hitler

représentait que 6 % du territoire lituanien et 5 % de sa population, mais la Lituanie a perdu un tiers de son économie, et 70 % des exportations passaient par Klaipėda.

Les chrétiens-démocrates et les paysans populaires sont revenus au pouvoir après la perte de Klaipėda. Le Premier ministre V. Mironas a été remplacé par le général Jonas Černius, son gouvernement a été appelé celui du « travail uni », les deux partis de l'opposition ont obtenu deux postes de ministres chacun. Toutefois, le pouvoir et l'opposition comprenaient différemment les changements dans le Gouvernement. Selon le pouvoir autoritaire, le travail commun devait se dérouler non pas au niveau des partis, mais à au niveau des personnalités compétentes. Cependant, le Président pouvait dicter les travaux au gouvernement, et le ministre délégué par l'opposition était donc obligé d'exécuter ces tâches. Le LVLS et le LKDK n'ont pas demandé l'autorisation de rétablir les organisations de leurs partis et ont accepté de déléguer deux représentants chacun au nouveau Gouvernement, formé en novembre 1939 par le nationaliste Antanas Merkys. On pouvait appeler cette tactique comme une existence « entre le pouvoir et l'opposition », comme une « politique de compromis ». On avait besoin d'une véritable unité des forces politiques, car une époque difficile s'approchait.

La politique de neutralité et le Pacte Molotov-Ribbentrop

Les principes du système de Versailles étaient en train de s'écrouler, la Société des Nations n'assurait plus la sécurité de ses membres. En été 1938, les ministres des Affaires étrangères des trois pays baltes ont décidé de ne plus permettre aux armées étrangères de traverser leurs territoires même si cela était demandé conformément à l'article 16 du Statut de la Société des Nations. Les trois pays baltes n'avaient plus d'autre choix et ils ont donc préparé une loi de neutralité que la Lituanie a ratifiée le 10 septembre 1939. Toutefois, il n'y a pas eu de changement dans la politique internationale, la Lituanie continuait de manœuvrer entre Varsovie, Moscou et Berlin en essayant de ne pas se retrouver dans un conflit militaire. Le chef de l'armée le général S. Raštikis a assisté au mois d'avril à l'anniversaire des 50 ans de A. Hitler, et, au mois de mai, il est allée en visite officielle en Pologne à l'invitation du maréchal Edward Rydz-Śmigły. Les relations entre les grands États se détérioraient et, en mai, une instruction a été donnée aux diplomates lituaniens que la Lituanie devait respecter une stricte neutralité « dans chaque situation et sur chaque question ».

Kaunas qui essayait de se défendre avec la loi sur la neutralité a été choqué par la nouvelle du pacte de non-agression du 23 août 1939 entre les nazis et les soviétiques, et la signature entre l'Allemagne et l'URSS d'un protocole secret supplémentaire, elles ont partageaient la région en zones d'influence : la Finlande, l'Estonie et la Lettonie revenaient aux Soviétiques et la Lituanie à l'Allemagne. Les deux parties ont reconnu les intérêts lituaniens sur la région de Vilnius, mais elles n'ont pas détaillé ses frontières. Les « Voldemarininkai », l'Union des francs-tireurs et les jeunes nationalistes ont accusé les autorités d'être impuissantes et ils ont incité le Gouvernement à récupérer Vilnius par la force pendant la guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Après avoir attaqué la Pologne, l'Allemagne a fait pression sur la Lituanie pour marcher sur Vilnius, en lui promettant un soutien avec l'aviation, des chars et l'artillerie. Les Polonais continuaient à perdre des batailles et le Gouvernement lituanien aurait pu reprendre Vilnius sans les Allemands, ils considéraient donc la marche sur Vilnius comme un problème politique et non pas militaire, et ils assuraient aux Polonais qu'aucun soldat lituanien ne franchirait la ligne administrative. Autrement, la Lituanie serait devenue un agresseur et aurait détérioré ses relations avec les Anglais et les Français. Les Soviétiques conseillaient aussi de ne pas attaquer Vilnius. Le 17 septembre, l'URSS a envahi la Pologne.

Manœuvres de l'armée en 1938 avec le chef de l'armée S. Raštikis (au centre) et le général J. Černius (à droite)

Le Président lituanien a déclaré une mobilisation partielle en démontrant sa détermination à défendre l'indépendance. L'armée lituanienne est passée de 24 000 à 89 470 hommes (formellement l'armée était augmentée seulement au cas où les parties belligérantes auraient franchi la frontière lituanienne). Le 28 septembre, Viatcheslav Molotov et Joachim von Ribbentrop ont signé le Traité de délimitation et d'amitié entre le Reich et l'URSS. Selon son protocole secret, la Lituanie était transférée dans la zone d'influence de l'URSS (en échange, l'Allemagne recevait la voïvodie de Lublin), la pression de l'Allemagne sur la Lituanie s'est arrêtée.

Par contre Moscou a commencé à bouger : V. Molotov a invité le ministre Juozas Urbšys à Moscou. Ce dernier est parti le 2 octobre. La veille de son départ, une démobilisation partielle de l'armée lituanienne a commencé : c'était un pas risqué, car, en cas de situation critique, il n'aurait peut-être plus été possible d'augmenter l'armée. À Moscou, le 3 octobre, J. Staline a fait pression sur Juozas Urbšys pour signer un accord d'assistance mutuelle, un accord sur le transfert de Vilnius et de sa région, et un accord sur la cession d'une partie du sud-ouest du territoire lituanien à l'Allemagne. Ce dernier accord a particulièrement étonné la délégation lituanienne, car il s'agissait de terres ethniquement pures lituaniennes et de 150 000 habitants. Les négociations se déroulaient difficilement. Juozas Urbšys a rapidement dû revenir à Kaunas pour des consultations, car les Soviétiques exigeaient l'autorisation d'installer leurs bases militaires en Lituanie. La Lituanie proposait d'agrandir son armée à la place des bases militaires, de

L'Armée lituanienne entre dans Vilnius
(fin octobre 1939)

l'équiper en armes lourdes et de coordonner des actions communes après la création d'une commission militaire commune. Les Lituaniens ont aussi pris la neutralité comme argument, mais J. Staline a déclaré que la Lituanie serait neutre quand il le voudrait...

Les négociations étaient rendues encore plus difficiles, car, au début de mois d'octobre, des accords similaires pour des bases militaires étaient déjà imposés à l'Estonie et la Lettonie. Les Lituaniens étaient déterminés à ne pas avoir de bases militaires, sauvegarder leurs terres ethniques et récupérer quelques districts de la région de Vilnius (Švenčionys et Druskininkai). Les Soviétiques exigeaient au début de laisser entrer 50 000 soldats, mais, plus tard, ils ont réduit le nombre à 20 000. La Lituanie a compris qu'elle n'obtiendrait aucune aide de nulle part, que l'Allemagne avait déjà cédé la Lituanie à la sphère d"influence de l'URSS. Sous la pression agressive de J. Staline et V. Molotov, l'accord de transfert de Vilnius et l'accord d'assistance mutuelle entre l'URSS et la Lituanie ont été signés le 10 octobre. L'accord mentionnait les traités de 1920 et 1926 entre la Lituanie et la Russie soviétique comme documents de base pour les relations bilatérales, mais les autres articles de l'accord étaient potentiellement une menace pour l'indépendance de la Lituanie. La Lituanie a obtenu un territoire de 6 700 km² avec Vilnius et environ 0,5 million d'habitants, soit seulement un cinquième du territoire fixé dans le traité de 1920, et, en échange, elle dû autoriser l'installation de bases militaires soviétiques. Berlin et Moscou se sont mis d'accord de ne pas toucher à la question des terres lituaniennes du

sud-ouest (par ailleurs, le 10 janvier 1941, l'URSS les achètera à l'Allemagne pour 7,5 millions de dollars or conformément à un autre protocole secret).

Le pacte a changé fondamentalement la situation internationale de la Lituanie : la Lituanie a perdu le statut politique de neutralité et une partie de sa souveraineté. Seule la récupération de Vilnius, capitale historique, était un rayon de lumière dans cette situation grave, et la Lituanie est devenue dépendante de l'URSS (une expression est devenue populaire parmi la population : « Vilnius est à nous, et nous sommes aux Russes »). L'Allemagne répétait ne pas posséder d'intérêts dans cette région, l'Angleterre et la France étaient en guerre et leur influence dans la région avait en général diminué après l'écrasement de la Pologne.

L'ultimatum de l'URSS et l'occupation soviétique en 1940

En autorisant l'installation de bases soviétiques, la Lituanie a perdu l'espoir d'être élue au Conseil de la Société des Nations. Pendant la guerre des Soviétiques contre la Finlande, les pays baltes ont évité de condamner l'URSS même si cette dernière a été expulsée de la Société des Nations comme agresseur. L'Allemagne a limité le commerce avec la Grande-Bretagne et essayé de monopoliser le commerce extérieur de la Lituanie. Il était trop tard pour créer l'union des pays baltes. La Lituanie devait s'occuper de l'intégration de sa capitale retrouvée Vilnius et de sa région ce qui demandait beaucoup de financement, mais la région avait souffert pendant la guerre les entreprises d'industrie modernes avaient été transférées en URSS. À cette époque, la Lituanie s'occupait avec bienveillance du logement et de la nourriture d'une dizaine de milliers de soldats et officiers internés polonais, ainsi que de l'entretien de 12 000 Juifs réfugiés de Pologne. Il a fallu introduire le litas à la place du zloty dévalorisé dans la région de Vilnius, nourrir les chômeurs, leur retrouver du travail et délivrer aux gens des documents d'identité. Selon sa situation démographique de l'époque, Vilnius s'avérait être une ville polonaise, et les Juifs représentaient un tiers de sa population. Les patriotes polonais ont accueilli avec hostilité l'administration lituanienne, surtout après le début de la lituanisation extérieure de la ville, du changement des inscriptions, et de l'organisation de cours de lituanien. Ils se sont indignés à cause de la fermeture de l'université polonaise Stefan Batory. Pour ces raisons, on ne s'est pas précipité pour transférer la capitale, les ministères et les administrations publiques de Kaunas à Vilnius. Les besoins des 20 000 militaires

de l'Armée rouge déployée en Lituanie demandaient beaucoup de temps : il manquait des casernes, des locaux et des appartements pour les officiers.

Toutefois, à la fin de mai 1940, la promesse de non-intervention des Soviétiques dans des affaires intérieures a pris fin : Moscou a accusé publiquement la Lituanie d'avoir enlevé des soldats des bases soviétiques. Les Soviétiques n'ont répondu à aucune proposition de la Lituanie, ils n'ont pas autorisé non plus à interroger les « victimes », prétendument enlevées puis retrouvées. Cela montrait que Moscou avaient de lointains objectifs avec ces accusations. De plus, Moscou a invité le Premier ministre lituanien A. Merkys. Face au danger, le Président A. Smetona l'a autorisé à signer tout accord qui ne violait pas l'accord du 10 octobre 1939.

Dès la première rencontre le 7 juin 1940 à Moscou, le comportement brutal de V. Molotov a choqué A Merkys. Il accusait la Lituanie soi-disant de mener une politique antisoviétique, d'enlever des soldats soviétiques, de les interroger et de les torturer, et d'avoir formé une union militaire antisoviétique avec la Lettonie et l'Estonie. Une caricature antisoviétique dans un journal lituanien et un article de A. Merkys lui-même ont servi de prétexte pour ces accusations. Les Soviétiques ne croyaient aucune explication, ils exigeaient de révoquer les coupables des « provocations » : le ministre des Affaires intérieures le général Kazys Skučas et le directeur du Département de la sécurité Augustinas Povilaitis. Les accusations absurdes et les cris de V. Molotov ont provoqué un effondrement psychologique de V. Merkys. Le 10 juin, Kaunas a été informé que V. Merkys ne réussissait pas à normaliser la situation, il a été décidé d'envoyer à Moscou le ministre J. Urbšys. Toutefois, ni J. Urbšys ni une lettre pacifique de A. Smetona au Président du Præsidium du Soviet Suprême Mikhaïl Kalinine, ni la révocation des deux hauts fonctionnaires lituaniens n'ont rien donné. Le 14 juin au matin, la Wehrmacht allemande est entrée à Paris et le soir même, à 23h45, J. Urbšys a reçu un ultimatum des mains de V. Molotov qui exigeait que la Lituanie autorise l'entrée d'unités militaires soviétiques supplémentaires (limitées par aucun accord), remplace le gouvernement par un autre prosoviétique, condamne les fonctionnaires « coupables » et donne une réponse avant le 15 juin, 10h00 du matin. V. Molotov a encore dit oralement à J. Urbšys que la réponse n'était pas importante, et que l'armée soviétique entrerait en Lituanie dans tous les cas.

L'URSS s'était préparée à avance pour l'invasion : des hôpitaux pour les blessés et des camps pour les futurs prisonniers de guerre avaient été installés à la frontière. Dès le printemps, les Soviétiques avaient transféré secrètement dans les villes lituaniennes des groupes spéciaux de renseignement

L'occupation : les chars soviétiques à Kaunas le 15 juin 1940.
(Photo : Georg Birman)

militaire et de diversion, formés au lituanien, pour prendre le pouvoir. Juste avant l'invasion, ils ont commencé un blocus aérien et maritime des pays baltes et, au petit matin du 15 juin, ils ont attaqué quelques postes frontaliers lituaniens, ils ont tué un policier frontalier, ils en ont enlevé un autre et ils ont désarmé plusieurs.

Lors de la réunion du Gouvernement qui a duré toute la nuit du 15 juin, on a discuté pour savoir s'il faut résister à l'occupation ou accepter l'ultimatum. L'idée de la résistance armée était freinée du fait que, dans ce cas, la Lituanie serait entrée dans le futur bloc des ennemis de l'Angleterre et de la France (et aussi des États-Unis, voire même de l'URSS peut-être) et elle aurait en souffrir après la guerre. Les chrétiens-démocrates et les paysans populaires se sont mis d'accord et ont exigé de remplacer le Premier ministre A. Merkys par le général S. Raštikis qui était proche des chrétiens-démocrates. Cela a été un nouveau coup pour A. Smetona : en présence de l'ultimatum, l'opposition a essayé de renverser le Premier ministre, même si la candidature de S. Raštikis était acceptable pour lui. Toutefois, le Président lituanien ne pouvait plus nommer de Premier ministre, les Soviétiques ont immédiatement rejeté la candidature de S. Raštikis. La proposition de résistance armée de A. Smetona n'a été soutenue que par deux ministres. Des officiers (le chef d'armée le général V. Vitkauskas, le général S. Raštikis) ont argumenté que la Lituanie seule n'était pas capable de résis-

ter sérieusement à la machine de guerre soviétique, on aurait eu beaucoup de victimes. Le Gouvernement a accepté l'ultimatum.

Le 15 juin, vers 15 heures, l'URSS a violé grossièrement tous les accords bilatéraux, signés avec la Lituanie, et fait entrer en Lituanie sa 3e et 11e armée, dont la taille n'était limitée dans aucun accord, lesquelles ont occupé les points stratégiques les plus importants, les avions militaires atterrissaient avec des parachutistes sur les aéroports. Ce n'est qu'à ce moment-là que la société lituanienne a appris à la radio l'existence de l'ultimatum, son acceptation et l'invasion de l'armée soviétique. Lorsqu'il a reçu l'information que les chars soviétiques avançaient déjà vers le centre de Kaunas et se dirigeaient vers les principaux ministères, le Président A. Smetona a déclaré qu'il ne ferait pas soviétiser la Lituanie de ses propres mains. Il a nommé A. Merkys comme une « petite protestation » pour remplir les fonctions de Président en expliquant qu'il avait des problèmes de santé. Il a quitté Kaunas pour l'Allemagne, accompagné du ministre de la Défense le général Kazys Musteikis et de leurs familles. Le Président espérait être plus utile politiquement à l'étranger.

Une partie de l'opposition était contente que le régime change et qu'il y aura des nouveautés, mais elle ne comprenait pas que ce n'était pas la fin seulement du régime d'A. Smetona, mais aussi de l'indépendance de la Lituanie, et que l'avenir des Lituaniens ne dépendaient plus d'eux (sans distinction, avec ou sans A. Smetona). Les optimistes espéraient encore que, après avoir évité une effusion de sang, les Soviétiques laisseraient à la Lituanie (dans le pire des cas) au moins le statut de la Mongolie, complètement dépendante de Moscou.

Les optimistes et les naïfs se trompaient.

Chapitre V

LITUANIE : LES OCCUPATIONS SOVIÉTIQUE ET NAZIE

« Nous pouvons supposer que si nous possédions des œuvres en lituanien de la même époque que la plus vieille littérature indienne, nous pourrions affirmer avec une grande certitude que le berceau de la langue aryenne devait être les territoires habités par les Lituaniens ».

ISAAC TAYLOR (1787–1865).
Extrait de « The Origins of the Aryans » (« L'origine des Aryens »).

DANS LES FILETS DE STALINE ET D'HITLER

Au début de l'année 1940, l'amitié entre l'URSS communiste et l'Allemagne nazie allait prendre une tournure fatale, les deux États totalitaires préparaient la guerre pour occuper l'Europe. Alors que la Seconde Guerre mondiale se profilait en toile de fonds, la Lituanie se trouvait sur le chemin de ces géants militaires et s'interrogeait non pas uniquement sur la possibilité de survie de son État, mais aussi de la Nation. « Des Russes ou des Allemands, lequel des deux vaut-il mieux », cette réflexion ne traduisait pas la volonté de se rendre avant l'heure, mais simplement l'évaluation des possibilités réelles d'un petit État. Le problème était âprement discuté dans les cafés, mais aussi à la Présidence. La plupart des États européens étaient déjà occupés par les nazis. Étant donné que les rapaces s'étaient déjà partagé la Pologne, les pays baltes comprenaient donc que leur heure allait sonner. L'éventualité de se retrouver à nouveau « sous occupation russe » et de traverser ainsi les affres de la guerre paraissait être un retour provisoire dans la Russie de Nicolas II, sans comprendre une once de la nature du régime bolchévique de l'URSS totalitaire. Il dirigeait par la terreur, isolait par la force et anéantissait physiquement les opposants, les groupes sociaux et politiques idéologiquement opposés.

Profitant de la situation internationale et du fait que l'attention du monde était toute entière accaparée par l'occupation de Paris par les Allemands, l'Union soviétique ne s'est pas contentée d'occuper la Lituanie, la Lettonie

et l'Estonie durant l'été 1940, mais a également introduit par la force un régime soi-disant démocratique (appelé officiellement « démocratie populaire ») et a, en l'espace de quelques semaines, incorporé ces États au sein de l'URSS. L'heure de deux difficiles périodes d'occupation successives par des régimes totalitaires avait sonné. Ces régimes allaient anéantir ceux qui allaient se révolter ou déplaire pour des raisons d'appartenance politique, sociale ou raciale. Une fois la tempête de l'avancée des fronts passée, après l'étouffement par les armes des forces armées soviétiques de retour de la résistance partisane de la Nation lituanienne longue d'une décennie, sans avoir les moyens de défendre soi-même l'indépendance, il a été choisi de survivre par d'autres moyens en essayant de préserver la Nation, sa langue et sa culture et d'attendre le moment le plus favorable pour rétablir l'État lituanien. Les espoirs de la nation lituanienne de vivre dans son État ne seront réalisés qu'à l'issue de la Guerre froide, quand pour la deuxième fois au XXe siècle, il a été possible de restaurer l'indépendance du pays, de regagner sa reconnaissance internationale et de devenir membre à part entière du monde occidental et de l'Europe démocratique.

La soviétisation de la Lituanie

Le 16 juin 1940, après que les divisions soviétiques en marche en Lituanie ont séparé de manière stratégique la Lettonie et l'Estonie de l'Allemagne, les deux autres États baltes voisins ont été occupés instantanément. Depuis, le destin du trio deviendra incroyablement semblable. Le pouvoir suprême réel est revenu non pas aux ministres restés dans le pays, mais à l'émissaire du gouvernement soviétique Vladimir Dekanozov (accompagné par Vsevolod Merkoulov, qui se faisait appeler aussi camarade Petrov, premier adjoint de Lavrenti Beria, commissaire aux affaires intérieures, mais en tant que représentant des services spéciaux, il agissait secrètement), arrivé le 15 juin au soir en Lituanie et qui a mis en œuvre les décisions de Moscou. L'ambassade soviétique et son représentant mandaté Nikolaï Pozdniakov *(polpred)* en tête ont secondé V. Dekanozov, tout comme le petit parti communiste lituanien (PCL) qui avait jusque-là agi dans la clandestinité. L'armée de l'URSS, forte de milliers d'hommes et déployée dans le pays a déterminé le cours des événements.

Après l'occupation des petits états d'Europe par l'Allemagne, il était difficile de croire que la Lituanie allait rester à l'écart du complot entre les nazis et les Soviétiques. Espérant en vain que les Soviétiques « n'allaient finalement pas nous occuper », un autre espoir secret subsistait encore, « peut-être ne

soviétiseront-ils pas ». Mais rien de tout cela… Sur l'ordre de V. Dekanozov, le départ de A. Smetona fut expliqué comme la démission du président et l'impression fut donnée que A. Merkys était légalement devenu Président, puisqu'occupant ses fonctions provisoirement, il n'avait pas le droit comme prévu par la Constitution lituanienne de nommer un nouveau chef de gouvernement. C'est ainsi que le 17 juin, un drôle de « gouvernement populaire » fantoche de transition génialement pensé fit son apparition avec des représentants connus de l'intelligentsia qui avait critiqué la gouvernance de A. Smetona. Le journaliste populiste Justas Paleckis communisant a été nommé premier ministre, l'écrivain Vincas Krėvė-Mickevičius – vice premier-ministre et ministre des Affaires étrangères, Ernestas Galvanauskas est resté quant à lui ministre des Finances et le général Vincas Vitkauskas ministre de la Défense. Il a été déclaré que l'incursion de l'Armée soviétique ne cherchait qu'à renforcer la sécurité de la Lituanie et aucun changement radical ne se produisit. C'était le but des Soviétiques.

Seules des rumeurs inquiétantes ont forcé le Gouvernement à convaincre les habitants, que les propriétés foncières ne seraient pas touchées et que « l'armée lituanienne continuera d'exister et qu'en cas de besoin elle défendra l'indépendance et la liberté de la Lituanie ».

Mais à la vérité, le gouvernement populaire a mis en œuvre la volonté soviétique. Dès les premiers jours, il a détruit la souveraineté lituanienne et opéré des changements dans l'administration. Des prisonniers politiques communistes amnistiés ont été nommés à des postes gouvernementaux importants. Le chef du PCL Antanas Sniečkus est devenu le directeur du Département de la Sécurité de l'État, Mečislovas Gedvilas ministre de l'Intérieur. Le 25 juin, le PCL a été légalisé (au contraire des autres partis politiques), le Seimas dit de Smetona a été dissous, toutes les organisations, les journaux et les revues non communistes ont été fermés. Le 27 juin, le gouvernement populaire a dénoncé le concordat entre la Lituanie et le Vatican, et le 12 juillet, sous la pression de V. Dekanozov, il a été décidé de remettre à la banque d'état de l'Union soviétique les réserves d'or lituaniennes déposées à l'étranger. Seules les réserves présentes dans les banques suédoises et suisses ont été remises.

Moscou a introduit le système de gestion de l'URSS dans l'administration, la police et la justice. La milice populaire a commencé à se former. Le 3 juillet, la loi de transformation de l'Armée lituanienne a été adoptée, elle s'est transformée en armée populaire (devenant par la suite, le 29e corps des tirailleurs de l'Armée rouge). Le 11 juillet, les activités de l'Union des francs-tireurs lituaniens ont été suspendues et cette dernière a été désar-

mée. Les présidents des districts (*apskritys*), les chefs de cantons et de police ont été démis de leur fonction et remplacés par des sympathisants soviétiques. Quant au Gouvernement, entièrement formé par des communistes, il s'apprêtait à l'arrimage total de la Lituanie à l'URSS.

L'annexion a été réalisée après la tenue de l'élection du dit Seimas populaire. Le même scénario s'est déroulé en Lettonie et en Estonie. Un seul candidat était autorisé pour chaque siège, et seul le parti communiste, les jeunesses communistes, le MOPR (en russe *Mezdunarodnaja organizacija pomosci revoliucionieram* Organisation internationale d'aide aux révolutionnaires) et les syndicats dirigés par les communistes avaient le droit de proposer des candidats. Les 79 candidats (en raison de la hâte, on ne s'aperçut pas que l'un d'entre eux était mort) représentaient la mythologique Union populaire du travail de Lituanie (LDLS). La moitié d'entre eux étaient des membres choisis par le parti communiste, les autres des sympathisants communistes (des communistes non encartés). Lors de la campagne électorale, le pouvoir a mis en avant la critique et le dénigrement du régime de A. Smetona, tout comme la propagande. Il fut affirmé mensongèrement que les élections allaient se dérouler démocratiquement, que la Lituanie allait rester indépendante, que le litas serait conservé, la création de kolkhozes était niée. « Les personnes qui n'iraient pas voter étaient considérées comme des ennemis du peuple » et étaient menacées publiquement. C'est ainsi que l'on désignait les nationalistes et les anciens hauts fonctionnaires. À l'aube des élections, les 11 et 12 juillet, le pouvoir a arrêté plusieurs centaines personnes connues dans le pays.

Selon des données officielles, la participation aux élections du 14 et 15 juillet pour le Seimas populaire était de 95 % (le passeport était tamponné à cette occasion) et 99,19 % ont voté pour les candidats de l'Union populaire du travail de Lituanie. Selon la loi électorale, les candidats ayant reçu la majorité des voix étaient considérés comme élus. Cependant, la moitié des candidats avaient reçu moins de la moitié des voix. Mais le régime a annoncé que tous les candidats avaient été élus, preuve de la falsification du résultat des élections. Une farce semblable s'est déroulée en Lettonie et en Estonie.

Le 21 juillet, réunis pour la première session, les « parlementaires » des trois pays baltes ont déclaré de manière étonnamment simultanée leurs pays républiques socialistes. Le 22 juillet, le dit Seimas populaire de Lituanie a adopté la déclaration de nationalisation des terres, selon laquelle toutes les terres de Lituanie sont devenues propriété de l'État, et les agriculteurs les usagers de ces terres. Les banques et les grandes industries ont été nationalisées. Une délégation de 20 personnes, conduite par J. Paleckis, s'est

Affiche électorale pour l'élection au Seimas populaire en juillet 1940

rendue à Moscou et a soi-disant demandé à faire volontairement partie de l'URSS le 3 août. Voilà comment a été régularisée l'annexion de la Lituanie, et satisfait les objectifs impérialistes soviétiques. Comme le Seimas populaire désigné par les occupants ne disposait pas du mandat de la nation lituanienne et de tous les autres habitants du pays pour annuler la souveraineté lituanienne et demander l'adhésion à l'URSS, tous ses décrets étaient illégaux. Tous les ambassadeurs lituaniens dans les pays étrangers après avoir protesté contre l'occupation lituanienne se sont vus retirer leur citoyenneté et leurs biens ont été nationalisés. C'est à ce moment-là que les Lituaniens des États-Unis ont commencé à se mobiliser.

Après avoir fait de la Lituanie une partie composante de l'URSS, le camouflage volontaire a été abandonné, le système d'administration a été organisé selon le modèle de l'Union soviétique : le 25 août le Seimas populaire a été rebaptisé Soviet Suprême de la RSS (République socialiste sovié-

tique) de Lituanie, le jour suivant, le Conseil des commissaires du peuple de la RSS de Lituanie a été confirmé comme le pouvoir exécutif suprême de la république et a remplacé le gouvernement populaire. La Constitution soviétique, qui n'était en rien différente de celle adoptée en 1936 en Union Soviétique et appelée constitution de Staline, a été approuvée. Toutes les institutions lituaniennes, et en particulier le NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures), se sont remplies de spécialistes arrivés de l'URSS, qui ont introduit l'ordre soviétique, alors que la frontière intérieure entre la Lituanie et le reste de l'URSS existait encore.

Avec la réforme agricole mise en œuvre par les Soviétiques, les agriculteurs possédant plus de 30 hectares ont vu leurs terres confisquées, ils ont été considérés comme des koulaks et « des ennemis du peuple ». Pour tenter de les briser, les impôts ont été triplés. Les personnes sans terre ou en possédant peu pouvaient recevoir jusqu'à 10 hectares. Le reste de la terre laissée à l'État a été utilisée pour la création des kolkhozes. Les industries qui employaient plus de 20 personnes ont été nationalisées. L'industrie a vite manqué de matières premières et les déficits et les queues, perpétuels compagnons du socialisme, ont fait leur apparition. À l'automne 1940, les prix ont soudainement augmenté après l'introduction du rouble parallèlement au litas, les économies des gens ont perdu de leur valeur, et après la nationalisation des banques, les gens ont perdu tous leurs dépôts bancaires. Les services secrets du NKVD ont assis la soviétisation sur la terreur : les arrestations nocturnes se sont multipliées, les gens ont été emprisonnés et déportés au plus profond de l'URSS. Même les plus grands sympathisants de l'URSS se sont mordus la langue, impossible de connaître le bolchévisme sans l'avoir vécu de l'intérieur.

Les répressions et le soulèvement de juin 1941

Les répressions, les arrestations, les déportations et leur crainte sont les composantes de la politique menée par les Bolchéviques. Le 6 juillet 1940, A. Sniečkus, le directeur du Département de la sécurité nationale a publié un ordre autorisant à arrêter les personnes agitant contre le gouvernement populaire, le plan de « liquidation opérationnelle » des partis politiques lituaniens, de la direction de l'Union des tirailleurs a été confirmé tout comme ont été préparées des listes des personnes qu'il était prévu d'arrêter. Les unités de l'armée du NKVD soviétique devaient tout faire pour empêcher les personnes concernées de fuir vers l'Allemagne. Du 10 au 17 juillet, lors des premières arrestations massives, des personnes

connues dans le monde de la politique et dans la société de la Lituanie indépendante ont été emprisonnées, comme le dernier premier ministre A. Merkys, le ministre des Affaires étrangères J. Urbšys (ils furent tous les deux déportés avec leurs familles au plus profond de l'URSS) et tant d'autres. Les personnes ainsi arrêtées étaient déclarées hors la loi et leurs biens étaient confisqués. Pendant la première année d'occupation soviétique, 6 606 personnes accusées de crimes politiques ont été arrêtées. Entre avril et juin 1941, la moitié d'entre elles ont été déportées au fin fond de l'Union soviétique, le plus souvent en Sibérie.

Du 14 au 18 juin 1941, le pouvoir d'occupation a organisé la première vague de déportation massive des habitants de Lituanie. 17 500 personnes ont été ainsi déportées. Les travailleurs locaux du parti, et le plus souvent les jeunesses communistes, ont aidé les Soviétiques. L'élite politique, militaire et économique de la Lituanie a été déportée, comme l'ancien Président A. Stulginskis, l'ancien Premier ministre Pranas Dovydaitis, de nombreux ministres, des centaines d'enseignants, 79 prêtres, les dirigeants des minorités nationales : 2 045 Juifs (13 % des déportés), 1 576 Polonais (10 %), parmi eux se trouvaient 5 060 enfants de moins de 16 ans. La déportation massive et inattendue a choqué la Lituanie, car elle visait la destruction physique des familles. Cette déportation a été utilisée ensuite par l'occupation nazie pour encourager la haine nationale, en rejetant la responsabilité des déportations sur les Juifs qui avaient particulièrement souffert lors des premiers jours de la période soviétique, les banques commerciales, les usines, les commerces et les biens privés juifs avaient été nationalisés. L'envoi de déportés vers des lieux au climat rude dans l'Altaï ou l'océan Arctique, où une partie sont morts ou ont été tués, doit être considéré comme un crime contre l'humanité.

Le 22 juin 1941, au début de la guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique, les Allemands ont occupé la Lituanie en l'espace de trois jours. Pour cette raison, les Soviétiques ont pu emmener seulement certains prisonniers politiques en toute hâte hors de Lituanie. Ceux qui n'ont pas été emmenés faute de temps ont été tués de la manière la plus sommaire. Des exécutions massives de prisonniers ont été organisées à la colonie pénitentiaire de Pravieniškės (environ 230 personnes ont été tuées) et près de Rainiai (76 personnes horriblement torturées juste avant), d'autres tueries de moindre ampleur ont eu lieu dans d'autres régions. Au total, environ 700 personnes ont été assassinées. De nombreuses personnes arrêtées ont été libérées avec le début du soulèvement de juin 1941, au tout début de la guerre entre l'Allemagne et l'URSS. Ces massacres collectifs soviétiques ont marqué le début de l'hécatombe en Lituanie. Avec l'attaque de l'URSS par

Les prisonniers et les surveillants du camp de Pravieniškės, tués par les Soviétiques le 26 juin 1941

l'Allemagne, une haine antisoviétique s'est répandue en Lituanie pour avoir fait subir l'annexion, la terreur du pouvoir soviétique, la nationalisation des biens, les arrestations, les déportations et les massacres. Pour cela, de nombreux Lituaniens ont applaudi l'arrivée de la Wehrmacht, certains mêmes des fleurs à la main.

Parallèlement à l'invasion de l'armée allemande sur le territoire lituanien, une insurrection fut lancée le 22 juin, qui s'est étendue en quelques jours à l'ensemble de la Lituanie. Il s'agissait en grande partie d'une réponse spontanée à la politique soviétique en Lituanie, mais ce soulèvement a été en partie préparé. Le Front des activistes lituaniens (LAF), créé à Berlin par un groupe d'émigrants lituaniens en novembre 1940 et dirigé par l'ancien chargé d'affaires de la Lituanie à Berlin Kazys Škirpa, a mûri cette idée de soulèvement antisoviétique au début de la guerre entre l'Allemagne et l'URSS et se considérait comme le principal organisateur du soulèvement.

Les activistes ont collecté leurs informations de la Lituanie, dirigée par les Soviétiques, grâce à des agents de liaison. Ils ont envoyé depuis l'Allemagne diverses instructions, des indications, dans lesquelles une attention toute particulière était accordée à la possibilité de rétablir la souveraineté lituanienne et aux détails du futur soulèvement. Comme la section militaire de la LAF coopérait avec l'Abwehr, il a été tout d'abord indiqué de prendre possession des ponts, des nœuds ferroviaires les plus importants, des aéroports, des usines, etc. La direction de la LAF témoignait d'un ex-

Les habitants de Kaunas saluent l'arrivée de la Wehrmacht en 1941. (Reproduction de R. Mičiūnas)

cès de confiance à l'égard de l'Allemagne nazie. On pensait que « dans la Nouvelle Europe dirigée par l'Allemagne, toutes les nations disposeront du droit à disposer d'elles-mêmes à leur manière ».

K. Škirpa pensait que la nouvelle organisation devait entretenir des liens particulièrement étroits avec l'Allemagne nazie. Le programme et les divers documents de la LAF faisaient montre d'une rhétorique toute nationaliste et antisémite (le 16e point du programme de la LAF révoquait le droit pour les Juifs d'habiter en Lituanie). Cependant, le gouvernement allemand interdit aux Lituaniens en cas de guerre de former un quelconque gouvernement lituanien et de publier tout appel à la nation « sans avoir obtenu l'autorisation des instances allemandes compétentes ». Les insurgés ont mis les Allemands devant le fait accompli dans la ville de Kaunas occupée. Après l'occupation de la radio le 23 juin 1941, le représentant de la LAF Leonas Prapuolenis a annoncé que « le gouvernement provisoirement composé de la Lituanie de nouveau renaissante déclare par la présente la restauration de l'État libre et indépendant de Lituanie », que « le jeune État lituanien s'engage avec enthousiasme à contribuer à la réorganisation de l'Europe sur de nouvelles bases ». N'ont pas manqué non plus les messages chaleureux à l'égard de l'Allemagne nazie, qui a « sauvé la culture et la civilisation européennes » de la terreur rouge. Les Lituaniens ont été invités à prendre les armes et à aider l'armée allemande. Le but suprême des insurgés était de rétablir un État lituanien indépendant.

Dans les provinces lituaniennes, les actions désorganisées de l'insurrection dominait. Bien avant l'entrée des unités de la Wehrmacht en Lituanie, les groupes d'insurgés formés ont commencé à tirer sur les militaires soviétiques se retirant, occupaient les représentations du pouvoir local, arrêtaient les activistes du pouvoir soviétique, l'administration lituanienne a été rétablie à de nombreux endroits. Kaunas, mais aussi de nombreuses autres villes et bourgades (dont Vilnius) ont été libérés, le drapeau national a été hissé. Les Allemands ont laissé fonctionner l'autogestion rétablie sans avoir d'autre choix. On a compté entre 10 000 et 15 000 insurgés, environ 600 ont péri dans les luttes contre les Bolchéviques. La majorité des partisans étaient des Lituaniens jeunes ou d'un âge moyen : des intellectuels, des agriculteurs, des ouvriers, des étudiants, des lycéens, des militaires.

Les Allemands n'ayant pas autorisé la sortie du dirigeant du LAF K. Škirpa de Berlin, et l'ayant assigné à domicile, Juozas Ambrazevičius, professeur de littérature est devenu le chef du Gouvernement provisoire formé le 23 juin. Les personnes d'orientation chrétienne-démocrate dominaient dans le Gouvernement provisoire. Par ses décrets, il a rétabli les lois en vigueur avant l'occupation soviétique, le système de la justice lituanienne. La vie de l'État était à nouveau basée sur la propriété privée, les terres ont été rendues tout comme la propriété des maisons, du capital et des sociétés, cependant toutes les lois de dénationalisation ne devaient pas être appliquées aux Juifs, aux non-Lituaniens et aux personnes ayant « agi par leurs actes contre les intérêts de la Nation lituanienne ». Le Gouvernement provisoire pensait avoir à faire au régime d'occupation allemand qu'il avait connu en 1918 et comptait manœuvrer comme l'avait fait le Conseil lituanien, ne comprenant pas que la Lituanie était désormais aux prises avec le champ d'action du régime totalitaire nazi, qui avait prévu une politique d'extermination idéologique, mais aussi raciale des gens. Le Gouvernement provisoire lui-même n'entendait pas mener de massacres, mais avec son antisémitisme déclaré haut et fort (rédaction de dispositions sur la condition des Juifs, création d'un camp de concentration au septième fort), il cherchait à obtenir des concessions de la part de l'Allemagne nazie et avançait dans son sillage politique. Les Nazis n'ont cependant pas reconnu ce gouvernement, et la majorité de la centaine de lois et de décrets adoptés n'ont pas été mis en application. En réalité, le Gouvernement provisoire ne contrôlait pas la situation, car il était dans l'impossibilité de maintenir le contact avec l'ensemble du pays. La poste, les télégraphes et le téléphone n'étaient utilisés que pour les affaires militaires des Allemands. Après avoir restauré l'ordre d'avant le 15 juin 1940, recrée les régions, les municipali-

tés, réorganisé la police, le pouvoir d'occupation allemand n'a pas autorisé les partisans et les unités de l'armée lituanienne, qui s'étaient retirées de l'Armée rouge, à former une armée lituanienne régulière.

Insatisfait de l'existence du Gouvernement provisoire, les nazis ont, dans la nuit du 23 juillet, organisé un putsch, aidés par les nationalistes proche de Voldemaras, obéissant à la Gestapo. Ils ont écarté les personnes désignées par le LAF, et pris la direction des bataillons et de la police dans leurs mains. Désormais les nazis ont pu donner sans embûche leurs ordres directement aux municipalités, à la police et aux unités de la police auxiliaire, ils ont volontiers récupéré les biens nationalisés par les Soviétiques et, le 5 août, ils ont interdit l'activité du Gouvernement provisoire. Le Premier ministre J. Ambrazevičius n'a pu que constater que le gouvernement « considère son activité stoppée contre son gré ». La majorité des ministres ayant refusé de devenir des assesseurs, les nazis ont fermé la LAF le 26 septembre (en décembre, ce fut le tour du parti national-socialiste lituanien formé par les proches de Voldemaras). C'est ainsi que les activités légales des organisations lituaniennes s'arrêtèrent dans la Lituanie occupée par les nazis.

L'interdiction du Gouvernement provisoire montre qu'il considérait en premier lieu les intérêts de la Nation lituanienne, il avait été déclaré contre la volonté de la direction allemande et n'était pas partie prenante des intrigues politiques nazies.

L'événement le plus important reste le soulèvement de juin, preuve de l'effondrement du mythe soviétique de l'adhésion volontaire de la Lituanie à l'Union soviétique, qui aurait correspondu aux attentes de la Nation lituanienne. Ce n'est pas un hasard si V. Molotov en personne a dénigré le soulèvement sur la radio de Moscou. D'un autre côté, les événements du 22 au 28 juin témoignent d'une autre page tragique de l'histoire de la nation lituanienne : l'occupation nazie ayant remplacé le pouvoir soviétique n'a pas uniquement signifié l'échec de la réalisation de l'indépendance lituanienne, mais a marqué le début de l'extermination massive des Juifs de Lituanie.

L'Holocauste, l'extermination des Juifs de la Lituanie

Avec l'occupation rapide de la Lituanie par l'Allemagne, bien peu d'habitants ont réussi à fuir vers l'Est, les Soviétiques eux-mêmes ont eu juste le temps de déplacer à Moscou le gouvernement de la RSS de Lituanie. Cette situation a eu des conséquences tragiques pour les Juifs. Nombre d'entre eux, fuyant vers l'Est, ont été renvoyés par les insurgés

lituaniens ou bien sont rentrés d'eux-mêmes, car en route vers Moscou, ils ont été dépassés par la Wehrmacht. D'un autre côté, les soldats soviétiques et le NKVD ont stoppé la fuite des gens aux frontières intérieures, les considérant comme des déserteurs, des colporteurs de panique, les soupçons d'espionnage pesaient sur eux dès la vue d'un document rédigé en lituanien. Dès les premiers jours de l'occupation nazie, les Juifs ont ressenti la haine d'une certaine partie de la population. En juin 1940, la jeunesse juive communisante avait accueilli l'arrivée de l'Armée rouge avec des fleurs et des chansons en russe. Ils considéraient être ainsi sauvés, car la Wehrmacht aurait pu, bien au contraire, entrer dans le pays. Lorsque les Soviétiques ont formé la nouvelle administration, les Juifs, et en particulier la jeunesse qui s'était mise avec enthousiasme à parler russe, ont obtenu des postes au pouvoir, dans les entreprises ou les institutions, les unions syndicales. Les Juifs sont devenus visibles dans les manifestations prosoviétiques, dans l'administration, parmi les décideurs politiques, et tout cela était inhabituel. Bénéficiant d'un faible soutien de la part des Lituaniens, le régime soviétique a encouragé les Juifs à s'impliquer. De nombreux Juifs sont apparus dans l'appareil d'État, au NKVD et dans la milice. Les tendances antisémites s'en sont retrouvées particulièrement renforcées. Pour de nombreux Lituaniens, les Juifs avaient trahi la Lituanie indépendante et ses idéaux. Le renforcement soudain de ces tendances antijuives a forcé les hommes placés par Moscou à s'inquiéter. Le 27 juin 1940, V. Krėvė-Mickevičius, occupant le poste de Premier ministre dans le gouvernement populaire formé par Moscou, s'est plaint à V. Merkoulov, le premier adjoint de L. Beria, de l'indignation des habitants à l'égard du comportement des Juifs ignorant la souveraineté de la Lituanie.

Bien que les Juifs n'aient déterminé ni l'occupation, ni la soviétisation, leur visibilité les a confondu avec le pouvoir soviétique, et le slogan de la machine de propagande nazie « la lutte contre le judéo-bolchévisme » s'est intimement mêlé aux fortes tendances antisoviétique. Dès la première semaine d'occupation de nombreux habitants, parmi lesquels des Juifs, ont été poursuivis comme étant des communistes, des activistes soviétiques et plusieurs milliers d'entre eux ont été exterminés lors des « opérations de nettoyage », menées par les *Einsatzgruppen*, les groupes d'intervention de la SD (Sichercheitsdienst, Service de sécurité), tout juste arrivés. Cependant les nazis, à la différence avec l'Europe occidentale, ont commencé le massacre massif des Juifs sans période de transition. Les groupes spéciaux SD (les groupes de la Gestapo de Tilsit) ont fusillé exclusivement des Juifs (des hommes) le 24 juin 1941 dans une zone de 25 kilomètres au niveau de la

frontière entre la Lituanie et l'Allemagne. À Gargždai, ce fut 201 Juifs, le jour d'après 214 à Kretinga, le 27 juin 111 Juifs à Palanga. Les massacres ont été commis à d'autres endroits également.

Les Einsatzgruppen avaient organisé la terreur de telle sorte que les habitants locaux paraissaient mener les premiers pogroms et les actions de « nettoyage ». Les aides se recrutaient parmi les personnes ayant souffert de la terreur soviétique, les Lituaniens revanchards ou essayant de se laver ainsi de leurs péchés soviétiques. Ce sont des gens de cette sorte qui ont participé aux cruels pogroms inspirés par le SD le 26 juin à Vilijampolė, dans le 27e garage de Kaunas « Lietūkis », bien que dans leurs rapports les chefs des Einsatzgruppen du SD soulignaient que l'organisation de ces pogroms n'avait pas été aisée. Les partisans armés n'inspiraient pas confiance aux Allemands, pour cela les groupes d'insurgés ont été dissous le 28 juin et le bataillon de la Protection nationale du travail (TDA) a été formé avec les volontaires auprès du commandement militaire de Kaunas. Une de ses compagnies a été transformée en commando spécial et dirigée par les nazis, elle a participé les 4 et 6 juillet à l'exécution massive de 3 000 Juifs (ils ont été tués à cause de leur nationalité et séparés des autres personnes arrêtées, car soupçonnées d'être des activistes soviétiques) dans les massacres du 7e fort de Kaunas. Pendant la période complexe comprise entre 1939 et 1941, alors qu'une profonde crise morale et psychologique touchait la Lituanie (trois ultimatums et occupations, la perte de l'indépendance sans combat a effacé chez certaines personnes les valeurs autant véhiculés par l'État que les valeurs humaines), s'est formée chez une partie de la population l'image du Juif étant l'ennemi irréductible ainsi qu'une compréhension erronée du patriotisme. D'après l'un des bourreaux « tirer était horrible, mais je pensais que c'était nécessaire pour l'indépendance de la Lituanie », et ce d'autant plus que les occupants ordonnaient et encourageaient à le faire.

Après les premières actions des Einsatzkommando des SD (unités mobiles d'extermination), 95 % des Juifs étaient encore vivants au début du mois d'août 1941. Cependant, en juillet 1941, Heinrich Himmler, le Reichskommissar (commissaire du Reich), s'est personnellement rendu dans toute la partie occidentale de l'URSS occupée, signifiant aux Einsatzgruppen (le A en fonction à Kaunas et le B à Vilnius) qu'il ne fallait pas uniquement tuer les hommes juifs, mais aussi les femmes et les enfants. Le mécanisme pour mener à bien l'extermination massive a donc été mis en place. Le 16 août, le directeur du Département de la police lituanienne Vytautas Reivytis a ordonné par le document secret numéro 3 d'arrêter tous les Juifs et de les rassembler à des endroits donnés. Tous les Juifs de province ont été

Le massacre de Juifs dans le garage « Lietūkis » le 27 juin 1941
(Reproduction de R. Mičiūnas)

emmenés dans des ghettos provisoires et des camps d'isolement. Dans les mois suivants, les nazis ont lancé la terrible exécution des communautés juives dans les provinces de Lituanie. A quelques kilomètres des ghettos et de camps, dans les forêts alentours, les champs ou les carrières, des communautés juives entières ont été exécutées et entassés dans les fosses creusées. Les groupes de la police lituanienne d'autoprotection (les bataillons de police (appelés TDA) de Zarasai, Kupiškis, Jonava, etc.), les policiers des commissariats et de la police auxiliaire ayant déjà prêté serment à Hitler, ont participé à la préparation des massacres, à l'accompagnement des victimes et à l'exécution. Deux commandos spéciaux formés de Lituaniens procédaient le plus souvent aux exécutions. Il s'agissait du groupe SD spécial à Vilnius (Paneriai) et du groupe volant de Joachim Hamann qui se rendaient plusieurs fois par semaine dans les provinces et y procédaient aux exécutions (la troisième compagnie du bataillon TDA de Kaunas formait sa base). Chaque commando spécial ne comptait pas moins de 50 à 100 membres. Certains massacres étaient menés uniquement par la police auxiliaire lituanienne et les volontaires de la police. Les aspects criminels ne manquaient pas dans le but de s'approprier les biens des Juifs, les maisons, leurs équipements, les objets de valeur, les draps et les habits. Les nazis ont également fait appel dans les actions contre les Juifs en Lituanie aux unités de l'armée russe d'Andreï Vlassov, de bataillons ukrainiens et lettons.

Jour après jour, durant l'été et l'automne 1941, la majorité des 150 000 Juifs de Lituanie a été exterminée à l'occasion de véritables carnages. Les

50 000 Juifs épargnés à Vilnius, Kaunas, Šiauliai ou dans d'autres petits ghettos servaient de main d'œuvre bon marché. Cependant les Juifs des grands ghettos ont été tués lors de ce qui étaient appelés les actions. A la fin de la guerre en 1943, les Nazis ont liquidé les ghettos des villes, ont déterré et brûlé les corps des morts. 11 000 Juifs lituaniens ont été envoyés dans les camps de concentration en Estonie et en Lettonie, 3 500 dans les camps en Pologne, environ 8 000 à Stutthof, Dachau et Auschwitz. Durant l'Holocauste, environ 90 % des 208 000 Juifs de Lituanie (région de Vilnius comprise) sont morts. 8 000 personnes ont survécu ou ont été sauvées, entre 8 000 et 9 000 sont restées vivantes et ont réussi à fuir au fin fonds de l'URSS. Au fort IX de Kaunas, entre 6 000 et 8 000 Juifs venus d'Autriche, d'Allemagne, de Tchécoslovaquie et de France ont été exécutés. Une partie des bataillons de la police lituanienne d'autoprotection ont été utilisés dans les actions contre les civils en Biélorussie, en Pologne et en Ukraine.

Des groupes de résistants ont vu le jour dans les ghettos, certains Juifs sont partis dans les forêts pour rejoindre la résistance antinazie, les groupes de partisans soviétiques, où ils ont choisi de prendre les armes, malgré le fait d'être confronté à l'antisémitisme. De nombreux Juifs de Lituanie ont combattu dans la 16e division lituanienne des tirailleurs formée au fin fonds de l'URSS.

À l'automne 1941, les centres des villes et des petites villes de Lituanie se sont retrouvés vides, des institutions ou de nouvelles personnes se sont installées dans les maisons des Juifs, les nazis ont pillé tous les objets culturels juifs de valeur. L'extermination des Juifs a provoqué une grande vague de colère dans la société, les collaborateurs des nazis ont perdu toute réputation. On les condamnait et les blâmait à l'église ou en public, ils étaient appelés du méprisant « massacreur de Juif ». Une autre partie de la société lituanienne, au péril de sa vie (certains ont été fusillés pour avoir caché des Juifs) ont essayé d'aider les Juifs et de les sauver. De nombreux prêtres catholiques, des religieuses et des paysans ont sauvé des Juifs. 830 Lituaniens ont été reconnus comme Juste parmi les Nations pour avoir sauvé des Juifs, mais il en existe bien plus et la liste s'allonge continuellement.

En raison de la politique génocidaire raciale des Nazis, la Lituanie est restée sans les Juifs, la composante ethnique la plus haute en couleur vivant depuis des centaines d'années sur le territoire, L'extermination de Juifs, coupables de n'être que Juif, est la page d'histoire la plus sanglante de l'histoire lituanienne du XXe siècle et signifie la perte d'un nombre important de personnes de talent autant qu'une perte et une tragédie pour la nation juive et la Lituanie toute entière.

L'administration locale des Nazis – strangulation locale des Lituaniens

Les Nazis considéraient les habitants de l'URSS et des pays occupés comme des nations retardées, qui devaient se soumettre à la domination allemande. En raison de sa supériorité culturelle et raciale, la Nation allemande devait être la nation « dominante » ou bien « la Nation des maîtres », et « les éléments étrangers du point de vue de la race » devaient être éliminés. Dans les plans de l'Allemagne nazie, les pays baltes étaient considérés comme « l'espace défensif » des Allemands et devaient être au fur et à mesure intégrés dans le Troisième Reich. Bien avant l'attaque de l'URSS, la direction allemande avait décidé dans les territoires conquis de liquider les Juifs, les Roms, les malades incurables et mentaux ainsi que les employés du pouvoir soviétique et du parti communiste. Une partie des habitants restants devaient être germanisés, les autres devaient devenir une main d'œuvre bon marché. Des millions d'Allemands devaient être envoyés pour occuper les places des personnes déportées.

L'Allemagne considérait la Lituanie comme une part de l'URSS. D'abord administrée par un pouvoir militaire, ce n'est qu'à la fin du mois de juillet 1941 qu'un pouvoir civil d'occupation a été mis en place. Selon le décret du 17 juillet, le commissariat du Reich pour les régions de l'Est (Ostland) a été formé des « anciens états libres de Lituanie, Lettonie et Estonie » et de la Biélorussie occidentale. Il a été divisé en district de Lituanie, Lettonie, Estonie et Biélorussie occidentale. Chacun d'entre elles était dirigé par un commissaire général qui avec les institutions les plus importantes du pouvoir civil, s'occupait de la surveillance policière, de l'utilisation rationnelle de la main d'œuvre pour servir l'armée allemande et l'économie de guerre allemande. Le pouvoir allemand en Lituanie s'est également servi de ces ressources pour les besoins de l'économie allemande, sans tenir compte des besoins de la population locale. Les agriculteurs lituaniens devaient fournir des quotas importants de produits agricoles (en cas de non-respect, les amendes étaient élevées). Des colonisateurs allemands ont été envoyés en Lituanie (environ 30 000, la majorité était des Allemands ayant vécu ici jusqu'à la guerre). Le pouvoir d'occupation a détruit et pillé de manière tout à fait organisée les biens culturels, il a mis toutes sortes de bâtons dans les roues pour empêcher le bon fonctionnement des institutions d'éducation et culturelles, il a cherché à les utiliser pour germaniser le pays et diffuser la propagande et l'idéologie nazies. Les ressources lituaniennes étant utilisées dans la guerre contre l'URSS, les habitants ont été réquisitionnés pour le

Les Lituaniens des États-Unis ont collecté des dons et acheté à l'armée américaine l'avion « Lituanica », béni par le prêtre P. Lubys en 1943 (carte postale de l'époque)

service de travail obligatoire en Allemagne, en particulier après la défaite lors de la bataille de Stalingrad, puisque l'industrie militaire manquait de bras. Environ 60 000 Lituaniens ont été envoyés travailler en Allemagne.

Les nazis ont consolidé leur pouvoir en Lituanie par les répressions et la terreur. Les habitants non fiables politiquement, n'obéissant pas au pouvoir, tout comme les agriculteurs incapables de fournir la quantité exigée de produits agro-alimentaires étaient tués. Les personnes soupçonnées d'avoir voulu attenter à des soldats allemands étaient tuées sans procès, des villages entiers, comme à Pirčiupiai, étaient parfois brûlés. Entre 1941 et 1944, les Allemands n'ont pas uniquement tué les Juifs, mais aussi environ 15 000 Lituaniens, jusqu'à 20 000 personnes de nationalité différente et environ 170 000 prisonniers de l'Armée rouge. Ils étaient exécutés par la police de sécurité allemande et les unités d'extermination de la SD. Les unités de l'armée et de la police SS, les bataillons de police d'autoprotection et la police locale qui devait maintenir l'ordre, menaient également une politique de terreur en Lituanie. Manquant de personnes pour créer une administration d'occupation, le pouvoir nazi a autorisé les municipalités locales à fonctionner. Les Lituaniens qui occupaient des fonctions plus ou moins qualifiées et qui avaient été désignés par le Gouvernement provisoire, continuaient de les exercer. À la place des ministres du Gouvernement provisoire, le pouvoir allemand a désigné des commissaires généraux pour

diriger les administrations lituaniennes, les ministères ont été renommés administrations. L'administration était donc surveillée par les commissaires généraux lituaniens et ont été dépendantes du commissaire en chef, Petras Kubiliūnas, le général proche de Voldemaras. Quatre commissaires ayant refusé d'obéir aux ordres allemands ont été arrêtés en 1943 et emmenés au camp de concentration de Stutthof.

L'appareil administratif lituanien comptait environ 300 présidents de districts (*apskritys*) et chefs de cantons, environ 900 fonctionnaires de la police lituanienne de sécurité et judiciaire, environ 8 000 Lituaniens servaient dans les bataillons de la police d'autoprotection et environ 6 000 dans la police de maintien de l'ordre. Et cela sans compter les centaines de responsables d'arrondissement, de policiers honoraires, d'agents du fisc, d'inspecteurs et autres agents qui servaient malgré eux les Allemands et les aidaient à exploiter le pays. Pour toutes ces raisons, la presse lituanienne clandestine qualifiait l'administration autorisée par les nazis « d'auto-strangulation ». Souvent les fonctionnaires lituaniens n'exécutaient pas les ordres allemands, les faisaient échouer et aidaient à sauver les Juifs. L'Allemagne n'autorisait pas la création de partis et d'organisations lituaniennes, poursuivait les personnes défavorables au pouvoir d'occupation. La résistance antinazie lituanienne ne s'est pas lancée dans une rébellion armée, car le massacre généralisé des Lituaniens se profilait dans ce cas (les nazis les en avaient menacés très ouvertement). De plus, il avait été décidé de ne pas gâcher ses forces contre les forces qui perdaient la guerre. La clandestinité s'en tenait à une tactique de résistance non armée : La propagande antinazie encourageait à ne pas adhérer aux unités militaires organisées par les Allemands, à ne pas partir travailler en Allemagne, à ne pas respecter les quotas agricoles obligatoires, à sauvegarder les institutions culturelles et éducatives lituaniennes et à démasquer les collaborateurs. Les politiciens du front chrétien-démocrate et les *ateininkai*, la jeunesse patriote et catholique, se sont regroupés dans le Front lituanien (LF) et le Mouvement de l'unité des Lituaniens, les nationalistes d'obédience libérale se sont regroupés dans le Mouvement lituanien de lutte pour la liberté (LLKS). Les deux tendances publiaient leurs propres revues clandestines. Le Comité suprême de libération de la Lituanie (VLIK), regroupant plusieurs forces politiques lituaniennes différentes a fonctionné entre 1943 et 1944 dans la clandestinité. Cette organisation devait occuper les fonctions d'un gouvernement lituanien illégal jusqu'à la restauration de l'indépendance de la Lituanie, diriger le mouvement de résistance et défendre les droits à la souveraineté de la Lituanie à l'intérieur du pays et à l'étranger. Les jeunes sous-officiers se sont regroupés dans une organisation militaire

secrète : l'armée lituanienne de la liberté (LLL), créée en 1941 à Vilnius à l'initiative du lieutenant de réserve Kazys Veverskis. C'était l'organisation antinazie la plus importante, elle avait prévu de défendre l'indépendance par les armes après l'avoir déclaré sur une partie au moins du territoire.

En 1943, quand le pouvoir d'occupation allemande, au vu de la défaite qui se profilait sur le front oriental, a exigé des nations occupées, et parmi elles des Lituaniens, qu'elles envoient leurs hommes dans les forces militaires allemandes et ont commencé à encourager les Lituaniens à adhérer aux bataillons SS, la résistance lituanienne a boycotté cette action (parmi tous les pays occupés par les nazis, ce n'est qu'en Pologne et en Lituanie que les nazis n'ont pas réussi à constituer des divisions de Waffen SS). À la mi-mars 1943, pour se venger de ce boycott, la Gestapo a arrêté 46 personnalité connues et les a envoyées dans le camp de concentration de Stutthof, elle a fermé les universités de Kaunas et de Vilnius, les lieux de formation des professeurs, etc. De nombreux imprimeurs et leurs collaborateurs, qui publiaient des revues clandestines, des groupes de la LLKS et de la LLA et, entre mai et juin, 6 des 9 membres de la direction du VLIK ont été arrêtés. La plupart des personnes arrêtées ont été envoyées dans des camps de concentration nazis.

Constatant sa défaite sur le front oriental, le pouvoir d'occupation a adouci sa position et autorisé les Lituaniens à convoquer la Conférence des Lituaniens le 5 avril 1943 à Kaunas. Les nazis ont ainsi cherché à s'assurer du soutien de la société lituanienne dans ses objectifs de mobilisation en leur conférant une certaine légitimité. Les Lituaniens y voyaient la possibilité de protéger leur Nation, d'éviter les répressions, d'obtenir de l'Allemagne des concessions politiques plus importantes et la souveraineté de la Lituanie. Bien que les participants de la Conférence n'aient pas manqué de critiquer vertement le pouvoir d'occupation, les décisions adoptées reflétaient l'orientation de ses participants et d'une partie de la société lituanienne vers l'Allemagne. En mettant en œuvre ces décisions, il a été nécessaire de collaborer avec l'Allemagne et ses structures militaires et de travail. Cependant, cette fois-ci aussi, la mobilisation des jeunes gens lituaniens a essuyé un nouvel échec.

Les 23 et 24 novembre 1943, réunis en session, les commissaires généraux et le dit Conseil de la Nation, élu par la Conférence des Lituaniens, ont rejeté le plan d'organisation d'une unité SS et se sont prononcés pour une armée nationale de Lituanie. Le pouvoir allemand, forcé par les défaites sur le front oriental, a approuvé au début de l'année suivante la proposition lituanienne de former des unités militaires lituaniennes : la Force lituanienne de Défense dirigée par des officiers lituaniens et qui agirait

uniquement sur le territoire lituanien. Le général Povilas Plechavičius a entrepris de diriger la Force lituanienne de Défense. 20 000 volontaires ont répondu à son appel, 10 000 hommes ont été incorporés dans les unités. Les Allemands ont exigé que cette Force leur soit subordonnée. Les militaires lituaniens n'avaient en aucun cas l'intention de se battre aux côtés de l'Allemagne et se sont dispersés avec leurs armes et leurs équipements. Les nazis ont arrêté les dirigeants de la Force, ont exécuté 80 militaires et en ont envoyé une partie pour le service du travail obligatoire en Allemagne.

Les relations entre les Polonais et les Lituaniens se sont compliqués dans la région de Vilnius, que les nazis avaient inclus dans le district général de Lituanie et placé sous administration lituanienne. L'administration lituanienne mettant en œuvre la politique dictée par les nazis n'a pas pris en compte les intérêts de la majorité polonaise et s'est attiré leur ressentiment. Pour lutter contre la résistance des Polonais locaux, l'administration civile a envoyé dans la région de Vilnius les unités lituaniennes de la Force lituanienne de Défense qui se sont opposés aux unités armées de l'Armija Krajowa. Les Lituaniens considéraient que la région de Vilnius était une partie de la Lituanie, et les Polonais une partie de la Pologne. Les uns et les autres ont, dans plusieurs cas, reversé leur ressentiment sur les habitants lituaniens ou polonais locaux. Les liens entre la résistance polonaise et lituanienne se sont rompus, les Lituaniens ont poursuivi leur tactique passive de résistance aux nazis et ont désigné l'URSS comme leur ennemi principal, tandis que pour la Pologne, il s'agissait de l'Allemagne.

La résistance passive antinazie des Lituaniens a permis d'éviter des répressions massives encore plus importantes et des pertes civiles. On se préparait ici à résister idéologiquement et en s'organisant au régime que le gouvernement de la RSS de Lituanie comptait introduire ici, comme elle le déclarait sur la radio de Moscou.

DE RETOUR DANS L'URSS

Entre l'été 1944 et le début de l'année 1945, les Allemands se retirant contraints et forcés des territoires occupés, l'Armée rouge s'y engouffra et, jusqu'à mai 1945, elle libéra toute l'Europe centrale et orientale du nazisme. Cependant, dans les territoires occupés par l'Armée rouge, les partis communistes locaux, complètement dépendants de l'Union soviétique, ont pris le pouvoir en main dans ces régions. Les régimes communistes introduits en Europe centrale et orientale en l'espace de quelques années se sont maintenus pendant près d'un demi-siècle.

L'occupation soviétique remplace l'occupation nazie

Durant l'été 1944, les forces armées soviétiques ont libéré la Lituanie de l'Allemagne nazie. Mais malheureusement, de manière quasi-simultanée, la Lituanie a été réoccupée. Pour la deuxième fois, l'armée soviétique a occupé la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Le régime stalinien a été réintroduit, les réquisitions ont été mises en place et les hommes ont été appelés à travailler. Le parti communiste, les structures de sécurité de l'état (NKGB (Commissariat du peuple à la sécurité d'État) et NKVD), les fonctionnaires soviétiques et l'armée d'occupation ont de nouveau mis en place un état totalitaire. Jusqu'au printemps 1945, 6 000 russophones ont été envoyés en Lituanie pour occuper les postes les plus importants dans l'administration en formation.

En réintroduisant en Lituanie le pouvoir soviétique, J. Staline a « tenu » la promesse faite à Franklin D. Roosevelt, déjà malade, à Yalta de consulter les habitants des pays baltes. Des élections (mais pas du tout démocratiques) ont été organisées en Lituanie pour former les institutions suprêmes du pouvoir d'occupation, le Soviet Suprême de l'URSS, le Soviet Suprême de la RSS de Lituanie (ces élections se sont déroulées pour la première fois après la guerre en 1946 et 1947) et les conseils locaux. De manière formelle, l'URSS était un pouvoir de Conseil ou de Soviets. Seul le parti communiste pouvait proposer des candidats pour toutes ces élections, les résultats étaient falsifiés en annonçant officiellement que plus de 90 % des électeurs avaient participé à ces élections et se prononçaient à la majorité absolue pour ces candidats. Les institutions de la RSS de Lituanie ne possédaient aucun pouvoir réel. Même le comité central du parti communiste lituanien (bolchévique) ne possédait que les droits classiques du comité d'un parti d'une région normale de la Russie. Pendant plus de trois décennies, A. Sniečkus, le premier secrétaire du Comité central a dirigé le PCL (b). Son activité était surveillée par le deuxième secrétaire du comité central, non Lituanien, envoyé par Moscou. En 1945, le PCL (b) avait 3 500 adhérents, en 1948 22 200, en 1953 36 200, mais les Lituaniens ne représentaient cependant que 18 % des effectifs.

J. Staline s'est également montré généreux envers les Lituaniens. Pour la première fois dans l'histoire de la Nation, Klaipėda et Vilnius faisaient partie de la Lituanie, bien que celle-ci soit occupée et non libre. Le pouvoir soviétique espérait ainsi « acheter » l'approbation des Lituaniens nationaux pour ce régime. Le territoire de la RSS de Lituanie, dirigée par les Soviétiques, a augmenté de 65 000 kilomètres carrés et Vilnius est devenu

Un épisode de la Seconde Guerre mondiale à Vilnius, juillet 1944

la capitale de la république. La composition ethnique de la population de la ville a changé radicalement en raison de la guerre. Les nazis et leurs acolytes ont tué environ 70 000 habitants de Vilnius, dont la majorité était des Juifs. 12 000 habitants ont été envoyés travailler en Allemagne et la majorité n'est pas rentrée. Environ 30 000 habitants de Vilnius ont quitté la ville pour diverses raisons et ne sont pas rentrés. Entre 1945 et 1948, l'URSS a rapatrié 107 600 Polonais de Vilnius en Pologne et 197 200 de toute la Lituanie. Environ la hausse de la moitié des habitants de Vilnius était due aux personnes migrants des autres républiques soviétiques, en particulier de Russie et de Biélorussie. Les années suivantes, le nombre de Lituaniens a augmenté parmi les « nouveaux habitants de Vilnius » À la fin de l'année 1951, la capitale comptait 179 000 habitants, dont 55 000 (30 %) étaient des Lituaniens. En janvier 1991, près de 600 000 personnes habitaient à Vilnius, parmi lesquels 291 000 personnes (50 %) étaient des Lituaniens. En 2011, ils comptaient pour 58 %. En raison de l'émigration massive et forcée des Allemands, Klaipėda est ainsi devenue plus lituanienne. De manière générale, les villes ont augmenté pendant la période soviétique, le nombre d'habitants a été multiplié de plusieurs fois. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, 23,7 % de la population habitait en ville, et ce chiffre était de 68 % en 1989. De nouvelles villes ont surgi : Naujoji Akmenė (13 000 habitants), Elektrėnai (16 000 habitants) et Visaginas (32 000 habitants).

Les habitants de Lituanie sont déportés vers la Sibérie dans des wagons à bestiaux

Les déportés lituaniens abattent des arbres à Irkoutsk en 1952

Ayant lancé la conscription pour l'armée de l'URSS, le régime soviétique s'est étonné du fait que les Lituaniens cherchaient à échapper au service militaire dans l'Armée rouge. Les habitants lituaniens considéraient de fait leur pays comme occupé, dans lequel l'URSS ne pouvait pas lancer la conscription des hommes dans l'Armée rouge et violait le droit international (Convention de la Haye adoptée en 1907). En les poursuivant et en les terrorisant, l'armée intérieure du NKVD de l'URSS et l'armée de la protection des frontières ont mobilisé 108 000 Lituaniens entre l'automne 1944 et 1945 pour mener les combats contre l'Allemagne (et ensuite le Japon). Des milliers de Lituaniens se sont cachés ou ont fui l'armée soviétique, ils ont été inscrits dans la catégorie des déserteurs, officiellement recherchés. Des milliers d'entre eux ont rejoint les rangs des partisans luttant contre les Soviétiques. Les Lituaniens mobilisés ont complété les rangs de la 16e division lituanienne des tirailleurs. Ils ont été envoyés de manière urgente, et donc peu formés, pour combattre en Prusse Orientale, pour la prise de Berlin ou dans le chaudron de la Courlande, où des milliers d'entre eux ont trouvé la mort. Les divisions du NKVD présentes en Lituanie ont mené des actions punitives. 2 489 personnes ont trouvé la mort lors d'actes de terreur menés par les occupants rien qu'entre juillet et décembre 1944. Environ 100 000 Lituaniens ont été victimes d'une forme ou d'une autre de répressions de la part des occupants. Les dépor-

tations massives vers la Sibérie ont été une manière d'étouffer la résistance armée. En mai 1948, 40 002 personnes ont été déportées, en 1949 33 500, en 1951 20 357. Suite à ces déportations massives, l'opposition et la résistance des villageois vis-à-vis de la politique soviétique ont été brisées et tous ont commencé de manière massive à adhérer aux kolkhozes. 456 000 habitants ont été victimes du génocide et de la terreur soviétique (un habitant adulte sur trois ou un homme sur deux), 332 000 personnes ont été emprisonnées, déportées ou enfermées au goulag et 26 500 personnes ont été tuées. La Lituanie a perdu 1 058 000 personnes, soit plus d'un tiers de ses habitants.

La situation a commencé à changer à la mort de J. Staline en 1953, et en particulier trois ans après, lorsque Nikita Khrouchtchev a dénoncé le culte de J. Staline. La russification a baissé d'intensité, le pouvoir a commencé à faire plus confiance aux Lituaniens locaux. Dans toute l'URSS, les prisonniers et les déportés ont été libérés. Bien que l'administration communiste de la Lituanie ne souhaitait pas que les déportés rentrent dans leur patrie, car ils pourraient renforcer les tendances nationalistes des habitants et compliquer ainsi leur endoctrinement, environ 60 000 déportés et 20 000 prisonniers politiques sont rentrés en Lituanie dans les années 50 et 60, au nom de l'esprit de « l'amitié entre les peuples ». Certains d'entre eux n'ont pas été autorisés à rentrer en Lituanie, à occuper des postes de direction ou à entreprendre des études supérieures. Ils étaient ignorés ou suivis, on leur reprochait leur « activité antisoviétique » et leur « nationalisme bourgeois ».

Dans les années poststaliniennes, après avoir renoncé à la terreur physique de masse, les libertés et les droits de l'homme n'étaient plus violés de manière aussi évidente et massive, cependant l'endoctrinement idéologique forcé des habitants était encore utilisé. Les méthodes administratives étaient appliquées. Devenant au fur et à mesure de plus en plus lituanien (en 1953, les Lituaniens étaient 13 000 (37 %) dans le parti communiste lituanien, en 1965, 55 000 (63 %)), le parti communiste veillait consciencieusement à conserver le monopole du pouvoir et le caractère du régime totalitaire a continué. Tout le monde devait se convertir à l'idéologie officielle, les habitants étaient espionnés de manière généralisée, la résistance était étouffée, les institutions du pouvoir de la république ne faisaient qu'assurer des fonctions administratives selon les directives de Moscou. Avec l'arrivé de Leonid Brejnev à la tête du pouvoir et le renforcement des forces staliniennes revanchistes, le régime est redevenu plus sévère. Les personnes qui pensaient différemment étaient poursuivis (1 583 personnes ont été jugées en Lituanie entre 1967 et 1975 pour propagande et agitation antisoviétique), l'économie et la vie de la société étaient militarisées, l'idéolo-

gie communiste était inculqué encore plus ardemment, bien que personne n'osa relancer la terreur.

Le régime soviétique a provoqué des pertes très importantes pour les habitants du pays durant l'après-guerre. Pendant la période stalinienne, le pouvoir d'occupation a éliminé des milliers de gens, mais aussi des couches sociales entières, leur culture et leurs biens. Une peur permanente paralysait le reste des habitants de Lituanie craignant pour leur sécurité et celle de leurs proches. Les habitants devaient s'adapter, collaborer ou bien s'opposer. Le conformisme dans la société lituanienne s'est particulièrement répandu pendant la période de déstalinisation. Mais, avant cela, s'est déroulée une lutte sanglante.

La guerre après la guerre : la résistance armée

Les répressions et la terreur soviétiques durant depuis l'été 1944 ont attisé le feu de la résistance du peuple lituanien. Une guerre partisane qui durera 10 ans pour la restauration de l'indépendance de la Lituanie se met alors en place. Parmi les trois pays baltes, c'est en Lituanie que la résistance a été la plus forte. On croyait encore naïvement en l'Occident, que le pouvoir communiste n'allait pas durer longtemps, qu'au fur et à mesure les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne mettraient en œuvre les promesses de la Charte de l'Atlantique pour rendre l'indépendance aux pays qui l'ont perdue à cause de la guerre et que l'Occident se lèverait contre l'URSS de J. Staline. On se préparait à cette éventualité en luttant, pour pouvoir prendre le pouvoir entre ses mains une fois ce moment arrivé. Les groupes de partisans ont commencé à se former dès la fin de l'été 1944. Ils ont rapidement pris de l'ampleur pour s'organiser en unités, districts et régions. Les partisans portaient les uniformes militaires de la Lituanie, bien que la majorité d'entre eux aient été des hommes jeunes, des agriculteurs, des enfants de personnes sans terres ou possédant tout juste quelques ares et qui n'avaient jamais servi dans les forces armées. Une fois accepté dans les rangs des partisans, ils devaient apprendre les subtilités de la guerre et s'adapter à des conditions de vie difficiles dans la forêt et dans les bunkers. Pour cette raison, des formations militaires étaient organisées.

La résistance antinazie se concentrait dans les villes, tandis que la résistance antisoviétique était armée et se déroulait dans les villages, là où les partisans pouvaient obtenir de l'aide des villageois sous forme de nourriture, de médicaments ou de vêtements. Espérer de l'aide de l'Occident était mission impossible, ils luttaient totalement seuls. Entre 1944 et 1946 se sont formées des groupes importants de partisans combattants, comptant

Groupe de partisans lituaniens en 1947

jusqu'à 100 hommes. Au total 30 000 hommes contrôlaient toute la Lituanie, à l'exception des villes, logeaient dans les villages, construisaient des postes de garde et se lançaient dans la bataille une fois que les unités du NKVD se montraient. Lors de l'occupation des petites villes, étaient détruites les garnisons locales, les documents du canton, les listes de mobilisation, les bordereaux des redevances. Les personnes arrêtées étaient libérées, celles placées par le pouvoir d'occupation et faisant preuve d'un excès de zèle étaient tuées, quant aux autres, elles étaient prévenues de ne pas collaborer avec l'ennemi. Les partisans empêchaient les élections du pouvoir d'occupation, tiraient sur les lieux de vote, stoppaient les travaux de coupe de la forêt et d'exportation, luttaient contre la création forcée des kolkhozes. La justice de guerre des partisans jugeait et condamnait à mort les exécuteurs des déportations massives, les fonctionnaires soviétiques et les espions.

Les Soviétiques ayant coupé la Lituanie de l'information du monde libre, ils ont retiré aux gens leurs récepteurs de radio. Dans toutes les circonscriptions, des bureaux de la presse et de l'information ont été créés. Durant toute la période de la guerre partisane, 80 périodiques différents ont été publiés sur une période plus ou moins courte. Les gens y lisaient la position des partisans à l'égard des collaborateurs et les nouvelles de la politique internationale. Les partisans publiaient également des recueils de poésie, des

Jonas Žemaitis-Vytautas

satires, de courtes œuvres en prose et des livres de prière des partisans. Les jeunes gens étaient en grande partie responsables de la diffusion de la presse. Rien qu'en 1947, 640 personnes ont été arrêtées.

Durant les luttes de la deuxième étape (de juin 1946 à novembre 1948), ayant perdu environ 10 000 hommes, les partisans ont formé de petits groupes mobiles. Dans les fermes et aux alentours, ils creusaient des bunkers, dans lesquels ils se cachaient des ennemis pendant les ratissages. Les idéalistes et les combattants d'un jour avaient disparu des groupes, il n'y restait plus que des gens prêts à lutter jusqu'au bout. Les nombreuses victimes et les persécutions avaient démantelé les liens entre les groupes et les circonscriptions. Le contrôle des groupes a faibli. La tactique classique d'une guerre partisane a été adoptée : organisation de guet-apens et extermination des fonctionnaires soviétiques et des espions. Dans le même temps, le pouvoir d'occupation employait de plus en plus de troupes d'agents d'attaque (des troupes mixtes d'anciens partisans enrôlés et d'officiers du MGB (Ministère de la sécurité d'État) dans la lutte contre les partisans).

À la fin de l'année 1947, les partisans Juozas Lukša-Skirmantas et Kazimieras Pyplys-Mažytis ont réussi à emporter au-delà du « rideau de fer », dans le monde libre, des documents rédigés par les partisans et comprenant les listes des déportés, des tués et des personnes, arrêtées par le pouvoir d'occupation, par région, une lettre de la direction des partisans au pape Pie XII et d'autres documents donnant l'espoir que le monde tournerait son attention vers l'occupation de la Lituanie et que les organisations internationales exigeraient que l'URSS cesse sa politique de terreur. Pour la première fois, des liens ont été noués entre les partisans et les organisations de Lituaniens ayant fui à l'Ouest. L'Occident reçut de véritables informations sur la situation dans la Lituanie occupée par les Soviétiques et les luttes des partisans, cependant les luttes armées des Lituaniens n'ont reçu aucune aide, et des groupes de résistants ont été seulement utilisés pour espionner l'URSS.

Entre novembre1948 et mai 1953, des structures centralisées ont été finalement créées, mais ont été vite supprimées. Après de nombreux es-

sais infructueux, s'est tenu du 2 au 22 février 1949 le premier et dernier congrès des chefs des partisans lituaniens dans un bunker entre Radviliškis et Baisogala. Lors de ce congrès, le nom de la nouvelle organisation a été approuvé, le Mouvement lituanien de lutte pour la liberté de la Lituanie (LLKS). Les partisans ont été appelés les combattants de la liberté (le pouvoir d'occupation soviétique désignait le plus souvent les partisans comme des bandits). Le mouvement a commencé à diriger les activités politiques et militaires des organisations de résistance. Au menu des discussions de ce congrès : les documents les plus importants réglementant l'activité des partisans, la planification d'une stratégie commune de lutte, les orientations de la tactique, la formation de la direction suprême des partisans. Jonas Žemaitis-Vytautas (diplômé de l'école militaire de Kaunas en 1929, il a obtenu le grade de lieutenant, servi un temps dans le deuxième régiment d'artillerie et étudié entre 1936 et 1938 à l'école d'artillerie française), de l'encadrement militaire a été choisi comme président du présidium du Conseil de la LLKS. Le plus haut grade de général partisan lui a été accordé. Dans la déclaration du 16 février de la LLKS, adoptée dans le bunker, la restauration de l'indépendance de la Lituanie était prévue tout comme les principes de son gouvernement : une république démocratique, un pouvoir souverain de la Lituanie appartenant au peuple, une Lituanie dirigée par un Seimas élu au suffrage libre, démocratique, universel et secret et un gouvernement. Le Présidium du Conseil de la LLKS est devenu l'organe suprême du pouvoir jusqu'aux futures élections démocratiques du Seimas.

Pour lutter contre les partisans, l'importante armée du NKVD a été stationnée en Lituanie. Durant l'été 1945, elle comptait près de 20 000 hommes, et 14 000 militaires en 1946. Les départements du NKVD et NKGB présents dans toutes les régions coordonnaient les opérations punitives, les dirigeaient tout comme ils dirigeaient les opérations de recherche des personnes, interrogeaient les personnes arrêtées et recrutaient des agents. Pour lutter contre les partisans lituaniens, le pouvoir d'occupation a également créé des bataillons de destructeurs auprès du NKVD, appelés « istribiteli » (les

Les corps de partisans profanés par les Soviétiques dans le district de Dainava

exterminateurs (du russe *istrebitelnyje bataliony*)) par les Lituaniens. Les habitants locaux étaient encouragés à y adhérer. Entre 1944 et 1954, plus de 20 000 personnes sont devenus membres de ces groupes (parmi eux 16 000 Lituaniens), car, une fois dispensés du service dans l'Armée Rouge, ils y recevaient le couvert et l'habit. Certains d'entre eux se sont retirés chez les partisans avec leurs armes. De nombreux *istribiteli* étaient d'une morale douteuse, ils ne possédaient aucune autorité. Le nom de leurs groupes, rapidement trouvé, a été changé en passant de « exterminateurs » à « défenseurs du peuple ». Situés dans tous les cantons, ils protégeaient l'action soviétique.

Les institutions de répression, étouffant les soutiens au mouvement de résistance, ont déporté les familles et les alliés des participants à la résistance armée en Sibérie, elles torturaient les résistants, utilisaient la violence psychologique, exposaient les cadavres des partisans tués à moitié nus sur les places centrales des petites villes, les profanant en public, interdisaient de les inhumer et les enterraient eux-mêmes secrètement dans des marais ou des décharges. Les agents d'attaque du MGB-KGB (Comité pour la sécurité de l'État) utilisaient les attributs et les uniformes de la résistance pour mener leurs opérations de terreur, pour anéantir les résistants, ils torturaient les partisans de la résistance armée, parmi eux les femmes, les personnes âgées et les enfants, et ils assassinaient les agents de liaison et les soutiens.

Adolfas Ramanauskas-Vanagas et ses fidèles amis les vautours perchés sur ses épaules

En 1953, des résistants, recrutés par l'ennemi, ont trahi J. Žemaitis-Vytautas (il se soignait dans un bunker suite à un infarctus en 1951) et, après un an et demi d'interrogatoires, il a été fusillé dans la prison Boutyrka à Moscou. La raison des visites de L. Beria, maréchal de la Sûreté de l'URSS, à J. Žemaitis et ce qu'ils se disaient est encore inconnu. Cependant, ce fait prouve déjà que L. Beria considérait la guerre partisane en cours en Lituanie comme une menace sérieuse pour le pouvoir soviétique. En 1956, l'un des derniers chefs des partisans a été arrêté, l'ancien enseignant Adolfas Ramanauskas-Vanagas. Après avoir subi d'horribles tortures, il a été

exécuté l'année d'après. Bien que la lutte armée organisée se soit arrêtée au printemps 1953, certains partisans isolés se sont encore cachés des dizaines d'année, voire plus.

Bien que la guerre partisane et ses luttes absolument solitaires aient été perdues, son importance est immense. Les données concernant les actions punitives des occupants prouvent la dimension totale de cette guerre. Entre 1944 et 1953, les organes du MGB ont supprimés 2 535 groupes de partisans, abattu 20 000 partisans, arrêté 19 000 partisans (ils ont, au total, abattu, arrêté ou légalisé 120 000 personnes), saisi 9 canons, 557 machines à écrire et appareils de reproduction. Par leur courage, leurs sacrifices et leurs vies, les combattants de la liberté ont prouvé qu'en été 1940 la Lituanie a été rattachée à l'URSS contre sa volonté et ils ont racheté l'inaction d'alors du gouvernement et de l'armée lituanienne. Les partisans ont abattu environ 2 830 employés des services de sécurité et des affaires intérieures d'État de l'URSS, un millier de militaires de l'armée de sécurité de l'État, 1 300 *istribiteli*, des activistes soviétiques et du parti. Cette guerre, comme toute guerre, a eu son lot important de victimes civiles. De nombreuses pertes ont été enregistrées dans les endroits où les agents d'attaque étaient actifs, là où certains groupes de partisans abusaient de l'alcool, ou si des hommes ayant participé à l'exécution des Juifs se retrouvaient parmi eux. Même si ces derniers n'étaient pas nombreux, il s'en trouvait tout de même quelques-uns, car les chefs de groupe et de circonscription n'avaient pas la possibilité de vérifier le dossier des combattants. Les longs moments passés sous terre dans les bunkers avaient également une influence négative.

Cette résistance armée héroïque a apporté de nombreuses pertes et, comme dans chaque guerre, des victimes inutiles. Peut-être a-t-elle eu une influence décisive, lorsque la Nation lituanienne se relevant à la fin du XXe siècle a choisi non pas la lutte armée pour reconquérir la liberté et l'indépendance, mais le chemin d'un mouvement dissident et de la révolution chantante.

La soviétisation de l'économie

Procédant à l'unification de la vie de toutes les républiques soviétiques, les Soviétiques ont détruit avec ténacité la propriété privée dans toutes les branches de l'économie. C'est la raison de la création des kolkhozes dans le secteur agricole. Cependant, la collectivisation de l'agriculture a été retardée en Lituanie en raison de la guerre partisane. Selon les nouvelles dispositions, le fonds national de la terre était composé des terres restées sans propriétaire, celles des personnes ayant fui à l'Ouest ou

Les convois rouges. La remise obligatoire et collective des produits agricoles à l'État à Vilnius en 1947. Photo : L. Meinert

rapatriées en Pologne, de même que les terres confisquées aux partisans et aux déportés. L'organisation de la collectivisation au printemps 1948 a provoqué une forte résistance dans les villages lituaniens. Les premiers à en faire les frais ont été les propriétaires aisés qui ont pu conserver jusqu'à 30 hectare de terre. Ils étaient appelés les « koulaks », tout comme ceux qui utilisaient de la main d'œuvre, possédaient des engins agricoles (des batteuses, des tracteurs ou des moteurs), des moulins ou des scieries, louaient à d'autres paysans des animaux ou leur prêtaient des grains, des outils de travail. Pour les « koulaks », les impôts et les redevances étaient de 50 % à 100 % supérieures à ceux que l'on appelait les « paysans du travail ». De très nombreuses familles de « koulaks » ont été déportées lors des vagues de 1949 et 1951, les autres ont déménagé dans d'autres villes ou républiques de l'URSS. Avec la hausse très réfléchie des impôts de la terre et l'augmentation des normes des redevances décidées par le régime, plus de la moitié des agriculteurs étaient redevables à l'État pour le lait et la viande en 1949. Ces exploitations étaient ajoutées à l'inventaire national et leurs propriétaires jugés. D'ailleurs, on pouvait retirer aux « koulaks » tout sauf leur habitation

La politique de terreur a atteint son but. Au début de l'année 1949, 4 % de tous les paysans avaient rejoint les kolkhozes et, à la fin de l'année, ils étaient déjà 62 %. En 1952, 9 % des terres du pays ont été collectivisées. Sans l'accord de la direction du kolkhoze, le paysan ne pouvait partir résider sur un autre territoire. Comme l'État s'était approprié les terres, le paysan rece-

L'avenue Staline à Vilnius en 1954. Photo : Judelis Kacenbergas

vait un salaire dérisoire pour les journées travaillées. Les récoltes sur les 0,6 hectares de terre qu'il possédait lui assuraient les trois quart de ses revenus. Par la suite, la situation des kolkhozes s'est améliorée au fur et à mesure.

Toutefois, la collectivisation a brusquement fait chuter l'agriculture lituanienne. Il a fallu 20 ans à la RSS de Lituanie pour atteindre à nouveau le niveau de production de blé, le nombre de têtes de bétail et le rendement d'avant-guerre. Les paysans forcés de rejoindre les kolkhozes ne s'employaient pas à travailler honnêtement. Sans craindre les amendes élevées, ils ont commencé à voler la production des kolkhozes (on considérait qu'il ne s'agissait pas d'un délit). Le respect dû au travail disparaissait. La morale élevée du paysan croyant en Dieu s'amenuisait. Certains ont commencé à noyer leur dur destin dans l'alcool. La collectivisation a signifié également la mort des hameaux isolés. Durant le reste de la période soviétique, les habitations des paysans dans les hameaux isolés ont été massivement détruites. Leurs propriétaires ont été forcés de déménager sur les lieux d'habitation collectives à la campagne (tout le monde était au courant de tout et était contrôlé par le pouvoir) ou bien devaient partir s'installer dans les petites villes et les villes.

L'industrie allait devenir une partie intégrante de l'industrie de l'URSS. Lors des années d'après-guerre, les projets du pouvoir soviétiques ont été facilités par le fait que les nazis n'avaient pas annulé la nationalisation menée par les Soviétiques avant leur arrivée. Les entreprises privées devaient mettre

la clé sous la porte en raison de la hausse des impôts. Pour reconstruire l'économie du pays, les machines, les équipements, le matériel et les matières premières arrivaient du fin fonds de l'URSS ou de l'Allemagne de l'Est occupée (dans le même temps, de nombreux produits agro-alimentaire et sylvicoles étaient exportés de Lituanie). En l'espace de quelques années, l'industrie lituanienne a été restaurée et a retrouvé son niveau d'avant-guerre.

Durant les années 50, de nouvelles réformes ont été lancées en Union soviétique, soulignant la nécessité de « démocratiser » la vie de la société, d'accorder plus de droits aux travailleurs locaux et de développer la « souveraineté » des républiques soviétiques. En 1953, les portefeuilles des ministères sont devenus plus conséquents. Plusieurs ministères ont été regroupés en un seul. De nombreux comités et conseils ont été supprimés, leurs fonctions ont été transmises aux ministères. Selon le nouvel ordre, des droits plus importants ont été accordés aux républiques de l'Union : elles approuvaient les plans de production des entreprises dépendantes des républiques, et répartissaient leur production. En 1957, avec la création des conseils populaires de l'économie (LUT), remplaçant les ministères de l'Industrie et de la Construction, la direction de l'industrie devait passer d'une direction de branche à une direction territoriale. Le Conseil populaire de l'économie de Lituanie a commencé à contrôler les entreprises du pays, où étaient employés 76 % des travailleurs du pays. L'industrie est devenue plus spécialisée avec la création d'une industrie chimique et électronique. Le pouvoir local a particulièrement augmenté la production et la transformation de la production agricole, permettant ainsi le développement d'un complexe industriel agro-alimentaire et de l'industrie légère. Après avoir reçu la bénédiction de Moscou, les autorités lituaniennes, constatant qu'il était difficile de contrôler les entreprises dépendant de l'Union, a commencé à développer des branches de l'industrie qui dépendaient d'elles. Cette politique s'est justifiée et a permis de donner des résultats relativement honorables compte tenu des conditions d'alors. Ce n'est pas par hasard que la Lituanie était appelée la ferme de l'Union soviétique, car de nombreux investissements ont été dirigés vers le secteur agro-alimentaire. Toutefois, cela n'a pas pour autant été synonyme d'abondance pour la Lituanie. Comme dans le reste de l'URSS, tous les magasins étaient à moitié vides. La viande, les légumes, le beurre, parfois même le pain et bien d'autres produits manquaient. Les gens devaient attendre dans des files d'attente interminables les tickets (autorisations) pour acquérir des meubles, de la vaisselle, des téléviseurs. Les appartements faisaient cruellement défaut, tout comme le matériel médical, les médicaments. Le déficit touchait tous

Un meeting sur le chantier de la centrale hydro-électrique de Kaunas lors du lancement de la première turbine le 16 juillet 1959 à Kaunas. Photo : Marius Baranauskas

les secteurs. Pour se moquer de l'inefficacité de l'économie planifiée, on racontait, tout en riant jaune, que si le socialisme était introduit au Sahara, on aurait rapidement à faire à un manque de sable…

Dans les années soixante, l'administration de la RSS de Lituanie a préparé un plan de développement économique régional, dont l'idée principale était de freiner la croissance des anciens centres industriels comme Vilnius, Kaunas, Klaipėda, Šiauliai et Panevėžys, et de construire de nouvelles entreprises dans des villes plus petites. La majorité absolue des travailleurs des industries de ces villes était composée de Lituaniens venant des villages. Les migrants russophones venus de l'URSS ne souhaitaient pas s'installer dans les villes de province lituaniennes. Avec la décentralisation de l'industrie, les ressources locales du travail ont pu être mieux utilisées. Dans les usines d'Alytus, de Plungė et d'Utena, les habitants de la ville ou de la région composaient de 50 à 70 % du contingent des travailleurs, et les personnes arrivées de l'URSS seulement de 3 à 5 %. Une barrière psychologique empêchait les habitants de nationalité russe à venir s'installer dans les nouvelles villes industrielles de la RSS de Lituanie. Venir résider à Riga, Tallinn ou Vilnius, villes dans lesquelles dominait leur environnement russophone, était tout autre chose qu'arriver dans des petites villes inconnues, dans lesquelles les personnes âgées ne parlaient même pas russe. Bien que pendant la période soviétique de nombreux russophones se soient installés

Le quartier résidentiel de Žirmūnai en 1972. Photo : J. Botyrius

à Vilnius, Klaipėda ou Sniečkus (aujourd'hui Visaginas), dans la Lituanie industrialisée, là où l'industrie agro-alimentaire était particulièrement développée, 80 % des habitants du pays en 1990 étaient Lituaniens.

Pendant la période du dégel, l'industrialisation et l'urbanisation se sont particulièrement développées en Lituanie selon le modèle soviétique. De nouveaux complexes industriels ont été construits dans les années soixante et soixante dix (la centrale hydro-électrique de Kaunas, la société de transformation pétrolière de Mažeikiai, l'usine d'engrais azotés de Jonava, la centrale nucléaire d'Ignalina). En raison de l'industrialisation, le nombre d'ouvriers a particulièrement augmenté dans le pays (en 1960, leur nombre était de 490 000, 850 000 en 1970, et plus d'un million en 1980). À cause de la croissance des villes (en 1960 40 % des habitants résidaient en ville, en 1980 près de 60 %), les appartements manquaient pour les ouvriers. La décision fut prise de construire des immeubles. La construction des appartements était standardisée selon des modèles type, en utilisant de grands panneaux de béton préfabriqués. Entre 1962 et 1969, le premier quartier de ce type, Žirmūnai, a été construit à Vilnius. Ces quartiers d'immeubles identiques, sans caractère et consommant beaucoup d'énergie pour se chauffer, sont devenus l'un des signes caractéristiques de l'urbanisation soviétique.

En raison des relations éternellement mauvaises de l'URSS avec les pays capitalistes, les industries de la Lituanie et des autres républiques sovié-

tiques étaient isolées et, à cause des liens étroits avec les fournisseurs de matière première, elles sont devenus totalement dépendantes des autres régions de l'URSS. Les immenses industries ont été intégrées dans le système économique de l'Union soviétique. Elles produisaient des objets très pointus techniquement qui permettaient d'approvisionner le pays entier. Bien que la Lituanie occupait la première place pour la production de viande et de lait par tête, une grande partie de la production lituanienne était exportée vers les autres régions soviétiques (les principaux consommateurs des produits alimentaires exportés étaient les habitants de Moscou et de Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), et les recettes de ces entreprises alimentaient le budget général de l'URSS.

Le pouvoir soviétique investissait et construisait volontiers en Lituanie, car les bakchichs (des valises remplies de saucissons fumés et de jambon) prenaient la direction de Moscou, et, pour cette raison, la Lituanie ne connaissait pas les temps de construction interminables caractéristiques de l'époque soviétique. De plus, le matériel de construction n'était pas entièrement volé et les nouvelles entreprises étaient lancées plus ou moins à temps. Cela plaisait à la nomenklatura en poste à Moscou qui était confrontée à des problèmes importants de corruption et de vols dans le reste de l'URSS. Des problèmes écologiques ont commencé à apparaître à cause des grandes usines, en particulier chimiques, du manque de ressources consacrées à la protection de l'environnement, de la croissance des constructions et de la population dans les grandes villes. Avec l'absence d'installations d'épuration, la pollution des rivières, des nappes phréatiques et de l'atmosphère a augmenté de manière importante. Les indicateurs quantitatifs relativement bons de l'industrie de la Lituanie occupée ne pouvaient pas effacer ou remplacer le coût de la perte de l'indépendance du pays.

L'unification de la culture

Lors des années de pouvoir de Staline, la culture lituanienne a connu une véritable destruction. On a cherché à briser à la racine toute expression de la nationalité, car le parti communiste contrôlait et administrait strictement tous les domaines de la culture et censurait chaque ligne. La philosophie marxiste-léniniste était imposée, l'idéologie communiste était inoculée et toutes les institutions culturelles devaient la diffuser. La glorification des autorités de l'idéologie communiste signifiait entrer en confrontation avec l'héritage culturel de la Lituanie indépendante. Les œuvres des célèbres auteurs lituaniens, entre autres Vincas Kudirka, Maironis ou

Vincas Krėvė-Mickevičius, étaient retirés des bibliothèques comme toute la littérature à caractère national. Entre 1944 et 1951, plus de 600 000 publications ont été détruites. Lors de la période stalinienne, il était même interdit de mentionner les noms des grandes personnalités culturelles qui avaient fui à l'Ouest. Tout artiste refusant de mettre en application les exigences du régime devait s'attendre à des peines très sévères. Entre 1944 et 1953, 1 651 représentants du monde artistique et scientifique ont été arrêtés. La majorité a été déportée ou emprisonnée, certains ont été tués. La majorité des artistes se forçait pour se comporter comme on l'exigeait et vivait une double vie : une vie publique et personnelle. Dans les écoles, la Constitution de J. Staline était enseignée de manière obligatoire comme d'ailleurs le russe. Les cours de religion ont été interdits et le nombre de cours de lituanien réduits. Dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur, les spécialistes arrivés d'autres républiques n'enseignaient qu'en russe. Les élèves étaient obligés de participer dans les organisations des pionniers soviétiques ou des jeunesses communistes. Les enseignants qui ne semblaient pas fiables d'un point de vue idéologique étaient licenciés.

Les Soviétiques ont détruit les monuments de la période de la Lituanie indépendante, profané les tombes des volontaires de l'armée lituanienne de 1918-1940 et interdit les fêtes religieuses et nationales. En 1950, l'hymne lituanien, le « chant national » de V. Kudirka, a été interdit. À l'emplacement des monuments qui témoignaient de la souveraineté de la Lituanie dans les villes et petites villes ont été érigées des statues de V. Lénine et J. Staline. Des slogans communistes ont été accrochés. La situation dans le secteur culturel a commencé à s'assouplir à partir de la deuxième moitié des années 50, avec la déstalinisation.

Après la mort de J. Staline, durant la période du dégel, l'héritage culturel national a été l'objet d'une plus grande indulgence : Vincas Krėvė-Mickevičius, un classique de la littérature qui avait fui à l'Ouest à la fin de la guerre, a été réhabilité. Ses œuvres, comme celles de Jurgis Baltrušaitis, Balys Sruoga, Maironis, Vincas Mykolaitis-Putinas, M.K. Čiurlionis et des albums d'art populaire ont été publiés (dans les introductions de ces ouvrages, les biographies des auteurs et la critique de leurs œuvres étaient présentés selon les normes marxistes en vigueur).

Le dégel politique et les signes de libéralisation n'ont pas pour autant été synonymes de changements essentiels, Les services de sécurité soviétiques surveillaient avec un zèle excessif les organisations culturelles, une censure stricte demeurait et la majorité des œuvres étrangères ou publications d'avant-guerre étaient conservées dans ce qu'on appelait les « fonds spé-

ciaux ». Après 1956, année de la Révolution en Hongrie et du soulèvement des ouvriers à Poznań en Pologne, les autorités lituaniennes ont fait comprendre que la politique culturelle ne connaîtrait aucun changement radical. Pour cette raison, plusieurs employés de la chaire de littérature lituanienne de l'Université de Vilnius et certains acteurs culturels ont été attaqués idéologiquement à la fin des années 50. Les personnes incriminées ont été accusées de « nationalisme bourgeois », l'influence de la culture occidentale a été niée.

Lors de la période du dégel, on a cherché à lier la culture lituanienne idéologisée aux traditions culturelles et aux fondements de la culture lituanienne. Pour cela, le musée ethnographique à Rumšiškės, non loin de Kaunas, a été créé. Des associations d'art et d'études régionales ont été fondées. Les études ethnographiques ont été légalisées, des ensembles folkloriques ont pu se former. Les bâtiments sacrés et les objets de valeur artistiques s'y trouvant ont fait l'objet d'un nouvel intérêt. Si leur valeur artistique était soulignée, leur ancienne fonction, elle, était niée. La Galerie des tableaux a été inaugurée dans la cathédrale de Vilnius. D'autres églises fermées ont été transformées. Le Musée de l'athéisme a été hébergé dans l'église Saint Casimir, le Musée de la science se trouvait dans l'église Saint Jean, le Musée d'art populaire dans l'église de Tous les Saints, le Musée de la sculpture et des vitraux dans l'église de la garnison de Kaunas, et l'exposition d'art ancien du musée de M.K. Čiurlionis dans le monastère de Pažaislis. Les pages héroïques de l'histoire ont été détournées, comme la lutte du GDL contre les Croisés, la Lituanie païenne a été idéalisée, on a autorisé la célébration de la bataille de Grunwald tout comme l'évocation de l'acte héroïque de S. Darius et S. Girėnas, etc. Mais, de manière générale, l'histoire devait servir le pouvoir et était utilisée pour diffuser des sentiments antioccidentaux et antireligieux. Craignant un renforcement du nationalisme, la vie culturelle a été de nouveau muselée après l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie en 1968par l'URSS et d'autres pays du camp socialiste. Le pouvoir a commencé à reprocher aux artistes le pessimisme ambiant dans la culture, les rédacteurs des maisons d'édition et des périodiques ont été changés tout comme certains fonctionnaires œuvrant dans le domaine culturel. La culture a été développée selon le principe soviétique du « national dans la forme, soviétique par le contenu ». Les choristes revêtant des habits nationaux évoquaient Lénine dans leurs chants, cependant, à la longue, en particulier lors du Festival du Chant, cela restait seulement une enveloppe pour le programme obligatoire (socialiste), l'autre partie étant consacrée aux chants et danses lituaniens. Dans les autres domaines culturels, on apprenait à donner sa contribution au communisme et ainsi un phénomène culturel national, bien que limité, a pu continuer à se former.

Bien que de nombreuses interdictions étaient en vigueur jusqu'au moment de la renaissance (interdiction de mentionner la Lituanie indépendante, obligation de la mépriser et la blâmer, interdiction de parler des déportations massives d'après-guerre et des luttes partisanes), la situation a commencé à s'améliorer dans le domaine culturel à partir des années 60. Les écrivains, les artistes et les scientifiques pouvaient s'exprimer avec plus d'audace. En public, on se prononçait et on écrivait comme il le fallait, et à l'intérieur de son cercle, on discutait de sujets importants. Les représentants du monde de la culture sont devenus peu à peu la voix de la conscience du peuple. La création se servait de la règle de « l'époque brejnévienne ». Plus une personne était connue, plus il était difficile de la traduire en justice (durant la période stalinienne, tout le monde était « égal », les fonctionnaires de la sécurité pouvait aussi bien arrêter un professeur, un ministre ou une personne quelconque). Étant donné ces nouvelles conditions, les artistes prenaient de plus en plus leur distance avec le réalisme socialiste. Autant que possible, il cherchait à ne pas lier la politique et la propagande à l'art. De nouveaux romans, drames et films sont parus, une nouvelle génération d'artistes, qui n'avait pas été touchée par les répressions staliniennes et issue des nouvelles couches de la société, a fait son apparition. Il fut impossible de mettre complètement à terre la culture lituanienne et de la fourrer dans le lit communiste de Procruste à l'époque soviétique.

L'éducation et les tentatives de russification

L'urbanisation rapide, la militarisation de l'URSS (plus de 400 sites militaires ont été construits pendant la période soviétique en Lituanie, l'armée soviétique utilisait plus de 6 % du territoire lituanien à ses fins) et les complexes militaires de défense exigeaient une main d'œuvre qualifiée. Le système d'enseignement totalement contrôlé la préparait, les insoumis étaient punis. Les enseignants étaient obligés de lire les œuvres de V. Lénine, J. Staline et Karl Marx, l'histoire du parti communiste de l'Union soviétique, la Constitution de l'URSS, les documents et les décisions des Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. Pour renforcer l'éducation idéologique communiste des élèves, les organisations des pionniers soviétiques et des jeunesses communistes ont été créées dans les écoles, des coins dédiés à Lénine ont été installés, les journaux affichés sur les murs.

Dans les années d'après-guerre (entre 1945 et 1948, 1 200 pédagogues ont été déportés), la Lituanie occupée est devenu partie intégrante du système éducatif de l'URSS, même si la Lituanie a conservé son système à 11

classes, motivant cette décision par le fait qu'il était nécessaire d'enseigner le lituanien, alors qu'un système unifié d'enseignement secondaire de 10 classes avait été introduit dans l'ensemble de l'URSS. À l'automne 1988, le système scolaire lituanien est passé au système à 12 classes (dans les écoles où la langue d'enseignement était le russe, le système à 10 classes a été aboli pour passer à 11 classes). Avec le développement des villes, le réseau de crèches-jardins d'enfants, d'orphelinats, d'internats pour enfants handicapés s'est développé. Un réseau d'écoles pour les ouvriers diplômés du secondaire s'est créé. En 1980, près de 97 000 élèves étudiaient dans 97 écoles professionnelles techniques. Les écoles techniques et polytechniques formaient des spécialistes pour les industries, l'agriculture et la construction. En 1987, près de 59 000 étudiaient dans 66 écoles techniques.

Le contenu de l'enseignement a lui aussi été réaménagé. Il a été appliqué à l'idéologie soviétique et aux exigences de la pédagogie soviétique. Le plus important était d'inculquer aux élèves une vision matérialiste du monde, de préparer des « créateurs complètement éduqués, actifs et conscients de la société communiste », de former l'amitié entre les peuples de l'URSS. Les manuels, à l'exception de ceux de littérature lituanienne et d'histoire de la Lituanie (peu d'attention lui était accordée, les faits du passé étaient falsifiés et interprétés selon le principe de la lutte des classes en soulevant toujours le rôle positif de l'URSS et du parti communiste de l'Union soviétique), étaient traduits du russe. La langue russe faisait l'objet d'une attention toute particulière. En 1975 et 1979, les participants à la Conférence de Tachkent ont décidé le renforcement de l'enseignement de la langue russe dans l'URSS. Dans les établissements d'enseignement de différents niveaux, le russe a été enseigné de manière renforcée, le nombre d'heures de russe facultatives a été augmenté, la qualification des cadres des chaires de langue russe des hautes écoles a été renforcée, des cours de perfection de qualification en langue russe ont été organisés pour les enseignants, des cabinets méthodiques pour la langue russe ont été créés dans les régions, les manuels pour l'apprentissage du russe ont été revus et améliorés, etc. Ce programme ne cherchait pas uniquement à améliorer la communication entre les habitants du pays, mais avait également comme but secret l'expansion culturelle. Malgré les capacités des fonctionnaires responsables et de la direction de la RSS de Lituanie à défendre le statut de la langue lituanienne dans le système scolaire d'alors, la base de l'enseignement du russe a été élargie vers 1987-1989 en Lituanie.

Le rôle du lituanien dans la vie publique a perdu de l'importance. Le lituanien a été évincé de la milice, du domaine ferroviaire et aéroportuaire, de nombreuses institutions, des entreprises et du parti. N'importe

quelle administration, par internationalisme, s'exprimait en russe lors des discours. Une expression célèbre à l'époque et illustrant à la perfection l'idéologie communiste disait qu'un Russe aimant sa patrie, sa langue et sa culture était un internationaliste, un Lituanien aimant sa culture et sa langue un nationaliste et un Juif aimant sa langue et sa culture un sioniste.

Les études dans les établissements d'enseignement supérieur étaient elles aussi politisées (un cours obligatoire de marxisme-léninisme était enseigné), les établissements ont été refondu selon le système d'enseignement supérieur de l'URSS. Le pouvoir se mêlait ouvertement du fonctionnement des établissements et il a changé selon son bon vouloir les appellations d'*Alma mater* (en 1950, l'Université de Vytautas le Grand, appelé à cette époque Université de Kaunas a été réorganisée en Institut polytechnique de Kaunas et Institut de médecine de Kaunas). Le personnel des établissements d'enseignement supérieur était surveillé et testé. Les professeurs pouvaient être écartés pour des raisons idéologiques, des enseignants venus d'autres endroits de l'URSS étaient envoyés à leur place. Les universités et des établissements d'enseignement supérieur nouvellement fondés ont été développés, le nombre de facultés, de spécialités et d'étudiants ont augmenté. Vers 1940-1941, il y avait 7 établissements d'enseignement supérieur et 6 000 étudiants. En 1987, on comptait 12 établissements et 65 000 étudiants. Le plus important était qu'en Lituanie, dans les écoles, mais aussi dans les établissements d'enseignement supérieur la langue d'enseignement était le lituanien, même si les manuels et la littérature scientifique étaient en russe. De nombreux jeunes Lituaniens étudiaient à Moscou, Leningrad ou dans d'autres établissements d'enseignement supérieur de l'URSS.

En Lituanie, tous les journaux étaient doublés en russe. De nombreuses œuvres en russe ont été publiées, des pièces ont été jouées. Partout, le bilinguisme a été de mise. Les discours officiels concernant la « formation d'un peuple soviétique », « d'une culture soviétique », de la « fusion » des nations par la langue russe « moyen international de communication », du « rapprochement et de la fusion des nations soviétiques » ont commencé et permis de comprendre que l'on prenait le chemin de l'intensification de la formation d'une Nation soviétique unifiée idéologiquement et parlant russe, de telle sorte qu'à l'avenir le lituanien et les autres langues allaient disparaître. L'*homo sovieticus* devait être le produit final, une personne sans caractéristique nationale, qui travaillerait n'importe où sur ordre du parti d'après la célèbre chanson : « Mon adresse n'est ni une rue, ni une maison, mon adresse est l'Union soviétique ». Un ethnocide planifié et chronique se fit alors pressentir.

Avec la publication de l'interprétation soviétique de l'histoire de la Lituanie, la « libération » par l'Armée rouge du joug des bourgeois lituaniens n'était plus source de remerciement, car selon la théorie construite par la révolution socialiste, il s'agissait soi-disant d'une décision souveraine de la Nation lituanienne d'adhérer à l'URSS, alors que l'histoire du GDL et les 20 ans d'indépendance de la Lituanie dérangeaient l'historiographie soviétique, comme une arête en travers de la gorge. En raison de la politisation des études, du contrôle permanent du pouvoir, de l'isolement vis-à-vis monde occidental, de la politique des cadres enseignants et malgré un grand bond qualitatif en avant, le niveau d'enseignement pendant la période soviétique était inférieur à celui d'avant la guerre en Lituanie dans les établissements scolaires.

Le service diplomatique de la Lituanie et la diaspora

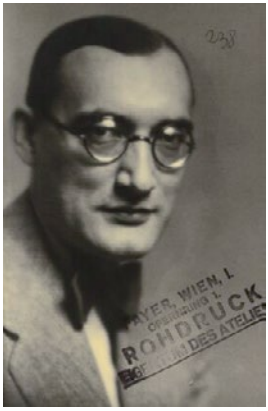
Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, craignant le retour de l'Armée rouge et les déportations, des milliers d'habitants de la Lituanie ont fui vers l'Ouest. Selon diverses données, il y avait plus de 72 000 réfugiés en 1945 en Europe de l'Ouest (les Lettons étaient plus de 111 000 et les Estoniens 31 000). Les Lituaniens envoyés de force travailler en Allemagne pendant les années d'occupation nazie ont rejoint les rangs des réfugiés avec la défaite de l'Allemagne, certains d'entre eux ont rejoint les camps de personnes déplacées (DP) et des réfugiés de guerre, c'était des camps pour les personnes qui, pour une raison ou une autre, se retrouvaient hors de leur patrie. Parmi les personnes lituaniennes déplacées se trouvaient plus de 400 enseignants des universités de Kaunas et de Vilnius, la moitié des membres de l'Union des écrivains, des milliers de professeurs et d'ingénieurs. L'intelligentsia lituanienne avait pris deux directions, soit l'Ouest, soit la Sibérie…

Avec le début de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS, les Américains ont commencé à changer leur attitude à l'égard des personnes déplacées. Au milieu de l'année 1948, le Congrès américain a adopté la loi sur les personnes déplacées qui prévoyait d'accueillir 205 000 personnes déplacées (parmi eux 40% de réfugiés venant des pays baltes et de Pologne). En l'espace de trois-quatre ans, tous les réfugiés le souhaitant ont pu rejoindre les États-Unis (ils étaient environ 30 000). Les autres ont rejoint la Grande-Bretagne, le Canada ou l'Australie.

Le Président A. Smetona qui avait quitté la Lituanie en juin 1940 n'était souhaité dans aucun pays d'Europe. Il a donc rejoint les États-Unis en passant

Des réfugiés lituaniens dans un camp en Allemagne (Scheinfeld) choisissent des habits lors d'une distribution en 1948

par l'Allemagne, la Suisse et le Portugal. Pour obtenir un visa américain, il devait s'engager à ne mener aucune activité politique, il a donc coupé tous les liens avec les Lituaniens d'Amérique et les diplomates lituaniens. A. Smetona est mort en janvier 1944 dans un incendie. Le Service diplomatique de la Lituanie (LDT), symbole de la souveraineté de la Lituanie vivace pendant toute la période de l'occupation soviétique, s'occupait des réfugiés lituaniens et des questions de la liberté de la Lituanie dans le monde occidental. Il a cherché à conserver la reconnaissance internationale d'un État lituanien dans tous les pays qui n'ont pas reconnu l'adhésion forcée de la Lituanie à l'URSS : les États-Unis d'Amérique, le Canada, le Brésil (jusqu'en 1967), la Colombie, l'Uruguay (jusqu'en 1977), la Grande Bretagne, la France, la Suisse et le Vatican. Pour des raisons diverses, le nombre de ces États a diminué. Le décret publié par le Président F. Roosevelt le 15 juillet 1940 pour geler les avoirs des pays baltes dans les banques américaines a eu une grande influence sur les activités du LDT. Cet argent a permis au LDT de pouvoir faire vivre ses ambassadeurs et le personnel jusqu'à la fin du travail diplomatique.



Le chef de la diplomatie lituanienne
Stasys Lozoraitis

Le pouvoir suprême au sein du LDT revenait au chef de la diplomatie. Les diplomates Stasys Lozoraitis (1940-1983) et Stasys Antanas Bačkis (1983-1991) ont occupé ces fonctions. S. Lozoraitis a interprété cette fonction de chef de la diplomatie comme *primus inter pares* (le premier entre les égaux) entre tous les chargés d'affaires. Bien que supprimée de la carte politique mondiale, la Lituanie n'a pas été effacée de la conscience politique grâce aux diplomates. Au début des années 40, le LDT a cherché à former un gouvernement lituanien en exil, mais avec la disparition des diplomates, elle a acquis une forme d'expression symbolique, car les États s'en tenaient au principe de ne reconnaître que les diplomates en fonction jusqu'à l'occupation de la Lituanie en 1940. L'espoir de restaurer rapidement l'indépendance de l'État lituanien grâce à l'aide de l'Occident s'amenuisant, toute l'attention du LDT a été tournée vers l'entretien des représentations diplomatiques et du personnel. Dans leurs pays respectifs, les diplomates représentaient symboliquement la Lituanie, entretenaient des liens avec les représentants des autres pays baltes, participaient aux réceptions des institutions officielles et des ambassades de divers pays. Cela a permis de tisser de nouveaux liens et de maintenir les anciens, d'entretenir les bâtiments des ambassades et d'éviter que le monde occidental n'oublie l'affaire de la libération de la Lituanie. Avec la restauration de l'indépendance de la Lituanie, le LDT cessa son activité le 6 septembre 1991.

La plus grande partie de la diaspora lituanienne se trouvait aux États-Unis, avec les plus grandes et les plus fortes organisations, comme le Conseil des Lituaniens d'Amérique (ALT fondé en 1940), la Communauté des Lituaniens du monde (PLB créée en 1951) et le Comité suprême de la libération de la Lituanie (VLIK), rapatrié d'Europe. Elles ont cherché à agir ensemble et œuvrer pour le cas de la liberté de la Lituanie à l'échelle internationale. La position de « tendre à la restauration de la Lituanie indépendante, basée sur la volonté invariable de la Nation lituanienne », adoptée lors de la Conférence de travail de la libération des Lituaniens à New-York (White Plains) les 26 et 27 octobre 1974, a eu un impact à cet égard. Les participants de la conférence prévoyaient de fournir une aide économique, culturelle et politique aux habitants de la Lituanie occupée, remettre des informations de la Lituanie occupée par les Soviétiques au monde occidental (on réfléchissait à des articles dans la presse, des émissions de télévision et de radio, des publications annuelles sur les violations des droits de l'homme), informer le monde occidental sur le cas de la Lituanie, coopérer avec des organisations et des forums qui pourraient aider à influencer les pays occidentaux et, en premier lieu, les gouvernements et les parlemen-

taires des États-Unis. L'acte final signé le 1er août 1975 à Helsinki par les États-Unis, le Canada et 33 États d'Europe (dont l'URSS) a servi pour le cas de la Lituanie. Les pays l'ayant signé se sont engagés à respecter les droits de l'homme sur leur territoire. Le quatrième chapitre de la première partie a fait naître l'espoir « Aucune occupation ou acquisition de cette nature ne sera reconnue comme légale ». En outre, l'URSS, en signant l'acte final au vu et su des autres États, a confirmé le principe de libre détermination pour tous les peuples.

Les organisations d'émigrants lituaniens soulignaient constamment que l'URSS occupait illégalement la Lituanie. Après la signature de l'acte d'Helsinki, ils ont médiatisé les violations des droits de l'homme de leurs compatriotes vivant en Lituanie soviétique et les poursuites contre les dissidents. Contrairement aux souhaits de l'URSS, les États occidentaux, et en premier lieu les États-Unis, considéraient favorablement les efforts de l'émigration lituanienne et, selon les exigences des organisations d'émigrants, soulignaient l'entrée illégale des pays baltes dans l'Union soviétique, cependant ils ne s'entendaient pas toujours avec le VLIK et le LTD. Le VLIK se considérait comme l'organisation principale de résistance, cherchait le monopole politique et provoquait l'insatisfaction des ambassadeurs, en particulier S. Lozoraitis, lors de frictions qui ont duré plus d'une année. Peu à peu la coopération entre les activités du LDT et du VLIK ont acquis une certaine unité. Cela a eu une influence positive pour soulever la question de l'indépendance de la Lituanie dans l'espace international.

Le LDT et la diaspora lituanienne ont abattu une tâche immense pour évoquer le cas de la libération de la Lituanie dans le monde occidental. Le plus important consiste en leur mission d'information sur le rattachement illégal de la Lituanie à l'Union soviétique, et ses actions dans la Lituanie occupée. Les liens de la diplomatie lituanienne et de l'émigration, et leurs activités ont permis aux pays les plus influents du monde de mieux saisir le cas de la liberté des pays baltes. De leur côté, leur but principal, la restauration de l'indépendance de la Lituanie, a incité les diplomates lituaniens et les émigrés à s'unir et à tendre vers l'unité des forces pour la libération de la patrie.

Une société qui refuse l'aliénation

La Lituanie était l'unique pays catholique annexé à l'Union soviétique. Alors que le pouvoir soviétique ne tolérait les croyants d'aucune confession, les persécutaient, les catholiques étaient particulièrement dé-

rangeants car le catholicisme était lié avec une « occidentalité » non souhaitée par le pouvoir soviétique. Le centre du catholicisme était le Vatican, non dépendant de Moscou, les catholiques étaient bien plus brutalement réprimés que les autres religions. La situation peut sembler paradoxale, mais les prêtres ont souffert deux fois plus lors des années de stalinisme que lorsque M. Mouraviev dit le Pendeur était au pouvoir au XIXe siècle. Tous les prêtres étaient surveillés, les personnes qui leur rendaient visite étaient enregistrées et leurs sermons répertoriés. Le pouvoir soviétique cherchait à saper l'autorité du clergé catholique et empêchait les jeunes gens d'étudier au séminaire. En 1946, les séminaires de Vilnius, Telšiai et Vilkaviškis ont été fermés. Un seul séminaire, celui de Kaunas, était autorisé mais à la condition de diminuer le nombre d'ecclésiastiques. En 1962, il ne restait que 55 ecclésiastiques, alors que les églises manquaient de prêtres. Lors des années staliniennes, le pouvoir d'occupation cherchait à détruire physiquement le clergé, à les déporter. Les églises étaient transformées en entrepôts. Durant les années de pouvoir de N. Khrouchtchev, l'église était discréditée, faisait l'objet de pression morale, alors que 130 prêtres étaient revenus de déportation. Le « dégel » a pris fin en 1958, on a commencé à lutter contre la religion dans les établissements d'enseignement et de formation, des groupes d'athéistes étaient formés dans les entreprises, il était interdit de faire sonner les cloches, les baptêmes étaient limités comme l'enseignement du catéchisme, la participation aux pèlerinages de Žemaičių Kalvarija et de Šiluva étaient limitée. (L'accès à cette dernière ville, non loin de Raseiniai, était bloqué par le pouvoir qui décrétait l'apparition d'une soi-disant « peste porcine »). Les croyants étaient ridiculisés ou offensés. Il était interdit d'ériger des croix, la construction d'une nouvelle église à Klaipėda a été stoppée par des méthodes brutales.

Durant ces années de dépendance, le sens de la croix, comme source de force et d'espoir, s'est particulièrement révélé. Pour cette raison, la Colline des Croix, à 12 kilomètres au nord de Šiauliai, est devenue célèbre, pas seulement en Lituanie mais aussi à l'étranger, en raison de la multitude des croix, comme symbole de la lutte pour la liberté de la foi. Le pouvoir ayant interdit d'ériger des croix, elles ont été détruites en les coupant, en les brûlant ou en les cassant (rien que durant l'année 1961, 2 179 croix présentes sur la colline ont été détruites), mais, durant la nuit, les gens ne cessaient d'ériger de nouvelles croix sur la Colline des Croix. La Colline des Croix est devenue un symbole et a été appelée le Golgotha lituanien (Jean-Paul II s'y est rendu en 1993). Sans tenir compte de l'interdiction de participer à des manifestations religieuses, des dizaines de milliers de pèlerins y affluaient.

Ils ne priaient pas uniquement, mais communiquaient et acquéraient des reliques religieuses interdites et de la littérature imprimée illégalement, comme des livres de prière, des catéchismes ou les Saintes Écritures.

Durant les années 70, certains prêtres ont entrepris à se révolter brutalement contre la politique du pouvoir et à exiger des droits constitutionnels pour les croyants et l'Église. Un groupe d'ecclésiastiques a commencé le 19 mars 1972 à éditer une publication catholique « Lietuvos katalikų bažnyčios kronika » (« Chronique de l'Église catholique de Lituanie »). Son premier rédacteur a été le prêtre Sigitas Tamkevičius, qui travaillait alors à Simnas. La publication décrivait l'activité et la propagande antireligieuse soviétique. Pour les stations de radio occidentales, la « Chronique » est devenue la source principale d'information sur la Lituanie. Dès le premier numéro, un mémorandum de protestation des catholiques lituaniens contre la persécution des croyants, signé par plus de 17 000 personnes, y a été publié. Des documents semblables ont été publiés dans les autres éditions de la publication. Les livres des « Chroniques de l'Église catholique de Lituanie » (chaque année 5 à 8 numéros étaient préparés) arrivaient en Occident grâce aux dissidents de Moscou. Il s'agit de l'unique publication, édité pendant 17 ans (parfois irrégulièrement) sans interruption en Union soviétique. Bien que la « Chronique » soit dédiée à la société croyante et ne soulevait que des questions liées à la foi, elle est devenue un symbole de la résistance de l'Église catholique face au pouvoir soviétique et elle a appris la force.

Le 22 novembre 1978, trois prêtres, Alfonsas Svarinskas, Sigitas Tamkevičius et Juozas Zdebskis, ont annoncé lors d'une conférence de presse à Moscou pour des journalistes étrangers que le Comité pour la défense des droits de croyants avait été créé le 13 novembre en Lituanie (les prêtres Jonas Kauneckas et Vincentas Vėlavičius y participaient également). Il soulevait les problèmes de la discrimination religieuse. Les croyants ne disposaient pas des droits, dont disposaient les athéistes dans l'état et la liberté de culte était limitée en pratique. Le Comité cherchait à obtenir des droits égaux avec les athées, a attiré

Le Comité de défense des droits des croyants. En partant de la gauche : Vincentas Vėlavičius, Alfonsas Svarinskas, Sigitas Tamkevičius, Juozas Zdebskis, Jonas Kauneckas

l'attention sur les faits de discrimination des croyants et demandé de l'aide pour défendre leurs droits. Le Comité qui n'avait aucun objectif politique a été cinq ans en activité, a préparé 53 documents et en a diffusé certains.

À partir de la fin des années 50 du XXe siècle, des intellectuels lituaniens isolés ont commencé à lutter contre le régime soviétique. Ce sont ce qu'on appelle les dissidents, des réformateurs idéalistes du régime soviétique. Le mouvement dissident cherchait à forcer le pouvoir d'occupation au moins à ne pas ignorer les droits et les libertés de l'homme reconnus généralement, à respecter la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies, car l'URSS n'en tenait pas compte réellement. L'objectif des dissidents lituaniens était la protection de l'identité de la Nation, la neutralisation partielle de l'activité des forces hostiles et la défense des droits de l'homme.

Le début du mouvement dissident est considéré comme l'année 1960, quand les premiers dissidents lituaniens Aleksandras Štromas, Tomas Venclova et Pranas Morkus ont noué des liens avec les dissidents de Moscou, les ont aidé à Moscou à publier le magazine « Sintaksis » et ont fourni des informations au sujet de la Lituanie. Ils ont été aidés par l'Acte final d'Helsinki en 1975, par lequel les participants se sont engagés à respecter les droits de l'homme. À l'initiative de l'académicien Andrei Sakharov, des groupes se sont formés en URSS pour surveiller la mise en application des dispositions de l'Acte final d'Helsinki et informer les autres États des violations de droits de l'homme. Le 12 mai 1976, le premier groupe d'Helsinki de Moscou s'est formé (son chef était Jurij Orlov). Un groupe semblable s'est constitué à Vilnius à l'automne. On y retrouvait le prêtre Karolis Garuckas, le physicien Eitanas Finkelšteinas, l'ancienne prisonnière Ona Lukauskaitė-Poškienė, le poète Tomas Venclova et l'ancien prisonnier politique Viktoras Petkus. Ils ont pris contact avec Moscou, les autres régions de l'URSS et les groupes internationaux de défense des droits de l'homme. Jusqu'à la période de la renaissance en 1988, le groupe d'Helsinki de Lituanie a préparé, publié dans la presse illégale et envoyé aux États occidentaux plus de 50 documents, mettant en lumière la politique du pouvoir soviétique en Lituanie. Ainsi, l'Occident démocratique a pu être au courant de la situation réelle et des violations des droits de l'homme en URSS. Le pouvoir soviétique s'occupait des dissidents selon une tactique de compromis partiel avec ceux qui pensaient autrement. Évitant d'adopter des mesures trop drastiques, ils envoyaient les dissidents les plus connus hors d'Union soviétique. Les autres étaient arrêtés et jugés (Balys Gajauskas et Viktoras Petkus ont été jugés par exemple). À la diffé-

rence de l'opposition catholique, les dissidents soulevaient la question de la liberté de la Lituanie.

La Ligue lituanienne pour la Liberté (LLL), créée en 1978 se distinguait par son intense activité. Son but était la restauration de la Lituanie indépendante, l'éducation de la conscience religieuse, nationale et politique, le soulèvement de la question de la liberté de la Lituanie dans des forums internationaux. Son fondateur et directeur Antanas Terleckas se définissait comme résistant. À son avis, la LLL ne cherchait pas à réformer l'URSS, mais à restaurer l'indépendance de la Lituanie par des moyens pacifiques. Un groupe important de personnes luttant contre le régime soviétique appartenait à l'organisation. On comptait Romaldas Juozas Ragaišis et A. Terleckas, jugés par trois fois, Nijolė Sadūnaitė, Petras Cidzikas ont été également emprisonnés. Clandestinement, la LLL a publié à partir de 1976 le journal « Laisvės šauklys » (« Le héraut de la liberté »), « Vytis » à partir de 1978 et d'autres publications clandestines.

Les membres de la LLL accordaient beaucoup d'attention au pacte Ribbentrop-Molotov signé le 23 août 1939 entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Le 23 août 1979, la LLL s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies exigeant la décolonisation des trois pays baltes. Le mémorandum des 45 Baltes eut encore un plus grand écho. Il était adressé au Secrétaire général des Nations Unies Kurt Waldheim, aux signataires de la Charte de l'Atlantique, aux gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique d'Allemagne. Quatre Estoniens, 6 Lettons, 35 Lituaniens, A. Sakharov et 10 dissidents russes connus ont signé ce mémorandum. Il a été le document le plus important publié par la LLL ayant une incidence internationale pour demander au gouvernement de l'URSS de publier tous les protocoles secrets du pacte Ribbentrop-Molotov, pour les reconnaître comme non valides depuis la date de leur signature, liquider leurs conséquences et évacuer l'armée étrangère de la région balte.

Bien que perpétuellement persécutée, la LLL a été l'unique organisation clandestine à avoir été active jusqu'à la période la renaissance. C'est à ce moment-là que ses membres actifs sont sortis de prison et que l'organisation est devenue légale. La LLL a fait parler d'elle d'une manière très audacieuse le 23 août 1987, pour le 48e anniversaire de la signature du Pacte Ribbentrop-Molotov, en organisant à son initiative une manifestation de protestation auprès de la statue d'Adam Mickiewicz. Les ecclésiastiques et les dissidents qui n'avaient pas rendu les armes ont encouragé la société lituanienne à se battre pour les libertés de religion et de l'homme, ne pas

Premier meeting non autorisé de l'époque soviétique, organisé par la Ligue lituanienne pour la liberté et destiné à commémorer le Pacte Ribbentrop-Molotov le 23 août 1987 à Vilnius. Photo : Romualdas Lankas

obéir à l'ordre imposé par les Soviétiques et, une fois l'heure venue, se battre pour son indépendance.

Durant les années 60, dans toute l'Europe et en Lituanie, de nouveaux styles de vie, de musique et de liberté des jeunes sont apparus. L'activité des communautés de jeunes était aux standards culturels déterminés le système soviétique. Deux orientations culturelles se sont formées : un mouvement ethnoculturel et des groupes de musique rock, hippies, punk formés sur l'influence de la culture occidentale. Après les événements de Prague en 1968, « des organisations sans organisation » ont commencé à se former en Lituanie. Des idées, des buts communs ont rassemblé les gens. Des associations d'études régionales se sont créées. Leurs membres ne cherchaient pas uniquement à collecter l'héritage de la vieille culture lituanienne, mais incitaient également à s'intéresser au passé de la Nation, formaient la conscience nationale des habitants et créaient des clubs de randonneurs. Ces clubs semi- légaux, formés de l'élite intellectuelle, sont devenus de plus en plus populaires. Jusqu'en 1965, environ 20 000 personnes participaient à des marches, des fêtes folkloriques et d'autres événements semblables. Deux ans après, ils étaient plus de 200 000. Après que le pouvoir ait fermé les clubs les plus importants, une partie de ces jeunes gens se sont rapprochés des dissidents.

Vers 1968 sont apparus les premiers groupes de la mouvance hippie, tandis que le printemps de Prague a activé ceux qui pensaient autrement.

Dans le système soviétique, les mouvements punk ou hippie protestaient contre le système même, et non pas contre la société de consommation comme les hippies en Occident. Pour la société soviétique, l'activité des hippies (attention centrée sur son monde intérieur, reconnaissance de la liberté absolue, refus d'effectuer son service militaire dans l'armée soviétique et « style vestimentaire décalé », cheveux longs) était en parfaite contradiction avec les règles de vie de l'*homo sovieticus*. Pour cette raison, ils étaient persécutés et, une fois arrêtés, leurs cheveux étaient coupés, ils faisaient l'objet de procès-verbaux pour les infractions, plus d'un a été expulsé de l'université ou d'un établissement d'enseignement.

La période d'envol de la mouvance hippie coïncide avec les événements de Vilnius et Kaunas du début des années 70. En 1971, s'est tenu un festival illégal de rock dans un restaurant de Vilnius, appelé également le Congrès des pays baltes ou des 300 hippies d'URSS. Le 14 mai 1972, Romas Kalanta, un jeune homme de 19 ans, instruit, qui écrivait des poèmes, jouait de la guitare et ressemblait à un hippie, s'est aspergé d'essence dans le jardin de la ville de Kaunas près du théâtre musical, puis, après avoir crié « Liberté pour la Lituanie », il s'est immolé. R. Kalanta est décédé à l'hôpital. Il s'agissait en Lituanie de la première immolation par le feu en signe de protestation contre le pouvoir d'occupation. En 1968, le Tchèque Jan Palach s'était fait lui aussi brûler pour protester contre l'invasion de l'armée soviétique dans Prague.

L'immolation par le feu de R. Kalanta a provoqué la panique du PCL et des fonctionnaires de la sécurité soviétique. Les fonctionnaires de la sécurité soviétique se sont hâtés d'enterrer R. Kalanta plus rapidement qu'il n'avait été prévu. Venus pour l'enterrement, la foule de gens s'est indignée de l'arbitraire du pouvoir. Une marche massive a alors commencé et les slogans se sont faits politiques. Les manifestations de masse, la violence et les arrestations ont duré plusieurs jours. Les troubles ont été étouffés le 19 mai. Plus de 400 personnes sur les 3 000 participants actifs aux protestations ont été arrêtés (50 d'entre eux ont été traduits en justice, 8 ont été condamnés à une peine de prison allant de un à trois ans). Pour minimiser cet événement, le pouvoir soviétique a annoncé que R. Kalanta s'était immolé par le feu en raison d'une maladie mentale, la schizophrénie. Cette information était fausse. Le jeune homme était pleinement conscient de ses actes.

Le sacrifice de R. Kalanta a eu un énorme retentissement et soulevé la question de la liberté de la Lituanie. Chaque année, les habitants de Kaunas commémoraient le 14 mai. Les Lituaniens de l'étranger ont préparé des commémorations, édité des livres, érigé des monuments et des symboles

Marche de protestation sur l'avenue de la Liberté à Kaunas le 18 mai 1972. Le KGB a marqué les leaders de la marche avec des numéros

de mémoire dans les lieux de rassemblement de la communauté. R. Kalanta est devenu un symbole de résistance et les événements de Kaunas ont renforcé les mouvements des groupes informels de jeunes. À partir des années 60 jusqu'à la fin de l'occupation, plus de 70 groupes de la sorte étaient en activité, leurs membres publiaient des appels contre l'ordre soviétique, hissaient des drapeaux nationaux, célébraient les fêtes nationales et traçaient dans des lieux publics les symboles de la souveraineté nationale. Le pouvoir soviétique ne contrôlait déjà plus la société lituanienne.

Dans de nombreux groupes informels, l'insatisfaction vis-à-vis du régime et des restrictions croissait. Seuls les plus audacieux et ceux ne redoutant pas la justice, les arrestations et la prison osaient affronter ouvertement le régime soviétique, mais ils étaient encore en minorité. Malgré les luttes continues de la LLL pour la liberté de la Lituanie, le *Lietuvos Persitvarkymo Sąjūdis* ou *Sąjūdis* (Mouvement réformateur de Lituanie), créé à l'époque de la renaissance, et non la LLL, est devenue la force principale ayant restauré l'indépendance de la Lituanie. Il semble que les deux mouvements se soient séparés non pas uniquement en raison de leur tactique différente, mais aussi en raison de leurs traditions différentes d'action. La LLL était la dernière organisation de résistance, qui durant la période de stagnation brejnévienne, a su insuffler la tradition et l'esprit de la résistance. À la veille de la chute du régime soviétique, agissant de manière légale ou semi-légale, elle a pu atteindre l'époque de la renaissance et devenir la première organisation de libération nationale. Quant à *Sąjūdis*, front national, il a

su réunir les couches les plus variées de la société, d'opinions très diverses mais n'ayant pas manifesté leurs différences syncrétiques, avec en tête l'élite scientifique et culturelle qui a su relever la Nation grâce aux idéaux généraux et universels de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance particulièrement chers pour une Nation asservie.

Chapitre VI

LA RÉVOLUTION CHANTANTE

AVEC LE SĄJŪDIS POUR LA LITUANIE

L'URSS, ayant commencé à mener la politique de perestroïka initiée par Mikhail Gorbatchev, la Lituanie affichait un silence de mort à la différence de ce qui se passait à Moscou, en Ukraine ou en Géorgie. Les fades premiers secrétaires du Comité central du PCL Petras Griškevičius et Rimgaudas Songaila qui l'avait remplacé avaient une attitude passive. Ils avaient remis les rênes du pouvoir au deuxième Secrétaire Nikolaï Mitkine, un Moscovite ne parlant pas lituanien et qui cherchait à « rendre la Lituanie internationale ». Les secrétaires des comités du PCL dans les villes et les régions continuaient de suivre les ordres du Comité central. En province, rien ne changeait. L'insatisfaction dans la société grandissait jusqu'à ce que ce soit finalement cette dernière qui prenne l'initiative.

Le Lietuvos Persitvarkymo Sąjūdis de 1988 à 1990

L'activité des clubs non interdits par le pouvoir dans les domaines de la culture, de la protection de la nature, de l'écologie et de bien d'autres questions a secoué les écrivains. Ils ont exigé que la langue lituanienne, en train d'être refoulée de la sphère publique, devienne la langue officielle, que l'histoire de la Lituanie soit enseignée comme le sujet principal des cours d'histoire à l'école et que les dites « taches blanches » de l'histoire de la Lituanie soient également évoquées en cours. L'Union des artistes, les économistes et les philosophes ne se sont pas laissé distancer par les écrivains. L'élite intellectuelle au discours critique et positionnée contre le pouvoir suivait attentivement les transformations menées par M. Gorbatchev et les changements dans les autres républiques soviétiques. Après la création le 13 avril 1988 du Front populaire estonien, un mouvement informel pour mener les réformes, il est apparu que le pouvoir soviétique évitait toute répression contre les partisans les plus actifs du changement. Le 3 juin 1988, dans la salle de l'Académie des sciences de la Lituanie, une poignée de per-

sonnes issues de l'élite intellectuelle créa le groupe d'initiative du Lietuvos Persitvarkymo Sąjūdis (LPS), le Mouvement réformateur de Lituanie. Il était composé de 35 personnalités intellectuelles connues dans toute la Lituanie. Parmi eux ne se trouvaient aucun dissident, aucun représentant du pouvoir, ni ouvriers, ni étudiants non plus. En ce qui concerne sa composition, les débuts du LPS se distinguaient du « Printemps de Prague » qui s'était déroulé en 1968 en Tchécoslovaquie, où l'initiative revenait au parti au pouvoir, mais également du mouvement polonais « Solidarność », lancé lui par des ouvriers.

Avec la libéralisation de la presse, l'intérêt pour l'histoire, et en particulier pour les événements de 1939-1940 en Lituanie, grandissait dans les discussions des clubs. Les mouvements pour la protection de la nature et des monuments connurent un regain d'activité. La presse russe exerçait une influence considérable. À ses débuts, Sąjūdis était l'enfant de la perestroïka de Gorbatchev et n'était relié aux précédentes étapes de lutte que par l'objectif de la liberté de la Lituanie. M. Gorbatchev, alors en compétition avec la vieille direction du PCUS, était obligé de s'appuyer sur les forces favorables aux réformes et le LPS s'efforçait de soutenir les réformes lancées à Moscou et de les mettre en œuvre en Lituanie. Le slogan principal était « Transparence, démocratie et souveraineté ». Les problèmes culturels et écologiques, l'économie du pays faisaient l'objet de la plus grande des attentions. Des économistes lituaniens connus, comme Kazimieras Antanavičius, Kazimiera Prunskienė, Antanas Buračas et Eduardas Vilkas se sont mis à analyser publiquement les questions de la lutte de la Lituanie pour son indépendance économique. Ils se sont prononcés pour l'autonomie des entreprises et l'économie de marché. La république ne devait pas être la somme mécanique d'un nombre d'entreprises, comme l'URSS ne devait pas être la somme mécanique d'un nombre de républiques. Le concept de « souveraineté » s'est peu à peu transformé. Jusqu'à présent, personne ne parlait de transformation du système politique. Quant à la question nationale, elle était soulevée avec prudence. Au fur et à mesure, la peur des gens d'être déporté ou enfermé dans un hôpital psychiatrique pour avoir parlé ou écrit différemment s'est envolée. Lors de la création du LPS, il a été décidé avec beaucoup de circonspection de ne pas choisir de

Le symbole de Sąjūdis avec les piliers de Gediminas. (Dessin : Giedrius Reimeris et Algimantas Nasvytis)

chef à ce groupe d'initiative. Chaque membre présidait les séances à tour de rôle. Comme des intellectuels connus dans tout le pays composaient ce groupe d'initiative et que de nombreuses personnalités (comme Vytautas Petkevičius ou Justinas Marcinkevičius) ont soutenu leurs idées de renaissance nationale, la nouvelle du groupe d'initiative du LPS s'est propagée en un éclair dans toute la Lituanie. Le 10 juin, un groupe d'initiative est créé à Kaunas, le 6 juillet à Klaipėda. Les premiers rassemblements ont eu un succès phénoménal. Le 24 juin, sur la place Gediminas (actuelle place de la cathédrale) environ 30 000 personnes se sont rassemblées, le 9 juillet environ 100 000 personnes se sont retrouvées dans le parc Vingis (lors de ce meeting, la direction du LPS a annoncé son exigence de légaliser les symboles nationaux : le drapeau tricolore et le « Chant national », l'hymne lituanien). La Marche du Rock est devenue particulièrement populaire. Les tournées de concerts de groupes de jeunes musiciens en Lituanie ont eu lieu durant les étés 1987, 1988 et 1989. Ils ont été dédiés à la diffusion des idées du LPS et à la libération des gens apeurés par le régime. Algirdas Kaušpėdas, le leader du groupe « Antis » et membre du groupe d'initiative du LPS dirigeait cette Marche du Rock. Arvydas Juozaitis, Vytautas Radžvilas et bien d'autres prononçaient des discours patriotiques lors de ces concerts-meetings. Le mouvement des verts lituanien se renforçait également.

La visite d'Alexandre Iakovlev, Secrétaire du Comité central du PCUS le 11 et 12 août fut bénéfique à l'activité du LPS. Lors de son compte-rendu, A. Iakovlev souligna devant la direction du PCL que « l'élite intellectuelle est l'expression de la conscience du peuple ». Le parti n'interdisait plus aux communistes de participer aux groupes de soutien du PLS, il a également reconnu le drapeau tricolore et le « Chant national » et autorisa pour la première fois la commémoration du pacte Ribbentrop-Molotov dans le parc Vingis. Il a également promis au LPS le droit de publier un journal et de diffuser une émission de télévision permanente. Le LPS est devenu encore plus populaire, lorsque, en plus du bulletin « Sąjūdžio žinios » (les nouvelles de Sąjūdis), le journal « Atgimimas » (la Renaissance), dirigé par le rédacteur Romualdas Ozolas, a commencé à paraître à partir du 16 septembre.

L'influence du LPS dans la société s'est accrue. En juillet et en août, des groupes d'initiative se sont formés dans toute la Lituanie. D'importants rassemblements ont eu lieu, auxquels ont participé les membres du groupe d'initiative du LPS. Les groupes de Sąjūdis ont reconnu comme leader le groupe d'initiative de Sąjūdis, bien qu'il n'ait été élu que par les habitants de Vilnius. À la fin d'octobre 1988, les 1 200 groupes LPS enregistrés en Lituanie comptaient 300 000 membres, car Sąjūdis était ouvert à tous les

Congrès constitutif du Mouvement réformateur de Lituanie dans le Palais des Sports de Vilnius les 22 et 23 octobre 1988. Photo : Vladimiras Gulevičius

gens de Lituanie et tous les habitants pouvaient participer à ses actions. Chaque personne s'y joignant avait le sentiment que l'avenir de la Lituanie dépendait de lui. En l'espace de quelques mois, le LPS a obtenu des victoires évidentes. Le 21 octobre, Algirdas Brazauskas est devenu le premier Secrétaire du Comité central du PCL. Il a acquis l'immense confiance de la société, en particulier quand, après le congrès constitutif du LPS, il a rendu la cathédrale de Vilnius aux croyants. Le 6 octobre, le Présidium du Soviet Suprême a accordé au lituanien le statut de langue d'État et a légalisé le drapeau tricolore, le « Chant national » de V. Kudirka et d'autres symboles nationaux, comme le Vytis, les piliers de Gediminas et a annulé les ordres restreignant les rassemblements, les défilés de rue et les manifestations.

La tenue du Congrès constitutif du LPS les 22 et 23 octobre 1988, auquel ont participé 1 021 délégués, est devenu l'événement le plus important. La délégation était composée en fonction de l'appartenance ethnique : 980 Lituaniens, 9 Polonais, 8 Russes, 6 Juifs et 18 représentants d'autres nationalités. En ce qui concerne la profession, les scientifiques et les artistes étaient les plus représentés. Plus de 400 correspondants de presse ont assisté au congrès, dont une centaine venait de l'étranger. La Lituanie s'est retrouvée au centre de l'attention générale. Le Congrès a adopté un programme commun, ses statuts et 30 résolutions au sujet de questions poli-

tiques, culturelles, économiques, concernant la vie de la société, la démocratie et à propos de bien d'autres questions. Le programme général du LPS désignait comme objectif principal : le soutien à la réforme de la société socialiste sur la base de la démocratie et de l'humanisme. Le but était la transparence, la démocratie, la souveraineté nationale, économique, culturelle de la république, l'état de droit socialiste. Le LPS a cherché à donner l'impression qu'il soutenait les réformes lancées par la direction de l'URSS.

Un Seimas de 220 membres a été élu lors de ce congrès. Le musicologue Vytautas Landsbergis a été élu Président du Conseil le 25 novembre. À partir de ce moment, le mouvement populaire organisé semblait préparé à lancer un défi au parti communiste. Le LPS est devenue une force sociale capable de justifier les espoirs et les attentes de la société. Il agissait comme un médiateur entre la direction et la société. Des partis politiques ont commencé à se former. À l'occasion de toutes les rencontres et les rassemblements organisés en Lituanie en novembre, il a été exigé de ne pas approuver les amendements à la constitution de l'URSS, qui prévoyaient non pas d'étendre la souveraineté des républiques, mais au contraire de renforcer la centralisation. 1,8 millions de signatures ont été collectées. À partir de l'automne 1988, tous les projets de loi étudiés au Soviet Suprême étaient également discutés au Parlement du LPS et au sein de son Conseil. Des remarques critiques et des propositions étaient formulées. Sur exigence du LPS, des amendements à la Constitution de l'URSS ont été adoptés le 18 mai 1989 par le Soviet Suprême de la RSS de Lituanie, prévoyant la supériorité des lois de la Lituanie sur les lois de l'URSS tout comme une déclaration au sujet de la souveraineté nationale de la RSS de Lituanie.

Le Sąjūdis a accordé une importance toute particulière au pacte Ribbentrop-Molotov signé entre l'Allemagne et l'Union soviétique le 23 août 1939. Au début de l'année 1989, le parlement de Sąjūdis a adopté une déclaration dénonçant ce pacte et déclarant que l'« objectif du Peuple lituanien est de créer un État démocratique », car « le peuple lituanien n'a jamais accepté la perte de la souveraineté de l'État ». Les représentants de Sąjūdis occupaient une position semblable à Moscou. La question du pacte Ribbentrop-Molotov a été étudié très en détail lors du premier Congrès des députés de l'URSS, qui a lancé ses consultations au mois d'avril 1989. Les députés lituaniens, en majorité des participants du Mouvement réformateur de Lituanie, ont exigé de concert avec les représentants lettons et estoniens de former une commission spéciale et de la charger d'évaluer politiquement et légalement le pacte Ribbentrop-Molotov. Malgré divers obstacles, la commission, composée entre autres de 4 députés lituaniens, a confirmé le 19 juillet deux

La Voie balte, une chaîne vivante de personnes se donnant la main de Vilnius à Tallinn via Riga le 23 août 1989. Photo : A. Petrov

conclusions importantes : « premièrement, bien que les originaux des protocoles secrets n'aient pas été trouvés, la fiabilité des copies conservées n'est pas à mettre en doute » et « deuxièmement, il est nécessaire par un acte spécial de reconnaître comme non valide depuis l'instant de leur signature les accords secrets de 1939-1941 entre l'Union soviétique et l'Allemagne ».

En outre, les membres de la commission ont demandé de publier dans les principaux journaux de l'URSS les protocoles secrets du pacte d'ici le 23 août 1989. Pour diverses raisons, cela n'a pas été fait. Moscou n'ayant pas dénoncé le pacte Ribbentrop-Molotov et ses protocoles secrets, le Mouvement réformateur de Lituanie et les fronts populaires d'Estonie et de Lettonie ont initié le 23 août 1989 la Voie balte. Environ deux millions de Lituaniens, Lettons et Estoniens se sont donnés la main pour former une chaîne humaine longue de 650 kilomètre depuis la tour Gediminas à Vilnius jusqu'à la tour Hermann à Tallinn. Tout le long de la route, des drapeaux en berne flottaient au vent, des bougies étaient allumées, rappelant les sacrifices et la douleur des importantes pertes. Cet événement a été l'une des actions les plus importantes, au cours de laquelle les habitants de Lituanie, Lettonie et Estonie ont exprimé leur solidarité mutuelle et leur position commune à l'égard du pacte Ribbentrop-Molotov. La Voie balte a montré que les sociétés des pays baltes occupés dans leur majorité soutiennent l'idée du rétablissement de l'indépendance. Au mois de décembre de la même année, le 2e Congrès des députés populaires de l'Union soviétique a condamné les conséquences des protocoles secrets. Dans le point

7, le point le plus important de leur résolution, était inscrit : « le Congrès de députés populaires de l'Union soviétique dénonce le « protocole secret supplémentaire » du 23 août 1989 tout comme la signature d'autres accords secrets avec l'Allemagne et considère les protocoles secrets comme illégaux et non valides depuis le jour de leur signature ». Dans cette résolution, il a été reconnu de manière indirecte que les trois États baltes appartenaient à l'Union soviétique de manière illégale. Cette décision a conféré aux Lituaniens, Lettons et Estoniens la possibilité légale de rétablir leurs états.

En 1989, la libération nationale des Lituaniens revêtit un caractère politique. Les candidats du LPS ont remporté haut la main les élections de mars pour le Soviet Suprême de la RSS de Lituanie. Le 7 décembre, le monopole du pouvoir du PCL dans l'état est annulé par des amendements à la constitution et les conditions sont désormais réunies dans la société pour la création de différents partis politiques. Le LPS a défriché le chemin pour participer de manière légale à la vie politique du pays.

La popularité soudaine du LPS et son caractère massif (il n'existait pas un seul endroit en Lituanie où ne se trouverait ni une représentation de Sąjūdis ou un groupe d'initiative), les résultats qu'il a atteints en obligeant tout d'abord le Soviet Suprême de la RSS de Lituanie à adopter des décisions favorables à la Lituanie, ont prouvé l'importante prises de conscience et la grande détermination des habitants de la Lituanie à exiger des concessions encore plus grandes de la part de Moscou. En l'espace d'un an et demi, grâce aux travaux réalisés par Sąjūdis, la nation lituanienne avait fait un pas immense en direction de la restauration de l'indépendance de la Lituanie.

La restauration de l'indépendance de la Lituanie

À la fin de l'année 1989, le LPS est devenu un mouvement politique. Dans ses rangs se trouvaient de nombreux membres du PCL (dépendant du PCUS), qui ont refusé de continuer à mettre en œuvre les ordres de Moscou. Le XXe Congrès du PCL (il comptait 200 000 membres, dont 70 % de Lituaniens) qui s'est déroulé à Vilnius en décembre 1989, a eu une influence importante sur l'activité du parti communiste local. Lors du congrès, 855 délégués sur 1 033 ont voté « pour un PCL indépendant, avec son propre programme et ses propres statuts » et le PCL s'est donc séparé du PCUS. C'est ainsi qu'un parti national communiste de type européen est apparu avec un programme réformé et de nouveaux statuts. Le PCL indépendant, qui s'est par la suite appelé Parti lituanien démocratique du

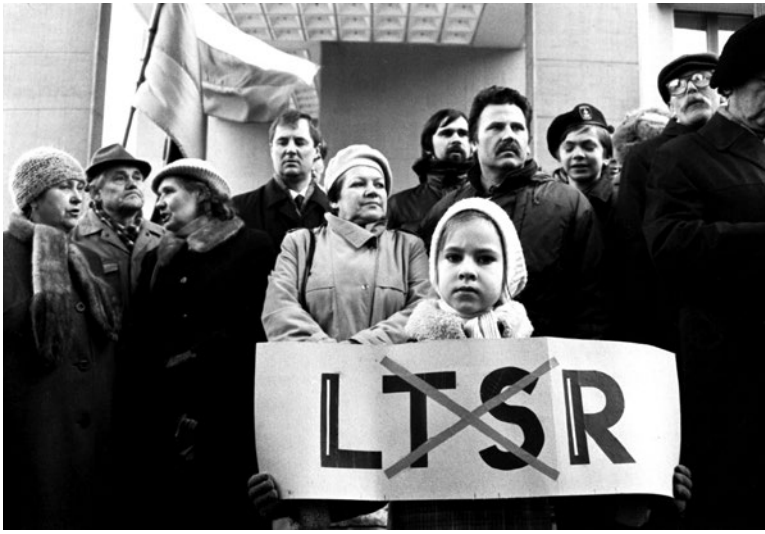
travail (LDDP), a choisi une orientation social-démocrate. Une minorité des communistes, de concert avec l'organisation prosoviétique « Jedinstvo », agissant en Lituanie comme la cinquième colonne soviétique et s'opposant, sur ordre de Moscou, au rétablissement de l'indépendance de la Lituanie, n'exerçait pas une véritable influence. Il ne restait plus aucune force politique qui aurait pu continuer d'arrimer la Lituanie à l'URSS.

Deux forces principales se sont opposées lors de la campagne électorale pour l'élection du Soviet Suprême de la RSS de Lituanie en janvier et février 1990 : le Mouvement réformateur de Lituanie, un mouvement national, déterminé et diffusant ouvertement l'idée du rétablissement d'un État lituanien indépendant, et le PCL indépendant qui se rangeait derrière un slogan populaire, mais confus et sans contours nets, « une Lituanie sans souveraineté est une Lituanie sans avenir ». D'emblée, il pourrait sembler que la confrontation était absente entre les deux forces politiques. Le LPS se préparait à restaurer l'indépendance de la Lituanie par la voie parlementaire. Le PCL indépendant ne s'opposait pas à cet objectif. Cependant le PCL, par la tactique qu'il a choisie, (« pas après pas ») n'avait pas préparé les documents politiques et légaux prévoyant la continuité de l'état et ne disposait d'aucun programme de restauration de l'indépendance.

Pressentant la direction prise par le mouvement, Moscou a tout mis en œuvre pour freiner toute restauration éventuelle de l'indépendance. Le chantage a été utilisé. Les menaces suivantes ont été proférées comme celle d'annexer la région lituanienne de Klaipėda à la région de Kaliningrad,oblast de la RFSS de Russie, et de créer une autonomie, voire une mini RSS de Lituanie (sur le modèle de la Transnistrie) dans la région de Vilnius parlant russe et polonais, si la Lituanie ne respectait pas la Constitution de l'URSS. Mais cela n'a pas aidé les forces impériales. Les membres de Sąjūdis étaient déterminés à déclarer l'État lituanien. Même la visite de M. Gorbatchev du 11 au 13 janvier 1990 en Lituanie n'a pas effrayé le LPS de mettre ses projets à exécution. Bien que M. Gorbatchev ait expliqué que seule la Lituanie a réussi à extorquer du socialisme le meilleur, il manquait tout de même un but essentiel à la Lituanie : l'indépendance.

Le Sąjūdis ressentait sa force. Lors des élections de février-mars 1990 pour le Soviet Suprême de la RSS de Lituanie, 96 des 133 députés du LPS présentés aux élections ont obtenu des sièges. Il est alors devenu évident que la Lituanie prenait un nouveau chemin, que le parti communiste perdait le monopole du pouvoir et que la majorité des gens se prononcaient clairement pour l'indépendance de la Lituanie. Lors d'une séance historique du Soviet Suprême de la RSS de Lituanie le 11 mars1990, le club des députés

La visite de Mikhaïl Gorbatchev à Vilnius s'est soldée par un échec (du 11 au 13 janvier 1990). Les habitants de la Lituanie ont réclamé l'indépendance lors des rencontres.
Photo : Vladimir Gulevičius et Kęstutis Jankauskas



Près du bâtiment du Soviet Suprême à Vilnius le 11 mars 1990.
La petite fille réclame avec son affiche non plus la RSS de Lituanie, mais la République de Lituanie. Photo : Algirdas Sabaliauskas

Les dirigeants du CS-SR de la République de Lituanie après la déclaration d'indépendance le 11 mars 1990. Au centre : le Président du Conseil Vytautas Landsbergis, à sa gauche: les vice-présidents Kazimieras Motieka et Bronislovas Kuzmickas, à sa droite: le vice-président Česlovas Stankevičius et le membre du Présidium du CS de la République de Lituanie Aloyzas Sakalas. Photo : Paulius Lileikis

du LPS, après avoir préparé les documents et décidé qu'il fallait déclarer l'indépendance sur le champ, ont agi avec détermination. Les candidats de Sąjūdis, tenant leurs promesses électorales, ont élu le 11 mars 1990 le leader du Parlement de Sąjūdis V. Landsbergis Président du Soviet Suprême, ont renommé le Soviet Suprême de la RSS de Lituanie Conseil Suprême de la République de Lituanie, ont rendu à la Lituanie son appellation antérieure « République de Lituanie » et ont déclaré Vytis le blason et symbole officiels de l'État. À 22h44, avec la majorité absolue des voix (124 députés ont voté pour, aucun contre et 6 se sont abstenus), l'acte de la restauration de l'indépendance de la Lituanie a été voté, dans lequel il était déclaré que « l'exécution des forces souveraines de l'État lituanien annulées par une force étrangère en 1940 est rétablie et que désormais la Lituanie est un État indépendant ».

L'Acte du 11 mars est proche dans son esprit de l'Acte du 16 février 1918 publié par le Conseil lituanien, cependant il ne s'appuyait pas sur le droit universellement reconnu de l'autodétermination des peuples (d'un point de vue politique, la déclaration du droit à l'autodétermination des peuples était dangereuse en raison des lubies de Moscou d'appliquer à la Lituanie les mécanismes de sortie de l'URSS, les référendums de « détermination » de l'Union toute entière et de lui imputer une part des dettes d'État de l'URSS et

de ses engagements internationaux). Par l'Acte du 11 mars, l'État lituanien était rétabli sur son territoire, retrouvait avec ses habitants sa souveraineté et n'administrait plus un territoire occupé. Le Conseil Suprême de la République de Lituanie (appelé ensuite Seimas (Parlement) restauré, CS-SR) s'est ensuite occupé de la Constitution puisque sa position était que la Constitution d'aucun autre État ne pouvait être en vigueur sur le territoire du pays. Pour cela, il fallait suspendre la validité des actes constituants d'un État étranger et, en se basant sur les principes de continuité et d'identité de l'État, rétablir la validité de la Constitution de la dernière Lituanie indépendante (1918-1940). Pour cette raison, la loi sur le rétablissement de la validité de la Constitution de la Lituanie du 12 mai 1938 a été votée. Cependant, la mise en œuvre de cette Constitution n'a pas été renouvelée dans sa totalité. Une demi-heure après, elle a été stoppée et une Constitution de l'État provisoire a été adoptée. La Loi Fondamentale provisoire correspondait aux relations sociales formées et aux structures de l'administration de l'État, mais elle avait annulé toutes les anciennes obligations de la Lituanie et de ses citoyens, prévues illégalement par les lois et la Constitution soviétiques en vigueur en Lituanie. La partie du programme électoral de Sąjūdis concernant le rétablissement de l'indépendance de l'État lituanien et la séparation de ses citoyens de la juridiction soviétique a été réalisée de la sorte.

Le Vytis remplace le blason soviétique de la RSS de Lituanie. Photo : Romas Jurgaitis.

Toute la Nation soutenait le Sąjūdis. Il était la source de sa force et de son courage. Ayant su profité de conditions favorables et ayant choisi la lutte non armée, après avoir réuni sous son drapeau les couches les plus diverses de la société, le Sąjūdis a amené la Lituanie vers la liberté et contribué de manière importante à la chute de l'URSS et de l'ensemble du système communiste. Les Russes placides s'impatientaient également en écoutant depuis tant d'années les mensonges communistes promettant le futur paradis communiste puisqu'aucune de ces promesses n'était devenue réalité. Ils ne se satisfaisaient plus non plus de l'URSS, super État tout auréolé de ses succès nucléaires et spatiaux tandis que les personnes âgées étaient toutes éden-

tées, les magasins vides, les appartements étroits ou toujours en construction et qu'il fallait faire la queue ou obtenir des tickets pour tout. La Russie aussi a rejoint « la parade des souverainetés ». Les autres républiques ont déclaré leur souveraineté. Pour cela, le 11 mars restera comme la contribution la plus importante de la Nation lituanienne à l'histoire du XXe siècle.

En attendant la reconnaissance internationale de la Lituanie

La direction de l'URSS, et M. Gorbatchev en tête, ne voulait rien entendre au sujet de l'indépendance de la Lituanie et demandait avec insistance de révoquer l'Acte du 11 mars. V. Landsbergis ne se soumettait, avec détermination et fermeté, qu'aux principes de politique morale « ce qui a été volé, doit être rendu ». Étant donné que la Lituanie ne respectait que ses lois, l'URSS lança le 18 avril 1990 le blocus économique de la Lituanie, qui dura jusqu'au 29 juin. Malgré le coup très dur porté à l'économie (les carburants ont commencé à manquer, l'entreprise de transformations des produits pétroliers de Mažeikiai a cessé son activité pendant un temps, certaines entreprises ont mis la clé sous la porte pour cause de manque de matière première, les premiers chômeurs sont apparus), la Lituanie a tenu bon et réussi à annuler le blocus économique grâce à des moyens diplomatiques. Cependant le 10 janvier 1991, M. Gorbatchev a posé un ultimatum à la CS-SR de Lituanie et exigé que le pays rétablisse sur le champ la validité totale de la Constitution de l'URSS. Dans la nuit du 10 au 11 janvier, des blindés militaires ont commencé à rouler dans les rues de Vilnius. Le 11 janvier, l'armée soviétique a occupé par la force le Palais de la presse, les bâtiments du service de la Défense du pays à Vilnius, Šiauliai, Alytus et ensuite le nœud ferroviaire de Vilnius. Les troupes pro-Moscou devaient faire irruption dans le CS-SR et chasser le parlement. Quant à l'armée soviétique et les troupes spéciales (« Alfa »), elles devaient s'ingérer dans « le conflit civil » (la décision du Premier ministre Kazimiera Prunskienė d'augmenter le prix des produits alimentaires a servi d'alibi) et renverser le pouvoir légal de Lituanie. Mais les Soviétiques n'ont pas réussi à mettre en œuvre ce scénario.

Le 12 janvier au soir, à l'invitation du Seimas restauré, une foule d'habitants de Vilnius et d'autres villes de Lituanie sont arrivés pour veiller devant le Parlement, la télévision et radio lituaniennes et la tour de la télévision. Des murs de béton et de fil barbelé ont été construits tout autour du bâtiment du CS-SR. Vers minuit, les tanks et les blindés soviétiques ont

V. Landsbergis s'adresse aux manifestants partisans de l'URSS, qui cherchent à pénétrer dans le parlement, le 8 janvier 1991

Les barricades défensives près du parlement le 14 janvier 1991. Photo : E. Masevičius

L'attaque de la tour de télévision de Vilnius. Les chenilles des tanks soviétiques écrasent les défenseurs pacifiques. Photo : Virgilijus Usinavičius

assiégé la tour de la télévision et le bâtiment du Comité de la télévision et radio lituaniennes, et une immense foule les a défendus à main nue. Le 13 janvier 1991, 13 défenseurs de la liberté sont morts lors de l'attaque de la tour de la télévision par l'armée soviétique. Parmi eux, une jeune femme Loreta Asanavičiūtė, née en 1967. Elle est décédée à l'hôpital, après avoir été écrasée par les chenilles des chars. Les établissements médicaux ont soigné 580 victimes, dont 152 femmes. 312 défenseurs ont subi des altérations auditives à cause des tirs à blanc des chars. 122 personnes ont été gravement blessées (membres écrasés, arrachés, tranchés ou sectionnés) et 46 personnes ont été blessées par balles.

Le 13 janvier, le CS-SR de Lituanie s'est adressé à tous les gens d'URSS en leur rappelant que les événements en Lituanie étaient également leur tragédie et les a encouragés à tout faire pour que l'agression de l'armée soviétique soit stoppée. À la différence de la situation en 1940, quand la Nation ne se doutait pas du danger qu'encourait l'indépendance du pays, les gens étaient désormais informés et invités à venir défendre leur État. Le 13 janvier 1991, le chef d'État V. Landsbergis a incité la foule réunie devant le parlement à étouffer sa colère, ne pas céder aux provocations et … à chanter. « Le chant nous aidera, comme il nous a aidés pendant des siècles. Chantons maintenant aussi, entonnons des cantiques, ne nous répandons pas en jurons et

ne nous laissons pas entraîner dans la bataille. […] Soyons, ceux que nous devons être et notre Lituanie sera lucide et heureuse. N'accordons pas notre attention à ces fusillades et chantons ! ».

Les événements autour de la tour de la télévision ont choqué la Lituanie et ont eu un retentissement dans le monde entier. À l'occasion des funérailles des victimes du 13 janvier, les cloches ont sonné en signe de solidarité en Lettonie, Estonie, Finlande, Suède, Norvège et dans bien d'autres pays. Des messes ont été célébrées dans la Cathédrale Notre-Dame de Paris et dans de nombreuses autres églises. L'académicien A. Sakharov, accompagné de sa femme et de sa compagne de lutte Elena Bonner en visite à Vilnius après les événements du 13 janvier 1991 a déclaré à l'occasion d'un rassemblement que la Lituanie était un exemple pour les démocrates de Russie et des autres républiques. À l'occasion d'une manifestation ayant rassemblé plus de 200 000 personnes à Moscou en mars 1991, les Moscovites scandaient « Bas les mains sur la Lituanie » ou encore « Gorbatchev, démissionne ! ».

Les habitants de Lituanie, veillant nuit et jour lors de ces journées tragiques près du cœur de la Nation, le parlement lituanien, ont réussi à résister contre les forces armées, et freiné l'agression soviétique en plein essor par des moyens pacifiques. Cette expérience de résistance non armée a été très rapidement appliquée dans les autres États baltes et à Moscou, la capitale de la Russie, du 19 au 21 août 1991, où il a été possible de défendre le pouvoir légitime et la démocratie. Rétrospectivement, les événements du 13 janvier 1991 en Lituanie pourraient être comparés à la création du syndicat « Solidarność » en Pologne ou à la chute du mur de Berlin. La réunification de l'Allemagne a achevé de détruire le bloc des pays socialistes dominés par l'URSS (appelé aussi le camp socialiste). Quant au 13 janvier, il pourrait marquer l'écroulement même de l'Empire soviétique, car à ce moment, il était évident même pour la Russie, que l'URSS était condamnée à l'effondrement.

Les Soviétiques n'ont pas réussi à juguler le flux d'information à destination du monde et en provenance de Lituanie. Le 13 janvier, après l'interruption de la diffusion radiophonique, la station de radio de Sitkūnai (non loin de Kaunas) a commencé à fonctionner. Le pouvoir lituanien informait les Nations Unies au sujet des événements et de la lutte de la nation pour la liberté. Les pays occidentaux ont réagi, en témoignant leur sympathie à l'égard de la Lituanie, et ils ont exigé que les dirigeants de l'URSS cessent leurs actes de guerre. L'image de Gorbatchev en a été affectée et la Gorbatchevmania recula. Bien que les actes de guerre contre la Lituanie aient été stoppés, l'armée soviétique et les forces hostiles à la Lituanie

Les funérailles des victimes de l'agression de janvier est une forme de protestation de la Lituanie toute entière contre l'URSS

ont continué de contrôler la radio et télévision lituaniennes et d'occuper d'autres sites stratégiques du pays.

Les funérailles des victimes du 13 janvier sont devenues le point culminant de la lutte pour l'indépendance et de l'unité entre la Nation et le pouvoir. Dans les cinq jours qui ont suivi les événements du 13 janvier, aucun acte criminel n'a été enregistré. Dans le sondage mené en février au sujet de l'indépendance de la Lituanie auquel ont participé 84 % des personnes ayant le droit de vote, 90 % des personnes interrogées ont répondu « oui ». Suite à cette enquête d'opinion, le CS de Lituanie a adopté une loi constitutionnelle déclarant que la Lituanie était une République Démocratique Indépendante.

La reconnaissance internationale s'est pourtant fait attendre quelques mois. L'Occident craignait que la reconnaissance des États baltes entrave les réformes de M. Gorbatchev et que les « faucons » le renversent. Choisir entre Gorbi ou la Lituanie était un choix cornélien pour l'Occident. Le

Démantèlement de la statue de Lénine le 23 août 1991.
Photo : J. Juknevičius

secours arriva de l'Islande. Le 11 février 1991, l'Althing, le parlement islandais, a, le premier, reconnu l'indépendance de la Lituanie. En août, après l'échec du putsch à Moscou, durant lequel les communistes ont cherché à reprendre le pouvoir en Union soviétique, le chemin vers la reconnaissance de l'indépendance était libre. En l'espace de quelques jours, les grands pays du monde ont reconnu la Lituanie. Parmi eux, la France (le 25 août), la Grande-Bretagne (le 27 août), les États-Unis (le 3 septembre) et enfin, le 6 septembre, l'URSS. La Lituanie est revenue sur la carte mondiale, d'où elle avait été rayée par la contrainte durant l'été 1940. La reconnaissance internationale de la Lituanie a été un nouveau et immense succès de la Nation lituanienne au XXe siècle.

La Lituanie a formé en toute hâte ses forces armées, créé un service diplomatique, et commencé à ouvrir de nouvelles ambassades dans les pays où il n'y en avait pas. Les jeunes spécialistes de divers secteurs sont arrivés

pour travailler au ministère des Affaires étrangères reformé. De nombreux pays les ont invités à apprendre la diplomatie. Les jeunes gens venus servir les intérêts de leur pays étaient ambitieux, ne manquaient pas de bonnes initiatives et d'énergie. En raison de leur jeunesse, de leur enthousiasme débordant et de leurs décisions non traditionnelles, ils ont été rapidement affublés par les diplomates occidentaux de l'épithète « Baltic Kindergarten » (Jardin d'enfants balte)…

À la poursuite de l'Europe occidentale

Nous induirions le lecteur en erreur en omettant de dire que les années d'administration de l'URSS en Lituanie, malgré la suppression de l'indépendance, la terreur, les déportations et les massacres, les poursuites et la russification, n'ont été source que d'événements terribles. Tout d'abord, les Lituaniens ont appris à bien parler russe et ont pu bénéficier directement des avancées de la culture russe. La région de Klaipėda et Vilnius ont été intégrés à la Lituanie par des routes, des autoroutes, des voies de chemin de fer et finalement par les hommes. La politique unificatrice et unitaire de l'URSS a considérablement fait chuter le niveau de vie de la Lettonie et de l'Estonie, mais a permis à la Lituanie de s'élever, de dépasser les voisins sur tous les plans et de produire autant que les Lettons et les Estoniens réunis. Désormais les sœurs baltes ne devaient plus se battre pour leur indépendance, mais créer une économie nouvelle, résoudre les problèmes liés à l'indépendance énergétique, chercher de nouveaux marchés et trouver leur place en Europe et dans le monde.

Devenu un État européen à part entière, la Lituanie a cherché à réformer sa gestion intérieure selon le modèle démocratique ouest-européen. La Constitution de la République de Lituanie a été adoptée lors du référendum citoyen du 25 octobre 1992. Les principes fondamentaux suivant ont été inscrits de manière concise dans le préambule de la Constitution : une société ouverte, juste, harmonieuse et citoyenne et un État de droit, cultivant la concorde ethnique et le droit de vivre libre et de créer sur la terre de ses parents et de ses ancêtres. Le préambule prévoit également la continuité de la tradition de certains droits, de la souveraineté et de son inscription dans le droit : la Nation lituanienne base les fondements du droit de l'État lituanien sur les Statuts lituaniens adoptés à l'époque du GDL et des Constitutions de la République de Lituanie. Les principes généraux de la Constitution déclarent que la Lituanie est une république démocratique, la Nation crée l'État lituanien, la souveraineté appartient au peuple,

Première visite du Président français François Mitterrand en Lituanie. Le Président du Seimas Vytautas Landsbergis se trouve avec son hôte dans la vieille ville près de la Porte de l'Aurore. Vilnius, 1992

le peuple met en œuvre le pouvoir suprême directement ou par ses représentants élus démocratiquement, le Seimas, le Président de la République et la justice mettent en œuvre l'autorité de l'état et la Constitution instaure les limites à l'exercice du pouvoir. La loi fondamentale du pays garantit les droits et les libertés fondamentaux de l'être humain et du citoyen, et les citoyens, appartenant aux communautés ethniques disposent du droit à cultiver leur langue, leur culture et leurs coutumes. L'État accorde une aide aux communautés ethniques.

Le représentant de l'institution présidentielle est choisi en Lituanie par l'ensemble de la nation. Le régime en Lituanie est donc un compromis entre un régime présidentiel et un système parlementaire, mais plus orienté vers un système parlementaire, car le régime présidentiel n'a pas été approuvé. La société est devenue pluraliste, plus de 40 partis ont été enregistrés, cependant deux formations principales ont dominé la vie politique lituanienne : le parti social-démocrate, appelé LDDP, formé sur la base du PCL

indépendant (qui fusionnera par la suite avec les sociaux-démocrates lituaniens et deviendra le parti social-démocrate lituanien LSDP) et l'Union de la Patrie-Conservateurs lituaniens (TS-LK), fondée en 1993 par la majorité de Sąjūdis. Lors des élections législatives de 1992, c'est le LDDP conduit par A. Brazauskas qui a remporté la majorité, puis, quatre ans plus tard, la chance sourira aux conservateurs avec V. Landsbergis à leur tête. On affirmait même que la société était divisée entre les partisans de Brazauskas et ceux de Landsbergis. La situation a commencé à changer en 1998 lorsque Valdas Adamkus, revenu des États-Unis pour vivre en Lituanie, a remplacé A. Brazauskas au poste de Président. Aucun parti n'a remporté de victoire décisive lors des élections législatives de l'an 2000 ouvrant la voie à une ère de gouvernements de coalition.

Les gouvernements se succédaient, mais les réformes nécessaires avaient tout de même lieu. Durant les années d'économie planifiée, la société lituanienne était convaincue, qu'après avoir pris entre ses mains la production, il serait possible de la répartir selon ses besoins pour faire prospérer l'État. L'objectif était de rattraper le niveau de l'économie ouest-européenne sur les bases de l'économie soviétique. La réalité fut tout autre. Après la chute du système soviétique et l'ouverture des frontières vers le monde capitaliste occidental, le pouvoir réel de l'économie lituanienne a été révélé. La majorité des entreprises industrielles, dépendantes d'une source d'approvisionnement en matière première (le fournisseur principal était l'URSS) et d'un marché uniques, étaient devenues totalement inutiles. L'industrie des machines-outils et les entreprises des autres branches ont tout simplement perdu leurs commandes. La Lettonie, l'Estonie et les autres États de l'ancien bloc communiste connaissaient la même situation. Même l'économie de la Finlande, pourtant une économie de marché, a connu une baisse de 10 %, car la Finlande exportait 22 % de sa production vers l'URSS. Avec la rupture des anciens liens économiques, il était devenu impossible d'écouler la production des grandes entreprises de Lituanie.

La hausse du prix des matières premières stratégiques et des sources d'énergie compliqua encore la situation. Ayant perdu ses anciens marchés, l'économie lituanienne a subi un choc entre 1992 et 1994 (en 1993, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel constituait à peine 40 % du PIB de 1988). Ce n'est qu'à partir de 1995 que le PIB a commencé à augmenter. À partir de la mi-1993, l'inflation a commencé à baisser, en raison principalement de la politique monétaire renforcée menée par la Banque centrale en vue de l'introduction du litas, la monnaie nationale. Le 1er mars 1994, le modèle de taux de change était adopté. (Le litas était arrimé au dollar américain

suivant le rapport suivant : 4 litas valaient un dollar). Selon les économistes, l'arrimage du litas au dollar américain a été l'une des décisions de politique économiques les plus sages durant toute la période du rétablissement de l'indépendance.

L'économie du pays devait faire face à de nouveaux défis en 1998-1999, suite à la crise financière en Russie. Comme de nombreux produits lituaniens étaient exportés vers la Communauté des États Indépendants (CEI) jusqu'à la crise, et tout d'abord en Russie, la Lituanie a dû faire face tout d'abord à des difficultés budgétaires. En 1998, les exportations lituaniennes vers la CEI représentaient 36 % des exportations totales. L'année suivante, elles ont baissé de 59 % et représentaient seulement 18 % des exportations totales. Seules 7 % des exportations lituaniennes étaient dirigées vers la Russie, tandis que les biens russes représentaient 20 % des importations. La crise a forcé la Lituanie à réorienter ses exportations des marchés instables de l'Est vers les marchés occidentaux beaucoup plus exigeants. L'Allemagne, en première place, et la Pologne, en deuxième place sont devenues les principaux partenaires commerciaux de la Lituanie. En ayant su rapidement se réorienté vers l'Ouest, l'économie lituanienne a évité une récession.

Les difficultés économiques ont accablé la société, habituée à « l'ordre soviétique », qui a transformé ses membres (les fonctionnaires, les ouvriers, les kolkhoziens) en l'espace d'un demi-siècle en journaliers de l'État et exécuteurs des décisions du pouvoir. La majorité des gens n'étaient pas prêts à vivre de manière autonome. Le bateau de l'économie planifiée voguait vers la mer capitaliste, en créant lentement des sociétés dans le secteur de l'industrie et de l'agriculture, orientées pour la plupart vers les marchés capitalistes du monde occidental. Pour cela, il fallait un capital de départ, disponible grâce à la vente de biens privés, acquis grâce aux coupons d'investissement, des prêts bancaires ou des fonds venus de l'étranger. Lors de la période dite de privatisation, la majorité des entreprises d'État sont devenues privées. Une nouvelle couche d'hommes d'affaire est apparue, agissant suivant les standards du monde économique occidental.

Bien que les conditions aient été identiques pour tous les citoyens pour acquérir les biens privatisés en contrepartie des coupons d'investissement, tous n'ont pas été en mesure de les utiliser de manière appropriée. De nombreux acheteurs de coupons, ayant acquis en avance des entreprises d'état, ont cherché à les revendre au meilleur prix. De nombreuses personnes ont revendu leurs coupons et n'ont pas pu privatiser l'appartement dans lequel ils résidaient. La privatisation n'avait pas été « juste », voilà l'opinion qui dominait. Jusqu'à présent, de nombreux doutes demeurent quant à savoir

si cette manière de « dénationaliser » l'économie a été la plus efficace. D'une manière ou d'une autre, elle a déterminé le développement de l'économie du pays dans la première décennie.

Le Gouvernement du pays avait du mal à réformer l'agriculture lituanienne sur les bases d'une économie de marché. La situation géopolitique changeait rapidement et aucun programme de réformes économiques n'avait été préparé. Il était difficile de prévoir leur ampleur, leur profondeur et leurs conséquences. Le monde n'avait aucune expérience de la sorte. La stratégie même de la réforme agricole a été conçue et mise en œuvre en se basant sur une administration dirigée du haut vers le bas, sans prendre en compte les avis des personnes travaillant dans le secteur. Les décisions prises dans les premiers actes légaux prévoyaient de restituer la terre et les biens restants à leurs propriétaires ou leurs descendants et de privatiser les biens des kolkhozes et des fermes d'État. Il était formellement exigé de ne pas délaisser les parcelles de terre rendues aux propriétaires et de créer des exploitations. Mais en pratique, cela ne s'est pas produit de la sorte partout. Certains propriétaires ont récupéré des terres considérées non pas comme un moyen de production, mais comme un bien pouvant attendre des temps plus cléments. Les anciennes fermes ont pu être partagées entre plusieurs prétendants et ainsi été morcelées. En raison de la mise en œuvre de cette réforme agraire, un part importante des fermes de Lituanie étaient d'une taille trop petite pour pouvoir garantir à une famille des revenus équivalents au niveau minimum. La taille moyenne des fermes agricoles est allée en baissant, jusqu'à 6 hectares. Dans les pays voisins, les fermes d'une taille de 5 hectares dominaient. (En Pologne, elles représentaient 72 % des exploitations, 41 % en Lettonie, en Lituanie et en Estonie, leur proportion était quasi-semblable, respectivement de 62 et 64 %).

Lors de la réforme agraire, le système agricole en vigueur à l'époque soviétique, les kolkhozes et les sovkhozes, a été démantelé. Les travailleurs étant devenus actionnaires, et la majorité des habitants des fermes créées durant l'époque soviétique se sont tout simplement partagés les biens et ont commencé à créer leur propre exploitation agricole. Il est apparu que la majorité des anciens employés de kolkhozes ne savaient pas ou n'avaient pas la possibilité de travailler de manière indépendante. Des sociétés agricoles ont été fondées, mais la majorité d'entre elles ne savaient pas non plus fonctionner selon les règles du marché libre et ont fait faillite en l'espace de quelques années. Comme les réformes fondamentales dans le monde agricole ont eu lieu lorsque le Sąjūdis était au pouvoir, la majorité des habitants de Lituanie ont accusé V. Landsbergis, le Président du CS de Lituanie

d'alors, des échecs, alors que les difficultés étaient à imputer aux conséquences de l'ancien modèle économique.

Les lois lituaniennes sur la privatisation comportaient de nombreuses imperfections qui ont permis de mener à bien la privatisation sans passer par l'étape de l'appel d'offres ou en cédant à un prix beaucoup trop bas les biens de l'État au privé. Des sociétés agricoles d'investissement et par actions se sont créées pour acquérir les biens privatisés, cependant les lois ne prévoyaient pas les devoirs légaux des propriétaires quant à la rentabilité de l'activité de ces entreprises, ni aucune garanties pour les personnes qui avaient confié leurs coupons d'investissement. Les anciens présidents des kolkhozes ou les directeurs des sovkhozes ont profité de la situation et ont pu accumuler entre leurs mains des biens immenses en un laps de temps record.

Dans les villages, la structure sociale des habitants s'est formée difficilement. Il y avait les agriculteurs, ayant créé leur exploitation selon la loi des fermes paysannes en utilisant l'aide agricole collective ou de l'État, ceux qui avaient récupéré leurs terres et achetaient ou louaient d'autres terres restituées pour les cultiver en supplément et cherchant à développer des exploitations commerciales importantes, et les anciens ouvriers et fonctionnaires des entreprises agricoles ne possédant dans ces localités aucun droit à la propriété de la terre. Il s'agissait de propriétaires de terrains de 2-3 hectares n'ayant pas d'autres moyens de survivre en cas de perte de leur emploi, ni la possibilité d'acquérir des terres ou de déménager ailleurs. La situation dans le secteur agricole s'améliora lentement.

Lors de la première décennie de privatisations, de nombreuses sociétés importantes ont fait faillite, des milliers de personnes ont perdu leur emploi. Le chômage important a encouragé l'émigration massive des habitants de Lituanie. Selon diverses données, plus d'un demi-million de personnes sont parties de Lituanie depuis 1990, en particulier pour les États-Unis, l'Irlande, le Royaume-Uni (Londres), l'Espagne ou la Norvège. La majorité des émigrants étaient des personnes jeunes ou encore actives. L'une des conséquences plutôt douloureuses de l'émigration a été la « fuite des cerveaux ». La police lituanienne ayant gagné la victoire contre le crime organisé en hausse, les groupes criminels ont commencé eux aussi à émigrer à la suite de leurs compatriotes et à les terroriser. Ils se sont mis à détrousser les habitants locaux et à leur servir des drogues « Made in Lithuania ». Pour cette raison, une partie des criminels ont pu rapidement faire connaissance de manière rapprochée avec les institutions pénitentiaires d'Europe occidentale. Les citoyens d'Europe occidentale, voyant que la situation était calme en Lituanie puisque les représentants du monde criminel lituanien

étaient déjà en activité chez eux, ont débarqué à leur tour comme touristes dans une Lituanie sûre…

La chute des grandes banques lituaniennes a secoué le pays. Le paroxysme a été atteint lorsque, à la fin de l'année 1995, un moratorium concernant deux grandes banques commerciales a été signé. Le budget national a connu des pertes importantes, car la chute des banques a eu des conséquences directes sur 30 % et indirectes sur 70 % des entités économiques lituaniennes. Le développement économique et des finances de la Lituanie a été ébranlé, la confiance placée dans les banques dans le pays et à l'étranger en a été affectée. Mais les bouleversements de l'activité bancaire ont eu des conséquences positives en Lituanie, comme dans le reste des pays d'Europe centrale et orientale. Le secteur s'en est trouvé renforcé, les banques restantes ont agi de manière plus prudente, le portefeuille des crédits à risque a été réduit et la surveillance des banques renforcée.

Les changements ont eu lieu dans une ambiance à la fois de crainte et de joie. Avec le rétablissement de la Lituanie, tous les sportifs ou presque ont refusé de jouer dans les équipes de l'URSS et de participer aux championnats sous ce drapeau. De nombreux joueurs talentueux (basketteurs, footballeurs et handballeurs) sont partis dès 1988 pratiquer dans des clubs étrangers. Durant l'été 1991, à l'occasion des 6e jeux sportifs des Lituaniens du Monde organisés en Lituanie, plus de 2 000 sportifs lituaniens venus du monde entier y ont participé. Le Comité international olympique a rétabli en août 1991 les droits internationaux du Comité olympique national de Lituanie et les sportifs lituaniens ont représenté leur pays dans des compétitions sportives internationales très diverses. Les premières victoires ont été une consolation. Le lanceur de disque Romas Ubartas a remporté la première médaille d'or de la Lituanie indépendante lors des Jeux Olympiques de Barcelone en 1992. Les basketteurs ont eux aussi accompli un acte héroïque. L'équipe lituanienne a remporté le bronze lors des Jeux Olympiques de 1992, 1996 et 2000. Les résultats lors des championnats d'Europe ont été encore meilleurs. En 1995, ils ont remporté la deuxième place et en 2003, les basketteurs lituaniens sont devenus pour la troisième fois champions d'Europe. Quant à l'équipe de basket féminine, elle est devenue championne d'Europe en 1997.

En l'espace de quelques années, le système éducatif a été réformé en profondeur. La structure de la gestion de l'éducation a été changée, tout comme le système éducatif général, professionnel, secondaire et supérieur. Des écoles et des lycées privés ont été créés en 1991 et 1992. Selon les modalités en vigueur, l'enseignement dans les écoles générales, professionnelles et se-

condaires, créées par l'État ou les municipalités, était gratuit. L'État assurait aux écoles supérieures l'autonomie concernant l'activité tant universitaire, administrative, économique que financière et basée sur les principes d'autogestion et de liberté académique. L'enseignement supérieur est devenu en partie payant. Cherchant à intégrer son système éducatif dans l'Europe, la Lituanie a rejoint en 1999 la déclaration de Bologne, qui tend à créer un espace commun de l'enseignement supérieur en Europe. Les établissements d'enseignement supérieur en Lituanie se sont mis à participer aux programmes d'études et de recherches financés par l'Union européenne.

Durant le passage à l'indépendance, le contenu et la qualité de l'enseignement a radicalement changé dans les établissements d'enseignement. Les jeunes gens ont eu la possibilité de poursuivre des études supérieures en Lituanie, mais aussi dans d'autres pays. La publication de livres et de périodiques, le réseau des bibliothèques du pays se sont rapidement développés. Cela permet de parler d'une société lituanienne éduquée, douée et mobile, pouvant concurrencer d'égal à égal avec la société occidentale, dont les succès semblaient à la majorité des Lituaniens au début de l'indépendance un idéal inatteignable.

Après les périodes dramatiques des occupations soviétique, nazie, puis à nouveau soviétique entre 1940 et 1990, la société lituanienne a commencé à discuter de son histoire avec le sentiment d'avoir reçu une leçon de morale difficile, mais magistrale. Avec l'arrivée d'occupants, il ne faut pas se précipiter pour l'aider, ne pas le servir, ni collaborer, puisqu'il peut se servir de toi dans un but ignoble et honteux, de plus, ce problème ne te concernera pas uniquement, mais aussi ta Nation, et la honte t'envahira quand la Lituanie regagnera sa liberté. Dans la société, les discussions ont fait rage au sujet de ceux qui ont consciencieusement secondé les nazis et les Soviétiques, du rôle des Lituaniens dans l'Holocauste, les déportations en Sibérie et les répressions. Les questions de la désoviétisation et de la lustration ont été réglées très lentement. Les blessures se sont refermées lentement, cependant de nombreuses personnes tant sur le sol national qu'à l'étranger souhaitaient les gratter et les rouvrir… Et encore aujourd'hui, l'envie n'est toujours pas passée à certains.

Les 14 premières années, la Lituanie rétablie a dû rattraper l'Occident, s'approprier de nombreuses nouveautés et apprendre à les mettre en application. Tous les états postcommunistes ont été confrontés aux mêmes problèmes. Malgré un processus de réformes douloureux à certains moments, les obstacles ont été franchis et la Lituanie s'est réformée en un laps de temps réduit selon un modèle démocratique européen.

Les relations de voisinage et l'intégration transatlantique

Des différences essentielles apparaissent lorsque l'on compare la politique étrangère de la Lituanie indépendante de la première moitié du XXe siècle et celle de la Lituanie restauré après 1990. Pendant l'entre-deux-guerres, la Lituanie était en conflit avec l'Allemagne au sujet de la région de Klaipėda et avec la Pologne à cause de la région de Vilnius. À la fin du XXe siècle, la situation a changé. L'Allemagne, chassée de la Prusse orientale (aujourd'hui région de Kaliningrad) par la violence de la Seconde Guerre mondiale et n'ayant plus de frontière commune avec la Lituanie, n'a manifesté aucune prétention à l'égard de la région de Klaipėda, dont les Lituaniens composaient la majorité des habitants. Les relations avec la Pologne voisine se sont améliorées. En l'espace d'un demi-siècle, la situation démographique a changé en faveur des Lituaniens, puisqu'il ne restait que 20 % de Polonais à Vilnius. Malgré les plans des fonctionnaires communistes polonais soviétisés de la région de Vilnius au début de la période d'indépendance (une action inspirée par Moscou) de bénéficier, selon eux, d'une autonomie territoriale (elle devait comprendre le district de Vilnius, avec les régions de Vilnius et Šalčininkai), la décision du Gouvernement de Lituanie d'y instaurer un gouvernement direct et limité dans le temps n'a pas détérioré les relations avec la Pologne, puisque Varsovie a compris qui était à l'origine de ces manigances. le Après de longues négociations, la signature de l'accord sur les relations amicales et la coopération de bon voisinage entre la Lituanie et la Pologne le 26 avril 1994 a couronné de manière fructueuse les relations bilatérales. Le préambule du document mentionnait entre autres les différends antérieurs entre la Lituanie et la Pologne au sujet des questions territoriales, l'usage de la force dans les relations bilatérales entre les deux Nations a été condamné et les territoires actuels des deux pays a été confirmés solennellement avec « pour capitales Vilnius et Varsovie et leur unité actuelle et dans le futur ». Les deux États se sont engagés à fonder leurs relations sur le respect mutuel, la confiance, l'égalité de droits, les relations de bon voisinage et de se soutenir mutuellement sur le chemin de l'intégration dans la famille des pays occidentaux. Après la ratification de l'accord et l'entrée en vigueur de ces principes, la Pologne a renoncé à toute réclamation concernant la région de Vilnius. De son côté, la Lituanie a cessé également de prétendre aux territoires de Sejny et de Punsk, bien que l'histoire ancienne, en particulier au sujet des questions de minorité nationale, provoque toujours de vives discussions.

Signature de l'accord avec la Russie.
Au centre se trouvent Vytautas Landsbergis et Boris Eltsine

Avec le rétablissement de l'indépendance, le territoire de l'État lituanien a acquis à l'Ouest une frontière avec la Russie et la région de Kaliningrad, sous administration de l'URSS comme décidé lors de la Conférence de Potsdam. La Russie démocratique, tout comme la Lituanie qui cherchait à sortir de l'URSS, soutenait ouvertement la lutte du peuple lituanien pour l'indépendance. Le lendemain des événements sanglants du 13 janvier 1991 à Vilnius, le chef de la Russie Boris Eltsine s'est adressé aux militaires servant sur les territoires de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie en les invitant à ne pas céder aux forces de réaction et à réfléchir à la Russie et à l'avenir de son peuple avant d'attaquer des bâtiments civils dans les pays baltes. Les relations amicales entre les dirigeants des deux États ont permis de préparer un accord de relations interétatiques entre la Lituanie et la Fédération de Russie. Les Présidents des deux pays, V. Landsbergis et B. Eltsine, l'ont signé le 29 juillet 1991 (il est entré en vigueur un an plus tard). Par cet accord, la Russie reconnaissait l'indépendance de la Lituanie et elle se prononçait pour la suppression des conséquences de l'annexion de la Lituanie par l'Union soviétique en 1940. Quant à la Lituanie, elle reconnaissait la Russie comme un état indépendant. Des relations diplomatiques ont été nouées entre les deux états au début du mois d'octobre.

En octobre 1997 ont été signés des accords entre la Lituanie et la Russie au sujet de la frontière d'état et de la zone économique exclusive et de la séparation du plateau continental en mer Baltique. Bien que la Russie restait pour la Lituanie un partenaire économique important, les relations n'en

Le Président de la République Algirdas Brazauskas et l'archevêque métropolitain Audrys Juozas Bačkis accompagnent le pape Jean-Paul II lors de sa visite en Lituanie. Vilnius, le 4 septembre 1993

sont pas pour autant devenues plus proches entre les deux États. L'obstacle principal demeurait les orientations géopolitiques différentes prises par la politique étrangère des deux pays, le regard différent porté sur l'histoire toute récente et le régime démocratique. Le régime de « démocratie dirigée » du président Vladimir Poutine a cherché à restaurer son influence dans l'espace postcommuniste, et en particulier sur le territoire de l'URSS qui s'est effondrée, tandis que la Lituanie a choisi la voie de l'intégration euro-atlantique. C'est la raison de l'adoption de l'acte constitutionnel du 8 juin 1992 sur la non-adhésion de la République de Lituanie dans les unions orientales postsoviétiques (La Lettonie et l'Estonie se sont comportées de manière identique). La Lituanie s'en tenait fermement au principe que la Russie, légataire des droits et des devoirs de l'URSS, devait compenser à la Lituanie les pertes que le peuple lituanien avait subies pendant les presque cinquante ans d'occupation soviétique. Le pouvoir russe qualifiait la chute de l'URSS de catastrophe géopolitique et bien qu'elle ait condamné l'agression de l'Union soviétique à l'égard des trois pays baltes, il campait sur sa position selon laquelle la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie avaient rejoint l'URSS soi-disant de leur plein gré, et l'URSS n'était donc pas coupable de ses actions de l'époque, mais la faute était redevable à l'environnement international de l'époque…

Le Président de la République Valdas Adamkus et le Secrétaire général de l'OTAN George Robertson le 19 mai 2000 à l'occasion d'une conférence internationale à Vilnius « Le rôle de l'OTAN dans un environnement sécuritaire européen en transformation »

La Lituanie rétablie a cherché à établir de bonnes relations avec un nouvel État, le Belarus. Elle a signé en octobre 1991 la Déclaration des principes des relations de bon voisinage puis, quatre ans plus tard, l'accord de coopération de bon voisinage et sur les frontières d'État. Les relations économiques se sont développées de manière satisfaisante, tandis que les relations politiques se sont compliquées avec le gouvernement dictatorial du Président bélarusse Alexandre Loukachenko. Le 12 mai 1990, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont renouvelé l'accord de concorde et de coopération des pays baltes de 1934 et ont créé le Conseil des pays baltes. Une position commune en politique étrangère est élaborée lors de ses séances. La coopération étroite entre les trois États baltes leur a permis de s'intégrer avec succès dans les organisations transatlantiques.

La Lituanie libérée, comme ses deux autres voisines, a cherché à intégrer le plus vite possible les organisations internationales les plus importantes du monde occidental et à devenir un État de droit à part entière. Le 17 septembre 1991, la Lituanie a été acceptée dans l'Organisation des Nations-Unies (ONU), à la fin de l'année dans les institutions spécialisées de l'ONU, comme l'UNESCO (Organisation pour l'éducation, la science et la culture), l'OIT (Organisation internationale du travail), au Conseil de l'Europe en 1993 et, en 2004, dans les organisations les plus importantes : l'Organisation mili-

taire du Traité de l'Atlantique Nord et l'organisation économique de l'Union européenne. La condition première pour adhérer aux structures de sécurité occidentales a été le retrait réussi de l'armée de Russie le 31 août 1993.

La Lituanie a entamé son chemin vers l'OTAN en décembre 1991 en adhérant au Conseil de coopération de l'Atlantique Nord. En janvier 1994, le Président de la République de Lituanie A. Brazauskas a envoyé une lettre au Secrétaire général de l'OTAN Manfred Wörner indiquant que la Lituanie souhaitait devenir membre de cette organisation. En janvier de la même année, la Lituanie a rejoint l'initiative du partenariat pour la paix. En avril 1999, les chefs d'État des pays de l'OTAN, réunis à Washington, ont reconnu les efforts et les progrès de la Lituanie sur la voie de l'adhésion. Le plan d'action pour l'adhésion en vue d'entrer à l'OTAN a été confirmé. En novembre 2002, à Prague, sept candidats à l'OTAN, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, ont été invités à commencer les négociations en vue de l'adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Les mots historiques prononcés à Vilnius par le Président des États-Unis Georges W. Bush le 23 novembre ont renforcé l'impulsion en vue de l'adhésion. « Notre alliance est prête à défendre ses membres. Ceux qui considéreraient la Lituanie comme leur ennemi, deviendraient l'ennemi des États-Unis d'Amérique ». G. Bush a également rappelé que les États-Unis n'avaient jamais reconnu l'occupation de la Lituanie et avaient toujours cru que « notre continent ne serait pas partagé pour l'éternité ». En mars 2003, après la signature des protocoles d'adhésion à l'accord de Washington par les candidats invités et la ratification de l'Accord de Washington par le Seimas de la République de Lituanie, la Lituanie est devenue le 29 mars 2004 membre à part entière de l'OTAN.

L'avantage principal de l'adhésion à l'OTAN est souligné dans l'article 5 de l'Accord de Washington. Il garantit le droit à la défense individuelle ou collective en cas d'attaque armée de l'un des membres de l'Alliance. Cela signifie qu'en cas d'attaque armée contre n'importe lequel d'entre eux, les pays membres viendront s'aider mutuellement, chacun de manière indépendante et tous ensemble. L'article 5 de l'Accord de Washington assure qu'aucun pays ne doit compter sur ses propres efforts et ressources économiques, en cas de danger pour sa sécurité.

Comme la Lituanie ne dispose pas de moyens adaptés pour protéger son espace aérien, les membres anciens de l'OTAN s'en chargent depuis le début de son adhésion à l'Alliance. L'adhésion à l'OTAN ne signifie pas uniquement des garanties plus grandes de sécurité, mais aussi des engagements de contribuer aux missions de paix et de stabilité non pas seulement

Le Président de la République Algirdas Brazauskas et le ministre des Affaires étrangères Antanas Valionis signent à Athènes en 2003 l'Accord d'adhésion à l'Union européenne

en Europe, mais aussi hors de ses frontières. Plus de 200 militaires lituaniens ont participé dans des missions internationales en Irak, Afghanistan, au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Géorgie. À la fin de l'année 2004, la Lituanie a reçu la proposition de diriger la reconstruction de Ghor, une des provinces de l'Afghanistan, de créer les conditions dans cette province pour assurer la stabilité et la sécurité et d'aider le pouvoir central d'Afghanistan pour développer son influence dans la région.

Pour appuyer son adhésion et le processus démocratique, la Lituanie a commencé à appliquer les valeurs démocratiques, comme assurer les possibilités aux minorités ethniques de cultiver leurs langues et leurs cultures, restituer les biens religieux, évaluer les leçons de l'Holocauste, restituer aux Juifs les biens culturels dispersés (300 Torahs ont été conservées, les documents de l'institut YIVO) et les bâtiments sacrés, lutter contre l'antisémitisme, la haine raciale et religieuse, garantir la liberté d'expression, de la presse et des élections.

L'intégration dans l'Union européenne est le deuxième objectif stratégique le plus important de la politique étrangère de la Lituanie rétablie. Le 14 décembre 1990, les chefs de gouvernement des pays baltes se sont adressés pour la première fois à la Communauté européenne économique (CEE) d'alors en demandant que l'aide politique, économique et culturelle pour les pays baltes ne transite plus par l'Union soviétique, mais soit remise directement. En 1991, après les événements lituaniens du 13 janvier, la CEE (UE à partir de 1993) a condamné fermement l'utilisation de la force dans les pays baltes. En 1992, la Lituanie et l'UE ont signé un accord concernant le

Château de Trakai. Photo : Kęstutis Fedirka

commerce et la coopération économique et commerciale et ont adopté une déclaration au sujet du dialogue politique entre l'UE et la Lituanie. Après l'établissement de relations diplomatiques avec la Lituanie, l'UE a commencé à fournir de l'aide à Lituanie via son programme PHARE. Trois ans plus tard, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont signé un accord d'association avec l'UE qui y reconnaissait l'objectif des pays baltes de devenir membres de l'UE. Le 1er mai 2004, la Lituanie a adhéré à l'UE et a acquis le droit de créer son avenir et celui du continent avec les autres États démocratiques.

Après l'adhésion à l'UE, le volume du commerce lituanien et des biens exportés a augmenté. En conséquence les exportations lituaniennes vers les autres pays ont augmenté, les investissements étrangers dans l'économie lituanienne ont été encouragés, la concurrence s'est renforcée et a permis d'utiliser et répartir de manière plus rationnelle les facteurs économiques (du travail et du capital). L'adhésion à l'UE a limité les possibilités du Gouvernement lituanien de s'ingérer directement et indirectement dans le fonctionnement de l'économie et elle a assuré plus de libertés et d'opportunités aux entreprises lituaniennes et aux consommateurs. D'un autre côté, la mise en œuvre obligatoire des décisions de l'UE provoque parfois des questionnements quant à la limitation de la souveraineté de la Nation. Cependant, la Lituanie étant devenu un État à part entière, de nouveaux marchés se sont ouverts, la démonopolisation a commencé, de nouvelles possibilités pour développer l'éducation et la culture ou pour résoudre les

problèmes sociaux sont apparus. Dans ce cas, ce sont les consommateurs qui en tirent le plus grand profit.

Devenue membre de l'UE, les dispositions de l'Union à l'égard des habitants des pays membres s'appliquent en Lituanie. Les citoyens de tous les pays membres sont tous citoyens de l'UE. Chaque citoyen de l'UE dispose du droit de la liberté de mouvement et de s'installer sur le territoire des pays membres de l'UE, de voter et d'être candidat aux élections municipales et européennes dans le pays dans lequel il réside, d'être défendu par les services diplomatiques et consulaires de chaque pays membre, de présenter une pétition (demande collective) au Parlement européen. L'adhésion à l'UE est liée à la stabilité des institutions qui garantissent la démocratie, la supériorité de la loi, les droits de l'homme et le respect pour la protection des minorités.

La Lituanie, devenue membre de l'UE, peut exprimer sa position à Bruxelles sur diverses questions et même influencer les décisions de l'UE. Elle dispose de son commissaire et de 12 députés européens au Parlement européen. Bien que l'influence de pays isolés sur les décisions de l'UE soit faible, lorsque les positions des pays d'Europe centrale et orientale coïncident dans certains cas, leur force collective peut augmenter considérablement. Chacun de ses facteurs a son coût. L'exemple le plus parlant est l'exigence non écrite lors de l'adhésion à l'UE de la fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina que les Européens considéraient comme non sûre. Alors que l'UE continua de s'en tenir à ses critères sans en démordre, la Lituanie a cédé peu à peu. Les objectifs stratégiques du pays revêtaient une trop grande importance.

En participant de manière satisfaisante dans les différents domaines d'action de l'OTAN et de l'UE, la Lituanie a renforcé de manière évidente sa sécurité et son statut international et s'est consolidé économiquement. La Lituanie d'aujourd'hui est un État démocratique européen et le destin des pays européens dépend de tous les États membres et de leurs décisions.

* * *

Après la Première Guerre mondiale, l'État lituanien s'est reformé. Au moment de la Seconde Guerre mondiale, il a été effacé de la carte de l'Europe et a su renaître de nouveau avec la chute du communisme soviétique. Lorsque le camp socialiste a été frappé par une crise politique, économique et nationale, les Lituaniens ont su trouver les forces de renaître comme Nation, créer un modèle de mouvement national, faire imploser le gouvernement communiste dans la république et aider à démanteler le

régime de parti unique dans toute l'URSS, avant de faire imploser l'URSS elle-même. Ce sont les générations grandies sous le régime soviétique et non pas celles de la Lituanie d'avant-guerre qui y ont réussi, l'élite intellectuelle ayant chéri les idéaux de liberté et d'indépendance est devenue leur guide. Dans de nombreux cas, étant la première à combattre le régime soviétique, la Lituanie en a souffert encore plus, mais a su résister, rétablir son État et prendre résolument la voie démocratique. En tant qu'État-nation, la Lituanie a, par deux fois, restauré son État au cours du XXe siècle et il sera certainement difficile de réitérer ce record à l'avenir. Ayant créé une société libre et démocratique et une économie de marché, la Lituanie est devenue dépendante des crises économiques mondiales et régionales, et des effets de la mondialisation. Les nouvelles possibilités pour les habitants de changer de lieu de résidence ont soulevé des menaces dues à l'émigration d'une ampleur non soupçonnée. Pour cela le peuple et les gouvernements lituaniens cherchent et chercheront au XXIe siècle les réponses aux défis les plus importants lancé par les phénomènes de son propre pays, de l'Europe et du monde, comme composante du système de la démocratie européenne et de la sécurité transatlantique.

FIN OU LES VISAGES ÉPARPILLÉS DE LA LITUANIE

La Lituanie n'a pas pu proposer beaucoup de choses significatives au monde aux XIXe et XXe siècles. Il y a eu des occupations, des annexions, des déportations, des génocides et l'Holocauste, pendant lequel a été anéantie la communauté des Juifs de Lituanie, les Litvaks, qui ont apporté une gloire mondiale à la Lituanie, même si celle-ci a conservé des racines vivantes en Lituanie, aux États-Unis et en Palestine (plus tard l'État d'Israël). Les descendants des dynasties Gediminaitis et Jagellon ont transmis leurs gènes à toutes les monarchies les plus connues d'Europe et cela nous est agréable. Nous avons donné beaucoup de familles et d'aristocrates célèbres, ainsi que des mineurs, des ouvriers du bâtiment, des tisseurs, des nourrices et des ingénieurs laborieux à l'Amérique et à l'Europe. Les racines du père du Président polonais Bronislaw Komorowski se trouvent en Lituanie, dans son domaine du district de Rokiškis. Nous pourrions énumérer les noms de ces Lituaniens que les vagues de l'émigration ont emportés loin dans le monde, mais là-bas les noms de plusieurs d'entre eux sont devenus plus connus là-bas que le nom de la Lituanie.

Imaginons une « Lituanie idéale », où les spectacles et les films sont faits non seulement par Jonas Mekas ou le metteur en scène Eimuntas Nekrošius, mais aussi par Robert Zemeckis (né en 1952 à Chicago dans une famille lituanienne), et dans lesquels jouent John Gielgud (Džonas Gilgudas) et Charles Bronson (Karolis Bučinskis). Toutes ces stars mondiales du théâtre et du cinéma sont des émigrés lituaniens ou descendants de familles d'émigrés. Et lorsqu'on voit Hercule Poirot, l'acteur David Suchet, se promener dans la petite ville de province de Tryškiai à la recherche de ses ancêtres

Suchedowitz, émigrés via la Turquie en Afrique du Sud, pense-t-on à combien de tels noms sont encore cachés en Lituanie ?

Continuons à imaginer : avec les orchestres des chefs d'orchestre Saulius Sondeckis, Gintaras Rinkevičius et Donatas Katkus, donne des concerts non seulement Violeta Urmana, aujourd'hui connue sur toutes les scènes européennes, mais aussi le violoniste virtuose Jasha Heifetz, qui est né en 1901 à Vilnius et y a étudié. Des expositions sont inaugurées non seulement par les peintres Stasys Kuzma ou Petras Repšys, mais aussi Chaïm Soutine, Jacques Lipchitz et le créateur de « Fluxus » Jurgis Mačiūnas, célèbres en Occident, ou peut-être aussi le sculpteur de Šiauliai, auteur de la pièce de monnaie d'un cent américain, Victor David Brenner (Viktoras Barnauskas, 1871-1924) ou alors le peintre devenu très célèbre en France Vytautas Kasiulis. Presque tous les Français ont fait connaissance avec le célèbre poète Oscar Vladislas de Lubicz-Milosz, de même que le sémioticien Algirdas Julius Greimas, Romain Gary, le double lauréat du Prix Goncourt qui a grandi à Vilnius, ou le philosophe Emmanuel Levinas qui est né et a étudié au lycée à Kaunas.

Continuons d'imaginer : la Lituanie est représentée pas uniquement par le basketteur lituanien, star de la NBA, Arvydas Sabonis, mais aussi par la mère du basket-ball américain Senda Berenson-Abbot (Senda Berenson-Abot, née à Vilnius en 1868), le basketteur Frank Lubin (Pranas Lubinas), champion olympique avec l'équipe américaine à Berlin et champion d'Europe avec l'équipe lituanienne en 1939, le boxeur Jack Sharkey (Juozas Žukauskas), la célébrité du football américain Johnny Unitas (Jonas Jonaitis) ou le joueur de tennis Vitas Gerulaitis.

Aujourd'hui, nous sommes fiers de l'école de chirurgie cardiaque des chirurgiens Algimantas Marcinkevičius et Vytautas Sirvydis. Il faudrait aussi se rappeler que la première transplantation d'un cœur humain au monde a été faite en 1967 par le descendant de Litvaks Christiaan Barnard en République d'Afrique du Sud (même si c'était une histoire erronée, au moins le patient de sa célèbre opération Louis Washkansky était vraiment d'origine litvak). Il faudrait aussi parler des prix Nobel de médicine et de physiologie directement liés à la Lituanie : David Baltimore (lauréat en 1975), dont même le nom rappelle un peu les origines de sa famille de Butrimonys d'où venait le célèbre spécialiste de la peinture Renaissance italienne Bernhard Berenson (Bernhard Valvrojenski, né en 1865), Gertrude Ellion (Geltrūda Elion, 1918-1999 ; prix en 1988 ; son père a émigré de Lituanie aux États-Unis à 12 ans) ou Sydney Brenner (Sidnėjus Brėneris, né en 1927 dans la famille d'un cordonnier émigré en 1910 de Lituanie

en Afrique du Sud ; prix en 2002). Il y a aussi des prix Nobel dans d'autres domaines. En biochimie, Aaron Klug, né à Želva, (Aronas Kliugas, né en 1926, émigré à l'âge de 2 ans avec ses parents en République d'Afrique du Sud puis en Grande-Bretagne) est devenu prix Nobel en 1982, tandis que le cardiologue Bernard Lown (né Boruchas Lacas en 1921 à Utena, émigré en 1935 avec sa famille aux États-Unis) est devenu prix Nobel de la paix en 1985 pour sa lutte contre la prolifération des armes nucléaires.

À côté de Czesław Miłosz, prix Nobel de littérature en 1980 qui a loué Vilnius pour les études faites là-bas, on a la lauréate de 1991 pour ses « grands mérites à l'humanisme » la romancière sud-africaine Nadine Gordimer (Nadina Gordimer, née en 1923), dont le père était originaire de Lituanie.

Et maintenant essayez de deviner : qu'y a-t-il de commun à des musiciens de renommée mondiale comme Jimi Hendrix, Eric Clapton et Bob Dylan, George Harrison et Paul McCartney, Keith Richards et Ronnie Wood, David Gilmour et Bruce Springsteen ? Ils ont tous joué avec la guitare « Zemaitis », devenue un nom commun dans le monde du rock, créée par Tony Zemaitis descendant d'une famille d'émigrés lituaniens (Antanas Kazimeras Žemaitis, né à Londres en 1935). Issus de ces émigrés, on trouve aussi Bob Dylan (sa grand-mère est née en Lituanie et a émigré en 1902 avec sa famille aux États-Unis), ainsi que Leonard Cohen (sa mère est d'une famille d'émigrés lituaniens) ou Anthony Kiedis des « Red Hot Chilli Peppers »… On ne peut pas tous les citer.

On peut seulement avoir l'espoir que la Lituanie n'éparpillera plus ses noms à l'avenir, et que le second millénaire sera plus heureux que le premier.

Les auteurs de cette histoire sont reconnaissants aux fonctionnaires de l'Union européenne pour leurs efforts à construire une histoire commune de l'Europe tempérée, non conflictuelle, dépassionnée et ne posant plus aucun problème au citoyen du XXIe siècle. Nous-mêmes, nous désirons écrire de toutes nos forces notamment une telle histoire. Certains diront peut-être que notre narration, l'histoire racontée, leur a semblé entrouvrir trop de contradictions aigües, peut-être même être trop critique envers nos voisins. Toutefois, on peut avoir cette impression uniquement parce qu'il y a des pays qui (parfois) voulaient vraiment « recueillir » la Lituanie le plus longtemps possible ou tout simplement la dominer. Les auteurs ne ressentent aucune culpabilité concernant ces aspirations à voir la Lituanie comme sa propriété, de même concernant les luttes déterminées des Lituaniens pour une souveraineté, leur État indépendant qu'ils ont vraiment mérité,

qu'ils ont créé et rétablis plusieurs fois. Ils sont fiers de ce combat, d'autant plus qu'ils n'ont pas déformé les événements anciens de l'histoire, ils ne les ont pas créés ni politisés, ils ont seulement tenté d'énumérer et d'expliquer le plus clairement possible en utilisant tous les résultats les plus récents de notre historiographie.

Ce ne sont pas vraiment les historiens lituaniens qui sont coupables du caractère compliqué de l'histoire de la Lituanie.

C'est l'histoire qui est coupable.

LITTÉRATURE À CONSULTER

ALEKSANDRAVIČIUS E., KULAKAUSKAS A. *Carų valdžioje. Lietuva XIX amžiuje*. Vilnius, 1996.

ANUŠAUSKAS A. *Teroras. 1940–1958 m.* Vilnius, 2012.

ANUŠAUSKAS A. et autres. *Lietuva, 1940–1990: okupuotos lietuvos istorija*. Vilnius, 2005.

BLAŽYTĖ-BAUŽIENĖ D., TAMOŠAITIS M., TRUSKA L. *Lietuvos Seimo istorija: XX–XXI a. pradžia*. Vilnius, 2009.

BRANDIŠAUSKAS V. *Siekiai atkurti lietuvos valstybingumą (1940 06–1941 09).* Vilnius, 1996.

BUBNYS A. *Vokiečių okupuota lietuva (1941–1944)*. Vilnius, 1998.

BUMBLAUSKAS A. *Lietuvos didžioji kunigaikštija ir jos tradicija*. Vilnius, 2010.

BUMBLAUSKAS A. *Senosios lietuvos istorija: 1009–1795.* Vilnius, 2005.

DAVIES N. *God's Playground: A History of Poland. T. 1: The Origins to 1795.* New York, 1982.

GAŠKAITĖ N. *Pasipriešinimo istorija. 1944–1953 metai.* Vilnius, 2006.

GRUNSKIS E. *Lietuvos gyventojų trėmimai 1941, 1944–1953 metais.* Vilnius, 1995.

GUDAVIČIUS E. *Lietuvos istorija. nuo seniausių laikų iki 1569 metų*. t. 1, Vilnius, 1999.

EIDINTAS A. *Antanas Smetona ir jo aplinka*. Vilnius, 2012.

EIDINTAS A. *Jews, Lithuanians and the Holocaust*/ Translated from Lithuanian by V. Arbas and E. Tuskenis, Vilnius, 2003 (First Edition), 2012 (Second Edition).

EIDINTAS A., SENN A. E., ŽALYS V., édit. E. Tuskenis. *Lithuania in European Politics. The Years of the First Republic, 1918–1940.* New York, 1997.

DIECKMANN CH., SUŽIEDĖLIS S. *Lietuvos žydų persekiojimas ir masinės žudynės 1941 m. vasarą ir rudenį / The Persecution and Mass Murder of Lithuanian Jews during Summer and Fall of 1941/.* Vilnius, 2006.

JUČAS M. *The Battle of Grünwald: in commemoration of the 600th anniversary of the Battle of Grünwald in 1410* / traduit par Albina Strunga ; édité par Joseph Everatt, Mindaugas Šapoka. Vilnius, 2009.

KASPARAVIČIUS A. *Didysis X Lietuvos užsienio politikoje.* Vilnius, 1996.

KASPARAVIČIUS A. *Lietuva 1938–1939 m. Neutraliteto iliuzijos.* Vilnius, 2010.

KAUBRYS S. *Lietuvos mokykla 1918–1939 m.: galios gimtis.* Vilnius, 2000.

KIAUPA Z., KIAUPIENĖ J., KUNCEVIČIUS A. *The History of Lithuania before 1795* / [traduit par Irena Zujienė ... [et al.]. Vilnius, 2000.

LAURINAVIČIUS Č. *Lietuvos–Sovietų Rusijos Taikos sutartis.* Vilnius, 1992.

LAURINAVIČIUS Č., SIRUTAVIČIUS V. *Sąjūdis: nuo „persitvarkymo“ iki kovo 11-osios, Lietuvos istorija.* Vilnius, 2008, t. 12, partie 1.

LIEKIS Š. *„A State within a State?“ Jewish Autonomy in Lthuania 1918–1925.* Vilnius, 2003.

LIEKIS Š. 1939. *The Year that Changed Everything in Lithuania's History.* Amsterdam-New York, 2010.

LOPATA R. *Lietuvos valstybingumo raida 1914–1918 metais.* Vilnius, 1996.

MAČIULIS D. *Valstybės kultūros politika Lietuvoje 1927–1940 metais.* Vilnius, 2005.

NIENDORF M. *Das großfürstentum Litauen: Studien zur nationsbildung in der Frühen Neuzeit (1569–1795).* Wiesbaden, 2006. 329 p.

ROWELL S. C. *Lithuania Ascending: A Pagan Empire within East-Central Europe1295–1345.* Cambridge University Press, 1994.

SENN A. E. *The Emergence of Modern Lithuania (1918–1920),* New York, 1959.

SENN A. E. *Lithuania Awakening.* Berkeley: Univ. of California Press, 1990.

SENN A. E. *Gorbachev's Failure in Lithuania.* New York: St. Martin›s Press, 1995.

SNYDER T. *The Reconstruction of Nations: Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569–1999.* New Haven: Yale University Press, 2003.

SNYDER T. *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin,* New York: Basic Books, 2010.

TRUSKA L. *Antanas Smetona ir jo laikai.* Vilnius, 1996.

VASKELA G. Žemės reforma Lietuvoje 1919–1940 m. Vilnius, 1998.

ŽALYS V. *Lietuvos diplomatijos istorija (1925–1940). I tomas.* Vilnius, 2007.

ŽALYS V. *Kova dėl identiteto. Kodėl Lietuvai nesisekė Klaipėdoje tarp 1923–1939 m. / Ringen um Identitat. Warum Litauen zwischen 1923 und 1939 im Memelgebiet keinen Erfolg hatte/.* Lueneburg, 1993.

SOURCES DES ILLUSTRATIONS

A. Bumblauskas. *Lietuvos Didžioji Kunigaikštija ir jos tradicija.* Vilnius, 2010 ; A. Bumblauskas. *Senosios lietuvos istorija: 1009–1795.* Vilnius, 2005 ; Alma Mater Vilnensis: *Vilniaus universiteto istorijos bruožai: kolektyvinė monografija.* Vilnius, 2009 ; Čiurlionis Vilniuje. Préparé par S. Urbonas. Vilnius, 2010 ; J. Galkus. *Lietuvos Vytis = The Vytis of lithuania.* Vilnius, 2009 ; *Grunwald: 550 lat chwały.* Oprac. J. S. Kopczewski, M. Siuchniński. Warszawa, 1960 ; M. Jučas. *Vytautas Didysis.* Chicago, 2010 ; *Lietuva 1009–2009*. Préparé par A. Butrimas et autres. Vilnius, 2009 ; *Lietuva žemėlapiuose.* Préparé par A. Bieliūnienė et autres. Seconde édition complétée. Vilnius, 2011 ; *Lietuva žemėlapiuose = lithuania on the map:* exposition, Vilnius, 26-09-1999 au 11-12-1999 : catalogue préparé par Aldona Bieliūnienė et autres. Vilnius, 1999 ; L*ietuvos bažnyčių menas = The Art of Lithuanian Churches.* Vilnius, 1993 ; *Lietuvos Didžiosios Kunigaikštystės Knyga: bendrų Europos tradicijų link:* travail commun de scientifiques et d'écrivains biélorusses, lituaniens et polonais. Sejny, 2008 ; *Lietuvos fotografija: vakar ir šiandien '09: Lietuvos Tūkstantmečio veidas.* Préparé par A. Aleksandravičius. Vilnius, 2009 ; *Lietuvos istorija.* Réd. A. Šapoka. Kaunas, 1936 (édition photocopiée : Vilnius, 1989) ; *Lietuvos sienos: Tūkstantmečio istorija*. Vilnius, 2009 ; *Lietuvos tapyba.* Préparé par P. Gudynas. Vilnius, 1976 ; *Millennium of lithuania: Millennium lithuaniae.* éd. M. Šapoka, Vilnius, 2009 ; H. Olszewski. *O skutecznym rad sposobie.* kraków, 1989; *Pirmasis Lietuvos Statutas: Dzialinskio, Lauryno ir Ališavos nuorašų faksimilės.* Préparé par S. Lazutka, E. Gudavičius. T. 1, partie 2. Vilnius, 1985 ; E. Rimša. *Heraldika: iš praeities į dabartį.* Vilnius, 2004 ; *Senoji Lietuvos grafika XVI–XIX a.* Préparé par V. Gasiūnas. Vilnius, 1995 ; *Ukraina: Lietuvos epocha, 1320–1569*. Vilnius, 2010 ; *Vilniaus fotografija, 1858–1915.* Préparé par M. Matulytė. Vilnius, 2001 ; *Vilniaus klasicizmas.* Catalogue de l'exposition. Musée national de Varsovie décembre 1999-janvier 2000, Musée des beaux-arts de Lituanie mars-septembre 2000. Vilnius, 2000 ; *Vilnius Jono Kazimiero Vilčinskio leidiniuose:* exposition 01-01-1999 au 19-04-1999. Vilnius, 2000, Musée de Samogitie « Alka ». Préparé par E. Spudytė. Vilnius, 2007.

Photos des archives nationales centrales de Lituanie, du Musée des victimes du génocide auprès du Centre de recherche sur le génocide et la résistance des habitants de Lituanie, du Musée juif national du Gaon de Vilnius, des fonds du Centre de publication des sciences et des encyclopédies (carte de la Lituanie 1918-1940), des collections d'Eugenijus Peikštenis et de Vytautas Jasiūnas, de l'ouvrage *Lietuvos diplomatija nuo 1990 m. kovo 11* (Vilnius : ministère lituanien des Affaires étrangères), 2001 ; *Lietuva, 1991 sausio 13. Dokumentinė medžiaga*. Vilnius : Département de la presse, 1991 ; du livre de A. Eidintas *Antanas Smetona ir jo aplinka* (Vilnius, 2012) ainsi que des archives personnelles de A. Eidintas et A. Bumblauskas.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Abraham
(Isaac ben Abraham Troki) 80
Adamkus, Valdas
286, 295
Akelaitis, Mikalojus 9
Albert de Brandebourg 67
Aleksandravičius, Egidijus 305, 307
Alexandre Ier, Empereur de Russie
114, 116
Alexandre II, Empereur
de Russie 120
Alexandre III, Empereur
de Russie 127
Algirdas, Grand-duc de Lituanie 25,
26, 29, 34, 36–41, 43, 199
Ambrazevičius, Juozas 223, 224
Andriolli, Michał Elwiro 35, 122
Antanavičius, Kazimieras 268
Anušauskas, Arvydas 305
Asanavičiūtė, Loreta 280
Askenazy, Szymon 164
Augustinas, Vytautas 183
Avietėnaitė, Magdalena 10
Ažubalis, Audronius 10

B

Bačkis, Audrys Juozas 294
Bačkis, Stasys Antanas 257
Baden, Max von 154
Baltėnas, Arūnas 61, 77
Baltimore, David 302
Baltrušaitis, Jurgis 250
Balutis, Bronius 170
Baranauskas, Antanas 126, 143
Baranauskas, Marius 247
Barnard, Christiaan 302
Basanavičius, Jonas 20, 22, 132, 133,
138, 142, 144, 153
Basil (Vassili) II de Moscou,
petit-fils de Vytautas 56
Báthory, Stephen 74, 86, 87
Bayot, Adolphe 88
Beck, Józef 201
Bennet, Jakób 83
Benoist, Philippe 88, 119
Berenson-Abbott, Senda 302
Berenson, Bernard (Bernhard
Valvrojenski) 302
Beria, Lavrenti 215, 225, 242
Bermondt-Avalov, Pavel 157
Bethmann Hollweg,
Theobald von 147

Birman, Georg 212
Birutė, Grande-duchesse 26, 36
Biržiška, Mykolas 149, 152
Blažytė-Baužienė, Danutė 305
Bohusz, Ksawery 124
Bojanus, Ludwig Heinrich 116
Bonaparte, Napoléon 109, 112
Bonner, Elena 281
Botyrius, Jonas 248
Brandišauskas, Valentinas 305
Brazauskas, Algirdas 270, 286, 294, 296, 297
Brejnev, Léonid 237
Brenner, Sydney 302
Brenner, Victor David (Viktoras Barnauskas) 302
Bronson, Charles (Karolis Bučinskis) 301
Bruno Boniface (Saint) 22, 27, 28
Brzostowski, Paweł Ksawery 75, 98
Bubnys, Arūnas 305
Budrys (Polovinskas), Jonas 172
Būga, Kazimieras 195
Bułhak, Jan 156
Bumblauskas, Alfredas 10, 20, 40, 305, 307
Bumblauskas, Mangirdas 27
Buračas, Antanas 268
Bush, George 296
Butigeidis, Grand-duc de Lituanie 34
Butkus, Zenonas 11
Butvydas, Grand-duc de Lituanie 34

C

Camblak, Grigorij 49, 50, 55
Casimir (Saint) 59, 75, 91, 100, 130, 251
Catherine II, Impératrice de Russie 19, 104, 106, 111
Černius, Jonas 206, 208
Charlemagne, Empereur 33
Charles XII, Roi de Suède 95
Chodkiewicz (famille) 50, 64
Chodkiewicz, Jan Karol 96
Chodkiewicz, Jan Hieronimowicz 72–74, 86
Chreptowicz, Joachim Litawor 103
Ciapiński, Bazyli 63
Cidzikas, Petras 262
Čiurlionis, Mikalojus Konstantinas 20, 21, 143, 250, 251, 307
Clapton, Eric 303
Clemenceau, Georges B. 158
Clément IV, pape 33
Cohen, Leonard 303
Conrad Ier de Mazovie 30
Czarkowski, L. 137
Czartoryski (famille) 42, 50
Czartoryski, Adam Jerzy 114, 117

D

Damehl, Johann 115
Darius, Steponas 170, 196, 197, 251
Daukantas, Simonas 9, 124, 125
Daukša, Mikalojus 81
Daumantas, prince de Nalšia 33
Davies, Norman 305

Dekanozov, Vladimir 215, 216
Deroy, Isidore Laurent 100
Didžiulienė-Žmona, Liudvika 142
Dieckmann, Christoph 305
Dmowski, Roman 144, 156
Donelaitis, Kristijonas 16, 124
Dovydaitis, Pranas 220
Dubeneckis, Vladimiras 183
Dwight, Benjamin W. 144
Dylan, Bob 303

E

Eichwald, Edward Karol 116
Eidintas, Alfonsas 11, 305, 307
Elion, Gertrude 302
Eltsine, Boris 293
Erzberger, Matthias 153
Étienne (Saint), Roi de Hongrie 28, 55
Eugène de Savoie-Carignan 53

F

Fabre, François-Xavier 113
Fedorov, Ivan 65
François-Ferdinand, Archiduc d'Autriche 146
Finkelstein, Eitan 261
Fleury, Stanislovas 143
Frank, Johann Peter 116
Frank, Joseph 116
Frédéric II, Roi de Prusse 53

G

Gabrys-Paršaitis, Juozas 151
Gaigalaitis, Vilius (Wilhelm) 146
Gajauskas, Balys 261
Galvanauskas, Ernestas 164, 165, 171–173, 216
Garuckas, Karolis 261
Gary, Romain 302
Gaškaitė, Nijolė 305
Gediminas, Grand-duc de Lituanie 13, 19, 22, 26, 28, 29, 34–40, 43, 47, 182, 268, 270
Gedvilas, Mečislovas 216
Gerulaitis, Vitas 302
Giełgud, Antoni 117
Gielgud, John 301
Gilmour, David 303
Girėnas, Stasys 196, 197, 251
Glaubitz, Johann Christoph 20, 70, 91, 92
Gorbatchev, Mikhaïl 267, 268, 274, 275, 278, 281, 282
Gordimer, Nadina 303
Goštautas (famille) 86
Goštautas, Albertas 78
Greimas, Algirdas Julien 302
Grégoire XIII, pape 87
Grinius, Kazys 167, 175–177
Griškevičius, Petras 267
Grottger, Artur 26
Grunau, Simon 24
Grunskis, Eugenijus 305
Guagnini, Alessandro 36
Gucevičius, Laurynas 99, 100
Gudavičius, Edvardas 305, 307
Guillaume II de Wurtemberg-Urach 154

Gulevičius, Vladimiras 270, 275
Gustaitis, Antanas 196–198

H

Hamann, Heinrich 227
Harrison, George 303
Hedwige, Reine de Pologne 45, 71
Heifetz, Jascha 302
Hendrix, Jimi 303
Herder, Johann Gottfried 123
Hertling, Georg von 153
Hess, Walter Rudolf 203
Heymann, S. 116
Himmler, Heinrich 226
Hindenburg, Paul von 147
Hitler, Adolf 186, 204–207, 214, 227
Horace 90
Hussowczyk, Mikołaj 66
Hymans, Paul 164

I

Iakovlev, Alexandre 269
Iaroslav Ier, Grand Prince de la Rus' de Kiev 28
Ivan le Terrible 118

J

Jablonskis, Jonas 142
Jakštas-Dambrauskas, Adomas 137
Jankauskas, Kęstutis 275
Jasiński, Jakub 107
Jean-Paul II, pape 259, 294
Joffe, Adolf 159
Jogaila, Grand-duc de Lituanie 22, 37, 38, 44–48, 51, 52, 54–56, 71
Jokubaitis, Alvydas 10
Jučas, Mečislovas 305, 307
Judinas, Romanas 11
Juknevičius, Jonas 283
Juliana, femme de Vytautas le Grand 56
Juozaitis, Arvydas 269
Jurašaitis, Aleksandras A. 142

K

Kacenbergas, Judelis 245
Kairys, Steponas 150, 152
Kalanta, Romas 264, 265
Kalinine, Mikhaïl 211
Kalinowski, Konstanty 122
Kant, Emmanuel 109
Kasiulis, Vytautas 302
Kasparavičius, Algimantas 305
Katkus, Donatas 302
Kaubrys, Saulius 11, 305
Kauneckas, Jonas 260
Kaušpėdas, Algirdas 269
Kęstutis, Grand-duc de Lituanie 25, 26, 36, 37, 182, 199
Khrouchtchev, Nikita 237, 259
Kiaupa, Zigmas 306
Kiaupienė, Jūratė 306
Kiedis, Anthony 303
Kielisiński, Kajetan Wincenty 49
Klimas, Petras 149, 180
Klug, Aaron 303
Knackfus, Marcin 99
Koch, Erich 203
Kołłątaj, Hugo 102, 104
Koltchak, Alexandre 157

Komorowski, Bronislaw 301
Kornilov, Ivan 128
Korsak, Tadeusz 102
Kossak, Juliusz 30
Kossakowski, Jan 106
Kossakowski, Józef 106
Kossakowski, Szymon 106, 107
Kościuszko, Tadeusz 100, 106, 113
Kraszewski, Józef Ignacy 9, 119, 134
Krėvė-Mickevičius, Vincas 190, 216, 225, 250
Kriaučiūnas, Petras 142
Kubiliūnas, Petras 231
Kudirka, Vincas 133, 134, 248, 250, 270
Kulakauskas, Antanas 11, 305
Kulvietis, Abraomas 67, 81
Kuncevičius, Albinas 306
Kuzma, Stasys 302
Kuzmickas, Bronislovas 276

L

Lafosse, Adolphe 125
Landsbergis, Vytautas 271, 276, 278–280, 285, 286, 288, 293
Landsbergis-Žemkalnis, Vytautas V. 194, 195
Latham, Robert Gordon 12
Laurinavičius, Česlovas 306
Lelewel, Joachim 116, 117
Lénine, Vladimir 154, 250–252, 283
Lévinas, Emmanuel 302
Lichtenstein, Kuno von 52
Liekis, Šarūnas 306
Lileikis, Paulius 276
Lipchitz, Jacques 302
Lituanus, Michalo 62, 66
Lizdeika 28
Lopata, Raimundas 10, 306
Louis XVI, Roi de France 106
Lown, Bernard 303
Lozoraitis, Stasys 10, 200–202, 256–258
Lubin, Frank 302
Lubys, P. 302
Ludendorff, Erich 147
Lukauskaitė-Poškienė, Ona 261
Lukša-Skirmantas, Juozas 240
Luther, Martin 67

M

Mačiulis, Dangiras 306
Mačiulis-Maironis, Jonas 9, 20, 134, 190, 249, 250
Mačiūnas, Jurgis 302
Mackevičius, Antanas 121, 122
Mackevičius, Jonas 57
Madou, Jean-Baptiste 114
Malinauskas, Donatas 146
Marcinkevičius, Algimantas 302
Marcinkevičius, Justinas 269
Marx, Karl 252
Masevičius, Eugenijus 279
Masiliūnas, Kazimieras 9
Massalski, Ignacy 97, 99, 106, 107
Matejko, Jan 51
Martynas, Mažvydas 64, 65, 67, 81
McCartney, Paul 303
Meinertas, L. 244
Meillet, Antoine 23

Mekas, Jonas 301
Merkoulov, Vsevolod 215, 225
Merkys, Antanas 206, 211–213, 216, 220
Mičiūnas, Romas 222, 227
Mickiewicz, Adam 15, 18, 116, 117, 134, 262
Mielcke, Christian Gottlieb 109
Mieszko Ier de Pologne 28
Milosz, Oscar (Oscar Vladislas de Lubicz Milosz) 155
Miłosz, Czesław 15
Mindaugas II (Guillaume II de Wurtemberg-Urach) 154
Mindaugas, Grand-duc de Lituanie 12, 14, 17, 22, 28–34, 36, 38–40, 199
Mironas, Vladas 188, 202, 206
Mitkin, Nikolaï 267
Mitterrand, François 285
Molotov, Viatcheslav 208, 209, 211, 224
Montesquieu, Charles de 101
Morkus, Pranas 261
Morta, Grande-duchesse de Lituanie 31
Motieka, Kazimieras 276
Mouraviev, Mikhaïl 121, 127, 129, 259
Mussolini, Benito 174
Musteikis, Kazys 205, 213
Mykolaitis-Putinas, Vincas 250

N

Narbutt, Teodor 119
Naruševičius, Tomas 159, 170
Narutavičius, Stanislovas 148, 152
Narutowicz, Gabriel 158
Nasvytis, Algimantas 268
Nekrošius, Eimuntas 301
Netimeras 22, 27, 28
Nicolas Ier, Empereur de Russie 117
Nicolas II, Empereur de Russie 167, 214
Niendorf, Mathias 306
Nilson, Johann Esaias 105
Norblin, Jean-Pierre 102

O

Ogiński (famille) 86
Ogiński, Michał Kleofas 113
Olaf, Roi de Norvège 28
Olaf, Roi de Suède 28
Orlov, Youri 261
Ostrogski (famille princière) 50
Ostrogski, Konstanty 62, 84
Ozolas, Romualdas 269

P

Pajaujis, Juozas 177
Palach, Jan 264
Paleckis, Justas 216, 217
Penkowski, A. 36
Petisné, Jean Gabriel 172
Petkevičius, Vytautas 269
Petkus, Viktoras 261
Petraitis, Jaunius 11
Petrovas, A. 272
Piccolomini, Enea Silvio 57
Pie XII, pape 240

Pierre Ier de Russie 95
Piłsudski, Józef 141, 148, 156, 157, 162, 172, 174, 180
Plater-Broel, Emilia 118
Plechavičius, Povilas 176, 233
Plečkaitis, Jeronimas 178
Poniatowski, Józef Antoni 105
Poniatowski, Stanisław August 94, 96, 104, 108
Poška, Dionizas 124
Potocki, Ignacy 104
Poutine, Vladimir 294
Povilaitis, Augustinas 211
Pozdniakov, Nikolaï 215
Prapuolenis, Leonas 222
Protasewicz, Walerian 86, 87
Prunskienė, Kazimiera 268, 278
Ptolémée 27
Pyplys-Mažytis, Kazimieras 240

R

Radziwiłł, Mikołaj le Noir 64, 65, 68, 69
Radziwiłł, Mikołaj le Rouge 69
Radziwiłł, Mikołaj Christopher l'Orphelin 65
Radziwiłł (famille) 50, 64, 83, 86
Radžvilas, Vytautas 10, 269
Ragaišis, Romaldas Juozas 262
Ramanauskas-Vanagas, Adolfas 242
Rapolionis, Stanislovas 67
Raštikis, Stasys 188, 200–202, 205, 207, 208, 212
Reimeris, Giedrius 268
Reisons, Kārlis 196
Reivytis, Vytautas 226
Repšys, Petras 302
Rhesa, Ludwig 124
Ribbentrop, Joachim von 22, 207, 208, 262, 263, 269, 271, 272
Richards, Keith 303
Rimša, Petras 128, 307
Rinkevičius, Gintaras 302
Robertson, George 295
Roosevelt, Franklin D. 234, 256
Rosenbaum, Simon 155, 189
Rowell, Stephen C. 306
Rubens, Peter Paul 75
Rudamina, Andrius 90
Rydz-Śmigły, Edward 207

S

Sabaliauskas, Algirdas 275
Sabonis, Arvydas 302
Sadūnaitė, Nijolė 262
Sakalas, Aloyzas 276
Sakharov, Andreï 261, 262, 281
Sanguszko (famille) 42, 50
Sapieha, Kazimierz Nestor 102, 104
Sapieha, Lew 78
Sapieha (famille) 86
Šapoka, Adolfas 9, 305, 307
Sarbiewski, Maciej Kazimierz 89
Sauerwein, Georg 135
Šaulys, Jurgis 149, 150
Schrenck, Jakob 68
Semashko, Dominyk 155, 160
Senn, Alfred Erich 305, 306
Sforza, Bona (membre de la dynastie milanaise des Sforza) 67

Sharkey, Jack (Juozas Žukauskas) 302
Shlomo Zalman Kremer, (Eliyahou ben Shlomo Zalman Kremer) 92
Siemienowicz, Kazimierz 70, 89, 90
Sierakowski, Zygmunt 121
Sigismond II Auguste 37, 67, 72
Sigismond Ier le Vieux 56, 67
Sigismond de Luxembourg 56
Šilingas, Stasys 146, 154
Simpson, James 157
Sirutavičius, Vladas 306
Sirvydas, Konstantinas 81, 89
Sirvydis, Vytautas 302
Skaryna, Francysk 58
Skirgaila, Duc de Lituanie 48
Škirpa, Kazys 221–223
Skučas, Kazys 211
Slawoczinski, Salomon 81
Sleževičius, Mykolas 155, 162, 175, 176, 187
Šliūpas, Jonas 170
Slowacki, Juliusz 18
Słucki (famille) 42
Smetona, Antanas 140, 147–150, 153–156, 159, 168, 171, 175–182, 184, 186–188, 190–194, 196, 199, 201, 205, 211–213, 216, 217, 255, 256, 305–307
Smiglecius, Martinus 89
Smokowski, Wincenty 87
Smuglewicz, Franciszek 93, 99
Snayrs, Pieter 96
Śniadecki, Andrzej 116
Śniadecki, Jan 116
Sniečkus, Antanas 216, 219, 234, 248
Snyder, Timothy 306
Sołtan, Stanisław 104
Sondeckis, Saulius 302
Songaila, Rimgaudas 267
Souvorov, Alexandre 53, 107
Soutine, Chaïm 302
Springsteen, Bruce 303
Sruoga, Balys 250
Staline, Joseph 208, 209, 214, 219, 234, 237, 238, 245, 249, 250, 252
Stanevičius, Simonas 124
Stanislas (Saint), Évêque de Cracovie 46
Stankevičius, Česlovas 276
Stankevičius, Juozas 149
Staugaitis, Justinas 154
Sternberg, Michael Küchmeister von 54
Stirland, Andreas von 31, 32
Štromas, Aleksandras 261
Stryjkowski, Maciej 77
Stulginskis, Aleksandras 167, 177, 220
Suchet, David 301
Sužiedėlis, Saulius 305
Svarinskas, Alfonsas 260

T

Tamkevičius, Sigitas 260
Tamošaitis, Mindaugas 11, 305
Taylor, Isaac 214
Tchitcherine, Gueorgui 174
Terleckas, Antanas 262
Treniota, Grand-duc de Lituanie 33

Truska, Liudas 305, 306
Tūbelis, Juozas 182, 184–187, 201, 202
Tumas-Vaižgantas, Juozas 134, 190
Turenne, Maréchal de France 53
Tyszkiewicz (famille) 86
Tyzenhaus, Antoni 75, 98

U

Ubartas, Romas 290
Ulrich von Jungingen 53
Unitas, Johnny (Jonas Jonaitis) 302
Urbšys, Juozas 208, 211, 220
Urmana, Violeta 302

V

Vaišelga, Grand-duc de Lituanie, fils de Mindaugas 34
Vaitkus, Feliksas 196
Valančius, Motiejus 123, 125–127, 130, 131
Valionis, Antanas 297
Valiūnas, Silvestras 124
Varnas, Adomas 31
Vaskela, Gediminas 304
Vėlavičius, Vincentas 260
Venclova, Tomas 261
Veverskis, Kazys 232
Vijūkas-Kojalavičius, Albertas 89
Vileišis, Jonas 152
Vilkas, Eduardas 268
Viollet, H. Roger 180
Vitkauskas, Vincas 212, 216
Vladimir Ier le Grand, souverain de la Rus' de Kiev 28
Vlassov, Andreï 227
Voldemaras, Augustinas 154, 155, 157, 163, 168, 176, 177, 179–182, 184, 186, 224, 231
Vytautas le Grand, Grand-duc de Lituanie 13, 22, 29, 37, 40, 44, 46-57, 60, 61, 63, 66, 71, 80, 101, 170, 182-184, 193, 196, 199
Vytenis, Grand-duc de Lituanie 34, 39, 40

W

Waldheim, Kurt 262
Washkansky Louis 302
Wilczyński, Jan Kazimierz 88, 100, 115, 119, 125
Wilson, Woodrow 151
Wiśniowiecki (famille) 42, 50
Wygodzki, Jakub 189
Wojniakowski, Kazimierz 102
Wołłowicz (famille) 86
Wood, Ronnie 303
Wörner, Manfred 296

Z

Zaleski, August 179
Žalys, Vytautas 11, 305, 306
Zaunius, Dovas 180
Zdebskis, Juozas 260
Żeligowski, Lucjan 17, 162
Zemaitis, Tony (Antanas Kazimieras Žemaitis) 303
Žemaitis-Vytautas, Jonas 241, 242
Zemeckis, Robert 301
Zenkevičius, Jonas 124

Zikaras, Juozas 131
Žilius, Jonas 145, 170, 171
Žymantienė-Žemaitė, Julija 134, 142

ISBN 978-609-437-206-3

Ce livre essaie de proposer une réponse à une des questions les plus importantes pour le peuple lituanien : comment est née la Lituanie et pourquoi notre État est non pas l'expression du hasard ou de circonstances secondaires, mais un fruit qu'on a fait mûrir durant des siècles, le chemin d'une indépendance fondée sur la détermination légitime du peuple et la récompense légitime et bien méritée pour la vie de chaque Lituanien ?

En 2013, la Lituanie présidera le Conseil de l'Union européenne, association de pays européens libres et démocratiques. Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle non seulement de contribuer à la création d'un avenir commun de l'Europe, mais aussi de renforcer l'attention des pays vis-à-vis du passé des peuples du continent et, bien sûr, une nouvelle fois regarder soi-même et rappeler au monde entier, ce qu'a été et est la Lituanie avec un ouvrage concis, facile à lire et basé sur des critères de vérité et d'ouverture. On dévoile le chemin historique long, victorieux, parfois ardu voire même tragique, de notre pays à travers les différents systèmes politiques, l'abîme des occupations, les hauts et les bas de l'indépendance rétablie.

C'est la première tentative depuis 1990 de traiter toute l'histoire de la Lituanie des temps anciens à 2004 avec une approche responsable et sobre.

HISTOIRE DE LA LITUANIE

Alfonsas EIDINTAS, Alfredas BUMBLAUSKAS,
Antanas KULAKAUSKAS, Mindaugas TAMOŠAITIS

Couverture: Audronė Uzielaitė
Maquettiste: Ernestas Vinickas

Publié par les éditions « Eugrimas », 98-42 rue Kalvarijų, LT-08211 Vilnius
Tél./fax :. +370 5 273 39 55, courriel : info@eugrimas.lt, www.eugrimas.lt

Imprimé par la SARL « BALTO print », 41a rue Utenos, LT-08217 Vilnius